



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

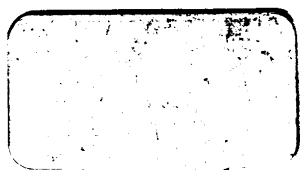
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



DAF

Veily

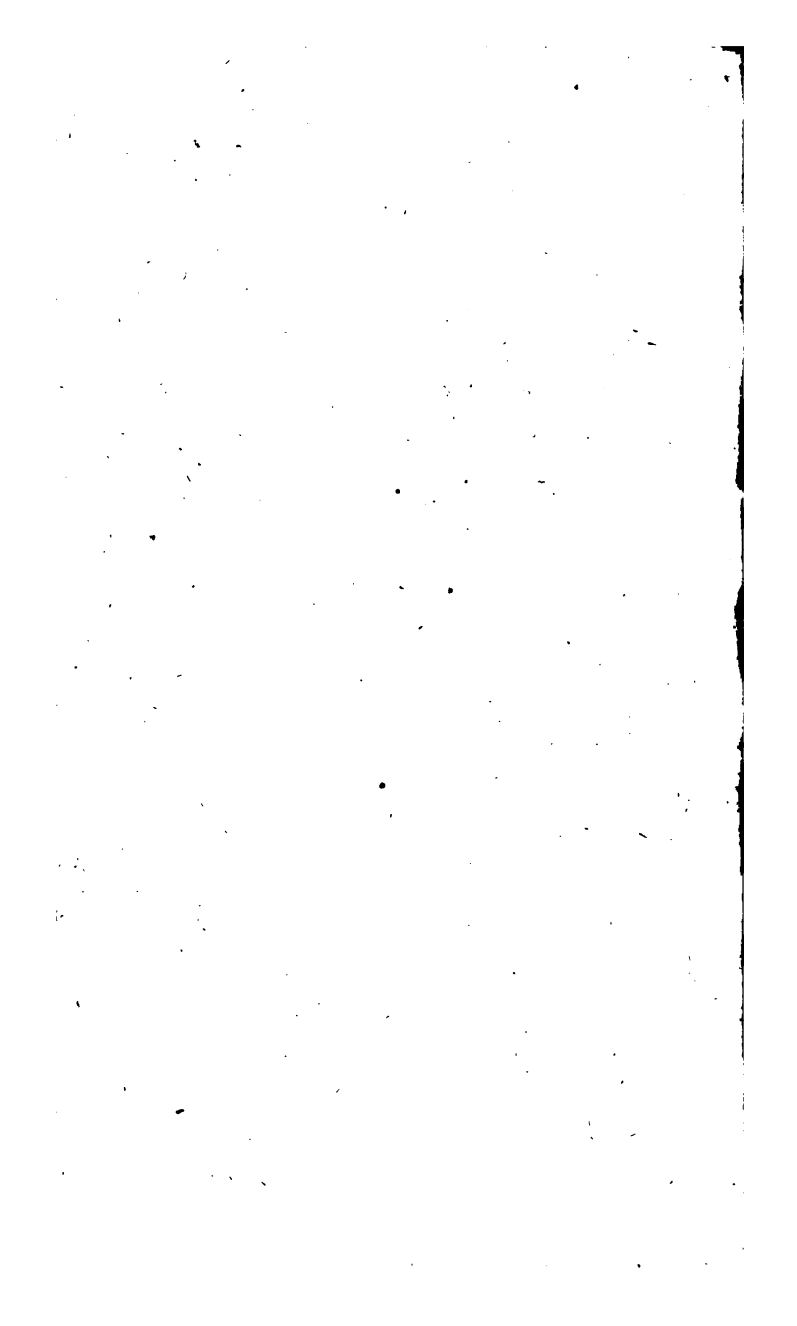


HISTOIRE

DE

FRANCE.

TOME VINGT-NEUVIÈME.



HISTOIRE

DE

FRANCE,

Depuis l'établissement de la Monarchie,
jusqu'au règne de Louis XIV,

Par M. GARNIER, *Historiographe du Roi,
& de Monsieur pour le Maine & l'Anjou,
Inspecteur & ancien Professeur du Collège-
Royal, de l'Académie des Belles Lettres.*

TOME VINGT-NEUVIÈME.

Prix, 3 livres relié.



A PARIS,

v
Chez { Veuve DESAINT, rue du Foin-Saint-Jacques.
NYON l'aîné, rue du Jardinier, quartier St-André-des-Arcs.
BELIN, Libraire & Imprimeur, rue St-Jacques, N°. 22.

M. DCC. LXXXVI.

Avec Approbation, & Privilège du Roi.

& des portraits. Cette marche, commode pour eux, l'auroit été encore infiniment davantage pour l'écrivain, puisqu'en le dispensant du travail assommant des recherches, en lui laissant la liberté de supprimer tout ce qui ne lui auroit pas paru susceptible d'ornement, elle auroit donné plus de rapidité à ses récits, plus de couleur à ses tableaux. Si donc, au lieu de la suivre, j'ai porté mes premiers soins à déterrer dans les archives les pièces propres à suppléer au silence de nos historiens sur presque toutes les branches de l'administration : si j'ai donné plus d'étendue aux matières épineuses & toujours arides de législation & de finance, qu'aux descriptions de lieux, de sièges & de batailles : si j'ai mieux aimé, toutes les fois que les monumens sont venus à mon secours, mettre en scène les principaux acteurs, les faire parler

& agir comme ils ont véritablement parlé & agi, que de présenter des réflexions & des portraits; c'est qu'il m'a toujours paru que, de toutes les productions de l'esprit humain, la plus frivole seroit une histoire nationale, qui négligeroit d'apprendre par quels degrés cette nation s'est élevée ou détériorée, & de tenir un registre exact de ce qui a été dit, fait & tenté à son avantage ou à son préjudice. Si elle remplit son titre, l'homme public doit y puiser des exemples à suivre & à éviter, le simple citoyen la connoissance de ses droits & de ses obligations, l'étranger des leçons pareilles pour le fond, différentes par la forme, à celles que lui offriroit un traité de morale & de politique. Comme l'affinité qui se trouve entre l'histoire & ces deux dernières sciences a donné lieu à des méprises, qu'il me soit

4 HISTOIRE DE FRANCE.

permis de proposer, à cet égard, quelques observations.

Le philosophe, soit moraliste, soit politique, établissant pour objet de ses spéculations le bonheur de l'homme ou de la société, examine la nature, les propriétés & les effets de chaque vertu & de chaque vice, & toujours renfermé dans des généralités, il pose des principes, en déduit des conséquences & procède par une chaîne de raisonnemens ou probables ou démonstratifs : s'il lui arrive de citer en preuves des autorités & des faits, il ne s'arrête point à en discuter la vérité, parce qu'il les suppose notoires & incontestables. L'historien, au contraire, a pour objet principal de se bien assurer des faits & des causes qui leur ont donné naissance. Il se propose non de montrer les vicissitudes des choses humaines & des corps politiques

en général, mais de spécifier les altérations successives qu'a subie telle société particulière. Il ne peint point le tyran, l'ambitieux, l'avare; il lui suffit de mettre en scène tel individu dont les paroles & les actions annoncent qu'il est dominé par quelqu'un de ces vices. S'il doit rendre compte d'un règlement, il se met moins en peine de remarquer s'il étoit utile ou nuisible que de rechercher quelles raisons le firent porter, quelles réclamations il excita, quels obstacles en suspendirent ou en empêchèrent l'exécution: enfin, s'il se permet des maximes ou réflexions générales, elles s'engendrent tellement du sujet, elles y sont si bien liées, qu'il paroît comme impossible de les en détacher. De même donc qu'un politique qui, après avoir posé des maximes, n'apporteroit en preuve que des autorités & des

6 HISTOIRE DE FRANCE.

faits, n'opéreroit aucune conviction sur l'esprit de ses lecteurs, puisqu'ils seroient bien fondés à douter si ces faits sont exacts, & en second lieu, si en feuilletant les annales des différens peuples, on n'en rencontreroit pas un grand nombre d'autres qui prouveroient le contraire : de même tout historien qui ne rapportera des résultats de faits que pour servir de cadre à ses réflexions, & qui, partant des principes de politique qu'ils s'est faits, s'érigera un tribunal où il jugera sans appel les vivans & les morts ; un pareil historien, dis-je, pourra bien éblouir pour un tems la foule des lecteurs par la profondeur de ses vues, la nouveauté & la hardiesse de ses jugemens ; mais en supposant même qu'il n'avance rien que d'utile & de vrai, il ne satisfera aucun de ceux qui cherchent dans l'histoire non ce que pense l'historien, mais

des actions motivées & des faits circonstanciés , sur lesquels ils puissent asseoir leur propre jugement. J'ai supposé qu'il n'avançât rien que d'utile & de vrai ; mais doit-on naturellement s'attendre qu'un écrivain , rempli d'idées systématiques & curieux de les étaler , garde assez de retenue & d'impartialité pour ne voir dans un fait que ce qui y est réellement , pour ne jamais prendre l'accessoire pour le principal , & pour ne point prêter à ses personnages des intentions & des vues qui ne leur tombèrent jamais dans la pensée.

S'il étoit besoin d'appuyer ces réflexions par des exemples , il suffiroit de jeter les yeux sur les écrivains des troubles qui vont nous occuper. Quelques-uns, tels que Tavannes, la Noue, Montluc & d'Avila , ont tellement noyé les faits dans les réflexions, qu'on

3 HISTOIRE DE FRANCE.

ne fait si l'on doit les ranger dans la classe des historiens ou dans celle des auteurs politiques. Ceux à qui l'on n'a point ce défaut à reprocher , sont d'ailleurs si passionnés qu'ils ne prennent aucun soin de cacher leur emportement. Les protestans déclament avec fureur contre la tyrannie des Guises, & ne voient dans les premiers chefs de la réforme que des âmes généreuses qui se dévouent pour sauver les foibles de l'oppression, & la nation entière d'un joug avilissant; tandis que les catholiques nous représentent ces mêmes chefs comme des féditieux qui, couvrant une ambition effrénée du masque de la religion, visioient encore moins à renverser le culte ancien, qu'à partager les débris de la monarchie. Les uns & les autres se répandent en invectives contre la politique versatile de Catherine

de Médicis, dont les panégyristes nous vantent la sagesse & la modération au milieu de ces tigres déchainés. C'en est pas que ces historiens manquâssent de moyens pour connoître la vérité, ni de courage pour la dire : presque tous étoient dans la confiance des chefs du parti, & admis aux délibérations les plus secrètes, ils jouissoient parmi leurs associés de la considération que donnent les lumières & la probité ; mais fortement imbus de principes religieux & politiques opposés sur plusieurs points, ils ne voyoient pas les objets de la même manière, & devoient par conséquent donner des résultats essentiellement différens. Chacun d'eux du moins est d'accord avec soi ; au lieu que la plupart des écrivains qui, dans des tems postérieurs ont voulu nous retracer la même histoire, en puisant indifférem-

ment dans les écrits des catholiques & des protestans , ne nous ont donné que des récits incohérens & des jugemens contradictoires. Je n'en excepte pas même le célèbre de Thou , qui , s'étant contenté pour les règnes de Henri II , François II & Charles IX , de traduire dans la langue du siècle d'Auguste , les écrivains qui l'avoient précédé , porte partout l'empreinte de la prévention de ses guides. On a commencé de nos jours à mieux sentir tout le danger qu'il y avoit à les suivre. Des hommes d'esprit considérant les faits en eux-mêmes , après avoir mis à l'écart les motifs que leur prêtent les auteurs contemporains & les jugemens qu'ils en portent , ont cherché à leur assigner une première cause , & ont suivi , à cet égard , des routes diamétralement opposées. Les premiers obervant que la reli-

gion étoit de part & d'autre le mot de ralliement , l'objet capital des déclarations de guerre , des négociations & des traités de paix , ont cru appercevoir clairement dans l'esprit d'intolérance la source de nos guerres civiles , & confondant la chose avec l'abus, ils n'ont pas craint d'en rejeter tout l'odieux sur la religion elle-même. Les autres , au contraire, ne concevant pas qu'une doctrine qui ne prêche que douceur, soumission & obéissance , ait pu devenir un instrument de discorde , de haine & de carnage , ont tout attribué à l'ambition & à la jalousie des grands , sans faire attention que ces vices , communs à tous les siècles & à tous les gouvernemens , peuvent bien agiter des courtisans désœuvrés ; mais ne bouleversent une nation qu'autant qu'ils trouvent dans la multitude

pas les divers symptômes d'une maladie si compliquée , en montrant la lenteur & l'insuffisance des remèdes , ces écrivains auroient été moins amusans , sans doute ; mais en revanche , ils auroient fourni aux administrateurs des états de grandes leçons , & à tous leurs lecteurs une ample matière de réflexions. Ces développemens , je le déclare une fois pour toutes , ne peuvent se faire en peu de mots. Qu'on cesse donc de me demander combien de volumes encore contiendra la continuation de cette histoire , & combien chaque volume renfermera d'années ? Ce sont-là des questions auxquelles il m'est impossible de répondre , puisqu'il ne dépend de moi ni de supprimer aucun fait qui mérite d'être connu , ni d'en omettre aucune circonstance essentielle , sur-tout en matière d'administration. Car ,

chez un peuple qui n'a point un code fixe de droit public, & qui sur plusieurs points très-importans, ne consulte que ce qui s'est déjà pratiqué en pareille rencontre, il est aisé de sentir à combien de fausses idées & de fausses démarches de semblables omissions pourroient donner lieu. C'est donc uniquement à la nature & à l'importance d'un fait qu'il faut avoir égard, pour déterminer le plus ou le moins d'espace qu'il doit occuper dans l'histoire. Je n'en omettrai volontairement aucun qui concerne la nation ou une classe de la nation. Quant à ceux qui n'intéressent qu'une ville particulière, une communauté ou une famille, je n'en ferai mention qu'autant qu'ils sortent de l'ordre commun, ou qu'ils se trouveront liés aux faits généraux. Je prie les personnes qui ont l'attention de m'envoyer

des renseignemens & des titres sur quelques-uns de leurs ancêtres , de ne point me savoir mauvais gré si je n'en fais aucun usage. Ce n'est pas que j'ignore que tout service rendu à la patrie mérite des éloges ; qu'une action vertueuse ne change point de nature pour s'être passée sur un grand ou sur un petit théâtre : que tel magistrat d'une ville obscure , tel officier d'un grade inférieur , tel particulier , dont je ne fais aucune mention , fut un homme plus estimable , un meilleur citoyen que tel général ou tel administrateur , dont le nom reparoîtra plusieurs fois dans cette histoire ; & qu'enfin le souvenir des actions héroïques d'un simple particulier , mérite d'autant mieux d'être conservé , que plus de gens sont à portée & peuvent être tentés de les imiter. Mais , en faisant ces réflexions , je n'ai pas dû oublier

que j'écris l'histoire de la nation & non celle des individus ; qu'en nommer quelques - uns , & en omettre une foule d'autres qui ont les mêmes droits à l'estime publique , seroit une injustice ; que vouloir les nommer tous , seroit une entreprise inconsidérée : car , pour peu que l'on réfléchisse sur la nature des convulsions qui , pendant quarante ans , bouleversèrent toutes les parties de l'état , & ne permirent à personne de rester simple spectateur dans ces affreuses tragédies , on concevra , sans peine , qu'il n'y a presque aucune ville , aucun bourg , aucun château dans le royaume qui , parmi une foule d'horreurs , ne pût offrir à la plume de l'historien des exemples admirables de fermeté , de grandeur d'ame & de dévouement. On doit même présumer que la somme totale des actions vertueuses surpassa celle

des crimes , puisque l'état fut sauvé & régénéré. Les plus éclatantes ont été publiées dans des relations particulières , ou consignées dans les registres des hôtels-de-ville. L'illustre de Thou , qui s'étoit imposé la tâche de les rassembler dans son histoire universelle , n'y a réussi qu'en partie. Si , déjà forcé de donner beaucoup plus d'étendue que lui à toutes les matières d'administration , j'entreprendois encore de le suivre dans ces détails de faits particuliers , & de suppléer ceux qu'il n'a pas connus ; je m'exposerois visiblement à donner un ouvrage non moins volumineux que le sien , & dont l'énorme longueur ne seroit point rachetée par les mêmes beautés. Il vaut mieux les abandonner aux historiens d'une ville ou d'une province , qui leur donneront toute l'étendue dont ils sont susceptibles.

AP R È S la mort de François II , Catherine , renfermée dans son cabinet , donna le reste de la journée & la nuit suivante aux larmes. Le lendemain , 6 de décembre , avertie par ses fidèles conseillers de ne pas laisser perdre un moment si décisif , elle prit par la main Charles-Maximilien son second fils , alors âgé de dix à onze ans , & le fit asseoir à côté d'elle dans la salle du conseil , où entrèrent à la file le roi de Navarre , les cardinaux de Bourbon , de Lorraine , de Tournon , de Guise & de Châtillon , le prince de la Roche-sur-Yon , les ducs de Guise , d'Aumale & d'Erampes , le chancelier l'Hopital , les maréchaux de St-André & de Brissac , l'amiral Coligni , Guillard du Mortier , les évêques d'Orléans , de Valence , d'Amiens & le seigneur d'Avançon , qui formoient le conseil d'état , & qui saluèrent le nouveau monarque. Il les remercia , & des services qu'ils avoient rendus au roi son frère , & de la fidélité qu'ils venoient de lui jurer , & les pria de lui continuer les mêmes soins auprès de la reine sa mère qui , secondée de leur expérience ,

ANN. 1560.

1^{re} forme
du conseil
d'adminis-
tration.

Mémoires
de Condé.

Manuscrits
de Béthune.

Registres
du Parle-
ment.

Brantome.

La Popeli-
nière.

ANN. 1560.

soulageroit ses jeunes années du poids de l'administration. On fit entrer ensuite les capitaines des gardes & les quatre secrétaires d'état, l'Aubespine, Bourdin, de Fresne & Robertet. Le roi leur ordonna de se tenir désormais auprès de sa mère, & d'obéir à tout ce qu'elle leur commanderoit. Parurent enfin les chevaliers de l'ordre, les gentilshommes de la chambre & les autres officiers attachés au service de la cour, auxquels il répéta le même commandement.

Le plus considérable de tous ces officiers, celui dont le suffrage pouvoit être du plus grand poids, ne se montrait point. Le connétable, sourd aux invitations du feu roi & aux instances de ses amis, s'étoit arrêté à Etampes, où il contrefaisoit le malade. Catherine se hâta de lui adresser Lansac, pour l'instruire de la perte qu'elle venoit de faire, & de la résolution où elle étoit de se passer de ministres, en laissant à chacun des grands officiers de la couronne, l'exercice libre & entier de tout ce qui appartenoit à son emploi. A cette nouvelle, il oublie les brancards, monte à cheval à la tête de sa troupe, & se pré-

sente subitement aux portes d'Orléans qu'il trouva gardées par un corps d'infanterie : faisant venir à lui le capitaine , il lui demanda à quel dessein il tenoit-là des soldats , s'il ne croyoit pas le roi parfaitement en sûreté au milieu de son peuple , & lui ordonna de les congédier sur-le-champ , en menaçant de faire pendre le premier qui contreviendrait à sa défense. Traversant ensuite la ville & entrant dans la chambre du roi, il fléchit un genou devant lui , & lui baisant plusieurs fois la main , il le conjura de ne point se laisser effrayer par ce qui venoit de se passer , car il se rendoit garant qu'il trouveroit par-tout un peuple si soumis & si obéissant , qu'il pourroit , sans escorte , se promener par-tout où bon lui sembleroit , & qu'il n'auroit besoin que d'un archer pour faire exécuter ses ordres aux deux bouts du royaume. Catherine , d'autant plus affectueuse qu'elle avoit des torts à réparer , recommanda à la fidélité & à la prudence consommée du connétable la mère & les enfans , & n'oublia rien de ce qu'elle croyoit propre à le gagner ; mais la plaie étoit encore trop récente ; en la

 ANN. 1560.

quittant , il alla se ranger auprès du roi de Navarre , & lui forma un magnifique cortège de cette foule de gentilshommes qu'il avoit amenés avec lui. Le duc de Guise , de son côté , s'étoit entouré de ses amis , & ne traversoit les rues d'Orléans qu'au milieu d'un escadron. Voulant , ou éprouver l'attachement de ceux qui se disoient ses amis , ou montrer plus clairement à ses ennemis qu'il y avoit du danger à l'attaquer , il prétexta la nécessité d'accomplir un pèlerinage qu'il avoit voué à Notre-Dame de Cléry pendant la maladie du roi , partit à pied d'Orléans , & fut suivi d'un si grand nombre de noblesse , que la cour resta ce jour-là presque déserte.

Tandis que ces deux partis ennemis , renfermés dans les mêmes murailles n'étoient occupés qu'à se précautionner l'un contre l'autre , & faisoient appréhender à chaque instant quelque sanglante catastrophe ; Catherine , sans compétiteur , s'établissoit à la tête de l'administration. Elle fit adresser par le roi son fils , des lettres aux divers parlemens du royaume , où , après avoir déploré la perte que la nation venoit de faire dans la personne d'un

roi, digne par ses vertus de la gouverner long-tems, il annonçoit que se confiant en la bonté de Dieu qui dirige le cœur des rois, & en la prudence de la reine sa mère qu'il avoit priée de prendre en main les rênes de l'état & de suppléer à la foiblesse de son jeune âge, il espéroit, qu'avec l'assistance de son oncle le roi de Navarre & des autres grands personnages dont le feu roi avoit formé le conseil, les affaires seroient si bien conduites, qu'elles tourneroient au bien général & à la satisfaction de ses sujets. Le parlement de Paris, toujours dominé par la faction des zélés Catholiques, reçut avec transport la nouvelle d'un choix qui excluoit du premier rang le roi de Navarre, chef des réformés : dans sa réponse au roi & à la reine mère, il rendoit graces à Dieu d'avoir inspiré au jeune monarque la résolution la plus salutaire & la plus sage que ses fidèles sujets eussent pu lui donner, & évitoit avec soin de s'expliquer sur la tutelle & la régence, parce qu'il n'étoit pas de l'intérêt de la reine mère que ces questions fussent agitées. On nomma en même-tems des députés pour aller, au nom de la com-

ANN. 1560. **—** pagnie, complimenter le roi & solliciter la confirmation des offices.

Cette confirmation étoit assujettie à une taxe plus ou moins considérable, mais qui s'évaluoit ordinairement au produit d'une année. Quoique l'état eût plus besoin que jamais d'un pareil secours, Catherine qui vouloit donner une idée favorable de son gouvernement, engagea le roi son fils à en faire une remise générale.

Inquiétude de la reine mère à l'approche des états-généraux. De si heureux commencemens ne rassuroient point entièrement Catherine : le principal danger subsistoit toujours. Les députés des provinces, appelés par François II pour chercher un remède aux troubles dont l'état étoit agité, arrivoient de toutes parts à Orléans. A la vérité, on avoit eu la précaution, dans les lettres de convocation pour la tenue des états provinciaux, de leur interdire toute connoissance de ce qui concernoit le conseil du roi & les dogmes de la religion ; mais

Légende du cardinal de Lorraine.

La Planchette.

Histoire manuscrite de François II.

De Thou.

devoit-on s'attendre que de pareilles défenses, qui avoient été regardées comme une atteinte à la liberté nationale, & qui n'avoient pas été entièrement observées sous un roi majeur, seroient respectées sous une minorité.

Les

Les députés, c'est-à-dire les repré-
 sentans de la nation , ne se croiroient-ils
 pas suffisamment autorisés à disposer
 de la régence , ou obligés à consulter
 leurs commettans sur un cas qui n'a-
 voit été omis dans leurs instructions ,
 que parce qu'il avoit été impossible de
 le prévoir. Ce qui s'étoit passé sous
 le dernier règne , ne permettoit pas
 de douter des principes & de la dis-
 position des réformés à cet égard. On
 savoit que dans la fameuse consulta-
 tion qui avoit servi de fondement à
 la conjuration d'Amboise, ils avoient
 posé pour principe , que toutes les
 fois qu'un roi est notoirement dans
 l'impuissance de gouverner par lui-
 même , c'est à la nation seule , con-
 jointement avec un ou plusieurs prin-
 ces du sang, magistrats nés du royaume,
 qu'il appartient de disposer des charges
 principales , & de régler la forme de
 l'administration. Cette décision, con-
 signée dans une foule d'écrits & scellée
 du sang de leurs martyrs, n'alloit-elle
 pas devenir la règle de leur conduite ?
 & s'ils étoient les plus forts, y avoit-il
 le moindre doute qu'ils ne déferassent
 toute l'autorité au roi de Navarre &
 au prince de Condé, qui avoient em-

ANN. 1560.

ANN. 1560.

braffé leur défense avec tant de risques & de périls. En les supposant les plus foibles, n'étoit-il pas toujours à craindre que plaidant la cause de la nation, soutenus par les princes du sang, le connétable & sa nombreuse famille, ils n'entraînassent, moitié par conviction, moitié par crainte, tous ceux des députés qui, dans une assemblée purement politique, écouteront plus les raisons d'état que les intérêts de la religion, ou croiroient devoir céder quelque chose pour parvenir à une conciliation.

Ces deux inconvéniens effrayoient Catherine sans la décourager : à l'égard du premier, les Guises y avoient pourvu, en employant toute leur autorité & le crédit de leurs amis dans les assemblées provinciales, pour exclure les hommes notés sur la religion, & ne faire nommer pour députés que des catholiques. Cependant ils n'avoient pas également réussi par-tout. Dans quelques sénéchaussées, les brigues avoient été si fortes, qu'on s'étoit séparé sans procéder à l'élection ; dans d'autres, les réformés avoient prévalu.

Par rapport au second, elle comp-

roit principalement sur la haine qui ANN. 1560.
séparoit les partisans des deux com-
munions, & qui les empêcheroit tou-
jours d'agir de concert ; sur les intri-
gues du cardinal de Lorraine qui pou-
voit tout dans l'ordre du clergé ; sur
le crédit du duc de Guise parmi la
noblesse, d'autant plus intéressés l'un
& l'autre à la bien servir, qu'ils ne
couroient pas de moindres risques
qu'elle.

Les réformés, de leur côté, ne
voyoient qu'avec effroi approcher le
jour qui alloit décider de leur sort. A
portée de se compter, & sentant leur
infériorité, ils présentèrent une requête
au roi, par laquelle ils déclaroient
qu'ayant été élus pour représentans de
leur province par les ordres & sous
l'autorité du feu roi, & adressés à lui
seul pour lui communiquer les do-
léances de ses fidèles sujets & enten-
dre ses volontés, ils croyoient leur
mission terminée avec sa vie, & ne se
regardoient plus que comme des
hommes sans caractère public : qu'il
étoit donc indispensable, s'il persis-
toit dans la résolution de tenir des
états-généraux, qu'il commençât par
convoquer de nouveaux états pro-

ANN. 1560.

vinciaux , qui reliroient leurs cahiers , y feroient les retranchemens & les additions que les nouvelles circonftances paroiffoient exiger , confirmeroit leurs députés , ou procédroient à de nouveaux choix. Si la France, dans ce moment, avoit pu fe paſſer d'états-généraux , Catherine auroit faiſi avec emprefſement une ſi favorable ouverture , pour ſe délivrer des contradictions qu'il étoit facile de prévoir ; mais perſuadée par le chancelier l'Hopital que c'étoit l'unique remède qui pût ſauver la monarchie , & que ceux qui demandoient cette ſuſpenſion , ne cherchoient qu'à ſe renforcer , & ſeroient bientôt les plus ardens à ſolliciter une nouvelle convocation , elle renvoya la requête au confeil , où il fut décidé qu'en France le roi ne mouroit point , & l'ouverture Orléans : fixée au 13 de décembre.

Ouverture
des états-
généraux à
Orléans :
harangue
du chance-
lier l'Hopi-
tal.

Au jour & à l'heure indiqués , le duc de Guiſe tenant à la main le bâton de grand-maître couvert d'un Procès - crêpe , aſſiſté de Chemault , maître verbal des des cérémonies , de Mendoffe & de états-géné- quelques autres maîtres-d'hôtel , fit raux de la appeller par ordre & placer lui-même bibliothè- les députés des différens bailliages. La que du Roi.

salle , comme il se pratiquoit dans ces sortes de cérémonies, étoit coupée en deux parties; l'une supérieure, l'autre inférieure. Dans l'enfoncement de la partie supérieure, il y avoit deux sièges d'égale hauteur ; l'un pour le roi, l'autre pour la reine mère. A gauche de la reine, sur un siège moins élevé, madame Marguerite, sœur du roi ; sur un autre siège, moins élevé encore, madame Renée de France, duchesse douairière de Ferrare ; ensuite les cardinaux de Tournon, de Lorraine, de Bourbon, de Châtillon & de Guise, selon la date de leur promotion. A la droite du roi, sur un siège moins élevé, monsieur, frère puîné du roi ; sur un siège moins élevé, le roi de Navarre, ensuite le prince dauphin d'Auvergne, fils du duc de Montpensier ; le prince de la Roche-sur-Yon, le marquis de Baupréau son fils, le prince de Joinville, fils aîné du duc de Guise, & le marquis d'Elbeuf. Sur deux escabelles, avancées à droite & à gauche du trône, le connétable avec l'épée nue, & le chancelier, ayant l'un & l'autre à leurs pieds deux huissiers à genoux, tenant leurs masses hautes. Sur le premier gra-

ANN. 1569.

ANN. 1560.

» blâssent mettre un obstacle invinci-
 » ble à ce dessein , en éloignant de
 » nous la concorde, qui doit être l'ame
 » de ces grandes assemblées ; nous
 » avons eu la satisfaction de voir que,
 » loin d'exciter de nouveaux troubles ,
 » ils ont dissipé ceux qui existoient
 » auparavant. De même qu'il arrive
 » quelquefois dans un jour obscur &
 » nébuleux que le soleil , en s'élevant
 » sur l'horison , fond les brouillards
 » & dissipe les nuages ; de même , le
 » premier regard de notre jeune mo-
 » narque a pénétré les cœurs des prin-
 » ces , & en a tellement chassé les ani-
 » mosités , les soupçons & les haines ,
 » qu'il n'y a aujourd'hui aucune mai-
 » son particulière dans le royaume ,
 » où les enfans soient plus soumis &
 » plus affectionnés à leurs parens , que
 » les princes & les grands le sont au
 » roi & à la reine mère. Une si heu-
 » reuse révolution est due à la magna-
 » nimité du roi de Navarre , qui ne
 » s'est souvenu de son rang de premier
 » prince du sang , que pour donner
 » aux autres l'exemple de l'obéissance.
 » On cite avec éloge les anciens Grecs
 » & Romains , qui , parvenus aux pre-
 » mières charges , suspendoient leurs

» haines & toutes leurs animosités par-
 » ticulières , de peur que les passions
 » de l'homme privé n'influâssent sur
 » le magistrat ; combien plus devons-
 » nous admirer des princes qui ne suf-
 » pendent point pour un tems limité
 » leur vengeance & leurs inimitiés ;
 » mais qui ; comme vrais chrétiens ,
 » en font le sacrifice absolu à la tran-
 » quillité publique & au besoin de
 » la patrie. Antigone , roi d'Asie ,
 » & le plus puissant des successeurs
 » d'Alexandre , voulant attirer à son
 » alliance des puissances lointaines ,
 » étaloit aux yeux de leurs ambassa-
 » deurs l'étendue de sa domination ,
 » ses immenses revenus , ses forces de
 » terre & de mer , lorsqu'au milieu de
 » l'audience , son fils arrivant d'une
 » expédition , vint le baiser à la joue ,
 » & s'assit familièrement à ses côtés.
 » Messieurs , continua Antigone , en
 » rendant compte à vos maîtres de
 » tout ce que vous avez entendu , vous
 » n'oublierez pas de leur dire de quelle
 » manière mon fils & moi nous vivons
 » ensemble ; voulant leur faire enten-
 » dre que c'étoit dans cette union que
 » consistoit sa principale force. Que
 » n'avons-nous donc pas à espérer , ou

ANN. 1560.

ANN. 1560. » plutôt que ne devons-nous pas nous
 » promettre , en voyant notre roi en-
 » touré de sa mère , de ses frères , des
 » princes ses parens , de tant de ducs ,
 » de comtes & de puissans seigneurs ,
 » tous parfaitement soumis , & n'ayant
 » plus qu'un cœur & qu'une volonté.
 » Reconnoissons ici le bras de Dieu ,
 » & adorons humblement sa puis-
 » sance ; car quel autre que lui pour-
 » roit faire que des millions d'hommes
 » obéissent à un seul , les forts au foi-
 » ble , des vieillards à un enfant. Espé-
 » rons de sa miséricorde qu'il main-
 » tiendra parmi nous l'union & la
 » paix ; qu'il veillera sur ce précieux
 » rejeton de tant de rois , jusqu'à ce
 » que les années & les soins d'une
 » tendre & vertueuse mère aient per-
 » fectionné son heureux naturel , &
 » l'aient rendu capable de gouverner
 » par lui-même.

» Quant à nous , messieurs , qui
 » nous proposons de coopérer à son
 » éducation , en reprenant sous ses
 » yeux une institution tellement dé-
 » laissée , qu'il n'y a peut-être pas un
 » seul homme ici qui en ait été témoin ,
 » commençons par bien connoître la
 » nature & l'importance du travail que

» nous entreprenons, afin d'y apporter
 » toute l'attention & toute la maturité
 » requises. Avant donc de vous entre-
 » tenir de l'objet principal qui nous
 » rassemble, il me semble à propos
 » de vous expliquer sommairement
 » quelle idée on doit se former d'une
 » tenue d'états-généraux, pour quelles
 » causes & en quelles occasions on
 » avoit coutume de les convoquer ;
 » quel fruit le peuple a droit de s'en
 » promettre, & s'il est utile ou nuisible
 » au roi de les assembler.

ANN. 1560.

» On entend par le mot d'états-
 » généraux, l'assemblée de la nation
 » entière, soit par elle-même, soit par
 » ses représentans. Tenir les états, c'est
 » de la part du souverain commun-
 » quer avec ses sujets, prendre leur
 » avis sur des matières qui touchent
 » à l'ordre public, écouter leurs plaintes
 » pour y appliquer les remèdes con-
 » venables. Dans les anciens tems,
 » on donnoit à ces assemblées natio-
 » nales la dénomination de parlemens,
 » qu'elles conservent encore en An-
 » gleterre & en Écosse. Parmi nous,
 » le nom a changé à l'occasion sui-
 » vante. Comme dans ces grandes
 » assemblées qui se tenoient réguliè-

» rement deux fois l'an , nos rois
 ANN. 1560. » pourvoyoient non - seulement aux
 » plaintes générales , mais aux affaires
 » particulières , le nom de parlement
 » s'appliqua & est demeuré aux au-
 » diences privées qu'ils firent tenir
 » dans leur palais par un certain nom-
 » bre de juges , qui les remplacèrent
 » dans la distribution de la justice
 » exécutive , & on désigna sous celui
 » d'états-généraux ces grandes assem-
 » blées de la nation , qu'ils conti-
 » nuèrent de convoquer suivant les
 » tems & les circonstances.

» Ils les tenoient soit en tems de
 » guerre , pour demander à leurs sujets
 » des secours extraordinaires d'hom-
 » mes ou d'argent ; soit pendant la
 » paix , pour rétablir la police géné-
 » rale , assigner des apanages à leurs
 » frères , ou pour réformer quelque'a-
 » bus du gouvernement. Ils ne man-
 » quèrent jamais de les présider en
 » personne , excepté dans une seule
 » occasion , la plus grande , certes , qui
 » se soit jamais présentée. Ce fut après
 » la mort de Charles-le Bel , lorsqu'il
 » fut question de disposer de la cou-
 » ronne. Car , attendu que Philippe
 » de Valois étoit un des contendans ,

» il ne parut pas convenable qu'il pré-
» fidât l'assemblée.

ANN. 1560.

» Personne ne contestera, je crois ,
» que ces sortes d'assemblées ne soient
» infiniment utiles au peuple, puis-
» qu'elles lui procurent le précieux
» avantage d'approcher de son souve-
» rain ; de lui faire entendre ses do-
» léances , & d'en recevoir tous les
» soulagemens qu'il peut raisonnable-
» ment attendre. On dispute seulement
» si elles le sont également au roi.
» Bien des gens prétendent que c'est
» dégrader sa puissance, avilir sa ma-
» jesté, que de l'astreindre à prendre
» conseil de ses sujets , à consulter
» ceux auxquels il a droit de comman-
» der, & qu'autant il se rend familier
» avec eux , autant il perd du respect
» qui lui est dû. Cette façon de voir,
» je le confesse, m'a toujours paru bien
» étrange, & plus j'y réfléchis, moins
» j'apperçois ce qui peut y avoir donné
» lieu. Car, y a-t-il une fonction plus
» auguste, un acte plus digne d'un roi,
» que celui de présider l'assemblée
» de ses sujets d'écouter leurs de-
» mandes, & de faire droit sur leurs
» requêtes, si elles lui paroissent fon-
» dées ? n'est-ce donc pas pour ren-

ANN. 1560.

» dre la justice qu'ont été institués
 » les rois ; n'est-ce pas même le
 » seul attribut qui les caractérise : car
 » le commandement des armées leur
 » est commun, & avec les tyrans &
 » avec les brigands, qui font aussi la
 » guerre, & souvent avec plus de
 » succès que les bons princes. Par
 » cette raison, sans doute, on a gravé
 » sur le sceau de France non un guer-
 » rier à cheval & armé de toutes
 » pièces, comme dans d'autres pays,
 » mais un monarque vêtu de longs
 » habits & assis sur son trône, d'où
 » il distribue la justice à ses sujets.
 » On admire la repartie d'une vieille
 » femme à Philippe de Macédoine,
 » qui différoit de lui rendre justice,
 » sous prétexte qu'il n'avoit pas le
 » tems de l'écouter : *Cesse donc*, lui
 » dit-elle, *d'être roi*. Un pareil déni
 » de justice eut des suites bien plus
 » fâcheuses pour Démétrius, l'un de
 » ses successeurs. Ses sujets lui avoient
 » présenté un grand nombre de re-
 » quêtes, qu'il avoit serrées dans un
 » pan de sa robe : passant ensuite sur
 » un pont, il les jeta toutes dans la
 » rivière. Le peuple indigné, se sou-
 » leva & le chassa du trône.

» A cette première considération,
» joignons - en une autre non moins
» importante. C'est presque le seul
» moyen qu'aient les rois de con-
» noître la vérité qui leur est déguisée
» par tout ce qui les entoure. Un an-
» cien philosophe leur conseilloit de
» lire l'histoire, ou des traités sur la
» manière de gouverner, parce qu'ils
» y trouveroient des avis que leurs
» prétendus amis, ou n'oseroient ou
» ne voudroient pas leur donner. Com-
» bien de vexations, de rapines &
» d'injustices se commettent journal-
» lement sous le nom du roi, mais à
» son insçu, & dont il ne peut avoir
» connoissance qu'en tenant les états-
» généraux. C'est-là qu'il apprendra le
» tort inappréciable qu'il se fait à lui-
» même en chargeant le peuple de
» nouveaux impôts, en vendant les
» offices, en conférant les premiers
» emplois civils & ecclésiastiques à
» des hommes scandaleux, & en con-
» tribuant ainsi, sans s'en douter, à
» dépraver son peuple : car la plupart
» des rois sont condamnés à ne voir
» que par les yeux d'autrui, à n'entendre
» que par les oreilles d'autrui, & au
» lieu qu'ils devroient mener les au-

ANN. 1560.

» tres, ils sont menés par une dou-
 » zaine d'hommes qui les approchent.
 » Fatigués de ces entraves, on vit au-
 » trefois des rois se travestir en simples
 » particuliers, se mêler dans la foule
 » & recueillir tout ce qu'on disoit
 » d'eux, non pour punir ceux qui en
 » mal parloient, mais pour s'instruire
 » & se corriger. Notre bon roi Louis
 » XII assistoit volontiers aux anciennes
 » farces, où l'on censuroit avec la li-
 » berté françoise tout ce qui cho-
 » quoit les mœurs publiques & les
 » préjugés nationaux, & répondoit à
 » ceux qui s'étonnoient de ce goût,
 » qu'il y apprenoit beaucoup de vérités
 » importantes, qu'on ne lui disoit
 » que là.

» Prétendre qu'un roi, en deman-
 » dant conseil à ses sujets & en con-
 » versant familièrement avec eux,
 » dégrade son autorité, c'est vouloir
 » fapper d'un seul coup toutes les an-
 » cres sur lesquelles repose le vaisseau
 » de l'état. Car il s'ensuivroit de-là ;
 » qu'on devroit supprimer non seule-
 » ment les états-généraux, mais le
 » conseil d'état, les parlemens & toutes
 » les autres cours souveraines qui ont
 » droit de délibérer & de faire des

» représentations sur les matières de
 » leur compétence. On raconte de
 » Théopompe, roi de Sparte, qu'ayant
 » créé des magistrats, nommés Epho-
 » res, sans l'avis desquels les rois ne
 » pouvoient plus rien entreprendre,
 » il effuya des plaintes amères de la
 » part de sa femme, qui lui reprocha
 » qu'il laisseroit à ses enfans la royauté
 » moindre qu'il ne l'avoit reçue de ses
 » pères. *Dites plus modérée*, répondit-
 » il, & *conséquemment plus durable* ;
 » car tout ce qui est violent ne subsiste
 » pas long-tems. Cette familiarité,
 » dont on voudroit nous faire appré-
 » hender les suites, n'a jamais nui
 » aux monarques François : car ja-
 » mais rois n'ont été plus familiers ;
 » & jamais rois n'ont été plus chéris &
 » plus respectés de leurs sujets. Parmi
 » nos voisins, quelques monarques se
 » font servir à genoux & tête nue ;
 » d'autres, comme le grand-seigneur,
 » ne se laissent aborder que le front
 » courbé & les yeux baissés en
 » terre ; sont-ils mieux obéis que le
 » nôtre ? Mais pourquoi aller chercher
 » des exemples étrangers, tandis que
 » nôtre histoire nous en fournit un si
 » remarquable. Nos derniers rois Mé-

ANN. 1560.

 ANN. 1560.

» rovingiens , à l'exemple des anciens
 » monarques d'Assyrie , ne se mon-
 » troient plus à leurs sujets qu'une
 » fois l'an ; il n'en fallut pas davan-
 » tage pour les rendre méprisables &
 » les précipiter du trône, tant un pareil
 » orgueil nous a toujours paru sauvage
 » & barbare. Les Romains, aussi long-
 » tems qu'il subsista des mœurs parmi
 » eux , admettoient deux fois le jour
 » en leur présence, tout ce qui com-
 » posoit leur maison , sans en excepter
 » les esclaves. L'empereur Gallien ,
 » dans un siècle déjà corrompu, fit
 » revivre cet usage qui commençoit à
 » se perdre. Ce qui mérite d'être loué
 » dans une famille particulière , ne
 » peut être blâmé dans une monarchie
 » qui se régit paternellement. Il n'y a
 » rien qui contente plus un sujet, que
 » d'approcher de son souverain & d'en
 » être remarqué. Si le roi pouvoit, sans
 » trop d'incommodité, assembler sou-
 » vent son peuple, il gagneroit infi-
 » niment à le connoître & à en être
 » connu. Concluons donc hardiment
 » que ceux qui lui conseillent de se
 » rendre inaccessible, consultent plus
 » leurs intérêts que ceux du prince &
 » de la nation. Ce sont, ou des hom-

» mes présomptueux qui méprisent
 » le reste des humains, & se croient
 » seuls en état d'ouvrir de bons avis ;
 » ou des sujets pervers qui ne trouvent
 » leur salut que dans les ténèbres. Car
 » de venir tranquillement nous dire
 » que toute grande assemblée est à
 » craindre ; oui bien, leur répondrai-
 » je, pour un tyran & ses satellites,
 » mais jamais pour un prince légitime,
 » qui doit se regarder comme le père
 » de ses sujets. Il me seroit facile, en
 » parcourant les diverses tenues d'états-
 » généraux, dont les procès-verbaux
 » se conservent dans nos archives, de
 » montrer en détail qu'ils ont opéré
 » le salut de l'état, soit en procurant
 » au roi des secours prompts & effi-
 » caces dans des momens de détresse,
 » soit en réformant une foule d'abus
 » destructifs, & en donnant naissance
 » à des loix salutaires ou à d'utiles ré-
 » glemens. Si du tems du roi Jean,
 » ils parurent un moment fournir des
 » alimens à la sédition, cet inconvé-
 » nient passager ne doit être imputé
 » qu'à la féroce grossièreté d'une bour-
 » geoisie naissante, qui ignoroit en-
 » core que le devoir & le droit des
 » sujets envers leur prince, se ré-

ANN. 1560.

 ANN. 1560.

» duisent à remontrer, supplier &
 » obéir. Car s'il est vrai que dans
 » toute société bien ordonnée, il n'est
 » pas moins avantageux d'obéir que
 » de commander, & qu'une société
 » ne peut être dite bien ordonnée,
 » qu'autant que chacun des membres
 » qui la composent se renferme dans
 » ses fonctions sans empiéter sur celles
 » des autres; il s'ensuit que le trouble
 » & la confusion sont inévitables par-
 » tout où ceux qui ne doivent qu'obéir
 » usurperont le commandement. C'est
 » ce qui arriva pour lors aux bourgeois
 » de Paris, & ce qui nous arriveroit
 » encore si nous étions assez imprudens
 » & assez aveugles pour suivre leur
 » exemple : mais écartons ces funestes
 » présages.

» L'assemblée que nous tenons au-
 » jourd'hui fut résolue, il y a quelques
 » mois, à Fontainebleau. Le feu roi
 » y avoit convoqué un conseil extraor-
 » dinaire, composé des princes du
 » sang, des grands officiers de la cou-
 » ronne, & d'un grand nombre d'au-
 » tres personnages éminens en dignité,
 » pour chercher avec eux le moyen
 » d'appaîser les troubles qui, sous le
 » manteau de la religion, déchiroient

» le royaume. On se contenta pour
 » lors de porter un règlement provi-
 » soire , par lequel il étoit enjoint
 » d'une part aux évêques d'aller ré-
 » sider dans leurs diocèses , pour y ra-
 » mener , par la prédication & le bon
 » exemple , ceux qui se séparoient de
 » l'église ; de l'autre , aux gouver-
 » neurs , aux sénéchaux & aux baillis ,
 » de se faire accompagner de gens de
 » guerre , pour contenir par la crainte
 » les esprits turbulens , & l'on se rap-
 » porta , pour les mesures ultérieures
 » qu'il conviendrait de prendre , aux
 » expédiens qui seroient suggérés par
 » cette assemblée. Notre premier soin ,
 » notre principal objet doit donc être
 » d'indiquer les moyens les plus effica-
 » ces , non-seulement d'étouffer entiè-
 » rement les troubles , mais d'empêcher
 » qu'ils ne renaissent ; car il en est , à
 » cet égard , d'un bon politique comme
 » d'un habile médecin. Celui-ci ne se
 » contente point d'appliquer des topi-
 » ques pour calmer la douleur , il
 » veut connoître avant tout le siège
 » de la maladie , & en retrancher le
 » germe , puisque c'est le seul moyen
 » de prévenir de fâcheux retours &
 » d'opérer la guérison. La même

ANN. 1560.

 ANN. 1560.

» chose arrive en fait de loix & d'ad-
 » ministration ; on peut , par la terreur
 » des supplices , procurer un calme
 » momentané ; mais tant que le dé-
 » sordre subsiste , il reproduira les
 » mêmes effets , & ce sera toujours à
 » recommencer. Contentez- vous de
 » couper le tronc d'un arbre nuisible ;
 » ses racines cachées en terre , pousse-
 » ront de nouveaux rejettons , & au lieu
 » d'un dont vous vous étiez débarrassé ,
 » il vóus en naîtra une douzaine. Les
 » loix des anciens Perses avoient cet
 » avantage marqué sur celles de tous
 » les autres peuples ; c'est qu'elles ten-
 » doient plutôt à prévenir le crime
 » qu'à le punir.

» Attachons-nous d'abord à recher-
 » cher quelle idée on doit se faire
 » d'une sédition , & quelles causes
 » l'engendrent ordinairement. Qui dit
 » sédition , dit une conjuration contre
 » l'autorité légitime , & un soulève-
 » ment d'une partie des citóyens contre
 » l'autre. Cette définition seule , mon-
 » tre que l'acte est toujours odieux &
 » condamnable , quand même le mo-
 » tif en seroit plausible & honnête.
 » Car il est bien plus grand & plus
 » honorable d'immoler son ressenti-

» ment au salut public , que d'immo-
 » ler à sa cause personnelle des mil-
 » liers d'innocens. C'est ce qui a rendu
 » si glorieux les noms d'un Aristide
 » parmi les Grecs ; d'un Scipion , d'un
 » Camille & d'un Cicéron chez les
 » Romains ; tandis que les Coriolan ,
 » les Sylla , les Marius , les César ,
 » avec des qualités éminentes , n'ont
 » laissé qu'une mémoire justement ab-
 » horrée. Les causes les plus ordinaires
 » d'une sédition sont , ou une injus-
 » tice persévérante & gratuite contre un
 » personnage accrédité , ou la crainte
 » qu'ont des hommes puissans d'être
 » recherchés sur leur conduite passée ,
 » ou l'indigence & le désespoir , en-
 » fans de la débauche & de l'oïveté.
 » Quant aux deux premières , on ne
 » peut raisonnablement s'en prendre
 » à elles , puisque depuis la mort de
 » Henri II , le gouvernement n'a in-
 » quiété personne , ni dans son hon-
 » neur ni dans ses biens. Si tous n'ont
 » pas été payés de leurs gages & de
 » leurs pensions , ce n'est pas manque
 » de bonne volonté ; l'épuisement où
 » une guerre de douze ans a jeté le
 » trésor public , a seul empêché de
 » satisfaire à ce qui leur est légitime-

ANN. 1560.

 ANN. 1560.

» ment dû. Seroit-ce donc trop exiger
 » d'eux , que de leur demander de
 » traiter le roi leur souverain , comme
 » ils traiteroient un voisin que le dé-
 » rangement de ses affaires auroit mis
 » pour un tems dans l'impossibilité de
 » remplir ses engagemens ? S'ils se plai-
 » gnent de n'avoir point obtenu de
 » récompenses proportionnées à leurs
 » services , & de s'être vu préférer des
 » hommes qui ne les valoient pas , je
 » les prierai de considérer , qu'en ser-
 » vant fidèlement l'état , ils n'ont fait
 » qu'acquitter une dette sacrée ; puis-
 » que tout françois doit à son prince
 » le service personnel , à la différence
 » des étrangers qui servent dans nos
 » armées , & qui , ne tenant à l'état que
 » par la solde qu'ils en tirent , sont
 » libres de tout engagement lorsqu'elle
 » leur est retranchée. Qu'ils consi-
 » dèrent encore que le roi , ne tenant
 » sa couronne que de Dieu & de la
 » loi , & étant essentiellement l'arbitre
 » & le distributeur des honneurs &
 » des récompenses , il peut les répar-
 » tir à son gré , sans qu'aucun de nous
 » ait droit de lui demander raison de
 » ses choix : car nous sommes entre
 » ses mains comme des jetons qu'il
 fait

» fait valoir , tantôt un , tantôt mille. ANN. 1568
 » Prétendons-nous donc qu'il doive
 » nous aimer & nous priser autant
 » que nous nous aimons & que nous
 » nous prisons , & quelque degré
 » de faveur qu'il daigne nous dépar-
 » tir , ne devons-nous pas lui en savoir
 » gré ?

» Puisque le mécontentement & la
 » crainte , les deux sources les plus
 » fécondes de sédition , n'ont ni fon-
 » dement ni prétexte dans la conduite
 » qu'a tenue le gouvernement , ne la
 » cherchons point ailleurs que dans le
 » désespoir où le rétablissement géné-
 » ral de la paix en Europe a jeté une
 » foule d'hommes accoutumés à vivre
 » de brigandage , & ennemis jurés du
 » repos , parce qu'ils détestent le tra-
 » vail & l'exercice de toute profession
 » sédentaire. Les Romains , lorsque
 » cette engeance pulluloit dans leur
 » ville , avoient l'attention de l'en
 » tirer en déclarant la guerre à quel-
 » que peuple voisin ; nos pères en usè-
 » rent à-peu-près de la même manière
 » sous le règne de Charles V , lors-
 » qu'après une guerre tout-à-la-fois
 » civile & étrangère , le royaume con-
 » tinuoit d'être infesté par des bri-

ANN. 1560.

» gands qui s'étoient attroupés sous
 » le nom de *grandes Compagnies*. On
 » trouva le moyen de les faire passer
 » partie en Lombardie partie en Espa-
 » gne, où ils périrent presque tous.

» Aujourd'hui, cette ressource nous
 » manque, parce que tous nos voisins
 » sont en paix. Comment nous y pren-
 » drons-nous donc, pour contenir ces
 » ennemis domestiques, & leur per-
 » suader de gré ou de force, de se
 » soumettre aux loix, & de respecter
 » la propriété de leurs concitoyens ?
 » La chose seroit possible, elle ne
 » seroit pas même difficile, si tous les
 » ordres de l'état & ceux que ce soin
 » regarde plus particulièrement, liés
 » d'un intérêt commun, agissoient de
 » concert, & se prêtoient mutuelle-
 » ment la main. Permettez - moi,
 » messieurs, de m'arrêter un moment
 » ici, pour déplorer l'aveuglement &
 » la folie de l'espèce humaine. L'hom-
 » me, à quelque rang qu'il soit par-
 » venu, de quelques biens qu'il soit
 » comblé, n'est jamais content de son
 » sort, & s'agite perpétuellement, ou
 » pour s'accroître, ou pour changer de
 » condition. Alexandre, après avoir
 » envahi le monde connu, en cher-

» choit d'autres, & se tourmentoit de
 » l'idée de ne savoir plus où porter ses
 » armes. Que pouvoit faire de plus
 » la nature, pour rendre tous les peu-
 » ples de l'Europe & les souverains
 » qui les gouvernent, tranquilles &
 » heureux; & cependant, combien en
 » comptera-t-on qui sachent correspon-
 » dre à ses vues & user convenablement
 » de ses dons. Je voudrois donc qu'un
 » roi, content des possessions qui lui
 » ont été légitimement transmises,
 » s'abstînt également & de convoiter
 » les provinces de ses voisins, & de
 » s'engraïsser de la substance de ses
 » sujets, en les assujettissant à de nou-
 » veaux impôts: qu'il se souvînt que
 » leurs biens relèvent de lui, mais
 » ne sont pas à lui, & qu'il n'a au-
 » cun droit de rien exiger d'eux au-
 » delà de ce qui est nécessaire pour
 » acquitter les charges publiques:
 » qu'en revanche, les sujets se tinssent
 » heureux de vivre sous l'empire d'un
 » roi juste & modéré; qu'ils lui mar-
 » quassent leur respect & leur amour,
 » non par des complimens & des ré-
 » vérences, mais en l'assistant dans le
 » besoin de leur personne & de leurs
 » biens, en le servant fidèlement,

ANN. 1560.

 ANN. 1560.

» sans jamais prétendre s'égalér à lui ,
 » ni être dispensés de se soumettre aux
 » loix , auxquelles tous doivent obéir ,
 » excepté le roi seul.

» Je voudrois que les chefs de l'é-
 » glise , & tout ce qui compose l'or-
 » dre du clergé , se renfermâssent dans
 » les limites de la juridiction qu'ils
 » exercent sur nos ames ; c'est à-dire ,
 » sur la plus noble portion de nous-
 » mêmes : que , contens des honneurs
 » & des prééminences dont la société
 » les a décorés , ils n'ambitionnâssent
 » point des distinctions qui leur sont
 » étrangères ; que , regardant comme
 » un dépôt dont ils doivent rendre
 » compte , les revenus immenses qu'ils
 » tiennent de la piété des fidèles & de
 » la libéralité des rois , ils n'en préle-
 » vâssent que ce qui est nécessaire pour
 » leur entretien , & distribuâssent le
 » reste aux pauvres ; qu'ils n'exigeâssent
 » ni or ni argent pour l'administration
 » des sacremens , & ne trafiquâssent
 » jamais des choses saintes.

» Je voudrois que la noblesse con-
 » sidérât que dans son ordre sont
 » concentrées toutes les dignités du
 » royaume , les charges de connétable ,
 » de grand-maître , de maréchal de

» France, de gouverneur de province,
 » de sénéchal, de bailli ; qu'elle est
 » exempte de tailles & de presque
 » toutes les autres impositions néces-
 » saires au soutien de l'état ; qu'au
 » moyen de ses justices, elle tient dans
 » sa main la fortune & la vie de ses
 » vassaux, & se trouve en quelque
 » sorte associée à la royauté : qu'elle
 » considérât, dis-je, tous ces avan-
 » tages non pour s'enorgueillir : car
 » elle ne doit jamais oublier ce dire
 » d'un ancien philosophe, qu'en fai-
 » sant attention à la durée des siècles
 » & aux vicissitudes des choses hu-
 » maines, il n'y a point de roi qui ne
 » descende d'un esclave, & point d'es-
 » clave qui ne descende d'un roi ; mais
 » pour mieux sentir toute l'étendue de
 » ses obligations, & s'attacher davan-
 » tage à la conservation de l'état.

» Enfin, je dirois au tiers-état,
 » de quoi vous plaignez-vous, &
 » que manque-t-il à votre bonheur ?
 » Vous avez en partage l'agriculture,
 » la plus noble de toutes les profes-
 » sions, celle qui donne & les profits
 » les plus certains & les plaisirs les
 » plus innocens. Les plus grands hom-
 » mes de l'antiquité en faisoient leurs

ANN. 1560.

ANN. 1560.

» délices ; arrachés quelquefois de
 » leurs champs pour exercer les pre-
 » mières magistratures , & prendre le
 » commandement des armées , on les
 » y voyoit revenir avec empressement ,
 » & tenir d'une main triomphale le
 » manche de la charrue. Le commerce
 » est pour vous une source de richesses
 » qui vous procurent tout-à-la-fois ,
 » les commodités de la vie , & une
 » considération indépendante de toute
 » convention. L'exercice des arts rend
 » toutes les autres classes tributaires
 » de votre industrie : que vous importe
 » qu'il y ait dans l'état deux ordres
 » plus honorés que le vôtre , puisque
 » d'un côté ils ne peuvent se passer de
 » vous , & que de l'autre les portes
 » vous sont ouvertes aux honneurs &
 » aux premières dignités ; car il n'y a
 » personne parmi vous qui , par ses
 » talens , ne puisse s'élever à l'épiscopat ,
 » aux premières magistratures , & au
 » commandement des armées ?

« Si donc chacun de nous connois-
 » soit mieux les avantages de sa posi-
 » tion , s'il songeoit plus à en tirer
 » parti qu'à envier celle des autres , à
 » faire lui-même le bien qui est à sa
 » portée qu'à blâmer ceux qui ne le

» font pas , la concorde se rétablirait
 » promptement parmi nous , & en ANN. 1560.
 » nous portant un mutuel secours ,
 » comme membres du même corps
 » politique , nous serions moins em-
 » barrassés à réprimer les séditieux.

» C'est en vain , nous dit-on , que
 » vous vous flattez de rétablir parmi
 » nous la concorde , si vous ne trouvez
 » auparavant le moyen de composer
 » les différens sur la religion ; car c'est
 » là où vous rencontrerez la source de
 » nos divisions , & la cause première
 » de la sédition : chose inconcevable ,
 » chose absurde , si l'on envisage en
 » eux-mêmes deux objets aussi dispa-
 » rates , aussi opposés ! car la religion
 » n'a été donnée aux hommes que
 » pour les porter au bien , & toute
 » sédition , comme nous l'avons déjà
 » montré , est non-seulement un mal ,
 » mais le plus grand mal possible ,
 » puisqu'il les renferme tous. Le chris-
 » tianisme , en particulier , ne prêche
 » que charité , douceur & patience ;
 » comment se fait-il donc que ceux qui
 » le professent , s'engagent dans une
 » guerre civile , plus inhumaine & plus
 » meurtrière qu'une guerre étrangère ?
 » ils nous diront sans doute , qu'ils ne

ANN. 1560.

» sont armés que pour la cause de
 » Dieu & la défense de la vérité: mais
 » qu'a de commun la cause de Dieu
 » avec l'effusion du sang humain, &
 » est-ce de cette manière que la vérité
 » nous a été annoncée & s'est con-
 » servée parmi nous? Ceux qui pré-
 » tendent s'excuser, en disant qu'ils
 » arment, non pour attaquer mais
 » pour se défendre, ne devroient pas
 » oublier que cette raison, valable
 » tout au plus contre leurs égaux, ne
 » peut être admise quand il s'agit du
 » roi & des magistrats, contre lesquels
 » il n'est pas plus permis à un sujet
 » d'armer, qu'il ne l'est à un fils d'ar-
 » mer contre son père, encore som-
 » mes-nous plus obligés d'obéir au
 » roi qu'à notre père.

» Ainsi en usèrent les premiers
 » chrétiens, qui pendant trois siècles
 » n'opposèrent à la rage de leurs en-
 » nemis qu'une résignation & une pa-
 » tience insurmontables, & qui,
 » au milieu des supplices, prioient
 » Dieu pour les empereurs & les ma-
 » gistrats qui les persécutoient. Posons
 » donc pour vérité incontestable, que
 » la religion par elle-même n'engen-
 » dre point de sédition, & que jamais

» ceux qui la professent, s'ils étoient
 » pénétrés de son esprit, ne s'aban- ANN. 1560.
 » donneroient à des violences hon-
 » teuses & criminelles. Mais recon-
 » noissons en même - tems que de la
 » manière dont les hommes sont faits
 » avec leur orgueil, leur ignorance &
 » leur opiniâtreté, il n'y a aucune
 » autre affection qui pénètre si pro-
 » fondément dans leur ame, & qui la
 » remplisse d'autant de fureur, qu'une
 » religion bonne ou mauvaise, de
 » de sorte qu'il ne faut attendre ni paix
 » ni union entre des hommes divisés
 » par un si grand intérêt. Les Juifs
 » ont tenu pour ennemis tous les
 » autres peuples, & ont été traités en
 » ennemis par toutes les nations. Pour
 » ne point parler ici des Mahométans
 » qui nous réputent & que nous répu-
 » tons à notre tour pour ennemis,
 » quelle haine n'a-t-on pas remarquée
 » entre des hommes qui professoient
 » au fond la même religion, mais
 » qui étoient divisés sur quelques points
 » de croyance, entre les Ariens par
 » exemple & les catholiques ? par
 » combien de meurtres, d'incendies,
 » de saccagemens de villes & de pro-
 » vinces ne se signala-t-elle pas ?

ANN. 1560.

» Toutes ces scènes d'horreur , nous
 » les avons vu se renouveler sous nos
 » yeux. Les choses en sont venues au
 » point , qu'un anglois & un françois
 » de même religion s'accorderont plu-
 » tôt & vivront mieux ensemble , que
 » deux citoyens d'une même ville ,
 » mais d'une secte différente : tant la
 » conformité , en matière de religion ,
 » l'emporte sur l'intérêt de la patrie ;
 » tant toute division , en fait de
 » croyance , engendre d'antipathie &
 » d'aversion ! C'est-là ce qui soulève le
 » fils contre le père , le frère contre le
 » frère , la femme contre le mari , les
 » sujets contre le prince , le peuple con-
 » tre le magistrat. C'est ce qui met une
 » ligne de séparation beaucoup plus
 » profonde entre les royaumes , que
 » la diversité du langage & des mœurs.
 » De-là l'ancien proverbe , *une foi ,*
 » *une loi , un roi.*

» Pour arrêter le cours de ces di-
 » visions , le conseil assemblé à Fon-
 » tainebleau , ne trouva pas de meil-
 » leur expédient que la célébration
 » d'un concile général. Le Pape , sur
 » les instances du roi , a consenti à
 » l'indiquer , & ne tardera pas à en
 » faire l'ouverture , si les autres sou-

» verains de l'Europe n'y apportent
 » point d'obstacles insurmontables. En ANN. 1560.
 » attendant, efforçons-nous de vivre
 » en paix, & déshions-nous de ce qui
 » porte le caractère de la nouveauté:
 » car quelques séduisantes que soient
 » les apparences, la matière demande
 » un sérieux examen, puisqu'il s'agit
 » du salut de nos ames, & qu'il est
 » si facile de se tromper. Considérez
 » vous-mêmes que si on laisse à la
 » discrétion de tout homme de se
 » forger une religion, on en comp-
 » tera bientôt autant en France, qu'il y
 » aura de chefs de familles, ou même
 » d'individus. Tu dis que ta religion
 » vaut mieux que la mienne; je soutiens
 » que la mienne est la meilleure; est-il
 » plus raisonnable que je me con-
 » forme à ton opinion, qu'il ne l'est
 » que tu te ranges à la mienne; & qui
 » jugera entre nous, si ce n'est un
 » concile? Suspendons donc jusqu'à
 » sa décision nos disputes & nos que-
 » relles. J'ose me rendre garant auprès
 » de vous, que le roi & la reine sa
 » mère ne négligeront rien pour en
 » accélérer la conclusion, & que s'il
 » vient à être dissous ou suspendu
 » par quelque accident qu'on ne peut

„ prévoir , ils useront , à l'exemple de
 ANN. 1560. „ plusieurs de leurs prédécesseurs ,
 „ d'un remède plus prompt & qui
 „ est entièrement à leur disposition.
 „ Messieurs les évêques & autres ecclé-
 „ siastiques voudront bien , de leur
 „ côté , corriger tout ce qui a pu
 „ révolter dans leur conduite passée.
 „ Si la dépravation des mœurs & la
 „ corruption de la discipline ecclésias-
 „ tiques sont les vraies causes qui
 „ aient donné occasion à la sépara-
 „ tion & aux troubles , n'avons-nous
 „ pas lieu d'espérer qu'une sainte
 „ & salutaire réformation ramènera
 „ les esprits aliénés , & fera renaî-
 „ tre la concorde ? Jusqu'ici , nous
 „ avons ressemblé à un général mal
 „ avisé , qui allant , avec toutes ses
 „ forces , assaillir la forteresse de
 „ l'ennemi , laisseroit l'entrée de son
 „ pays ouverte , & ses propres places
 „ dégarnies ; commençons par faire
 „ d'amples provisions de bonnes
 „ mœurs , de vertus & de doctrine ,
 „ ensuite nous attaquerons nos ad-
 „ versaires avec les armes de la cha-
 „ rité , de la prédication & de l'exem-
 „ ple , les seules qui puissent nous être
 „ de quelque utilité dans ce combat ; car

» le glaive ne serviroit qu'à tuer l'ame
» avec le corps.

ANN. 1560.

» Sous le règne de Philippe-Au-
» guste , pullula tout-à-coup , dans
» les parties méridionales du royaume , une secte d'hérétiques nommés
» Albigeois. Le pape Innocent dé-
» cerna à deux religieux de l'ordre
» de Cîteaux , une commission de lé-
» gats du St-Siège , pour aller les prê-
» cher & les réconcilier à l'église.
» Dans le tems qu'ils s'en acquit-
» toient , passa par la France un saint
» homme d'évêque espagnol , qui
» revenoit de Rome , où il étoit allé
» pour se démettre de son évêché ,
» sans avoir pu l'obtenir , parce qu'on
» n'avoit trouvé personne digne de
» le remplacer. S'étant abouché à
» Montpellier avec les deux légats ,
» il voulut savoir d'eux quel étoit
» le succès de leurs travaux apostoli-
» ques : ils lui répondirent ingénue-
» ment qu'ils perdoient leur peine ,
» parce que personne ne vouloit les
» écouter ; que la même chose arrive-
» roit infailliblement à tous ceux qu'on
» pourroit leur associer , à moins qu'il
» ne prît envie à quelque personnage
» éminent en dignité , de s'affilier

ANN. 1560.

» aux faux docteurs qui , par tous les
 » dehors de l'humilité & de la pénitence ,
 » avoient séduit une multitude ignorante ; de les égaler , ou
 » même de les surpasser en austérité.
 » Car alors il y avoit apparence qu'il
 » seroit écouté. Le saint homme , dépouillant
 » dans le moment tous les ornemens de l'épiscopat , se revêtit
 » d'un sac d'étoffe grossière , se macéra
 » le visage par des jeûnes rigoureux ,
 » ne marcha plus que pieds & tête nus , &
 » ne tarda pas à être suivi d'un nombreux auditoire
 » qu'il ramena bientôt dans le droit chemin.
 » Je ne cite cet exemple que pour
 » montrer ce que peut , sur l'esprit des peuples ,
 » la bonne vie des pasteurs.

» Considérez comment & avec quelles armes les évêques de l'église
 » primitive dont vous tenez la place , combattirent
 » les hérétiques de leur tems : c'est leur conduite
 » qu'il vous faut imiter , & non celle d'un barbare
 » qui , trouvant sur son chemin un malheureux
 » abattu sous son fardeau , lui donne un coup de pied
 » en passant , au lieu de lui rendre une main
 » secourable. Nous ne devons

» pas même attendre qu'on implore
 » notre assistance , autrement nous ANN. 1560.
 » manquons de charité. Prions Dieu
 » incessamment qu'il daigne leur ou-
 » vrir les yeux , & n'épargnons ni soins
 » ni veilles pour regagner leur con-
 » fiance. Ecartons d'abord ces noms
 » de luthériens , de huguenots & de
 » papistes , noms diaboliques , qui
 » nous présagent autant de malheurs
 » que ceux de guelfes & de gibelins
 » en causèrent autrefois à l'Italie.

» En prenant cette voie , nous di-
 » minuerons de jour en jour le nom-
 » bre de nos adversaires. Mais attendu
 » qu'il se trouve parmi eux des esprits
 » turbulens & séditieux qui , à en
 » juger par leurs actions , ne connois-
 » sent ni Dieu ni loi , on s'est vu
 » forcé , pour les contenir , de lever
 » des troupes & de faire marcher des
 » armées ; ce qui n'a pu se faire sans
 » apporter de grandes incommodités
 » à beaucoup d'honnêtes gens. Car il
 » est impossible , lorsqu'il s'agit d'une
 » exécution générale , d'empêcher que
 » les bons ne souffrent quelquefois
 » pour les mauvais. Il y a des choses
 » aigres & fâcheuses qu'on doit ce-
 » pendant ranger dans la classe des

ANN. 1560. » salutaires, telles que de mettre le
» feu aux granges de nos concitoyens ,
» pour empêcher que l'ennemi ne
» trouve des subsistances dans notre
» pays , ou d'abattre dans une rue la
» maison d'un voisin , pour couper le
» cours d'un incendie. Jusqu'ici , ce-
» pendant , le gouvernement a pro-
» cédé avec tant de réserve à ces for-
» tes d'exécutions, qu'elles ont plutôt
» ressemblé à des corrections pater-
» nelles qu'à des actes de sévérité. On
» n'a point abandonné au pillage les
» biens des coupables , on n'a point
» rasé leurs maisons. On a respecté
» jusqu'aux privilèges des villes re-
» belles , ce qui , en cas pareil , ne se
» pratique point ailleurs qu'en France.
» Il s'agit maintenant de voir quelles
» mesures nous prendrons pour con-
» tenir des hommes si peu capables
» d'écouter la raison. Si le roi con-
» tinue de tenir sur pied un corps de
» troupes , ses revenus ne suffiront
» pas à leur entretien ; il faudra donc ,
» ou qu'il établisse un nouvel impôt
» sur le peuple , ou qu'il leur permette
» de vivre aux dépens de leurs hôtes.
» Si , pour éviter ces deux inconvé-
» niens , il se décide à les congédier ,

» il est à craindre que les troubles ne
 » recommencent avec plus de fureur ANN. 1560.
 » qu'auparavant , & qu'on ne soit
 » forcé de faire de nouvelles levées ,
 » ce qui doubleroit la dépense. Ce
 » qu'il y auroit de mieux à faire , se-
 » roit donc que vous , magistrats &
 » bourgeois des principales villes du
 » royaume , prissiez sur vous de veiller
 » à la tranquillité publique dans l'en-
 » ceinte de vos murailles , & de ré-
 » primer , par un prompt châtiment ,
 » tout séditieux , tout perturbateur du
 » repos public. Considérez que nous
 » faisons tous partie de la chose pu-
 » blique , dont le roi est le chef , &
 » qu'il est de l'intérêt de chacun de
 » nous , d'empêcher qu'un membre
 » gangrené ne corrompe les autres.
 » S'il entroit dans votre ville un pesti-
 » féré , ne vous hâteriez-vous pas de
 » l'en faire sortir ? un séditieux est un
 » hôte encore plus dangereux. Le parti
 » que je vous propose , n'a rien de
 » nouveau , rien qui ne tourne à votre
 » profit ; il est en usage dans presque
 » toutes les autres contrées de l'Eu-
 » rope , & même dans quelques villes
 » de France. Les bourgeois d'Amiens
 » regardent comme un de leurs plus

 ANN. 1560.

» beaux privilèges , de se défendre
 » eux-mêmes , sans être tenus de re-
 » cevoir de garnison : & vous devez
 » sentir, en effet, qu'il vous sera infi-
 » niment plus commode d'établir
 » parmi vous une police que de loger
 » des soldats dans vos maisons. Le
 » roi veillera à la sûreté des campa-
 » gnes par le ministère des gouver-
 » neurs de province, des sénéchaux &
 » des baillis qui sont en possession de
 » convoquer la noblesse de leur dis-
 » trict, & qui vous prêteront la main
 » au besoin. Les ecclésiastiques, comme
 » nous l'avons dit, travailleront de leur
 » côté, par la prédication & le bon
 » exemple, à ramener au bercail les
 » brebis égarées; & par ce concert des
 » trois ordres, nous parviendrons à
 » rétablir le calme. Je ne fais que vous
 » indiquer mes idées particulières à
 » cet égard, si quelqu'un y découvre
 » des inconvéniens, ou en propose
 » de meilleures, son avis doit être
 » préféré : c'est-là le point princi-
 » pal sur lequel rouleront vos délibé-
 » rations.

» Après qu'on vous aura fait part
 » des arrangemens qui ont été pris
 » pour l'expédition des affaires & la

» formation du conseil d'administra-
 » tion, vous ne pourrez, sans doute, ANN. 1560.
 » qu'applaudir aux raisons de sa-
 » gesse & d'équité qui ont dicté ce
 » règlement.

» Un troisième objet, qui mérite
 » d'arrêter plus long-tems vos regards,
 » c'est la situation déplorable des finan-
 » ces de l'état & des affaires domes-
 » tiques du roi : je ne pourrois vous
 » en entretenir, & vous ne pourriez
 » m'entendre sans verser des larmes;
 » qu'il me suffise de vous dire que
 » jamais orphelin, sans en excepter
 » aucun, ne s'est trouvé plus obéré que
 » lui & plus dénué de toute espèce de
 » ressources. Les frais d'une guerre de
 » douze années, soutenue avec achar-
 » nement sur terre & sur mer, les dots
 » de trois filles de France, des rentes
 » constituées qui excèdent le produit
 » des domaines, en y comprenant les
 » aides & gabelles, des arrérages accu-
 » mulés depuis plusieurs années, des
 » emprunts sur les banques à des inté-
 » rêts exorbitans; tous ces fardeaux
 » sont tombés à la fois sur ses épaules.
 » C'est de sa part une action très-sainte,
 » de vouloir remplir des engagemens
 » contractés sous le sceau de la foi

ANN. 1560.

» publique , en se chargeant de dettes
 » qu'il n'a point faites , & en sacri-
 » fiant à leur acquit toutes les com-
 » modités personnelles, toutes les dé-
 » penfes qui pourront souffrir des ré-
 » ductions fans préjudicier à l'ordre pu-
 » blic , & fans avilir la majesté royale :
 » mais ce sacrifice , tout grand qu'il
 » est , ne suffit pas , à beaucoup près ,
 » pour faire face à la dette. Il s'adresse
 » donc à vous , messieurs , comme aux
 » représentans d'une nation généreuse ,
 » qui n'a jamais abandonné ses rois
 » dans leur détresse , & vous demande
 » tout-à-la-fois aide & conseil. On
 » vous remettra un état détaillé de
 » recette & de dépense , des revenus
 » & des charges ; ce que vous arbitrerez
 » deviendra un règlement perpétuel
 » pour la cour de France ; le roi & la
 » reine sont fermement résolus de s'y
 » conformer.

» Ils m'ont de plus chargé de vous
 » déclarer qu'ils entendent & trouve-
 » ront bon que vous exposiez , en toute
 » liberté , vos doléances ; que vous leur
 » révéliez les abus dont la nation au-
 » roit à se plaindre ; car , loin de s'en
 » offenser , ils y remédieront d'une
 » manière à vous convaincre que , si

» l'intérêt du peuple pouvoit être sé-
 » paré de celui du roi , ils le préfère-
 » roient sans balancer , comme il est
 » du devoir de tout souverain. Assem-
 » blez-vous demain en commun au
 » couvent des cordeliers , où le clergé
 » continuera les jours suivans de tenir
 » ses séances particulières ; la noblesse
 » tiendra les siennes aux jacobins ; le
 » tiers-état aux carmes «.

ANN. 1560.

Le discours du chancelier , quoi-
 qu'écouté avec le plus vif intérêt , ne
 satisfisoit pas également tous les députés.
 Plusieurs s'offensèrent qu'il eût pris
 sur lui , en parlant du roi de Navarre ,
 premier prince du sang , de le subor-
 donner à la reine mère , & de ne lui
 donner de louanges , qu'autant qu'il
 le supposoit soumis. D'autres trouvè-
 rent étrange qu'en parlant de l'obéis-
 sance que tout le monde doit aux loix ,
 il eût excepté le roi , sans marquer au
 moins de quelles loix il entendoit le
 dispenser ; car si la loi n'est qu'une
 dérivation médiate ou immédiate de
 l'ordre naturel , qui peut douter que
 le roi n'y soit soumis autant & plus
 que le dernier de ses sujets ?

Mésintelli-
 gence entre
 les trois or-
 dres : inno-
 vation dans
 le choix
 d'un ora-
 teur.

Il étoit d'usage qu'après avoir en-
 tendu le discours d'ouverture & les

Procès-
 verbal des
 états.

 ANN. 1560.

propositions du chancelier, les trois ordres s'assemblèrent pour en délibérer en commun & procéder au choix d'un orateur : que se retirant ensuite dans des salles particulières pour rédiger séparément le cahier des plaintes & des demandes de leur ordre, ils se rassemblèrent de nouveau pour fondre ces trois cahiers en un seul, en n'y admettant que les articles qui tendoient ou à l'utilité générale, ou à celle d'un ordre en particulier, mais sans préjudicier aux deux autres, afin que ce cahier unique présentât sur chaque objet le vœu de la nation entière. Car, bien qu'on le divisât sous plusieurs titres, tels que ceux de l'église, de la noblesse, de la justice & de la marchandise, c'étoit uniquement pour mettre quelque liaison dans les matières qu'on avoit à traiter, & y répandre plus de clarté; dans la vérité, chacun de ces chapitres n'étoit pas plus la demande d'un ordre que celle des deux autres, & comme il n'y avoit qu'un état, il n'y avoit non plus qu'une volonté. Le roi, auquel ce cahier étoit présenté, ne risquoit donc jamais, en accédant à la demande d'un des ordres, de mécontenter les deux autres. Il n'y avoit

point d'autre marche à suivre, si l'on vouloit tirer quelque fruit des états. ANN. 1560.
 Le chancelier l'avoit indiquée, en invitant les députés des trois ordres à s'assembler le lendemain aux cordeliers; mais quoiqu'il eût eu la précaution de faire renouveler le même avis à son de trompe dans les rues & les carrefours d'Orléans, ceux à qui cette assemblée déplaisoit, de la manière dont elle étoit composée, eurent le crédit d'empêcher qu'on ne s'y conformât. A l'heure indiquée, la noblesse & le tiers-état, au lieu de se rendre dans la salle du clergé, se retirèrent, les uns aux jacobins, les autres aux carmes. Le clergé, sans paroître s'appercevoir, ou du moins sans se plaindre ouvertement de cette marque de mépris, procédant au choix d'un orateur, élu d'une voix unanime le cardinal de Lorraine, & députa quelques-uns de ses membres pour aller le proposer aux deux autres ordres. La noblesse & le tiers-état répondirent, comme de concert, qu'ils ne vouloient point donner la peine à un personnage si éminent de porter pour eux la parole; qu'ils avoient dans leur ordre des hommes en état de s'en bien

ANN. 1560.

acquitter, & auxquels il leur seroit plus commode de communiquer leurs idées. Aussi-tôt après, la noblesse élut pour son orateur Jacques de Silli, baron de Rochefort & damoiseau de Commerci; le tiers-état Jean Lange, avocat au parlement de Bordeaux. Le cardinal de Lorraine avoit singulièrement ambitionné la gloire d'être l'organe de la nation, afin de montrer à ses ennemis qu'en perdant le ministère, il n'avoit point perdu la considération personnelle, toujours plus flatteuse que celle que donnent les places : réduit à n'être plus que celui du clergé, & à se trouver en butte aux orateurs des deux autres ordres qui, dans la disposition où étoient les esprits, n'observeroient peut-être pas tous les égards qu'il se croyoit dus, il s'excusa le mieux qu'il put envers son ordre. Plusieurs autres prélats à qui la commission fut offerte, la rejetèrent par les mêmes motifs : dans cet embarras, on jeta les yeux sur Jean Quintin, professeur en droit canon & chanoine de Notre-Dame, qui se trouvoit à cette assemblée en qualité de député de l'université de Paris.

Pratiques
des Châtil-
lons pour
faire défe-
rer la ré-
gence au
roi de Na-
varre.

Ibidem.

Quelque mortifiante que fût cette
innovation

innovation pour le clergé, le privilège exclusif de fournir un orateur à la nation assemblée, ne lui parut pas assez grand pour qu'il dût le revendiquer avec trop de chaleur, tant qu'il lui resta des espérances de ramener à lui les deux autres ordres. Or, tout sembloit annoncer que ce schisme ne seroit pas de durée. Chaque ordre ne formoit point un corps isolé; les députés de l'un étoient astreints, par leur procuration & par la nature même des choses, à n'agir que conjointement avec ceux des deux autres. Il paroissoit donc d'une nécessité absolue qu'ils se réunissent au moins pour la rédaction du cahier général. Cependant la chose tourna autrement. Les Châtillons & les autres promoteurs de la nouvelle religion, assurés de la rendre dominante s'ils parvenaient à faire déferer la régence au roi de Navarre, y travailloient avec toute la chaleur que peut inspirer un si grand intérêt. Assurés d'avance de rencontrer une résistance insurmontable dans l'ordre de l'église, ils avoient réussi à en séparer les deux autres ordres, & les entretenoient dans cette division, en leur montrant que c'étoit-là un

ANN. 1560.

ANN. 1560.

moyen infailible de faire retomber sur lui seul le poids immense de la contribution que le gouvernement demandoit. Après ce premier pas, il restoit toujours un embarras. Le nombre des catholiques dans les deux ordres qu'ils se propoisoient de diriger, étoit incomparablement plus grand que celui des réformés. Leur laisser entrevoir le terme où l'on vouloit les amener, c'étoit risquer de les aliéner pour toujours. On ne leur parla donc que des droits de la nation dont ils étoient dépositaires, & sur lesquels ils ne pouvoient se relâcher sans se couvrir d'infamie. Un des plus précieux & des plus incontestables consistoit, s'il falloit les en croire, à former le conseil de régence, & à régler la forme de l'administration dans un tems de minorité. Le chancelier l'avoit formellement reconnu dans sa harangue, & quoiqu'il eût eu sans doute des raisons pour glisser légèrement sur cet article, il en avoit dit assez pour ne pouvoir plus, quand il le voudroit, tenir un autre langage. Les députés de la nation seroient-ils donc les seuls à méconnoître ses droits? laisseroient-ils l'autorité dans les mêmes mains qui

en avoient si insolemment abusé sous les deux derniers règnes? En ce cas , n'eût-il pas infiniment mieux valu ne point s'assembler : car à quoi bon proposer des réformes , si ceux dont on brideroit l'ambition & la cupidité, restoient les maîtres de s'y soustraire?

ANN. 1560.

Catherine , avertie de ces menées , crut devoir en prévenir l'effet. Le 21 décembre , huit jours après l'ouverture des états , elle proposa & fit agréer dans le conseil le règlement suivant :
 » 1°. Le roi veut & entend que dorénavant tous les gouverneurs de provinces & capitaines de places qui se trouveront à la cour , & qui auront quelques demandes à faire relativement à leurs charges , s'adressent d'abord au roi de Navarre , pour en faire le rapport à la reine mère , laquelle en ordonnera de l'avis du conseil ; 2°. que tous mémoires , lettres ou avis relatifs à l'administration civile ou militaire , soient adressés directement à la reine mère , qui en prendra connoissance , les communiquera ensuite au roi de Navarre , pour prendre son avis , puis les portera au conseil , où ils seront répondus ; 3°. qu'afin de pré-

ANN. I, 60.

» venir toute jalousie & tout conflit de
 » juridiction, le connétable, les ma-
 » réchaux de France & autres grands
 » officiers de la couronne, administrent
 » tout ce qui dépend de leur office,
 » avec le degré d'autorité énoncé dans
 » leurs provisions; 4°. que les règle-
 » mens qu'il conviendra de faire par
 » rapport à la justice, à la police &
 » aux finances, soient discutés dans le
 » conseil, en présence de la reine mère,
 » rédigés par le secrétaire d'état du dé-
 » partement, conformément à l'arrêté
 » du conseil, puis scellés par le chan-
 » celier, sans qu'il en soit jamais expé-
 » dié autrement; 5°. que toutes dépê-
 » ches qui exigent la signature du roi,
 » soient vues & examinées auparavant
 » par la reine mère dans le conseil du
 » matin; 6°. que le contrôleur des
 » postes remette les paquets adressés
 » au roi entre les mains d'un des secré-
 » taires d'état, qui les remettra cache-
 » rés à la reine mère, laquelle seule les
 » ouvrira, en prendra connoissance &
 » les communiquera au conseil, si la
 » chose l'exige: la réponse faite au
 » nom du roi sera toujours accompa-
 » gnée d'une lettre de la reine mère;
 » 7°. que le mardi & le vendredi de

» chaque semaine, se tiennent un conseil
 » pour l'admission des requêtes & le
 » jugement des procès; le jeudi un con-
 » seil des finances, dont l'entrée ne sera
 » ouverte qu'aux quatre secrétaires d'é-
 » tat, au surintendant & aux deux secré-
 » taires des finances, aux trésoriers de
 » l'épargne & à celui des parties ca-
 » suelles ». On joignit aux trois copies
 qu'on tira de ce règlement, une liste des
 personnages qui composoient le con-
 seil d'état; laquelle comprenoit les prin-
 ces du sang dans l'ordre de leur proxi-
 mité du trône, les cardinaux selon la
 date de leur promotion, les grands offi-
 ciers de la couronne & tous ceux qui
 en avoient été membres sous les deux
 règnes précédens. Le chancelier l'Hô-
 pital & Morvilliers, évêque d'Orléans,
 furent chargés d'aller les communi-
 quer aux trois ordres, en les invitant
 ou de les approuver purement & sim-
 plement, ou de donner promptement
 leurs observations par écrit, afin que
 rien ne les détournât plus du vérita-
 ble objet de leurs délibérations.

ANN. 1560.

Alterca-
 tions & par-
 tage que
 cette pré-
 tention ex-
 cite dans
 l'ordre de
 la noblesse
 & du tiers-
 état.

Autant ce règlement reçut d'applau-
 dissemens dans l'ordre de l'église,
 autant il excita de murmures & de
 fermentation dans celui de la noblesse.

Ibidem.

ANN. 1560.

Une partie de l'assemblée regarda comme une insulte & une dérision la démarche du chancelier & de l'évêque d'Orléans : car , s'il appartenait aux états-généraux de prendre connoissance de l'administration du royaume, & de former le conseil de régence dans un tems de minorité, de quel droit y avoit-on procédé sous leurs yeux, sans prendre leur avis ? si ce choix ne leur appartenait pas, s'ils n'avoient aucun droit de s'en mêler, pourquoi venoit-on leur demander de l'approuver, à moins qu'on n'eût encore le dessein de faire retomber sur eux le mécontentement général qu'il devoit produire, & les nouveaux malheurs auxquels il falloit s'attendre ? parcourant ensuite des yeux chaque article du règlement, ils demandoient par quelle singularité il arrivoit qu'au moment même où l'on se plaignoit de la négligence des ecclésiastiques à remplir les fonctions de leur ministère, où l'on publioit des lettres-patentes pour leur enjoindre la résidence, on peuplât le conseil d'état de cardinaux & d'évêques : à quel dessein, si l'on désiroit la pacification du royaume, on conservoit dans l'administration, & à la

tête des affaires, des hommes que la voix publique accusoit d'être la première cause des troubles, & qui, n'eussent-ils d'ailleurs aucun reproche à se faire, auroient dû songer à se retirer, puisqu'ils n'ignoroient pas à quel point ils s'étoient rendu odieux, & aux princes du sang & à presque tout ce qu'il y avoit de plus distingué dans l'ordre de la noblesse. Le seul changement qu'on apperçût dans l'ancienne administration, & sur lequel la nation pût concevoir des espérances, se réduisoit à la portion d'autorité dont alloit jouir le roi de Navarre, méconnu & persécuté sous les deux derniers règnes, & que la reine mère, mieux conseillée, sembloit s'associer dans l'exercice de la puissance souveraine : mais cette association, de la manière dont elle étoit énoncée, laissoit ou beaucoup à désirer, ou beaucoup à craindre. Il étoit clair que la reine mère, sur plusieurs points, s'obligeoit à prendre conseil du roi de Navarre ; mais on n'expliquoit point si toutes les fois qu'ils seroient d'un avis différent, l'opposition de ce prince en arrêteroit ou n'en arrêteroit pas l'exécution. Dans le pro-

 ANN. 1562.

 ANN. 1560.

mier cas, on risquoit de tomber dans l'anarchie ; car il étoit facile de prévoir que le conseil se partageroit en deux factions , perpétuellement occupées à se contredire : dans le second , à quoi se réduiroit la portion d'autorité qu'on paroïssoit lui céder , & en quoi différoit-il d'un simple conseiller d'état ? D'ailleurs , les objets sur lesquels il devoit être consulté , n'étoient visiblement ni les plus importans en eux-mêmes , ni les plus intéressans pour la nation : il étoit certain , par exemple , qu'il n'auroit voix ni dans la répartition , ni dans l'emploi des revenus publics ; puisque la reine mère , par une singulière précaution , s'en étoit réservé exclusivement la connoissance , en s'aidant des lumières de ses secrétaires , de ses surintendans & de ses trésoriers , dont elle seule , apparemment , connoissoit la droiture & le désintéressement ; car la nation , d'après la funeste expérience qu'elle avoit faite de leur industrie , ne les auroit certainement pas choisis pour uniques arbitres de sa destinée. Ils demandoient en conséquence que l'ordre rejettât ce prétendu règlement , comme attentatoire aux droits de la nation , & qu'on fûrât à toute déli-

bération , jusqu'à ce que l'article de la régence fût terminé à la satisfaction des états. Les zélés catholiques & les nombreux partisans de la maison de Guise soutenoient , de leur côté , que la liberté de la nation étoit respectée, & que le droit des états n'étoit point enfreint du moment que les dépositaires de l'autorité soumettoient à leur décision un arrangement de famille qui concilioir tous les intérêts ; que les difficultés qu'on opposoit , étoient imaginaires ou tellement inhérentes à la nature de toute administration , qu'il étoit impossible d'en imaginer une où elles ne se rencontrassent pas : qu'en effet , il falloit nécessairement , dans tout gouvernement , ou que la puissance souveraine reposât sur une seule tête , ou qu'elle se partageât sur plusieurs : dans le premier cas , il n'y avoit que la sagesse & l'équité de l'unique dépositaire de l'autorité , qui pussent assurer la nation qu'elle ne seroit point opprimée : dans le second, il n'y avoit non plus que la modération, l'esprit de concorde & la bonne intelligence entre les chefs qui pussent prévenir les factions. Que l'on concevoit d'autant moins la cause du chagrin

ANN. 1560.

 ANN. 1560.

que quelques personnes montroient de la prépondérance accordée à la reine mère, qu'ils ne citeroient pas une seule loi qui exclût les mères de la régence pendant la minorité de leurs enfans ; qu'ordinairement, la nation n'avoit eu qu'à se louer de leur administration, & que dans aucun cas, on ne pouvoit, sans injustice, leur en refuser la garde & la tutelle, avec la portion d'autorité nécessaire pour défendre leurs personnes & leurs droits : qu'enfin, le roi de Navarre, partie intéressée dans la chose, ne se plaignoit point de son partage, & n'avoit apparemment donné sa procuration à personne pour réclamer en sa faveur le suffrage des états ; que l'on ne devinoit pas d'avantage les motifs de l'exclusion qu'on prétendoit donner à un grand nombre de ceux dont le conseil étoit composé : il devoit l'être des personnages les plus distingués dans les trois ordres de l'état ; depuis l'établissement de la monarchie, les ecclésiastiques y avoient été admis, & c'étoit bien mal prendre son tems pour leur en disputer l'entrée, que de choisir le moment où la religion étoit ébranlée ; car jamais leur présence n'y fut aussi nécessaire. Si cepen-

dant il se trouvoit, soit parmi eux, soit parmi les seigneurs laïques, des hommes qui eussent prévariqué ou qui se fussent rendu odieux autrement que par leur courage à résister aux pernicieuses nouveautés qui n'avoient eu que trop de cours, il étoit libre à chacun de les dénoncer, en s'obligeant personnellement à fournir la preuve des faits qu'il avanceroit. Si l'accusation paroïssoit fondée, l'ordre y donneroît son adhésion, & en chargeroit le cahier de ses représentations : mais prétendre flétrir la réputation de qui que ce fût sur des inculpations vagues, sans laisser à l'accusé les moyens de se justifier, la simple équité ne le permettoit pas, & le corps des représentans de la noblesse françoise n'en donneroît pas l'exemple. Ces deux avis, soutenus avec une égale chaleur, produisirent un schisme dans l'ordre de la noblesse. Les députés d'une trentaine de bailliages, qui s'étoient déclarés pour le premier, ne pouvant le faire prévaloir & ne voulant pas s'en désister, firent bande à part, & mirent tout en œuvre pour attirer le tiers-état.

Il y eut en effet une violente se-

ANN. 1560.

couffe dans cet ordre , & l'on douta pendant quelques jours quelle seroit sa dernière résolution. Lorsque les esprits commencèrent à se calmer , & que les gens sages & modérés purent se faire entendre , on convint généralement que puisque le roi de Navarre gardoit le silence , il n'y avoit point de partie plaignante ; que la nation ne pouvant espérer de repos qu'autant que les princes du sang demeureroient unis , elle agiroit contre ses intérêts en suscitant une brouillerie , dont tout le poids retomberoit sur elle. Que n'ayant point été consultée , elle pouvoit se renfermer dans un silence respectueux , ou ménager si bien ses expressions , qu'elle gardât une sorte de neutralité entre les deux partis , s'il étoit vrai qu'il y en eût deux déjà formés à la cour. Qu'elle pouvoit de même relever toutes les malversations & tous les abus d'autorité qui avoient eu cours sous les derniers règnes , sans attaquer directement aucun de ceux qui formoient le conseil : qu'enfin , puisque le gouvernement paroissoit dans ce moment exciter leur zèle & provoquer une réforme générale , il ne falloit pas

pour une querelle assez indifférente à l'ordre qui les avoit nommés , perdre une occasion favorable de lui procurer un bien durable.

ANN. 1560.

Quoique cet arrêté semblât ôter tout espoir à la noblesse dissidente , elle ne perdit point entièrement courage. Persuadée que si elle parvenoit à tirer le roi de Navarre de l'apathie où il se renfermoit & à lui faire réclamer ouvertement le droit de premier prince du sang , elle reprendroit le dessus dans son ordre & dans celui du tiers-état , puisqu'on n'auroit plus à lui opposer le danger de troubler indistinctement l'union de la famille royale , ni aucune des raisons dont on s'étoit servi pour lui fermer la bouche ; elle s'adressa à lui comme à son chef , pour le prier de présenter au roi & au conseil une requête par laquelle elle déclaroit ; que bien qu'il appartînt incontestablement à la nation dont ils étoient les représentans , de régler l'administration générale dans un tems de minorité , & de former le conseil d'état conjointement avec les princes du sang , il étoit vrai cependant que dans la conjoncture présente ils se trouvoient également incompétens , &

Schisme & protestations d'une partie considérable de l'ordre de la noblesse.

Ibidem.

ment responsables de tous les mal-
 ANN. 1560. heurs qui pourroient arriver. Traités
 de perturbateurs & de séditieux ,
 abandonnés même par une partie de
 ceux qui s'étoient d'abord joints à
 eux , ils dressèrent une troisième re-
 quête au roi & à la reine mère plus
 détaillée & mieux motivée que les
 précédentes , & dont nous croyons
 devoir exposer le contenu.

» Les députés de la noblesse des
 » baillages de Rouen, Caën, Evreux,
 » Sens, Meaux, Touraine, le Maine;
 » Vitri, Sezanne, Amiens, séné-
 » chaussees de Guyenne, Bazadois,
 » Querci, Xaintonge, Périgord, haut
 » Limousin, Rouergue, Armagnac,
 » Toulouse, Carcassone, la Rochelle,
 » Poitiers, Fontenai-le-Comte, Ci-
 » vrai, Montmerillon, Loudun,
 » Châtelleraud, Angoumois & Châ-
 » teauneuf; après avoir présenté suc-
 » cessivement deux requêtes au roi &
 » à la reine mère, à l'effet d'obtenir
 » un délai suffisant pour assembler
 » de nouveau les états provinciaux,
 » & prendre d'eux des instructions
 » sur plusieurs points essentiels qui
 » n'ont pu être agités lors de la pre-
 » mière convocation: après avoir offert

» pour ne point perdre de tems , de
 » se partager de manière que tandis ANN. 1560.
 » que les uns iroient chercher ces inf-
 » tructions , les autres continueroient
 » de travailler à la rédaction des ca-
 » hiers de doléance ; obéissant à l'arrêt
 » du conseil rendu sur leur seconde
 » requête , remettent pour la troisième
 » fois devant vous , messieurs les chan-
 » celier & évêque d'Orléans , les mo-
 » tifs & les causes qui les font persif-
 » ter dans leur demande.

» Convaincus que la seule raison
 » qui ait empêché jusqu'ici la reine
 » mère d'y avoir égard , est la fausse
 » persuasion qu'on lui a inspirée que
 » le délai qu'ils demandent cou-
 » vroit le projet de la dépouiller de
 » son autorité , ils la supplient hum-
 » blement de croire qu'ils rendent
 » trop de justice à ses vertus & à
 » ses éminentes qualités , pour ne
 » pas regarder comme un bonheur
 » insigne qu'elle ait consenti à se char-
 » ger du poids de l'administration ;
 » & que tant s'en faut qu'ils cherchent
 » à rien diminuer de ses prérogatives ,
 » ils n'ont en vue que de les étendre
 » & de les consolider en les revêtant
 » du consentement général de la na-

ANN. 1560.

» tion , & en ôtant par-là aux mal-
 » intentionnés tout prétexte de les
 » contester.

» Qu'il lui plaise de considérer que
 » de tout tems il y a eu en France
 » deux occasions très-distinctes d'as-
 » sembler les états-généraux , la pre-
 » mière en faveur des sujets & sur
 » leurs requêtes , toutes les fois que
 » se trouvant oppressés ils deman-
 » doient le redressement des abus , &
 » qu'il plaisoit au roi de leur affi-
 » gner jour pour présenter leurs do-
 » léances.

» La seconde en faveur du roi ,
 » toutes les fois que se trouvant dans
 » l'impuissance de gouverner par lui-
 » même , soit par défaut d'âge , soit
 » par quelque accident naturel ou for-
 » tuit , tels que la démence ou la pri-
 » son , il a été nécessaire de pourvoir
 » à la régence , & de former un con-
 » seil d'administration.

» Ces deux occasions si différentes
 » l'une de l'autre , se présentent au-
 » jourd'hui concurremment. La pre-
 » mière assemblée a été convoquée
 » sur les demandes de la nation ,
 » pour obvier à un soulèvement géné-
 » ral , elle l'a été par un roi majeur

» & qui gouvernoit par lui-même. ANN. 1560.
 » Celle qui se tient aujourd'hui n'a
 » plus rien de commun avec elle ,
 » puisqu'il est question avant tout de
 » pourvoir à l'administration, de don-
 » ner des ministres & un conseil à un
 » roi de dix à onze ans.

» Sans pouvoirs à cet égard , puis-
 » que leur commission n'a pu s'éten-
 » dre à un cas qu'il auroit été absurde
 » & criminel de prévoir , il faut de
 » toute nécessité ou qu'ils s'en procu-
 » rent une nouvelle , ou que s'arro-
 » geant un droit qui appartient à la
 » nation entière & dont elle ne leur
 » a point confié l'exercice , ils s'ex-
 » posent à être désavoués , répriman-
 » dés & déshonorés.

» Si malgré la force de ces raisons
 » on veut passer outre , de quelque
 » manière que ce soit , ils voient à
 » regret , & se croient obligés d'avertir
 » qu'on donnera & aux personnes les
 » mieux intentionnées une cause grave
 » de mécontentement , & aux esprits
 » remuans un prétexte plausible d'exci-
 » ter de nouveaux troubles. Car en pro-
 » testant de nullité contre tout ce qui
 » se feroit fait à l'insçu de la nation
 » & contre le gré d'une partie des

~~Ann. 1560.~~ » députés , en traitant d'usurpateurs.
 ANN. 1560. » ceux qui auroient en main l'auto-
 » rité, ils se croiroient dispensés de
 » leur obéir , & se diroient armés
 » pour la défense de la liberté publi-
 » que. On n'aura pas sans doute ou-
 » blié que l'entreprise d'Amboise fut
 » conçue & exécutée sur un fonde-
 » ment bien moins solide.

» On ne doit pas non plus se dis-
 » simuler que cette assemblée d'états
 » n'est point proprement une assem-
 » blée générale , puisque plusieurs
 » baillages & des provinces entières
 » ont négligé ou refusé d'y envoyer
 » des députés. Car il n'en paroît ici
 » aucun de Provence , d'Agénois ,
 » de Condom, des Lanes, de Char-
 » tres, de Caux, ni de Montargis.
 » Soit que ces députés, s'ils ont été
 » nommés, informés avant leur dé-
 » part de la maladie, puis de la mort
 » du roi, aient regardé leur com-
 » mission expirée avec celui qui les
 » avoit convoqués ; soit que s'étant
 » mis en route, & ayant été témoins
 » des préparatifs de guerre qui re-
 » tentissoient de toutes parts, ils aient
 » mieux aimé rebrousser chemin que
 » de venir s'enfermer dans une ville

» déjà enveloppée d'une garnison ;
 » soit enfin , comme quelques - uns
 » le publient , que les cabales &
 » les intrigues qui avoient prévalu
 » dans les assemblées provinciales , &
 » dicté des instructions contraires aux
 » vues des citoyens les mieux inten-
 » tionnés , leur aient inspiré une forte
 » prévention contre toutes les résolu-
 » tions qui suivroient des commen-
 » cemens si orageux. Aujourd'hui que
 » par la sagesse de la reine les soup-
 » çons sont dissipés , les haines amor-
 » ties , la porte de la justice ouverte
 » à tous citoyens , il est de sa pru-
 » dence de ne laisser rien de douteux
 » ni d'équivoque sur un acte qui doit
 » consolider son autorité & affermir
 » le repos public.

ANN. 1560.

» A des raisons déjà si puissantes
 » ils en joindront une autre , qui mé-
 » rite aussi une sérieuse attention.
 » Monsieur le chancelier dans sa ha-
 » rangue , leur a annoncé une masse
 » énorme de dettes à acquitter , &
 » a promis de leur en donner un état
 » précis. Ils requèrent en conséquence
 » que cet état leur soit communiqué ,
 » non pour en délibérer , car leurs
 » instructions ne leur donnent pas

————— » plus de pouvoirs sur cet article que
 ANN. 1560. » sur le précédent; mais pour en faire
 » part à leurs commettans & pren-
 » dre leur avis.

» Si pour satisfaire aux dettes les
 » plus urgentes, ou pour faire face
 » à d'autres besoins qui peuvent sur-
 » venir d'un moment à l'autre, le
 » gouvernement se trouvoit dans le
 » cas de recourir à de nouvelles alié-
 » nations du domaine, ou à des em-
 » prunts, on peut aisément juger quelle
 » confiance inspireroient aux acqué-
 » reurs & aux prêteurs un roi mineur
 » & un conseil d'administration formé
 » sans l'aveu des états, & combien
 » le service public auroit à souffrir
 » de cette anarchie.

» Inutilement montreroit-on que
 » la reine & les princes du sang sont
 » parfaitement d'accord sur le choix
 » de tous les personnages qui doi-
 » vent composer avec eux le conseil
 » d'administration; les députés qui
 » connoissent les bornes de leurs pou-
 » voirs, ne se hasarderont ni d'ap-
 » prouver, ni d'improver aucun de
 » ces choix pour ne pas donner cette
 » marque de mépris à la nation qui
 » a droit d'en délibérer.

» Qu'on ne dise point qu'avec de
 » pareilles prétentions les députés
 » veulent faire la loi au roi & à la
 » famille royale. Ils déclarent qu'ils
 » sont pénétrés de respect & d'amour
 » pour leurs personnes sacrées. Mais ils
 » savent que le bas âge du roi le laisse
 » exposé à la séduction , aux surprises
 » & aux importunités de tout ce qui
 » l'entoure , & que leur devoir est de
 » l'en préserver. Ils blesseroient donc
 » leur honneur & leur conscience
 » en accédant à l'arrangement qu'on
 » leur propose sans s'être bien assu-
 » rés auparavant que ceux à qui l'on
 » a donné entrée dans le conseil ,
 » sont véritablement dignes d'y tenir
 » place.

» Ils ajoutent qu'ils n'élèvent au-
 » cune prétention nouvelle , qu'ils
 » demandent au contraire qu'on ne
 » change rien à ce qui s'est constam-
 » ment pratiqué parmi nous. Car pour
 » ne pas remonter à des tems trop an-
 » ciens , l'histoire nous apprend que ,
 » lorsque Blanche de Castille , mère
 » de saint-Louis , voulut l'appliquer
 » aux études dans l'université de Pa-
 » ris , les états-généraux formèrent un
 » conseil d'administration , composé

ANN. 1560.

» de savans légistes & de notables
 ANN. 1560. » chevaliers : qu'en 1327 , à la mort
 » de Charles - le - Bel qui laissoit la
 » reine enceinte , les états-généraux
 » assemblés décernèrent la régence à
 » Philippe de Valois. Que sous la
 » minorité de Charles VI, ces mêmes
 » états-assemblés à Paris la décernè-
 » rent au duc d'Anjou , quoique
 » Charles V en eût ordonné autre-
 » ment par son testament : qu'après
 » l'infortune survenue à ce même
 » Charles VI près de la ville du Mans ,
 » ils s'assemblèrent de nouveau pour
 » donner ordre à l'administration ,
 » tant que dureroit l'état de démence
 » où il étoit tombé : qu'enfin les der-
 » niers états-généraux tenus à Tours
 » sous la minorité de Charles VIII ,
 » coopérèrent avec les princes du
 » sang à la formation du conseil
 » d'état , selon le témoignage de Phi-
 » lippe de Comines qui en étoit
 » membre.

» Après cette foule d'exemples qui
 » ne laissent aucun doute sur le droit
 » de la nation , il semble aux dépu-
 » tés qu'il n'y a point de raison assez
 » forte pour justifier le refus d'un
 » délai qui les mette à portée de la
 consulter.

» consulter. La perte de tems & l'ac-
 » croissement de dépense que l'on ANN. 1566.
 » met en avant, ne méritent pas d'en-
 » trer en compte, lorsque dans une
 » matière de cette importance il s'agit
 » de faire un acte ou légal ou radi-
 » calement mauvais; car il n'y a point
 » dans ce genre de plus grand vice
 » que le défaut de pouvoirs de la
 » part du procureur, négociateur ou
 » syndic. Il n'est plus question dans
 » ce moment d'une simple requête,
 » mais d'une opposition juridique de
 » la part de la plus saine partie des
 » représentans de la nation. La lais-
 » ser sans réponse, ce seroit leur faire
 » une insulte qu'ils n'ont point mé-
 » ritée.

» Envain voudroit-on se prévaloir
 » contr'eux du silence & de l'inaction
 » des autres députés. Ils ne s'en ré-
 » putent pas moins le vrai corps re-
 » présentant la noblesse de France,
 » attendu que les bailliages pour les-
 » quels ils parlent, renferment plus
 » de gentilshommes que tout le reste
 » du royaume.

» D'ailleurs la contrariété d'opi-
 » nions qui semble partager l'ordre
 » de la noblesse, est plus apparente

ANN. 1560.

» que réelle ; tous s'accordent à pen-
 » ser & à dire qu'en qualité de re-
 » présentans de la nation , ils doivent
 » avoir voix dans la formation du
 » conseil d'administration : ils ne dis-
 » fèrent qu'en ce que les uns préten-
 » dent qu'en leur simple qualité de
 » députés , ils sont suffisamment au-
 » torisés à y procéder sur-le-champ ,
 » & semblent ne point craindre d'être
 » désavoués par leurs commettans :
 » au lieu que les autres n'osent se
 » substituer à la nation dans l'exer-
 » cice d'une fonction dont elle ne
 » les a point chargés , s'exposer à la
 » honte d'un désaveu , & fournir un
 » moyen de nullité contre tout ce
 » qui auroit été fait dans cette as-
 »semblée.

» D'un côté le risque est trop
 » grand pour qu'on le doive courir,
 » de l'autre le délai qu'ils requièrent
 » est trop court pour qu'il y ait au-
 » cun inconvénient à l'accorder. Car
 » avant que les trois ordres aient ré-
 » digé leurs cahiers de doléances , les
 » états particuliers auront eu le tems
 » de s'assembler & de décerner une
 » commission plus ample à leurs dé-
 » putés.

» En conséquence , ils persistent
 » dans leur première demande & ANN. 1562.
 » requièrent de nouveau en tant que
 » besoin seroit , qu'il plaise au roi
 » & à la reine mère de suspendre
 » pour un tems limité les délibéra-
 » tions des états actuellement assem-
 » blés , ou si ce parti leur convient
 » mieux , de les congédier pour en
 » convoquer de nouveaux , protestant
 » 1°. qu'aucune autre considération
 » ne les meut à former cette demande ,
 » que l'intérêt du roi , de la reine
 » mère & des très - illustres princes
 » du sang. 2°. Que les inconvéniens
 » & les malheurs qui pourroient ré-
 » sultier de trop de précipitation , se-
 » ront imputés en entier à ceux qui
 » l'auront conseillée ou approuvée ,
 » sans qu'il puisse en être jamais rien
 » reproché ni aux requérans , ni à
 » leurs commettans , puisqu'ils ont
 » rempli le devoir de fidèles sujets ,
 » en mettant sous les yeux du roi &
 » de ceux qui gouvernent en son nom
 » les seuls moyens de se conserver
 » l'obéissance & l'amour des peuples ;
 » & afin qu'on ne puisse dans aucun
 » tems les soupçonner d'avoir ignoré ,
 » ou dissimulé les maximes & usa-

ANN. 1560.

on feroit droit sur leur requête , & qu'on ne refuseroit pas , s'il en étoit besoin , d'assembler de nouveaux états.

En délibérant entre eux sur cette réponse verbale , ils convinrent que puisque la cour exigeoit qu'ils commençassent par présenter le cahier de doléances des bailliages dont ils étoient députés , ils le présenteroient informe , & tel qu'il avoit été arrêté dans les états provinciaux pour être offert à François II , sans y rien changer : & que s'ils ne recevoient aucune réponse par écrit à leur dernière requête , ils en présenteroient une nouvelle , où ils protesteroient contre tout ce qui auroit été fait , & réclameraient la parole qu'on venoit de leur donner d'assembler , s'il en étoit besoin , de nouveaux états.

Nouvelles
dissensions
dans l'ordre
de la no-
blesse , sur
le traite-
ment qu'on
devoit faire
aux parti-
sans de la
réforme.
*Procès-ver-
bal des déli-
bérations.*

Cette dissension dans l'ordre de la noblesse , s'accrut considérablement lorsqu'il fut question d'indiquer un remède aux troubles de religion. Il se forma deux nouveaux partis , dont l'un demandoit que l'ancien culte fût conservé dans son intégrité , & que l'on continuât d'user de la rigueur des ordonnances contre les sectaires &

leurs auteurs ; l'autre , au contraire , qu'on abolît toutes les procédures commencées à ce sujet , & qu'on accordât une pleine tolérance à tous ceux qui suivroient les nouvelles opinions , pourvu qu'ils fussent chrétiens , c'est-à-dire qu'ils fissent profession du même évangile & du même symbole des apôtres. Ces deux partis , échauffés par un si grand intérêt , cessèrent de délibérer ensemble , même sur les matières qui n'avoient rien de commun avec la religion , & rédigèrent chacun un cahier séparé : c'étoient déjà trois cahiers distincts & contradictoires sur plusieurs points , dans le seul ordre de la noblesse. Cependant les choses n'en demeurèrent point encore là ; chacun de ces deux partis se subdivisa de nouveau. Car , parmi ceux qui demandoient le maintien de l'ancienne religion & l'exécution des ordonnances des trois derniers rois contre les novateurs , plusieurs exigèrent absolument qu'on en ôtât la peine de mort , sans pouvoir obtenir cet adoucissement des zélés catholiques ; & parmi ceux qui favorisoient l'établissement de la nouvelle , des personnages considérables , souffrant impatiemment

ANN. 1560.

ANN. 1360.

qu'on se bornât à demander l'oubli du passé & une simple tolérance pour l'avenir, vouloient qu'on y ajoutât un état civil, des temples, ou au moins le droit à tout gentilhomme d'en élever dans son fief, demandé que les autres refusèrent d'insérer dans leur cahier, comme propre à faire rejeter celle dont ils croyoient qu'on devoit se contenter.

Dans ce conflit d'opinions qui ôtoit au gouvernement tout moyen de connoître le vœu de la nation, puisqu'il ne falloit plus espérer que les trois ordres se communiquassent respectivement leur travail & rédigeassent de concert un cahier général, il ne restoit d'autre parti à prendre que de les accorder ou de les congédier sur-le-champ. Le chancelier, après diverses tentatives toujours infructueuses pour parvenir à ce premier but, ne crut cependant pas devoir encore user de la seconde recette, tant parce qu'il ne désespéroit pas de pouvoir concilier à la reine mère le suffrage du plus grand nombre, que parce que dans les réformes qu'il méditoit, & dont l'état ne pouvoit plus se passer, il sentoit qu'il lui seroit toujours infiniment

avantageux de s'appuyer sur la demande de deux ordres sur les objets omis ou même contestés par un seul.

ANN. 1560.

Il fit ordonner que chaque ordre vaquât matin & soir à la confection de son cahier particulier, & que là où il y auroit partage dans le même ordre, chaque député fût tenu de signer le cahier qu'il approuvoit.

Le premier jour de janvier, le roi, accompagné comme la première fois,

ANN. 1561.

se rendit dans la salle de l'assemblée générale, pour recevoir les cahiers & entendre les harangues des orateurs des trois ordres. Aucun ne se montra par-

Présentation des cahiers : discours de Lange, orateur du tiers-état.

faitement digne de l'honneur qui lui avoit été déferé, parce que le faux goût d'érudition qui dominoit dans ce siècle,

Ibidem.

les rendit plus attentifs à ramasser dans les auteurs sacrés & profanes, tous les passages qui avoient quelque rapport à la matière qu'ils traitoient, qu'à se bien pénétrer de leur sujet, & à le développer par des raisonnemens ferrés & lumineux. Lange, qui fut le plus applaudi des trois, après avoir prouvé par une foule d'exemples tirés de l'histoire ancienne, que rien ne contribue davantage à rehausser la gloire d'un souverain & à lui con-

 ANN. 1561.

cilier l'amour de ses sujets , que l'oubli qu'il fait de sa propre grandeur & l'accès facile qu'il donne à son peuple , en prit occasion de louer le roi de la sainte & généreuse résolution qu'il avoit prise dans un âge si tendre , de continuer les états-généraux convoqués par le roi son prédécesseur : il dit que sa grande jeunesse ne devoit point causer d'alarmes , puisque tel étoit le caractère du peuple François , qu'il s'attachoit à ses souverains en raison du besoin qu'ils avoient de lui , ce qu'il prouva par l'exemple de Clotaire II , qui , resté enfant sous la tutelle de Fredegonde sa mère , non-seulement conserva l'héritage de son père , mais l'accrut des royaumes de ses oncles. Il n'oublia pas celui de Louis IX qui , soutenu des conseils de Blanche de Castille , dissipa toutes les conjurations formées pendant sa minorité , donna un corps de législation à la nation , & mérita , par des vertus éminentes , les titres de saint & de grand. L'orateur exalta ensuite la profonde sagesse de la reine mère , qui s'étoit annoncée si avantageusement sous les trois derniers règnes , la fidélité & la magnanimité du roi

de Navarre & des autres princes du sang , qu'il qualifia de conseillers-nés du royaume ; mais en évitant de s'expliquer sur la formation du conseil d'administration , & de laisser échapper aucune expression qui marquât , ni approbation , ni improbation. Passant ensuite à l'objet principal de cette assemblée qui étoit la pacification des troubles , il établit qu'en lisant attentivement les monumens historiques , on se convaincroit que les renversemens des empires , les révolutions & tous ces mouvemens violens dont ils sont quelquefois agités , se rapportent toujours en dernière analyse à l'une de ces deux causes , la dépravation des mœurs ou l'oppression du peuple , quel que soit le prétexte dont les auteurs des troubles croient devoir se servir pour voiler leur ambition : qu'on se tromperoit donc grossièrement , si en voulant pacifier un état , on ne s'attachoit qu'à retrancher le prétexte des troubles , parce que la même cause agissant toujours , reproduiroit bientôt les mêmes effets sous un prétexte différent. Que celui dont on venoit de se servir en France étoit au grand étonnement des hom-

 ANN. 1561.

mes sensés, cette même religion qui
 ANN. 1561. avoit soutenu & fait fleurir la monar-
 chie pendant une longue suite de siè-
 cles : que la vraie cause étoient les
 vices qui dépravoient les premières
 classes de la société : il en remarqua
 trois principaux dans l'ordre du clergé ;
 premièrement l'ignorance qui étoit
 devenue si crasse & si générale, que
 les évêques, & à leur imitation les
 curés, avoient été obligés de se dé-
 charger de la plus étroite de leurs obli-
 gations, qui étoit de prêcher & d'in-
 struire; sur quelques moines mendi-
 ans qui, sans même se douter des conve-
 nances, s'en alloient d'église en église
 débiter le même sermon devant toutes
 sortes de personnes. Secondement
 l'avarice qui trafiquoit des sacremens,
 & détournoit à des usages profanes &
 souvent scandaleux, les biens destinés
 à la nourriture des pauvres & à l'en-
 tretien des lieux saints. Troisième-
 ment enfin, un luxe effréné qui avoit
 changé en un palais l'humble toit
 qu'ils devoient avoir dans le parvis
 de leur église, & leur modeste do-
 mestique en un train & des équipages
 qui les faisoient mieux ressembler aux
 anciens satrapes de Perse, qu'aux suc-

cesseurs des apôtres. Ces trois vices principaux qu'il venoit de relever dans le clergé, il les retrouva & les censura avec la même liberté dans la classe des magistrats, où la vénalité des offices les avoit, pour ainsi dire, naturalisés, & d'où il étoit impossible de les déraciner, tant que l'or tiendroit lieu de science, d'esprit & de vertu. Par rapport à la noblesse, il observa que les grands biens dont elle jouissoit, les privilèges dont elle étoit décorée, ne lui avoient été accordés que sous la condition qu'elle demeureroit chargée de la défense de l'état : qu'elle avoit long-tems acquitté cette obligation à la décharge des autres classes de la société, & qu'elle suffiroit encore pour la remplir, si elle étoit animée du même esprit que ceux qui lui avoient transmis leur héritage. Que cependant elle s'en étoit montré si peu capable dans ces derniers tems, que l'on s'étoit vu forcé d'aller chercher des défenseurs chez nos voisins, & de foudroyer des armées d'étrangers à la grande foule du peuple qui en déposoit sa plainte au pied du trône. Qu'en effet, à ne considérer que la conduite & les déportemens de la

 ANN. 1561.

 ANN. 1561.

plupart de ceux de cet ordre, on seroit tenté de croire qu'ils font consister la noblesse à vivre dans l'oïveté, à prendre les places les plus honorables dans une assemblée, à avoir de plus belles maisons, de plus beaux habits & une table mieux servie que les autres membres de la société, & à se croire dignes des plus grandes récompenses, s'ils peuvent citer quelque fait glorieux d'un de leurs ancêtres, sans songer que ces actions qu'ils racontent avec tant de complaisance, les couvrent de honte, puisqu'ils se mettent si peu en peine de les imiter.

Montrant ensuite que tous les désordres qu'il venoit de relever, retomboient en entier sur le peuple qui étoit le vrai soutien du trône, le père nourricier des deux autres ordres, & qui se trouvoit si atténué qu'il ne lui restoit plus que la voix, il supplia humblement le monarque de recevoir favorablement le cahier de ses doléances, & de prévenir les suites funestes du désespoir où la classe des cultivateurs alloit tomber, si l'on différoit plus long-tems à la soulager.

Discours
du baron de
Rochefort,
orateur de
la noblesse.

Ibid. Le baron de Rochefort, remon-
tant à la source de la royauté, dit

qu'elle résidoit primitivement en Dieu seul : que ce souverain maître du ciel ANN. 1561.
& de la terre s'étant établi des lieutenans exécuteurs de ses volontés & conservateurs de ses loix saintes, les avoit armés d'une partie de sa puissance pour le salut des bons & la terreur des méchans, & avoit ordonné qu'en cette qualité ils fussent respectés & obéis. Que la noblesse de France, reconnoissant dans le jeune monarque appelé à la gouverner, ce caractère auguste, cette émanation de la divinité, lui présentoit son hommage, & prenoit l'engagement solennel de le servir au péril de sa vie. Que tant qu'il seroit dans l'âge de minorité, cette même noblesse trouvoit bon que la reine mère demeurât chargée, non-seulement de la tutelle & de la garde de son fils, mais de la principale direction des affaires; que le conseil d'administration fût composé du roi de Navarre & des autres princes du sang personnellement intéressés au maintien de la monarchie, & par le canal desquels elle aimoit à recevoir les ordres de son roi: quant aux autres personnages qui devoient leur être associés, il se contenta de

ANN. 1561.

marquer en général les qualités qui devoient en déterminer le choix , & avertir d'en exclure les ambitieux , par l'exemple de Materne & de Cléandre le phrygien , oncles maternels & principaux ministres de l'empereur Commode , qui , après s'être insinués dans la faveur publique , conspirèrent contre leur maître , dans l'espérance de le remplacer : ce qui ne paroît point étrange , ajouta l'orateur , à ceux qui savent qu'il est infiniment rare que des hommes qui songent tant au profit , soient bien délicats sur l'honneur.

Après ce trait indirect lancé sur les Guises , l'orateur tâcha de découvrir la source de la noblesse , comme il avoit fait à l'égard de la royauté , & lui assigna la même origine , c'est-à-dire la volonté de Dieu , qui avoit établi une classe privilégiée , pour veiller au soutien du trône & à la défense de la société entière. Cherchant dans la nature quelques symboles visibles de cette institution , il en cita deux , le premier dans la formation du corps humain , où l'on distingue deux parties principales , la tête qui représente le roi , & le cœur

qui est la partie noble , & ne peut être offensé sans que tout le reste périclisse : le second dans le ciel , où le soleil & la lune , qui représentent le roi & la noblesse , ne peuvent s'entr'éclipser sans que la terre soit couverte de ténèbres. Parcourant ensuite les fastes de l'histoire & convertissant en autant de nobles les magistrats établis chez les Juifs , les Perses , les Grecs & les Romains , il s'efforça de prouver que par-tout où le roi & la noblesse avoient agi de concert , l'état avoit prospéré , & que par-tout où ils n'avoient pu s'accorder , il avoit été livré à tous les avant-coureurs d'une prochaine destruction. Remontant ensuite aux causes qui avoient altéré la pureté & l'éclat de la noblesse , il en indiqua deux , dont l'une étoit l'opinion trop accréditée de certains philosophes , qui avoient distingué quatre espèces de noblesse ; la première , transmise avec le sang ; la seconde , attachée à l'exercice des premières magistratures ; la troisième , acquise par des services militaires ; la quatrième , accordée aux inventeurs de quelque art utile à la société. Il proscrivit ces trois dernières espèces comme un alliage

ANN. 1561.

 ANN. 1561.

impur, & ne voulut reconnoître de vraie noblesse que celle qui, venue de Dieu, s'étoit transmise sans interruption, de père en fils. L'autre plaie étoit le zèle aveugle ou la dévotion mal entendue, qui avoit porté les nobles à se dépouiller de la meilleure partie de leurs terres & même de leurs justices, en faveur des gens d'église, qui en abusoient journellement pour tourmenter la postérité de leurs bienfaicteurs. Après s'être efforcé de prouver que des hommes qui avoient renoncé aux affaires temporelles, ne devoient point posséder de justices civiles, & qu'il y avoit de la contradiction à les laisser en possession d'une justice criminelle, puisque l'église abhorre le sang, il conjura le roi de ramener le clergé à son institution primitive, en le délivrant de ses immenses richesses qui n'avoient servi qu'à le corrompre, & sur-tout de ces justices qui seroient plus convenablement entre les mains des seigneurs laïques. Il releva dans les justices royales deux abus, auxquels il étoit urgent de remédier : premièrement, la vénalité des charges qui avoit rempli les premiers tribunaux de juges ignorans & corrompus ; en second

lieu , le nombre effréné des suppôts
 de la justice qui vivoient aux dépens
 du public , éternisoient les procès &
 ruinoient les meilleures maisons : il
 conseilla au roi , lorsqu'il auroit ré-
 formé le premier abus , de ne plus
 conférer les principaux offices de ma-
 gistrature qu'à des gentilshommes qui,
 plus délicats que d'autres sur les pro-
 cédés , parcé qu'ils se conduisoient
 par les maximes de l'honneur , ba-
 layeroient promptement toute cette
 vermine de palais & ramèneroient
 parmi nous les beaux jours d'Astrée.
 Il parla de la nécessité d'appaier les
 troubles de religion , mais sans en
 indiquer les moyens ; parce que son
 ordre n'avoit pu s'accorder sur aucun
 de ceux qui avoient été proposés : enfin,
 après avoir prié le roi de confirmer les
 franchises & les prérogatives de la no-
 blesse , aussi anciennes que la royauté,
 & auxquelles il ne pouvoit donner
 atteinte sans affoiblir sa propre puis-
 sance , il présenta quatre cahiers dis-
 tincts de son ordre, indépendamment
 d'une requête , munie des signatures
 d'un grand nombre de gentilshom-
 mes , par laquelle ils demandoient le
 droit d'ériger dans leurs fiefs des tem-

ples , pour l'exercice de la nouvelle religion.

ANN. 1561.

Discours
de Quintin,
orateur du
clergé.

Ibid.

Quintin célèbre professeur de l'université de Paris , élu orateur du clergé sur le refus du cardinal de Lorraine & de quelques évêques , n'avoit obtenu la préférence sur plusieurs autres députés du second ordre qui briguoient cet honneur , que parce qu'on le supposoit plus exercé à parler en public , & plus profondément versé dans la science des loix & de la discipline ecclésiastique. On n'avoit pas réfléchi combien il étoit difficile qu'un vieillard , tiré pour la première fois de l'ombre d'une école , pétri d'argumens & de formules , accoutumé à ne penser & à ne s'énoncer qu'en latin , sentît la force de ses expressions dans une langue qui lui étoit devenue étrangère , ne péchât point contre les bienséances , & évitât de se rendre tout-à-la-fois odieux & ridicule , par ses exagérations. Commenant par une prolixie invocation au roi , à la reine mère , au roi de Navarre , aux princes du sang , aux cardinaux , aux évêques & autres membres du conseil d'administration , dont il réclamoit l'indulgence sur la rudesse de son langage , il loua le

projet annoncé dans les lettres pour la convocation des états , de réformer non l'église , qui étoit l'épouse sans tache & sans ride , mais les ministres de l'autel , qui n'avoient pu se préserver de la corruption générale , & qui confessoient dans l'amertume de leur cœur qu'ils s'étoient trop indignement écartés de l'esprit de leur institution & de leurs premiers devoirs. Il exhorta le roi à suivre l'exemple de ses glorieux prédécesseurs qui , dans des occasions beaucoup moins importantes, avoient procuré la convocation d'un concile , soit général, soit national ; mais sur-tout à se tenir en garde & à s'armer d'une juste indignation contre une société d'hommes pervers & abominables , qui , l'évangile dans la bouche , profanoient les églises , renversoient les autels , brisoient les croix & les images , outrageoient les prêtres , marioient les moines & les religieuses , proscrivoient les abstinences & les jeûnes , pour se veautrer dans les délices de la chair , & qui , après s'être soulevés contre l'autorité ecclésiastique, minoient soudainement les fondemens de la puissance temporelle. C'est sous ces traits qu'il peignit les partisans de la nouvelle

 ANN. 1561.

 ANN. 1561.

doctrine ; il les assimila aux Ariens , qui avoient si longuement & si cruellement persécuté l'église ; & comme si les noms d'hérétiques & d'ariens eussent été trop doux , il leur disputa celui de chrétiens , sur ce qu'ils parloient avec mépris des pères de l'église , rejettoient l'autorité des conciles & méconnoissoient l'église romaine , la mère de tous les fidèles. Mettant ensuite sous les yeux du roi les textes des livres saints , par lesquels Dieu ordonne à Moïse d'exterminer les idolâtres de la terre promise , de peur que leur fréquentation ne corrompît les Israélites qu'il alloit y établir ; les loix rigoureuses que divers empereurs romains avoient publiées contre les manichéens & autres hérétiques de leur tems ; il conjura le jeune monarque de ne pas différer plus long-tems , sinon à détruire , par le fer & par le feu , *ces rebelles machinateurs d'insolites & exécrables sacremens* , du moins à leur interdire toute profession publique , tout genre de commerce avec ses sujets ; puisqu'ils étoient moins curieux de vendre leurs marchandises que de répandre leurs damnable hérésies , & que les loix civiles & ecclé-

siastiques défendent de conserver avec des excommuniés. Il chercha sur-tout à le prémunir contre les pièges des porteurs de requêtes, qui, voulant sonder ce qu'ils avoient à se promettre de sa facilité, ne lui demanderoient d'abord qu'une simple tolérance, & la permission de bâtir quelques temples; puis après avoir ourdi leur trame, hausseroient le ton. Il cita, entr'autres exemples, celui de Gaïnas, maître de la milice sous l'empereur Arcadius; il avoit projeté de le renverser du trône, & de s'aider, pour l'exécution de ce dessein, de la haine qui séparoit les ariens des catholiques. Il lui demanda humblement la permission d'ériger un temple dans la ville de Constantinople, pour y prier Dieu avec ceux de sa communion, qui étoient ariens; c'est-à-dire, de la même religion que nos demandeurs d'église. L'empereur, qui n'osoit déjà plus lui rien refuser, ne rejetta pas sa requête, mais voulut avoir l'agrément de l'évêque diocésain. S. Jean Chrysostôme, qui remplissoit ce siège, mandé au palais, confondit le traître, qui, n'ayant plus rien à se promettre de la ruse, leva l'étendart de la révolte, &

ANN. 1561.

 ANN. 1561.

périt misérablement avec ses satellites. Après bien des excursions, l'orateur venant à l'objet direct de son discours, remontra que les querelles de religion & les autres malheurs qui avoient engendré les troubles, ne datoient que de l'an 1516, époque à laquelle le roi s'étoit emparé de la nomination aux évêchés & aux abbayes, en supprimant la pragmatique sanction. Il s'attacha à prouver, par des textes de l'écriture, l'exemple des apôtres, l'autorité des conciles & la pratique d'une longue suite de siècles, que l'élection aux évêchés & autres dignités ecclésiastiques, étoit de droit divin & imprescriptible. Il conjura le roi de rétablir cette voie canonique, & de ne pas charger plus long-tems sa conscience de tous les péchés, qui sont la suite nécessaire d'un mauvais choix. Un autre abus, d'une date encore plus récente, désoloit le clergé inférieur : c'étoit l'impôt accablant des décimes ; qu'on levoit jusqu'à quatre ou six fois par an, avec tant de dureté, qu'un grand nombre de curés, dans l'impossibilité absolue de les acquitter, avoient pris la fuite, pour se soustraire aux horreurs de la prison, & qu'un nombre

nombre plus considérable encore d'autres églises restoient sans calices , sans livres, sans ornemens, qui leur avoient été enlevés par les exacteurs des dîmes & vendus à l'encan , comme un butin pris sur l'ennemi. Le clergé se reconnoissoit obligé , & ne refusoit point de venir au secours de l'état dans ses besoins pressans ; mais il ne croyoit pas que la conscience lui permît de s'assujettir à un impôt permanent & arbitraire , qui absorboit les aumônes des fidèles & répandoit la désolation sur les églises. Il ne pouvoit ni ne devoit s'opposer à la violence ; il regardoit seulement comme un de ses premiers devoirs , de remontrer humblement au roi & au conseil d'administration , le préjudice qu'ils porteroient à l'état & le péché dont ils chargeoient leur conscience.

La harangue de Quintin excita une grande commotion dans l'assemblée. Ceux des nobles qui venoient de faire présenter par l'orateur de leur ordre une requête pour demander la permission d'ériger des temples dans leurs fiefs, l'amiral de Coligni qui le premier en avoit présenté une pareille au conseil de Fontainebleau ,

ANN. 1561.

surpris & indignés de s'entendre traiter d'ariens, d'hérétiques & de séditieux, eurent peine à se contenir jusqu'au bout. L'amiral principalement, malgré tout son flegme, s'étoit trouvé dans la situation la plus violente. La ressemblance imparfaite de son nom de Gaspard avec celui de Gainas, la conformité beaucoup plus frappante de l'état de maître de la milice avec la charge de colonel-général de l'infanterie qu'il avoit long-tems remplie, firent croire à ses amis comme à ses ennemis que c'étoit lui que l'orateur avoit eu en vue, & pendant tout le tems qu'avoit duré cette histoire, il avoit été, pour ainsi dire, donné en spectacle à l'assemblée. Il alla demander à la reine la réparation d'une insulte publique, que son honneur ne lui permettoit pas de dissimuler. Les nobles de leur côté présentèrent une requête, où en montrant la fausseté de quelques passages de cette harangue, & en tournant contre les évêques & le reste du clergé les qualifications d'hérétiques, d'ariens & de libertins, que l'orateur leur avoit si libéralement prodiguées, ils en demandoient la radiation dans tous les

actes ou procès-verbaux où elles pou-
voient se rencontrer. Le clergé, quoi-
qu'affligé de ce qui venoit de se pas-
ser, ne crut pas devoir abandonner son
orateur ; il ne le pouvoit même pas ,
puisque celui-ci avoit soumis son dis-
cours avant que de le prononcer , à
la censure des commissaires , & qu'il
avoit mieux aimé le lire que de le réci-
ter , afin qu'on ne le soupçonnât pas d'y
avoir rien changé. Les députés repré-
sentèrent à la reine & au conseil que
si l'on prétendoit faire justice de leur
orateur , ils la demanderoient à leur
tour de celui de la noblesse dont ils
n'avoient pas moins à se plaindre.
Qu'ils la demanderoient avant tout
de la dernière requête qui venoit de
lui être présentée , laquelle ne pou-
voit être considérée que comme un
libelle diffamatoire. On imposa si-
lence aux deux parties , mais il ne fut
pas si facile de se débarrasser de l'ami-
ral ; après bien des négociations , il
fut convenu que dans le discours de
la clôture des états , Quintin déclare-
roit que dans sa première harangue ,
il n'avoit fait allusion à personne de
l'assemblée.

ANN. 1561.

Cette sorte d'humiliation , les me-

ANN. 1561.

Cahier des
représentations & des
demandes
de l'ordre
de l'église.

nacés dont elle fut précédée & suivie l'affligèrent encore moins qu'une foule d'épigrammes, de satyres & de chansons, où son discours, ses mœurs, sa vie privée étoient impitoyablement déchirés, il en conçut tant de chagrin qu'il mourut peu de mois après.

Autant le discours du malheureux Quintin avoit paru révoltant, autant le cahier des doléances du clergé respiroit la modération, l'équité & l'amour du bien public. Il ne cherchoit point à dissimuler le relâchement où il étoit tombé; il le rejettoit en partie sur la foiblesse humaine & la longue intermission des conciles, en partie sur la confusion générale où une guerre de trente ans avoit jetté toutes les classes de la société. En donnant de justes éloges à la résolution que le roi avoit prise d'y remédier, il le supplioit de tenir la main à la célébration du concile que le pape venoit d'indiquer, & de le faire précéder d'un synode ou assemblée générale de l'église gallicane, dans laquelle on prépareroit les matières qui devoient être proposées de préférence. Il en indiquoit même d'avance les titres, afin que chacun de ses membres eût le tems

d'y réfléchir. En attendant, il dénon-
çoit au roi un abus capital, la source
de presque tous les autres, sur lequel
on n'avoit besoin de consulter ni con-
cile général, ni concile national,
puisque'il dépendoit uniquement du
gouvernement d'y pourvoir sur-le-
champ. C'étoit le mauvais choix des
pasteurs & le droit dont il s'étoit mis
en possession de nommer à tous les
bénéfices consistoriaux. Le clergé ré-
montrait que les brigues, la simonie
& les autres raisons dont on s'étoit
prévalu pour abolir l'élection ordon-
née par les livres saints, consacrée par
l'exemple des apôtres, recommandée
par tous les conciles, n'étoient point
inséparables de la chose, & ne de-
voient être imputées qu'au peu de
soin que l'on s'étoit donné pour les
empêcher; qu'il étoit facile d'établir
une forme d'élection où elles n'au-
roient point lieu; que le rétablisse-
ment des élections avec les mesures
convenables, seroit utile à l'état en
général, en lui épargnant l'argent des
annates qui alloit se perdre à Rome;
qu'il le seroit au roi qui n'avoit point
d'autre intérêt que d'avoir de bons
évêques, & qui conserveroit tous les

 ANN. 1561.

 ANN. 1561.

droits de sa souveraineté, en laissant la liberté du choix & en se réservant seulement de l'approuver ou de le casser; qu'enfin, il le seroit encore infiniment davantage au peuple, qui n'éliroit que des personnages connus par leur intégrité, leurs lumières & leur charité, lesquels résideroient au milieu de leur troupeau, & n'auroient plus d'autre ambition que de l'édifier & de l'instruire.

Le clergé porta ensuite ses regards sur deux objets, qui ne lui étoient point étrangers; les collèges & les hôpitaux. Il remontra que les universités & les autres collèges, où les enfans de tous les citoyens les plus considérables se trouvoient rassemblés, méritoient d'autant plus de fixer l'attention du gouvernement, que c'étoit en grande partie de l'éducation qu'ils y recevoient, que dépendoit le bonheur ou le malheur de la génération suivante. Sans vouloir entreprendre sur les droits des fondateurs, il demanda que personne ne fût admis à y donner des leçons sans en avoir obtenu la permission de l'évêque diocésain ou de son vicaire-général. Il prioit le roi de confirmer aux univer-

fités leurs privilèges & leurs immunités, en les obligeant toutefois à prévenir le relâchement qui commençoit à s'introduire dans la dispensation des grades de maître-ès-arts, de bachelier & de licencié, qui, donnant un droit exclusif aux cures de villes, les faisoient quelquefois tomber sur des sujets ineptes & totalement incapables d'en remplir les fonctions. Le clergé sollicita ensuite l'établissement des petites écoles dans les villes & les bourgs qui manquoient de collèges, afin que la jeunesse pût y être instruite des principes de la religion & des préceptes de la morale chrétienne, toujours sous l'inspection & avec l'approbation de l'évêque diocésain.

 ANN. 1561.

Par rapport aux hôpitaux, il demanda que l'administration en fût laissée à ceux que le fondateur y avoit appelé, & que l'inspection des commissaires royaux se bornât à examiner si ses intentions étoient remplies. Que dans les villes où les officiers de police étoient en possession d'établir des taxes pour la subsistance des pauvres, les proportions fussent gardées sans qu'il fût licite à ces officiers d'en imposer

ANN. 1561.

d'arbitraires sur les possessions de bénéfices, & de les contraindre au paiement par la saisie de leur temporel & la vente de leurs meubles. Que pour prévenir l'opprobre de voir une foule de prêtres mendier publiquement dans les rues, il plût au roi d'ordonner, par un édit perpétuel & irrévocable, que le bénéfice, ou à son défaut le patrimoine qui tenoit lieu de titre clérical & qui devoit être suffisant pour assurer la subsistance d'un ecclésiastique, ne pût être transporté, saisi, ni hypothéqué, pour quelque cause que ce fût, même du consentement du titulaire, à moins qu'il ne fût paisible possesseur d'un bénéfice plus considérable.

A ces vues d'ordre & de bien public, le clergé joignit diverses plaintes. Les premières rouloient sur les vexations inouïes qu'il éprouvoit journellement de la part des novateurs, qui, non contents de déclamer en public & en particulier contre la conduite des pasteurs légitimes, pour leur ôter la confiance du peuple qu'ils devoient gouverner, imprimoient & divulguoient contre eux un tas de libelles diffamatoires, & en étoient venus à

cet excès d'audace que dans les lieux où ils étoient les plus forts, ils contraignoient les catholiques à se trouver au prêche, battoient & mutiloient les prêtres, s'emparoiént à main armée des églises, renversoient les autels, profanoient les vases sacrés & avoient jetté une si grande terreur en quelques provinces, que les ecclésiastiques n'osoient plus les traverser qu'en cachant soigneusement toutes les marques extérieures de leur profession. Le clergé mettant sous les yeux du roi l'exemple de ses prédécesseurs & les obligations que lui imposoit son titre de *roi très-chrétien*, le supplioit, 1°. de remettre en vigueur les ordonnances de son père & de son ayeul contre les hérétiques, 2°. d'ôter aux novateurs leur principal appui, en exigeant le serment d'orthodoxie des membres de ses cours supérieures, & généralement de tous ceux qui exerçoient un office public dans le royaume; 3°. de décréter la monnoie de Genève & d'interdire à tous les habitans l'entrée de son royaume, puisqu'ils s'étoient rendu les agens des troubles & se méloient de toute autre chose que de commerce; 4°. de prendre sous sa

 ANN. 1561.

 ANN. 1561.

fauve-garde spéciale les églises & les personnes consacrées au saint ministère & de décerner une commission pour informer des violences déjà commises, parce qu'il étoit à craindre que les catholiques, abandonnés à eux-mêmes, ne prissent les armes pour se défendre, puisqu'on s'en servoit pour les attaquer, & que les principales villes du royaume ne devinssent le théâtre d'un horrible massacre.

Le clergé se plaignoit ensuite des entreprises de la justice civile sur la juridiction ecclésiastique : quoique la connoissance & le jugement définitif du crime d'hérésie appartînt exclusivement aux évêques, il leur étoit devenu impossible de l'exercer ; parce qu'on leur refusoit ordinairement les secours nécessaires pour arrêter les coupables ; & que s'il leur arrivoit d'en arrêter un, ils n'avoient pas plutôt commencé l'instruction de son procès, qu'on leur signifioit une défense de passer outre & un ordre de le faire conduire, à leurs dépens, dans les prisons royales. Il en étoit à peu-près de même de toutes les causes personnelles des clercs ; à peine étoient-elles entamées sur le délit commun, qu'à la faveur

du cas privilégié, auquel on donnoit toute l'extension qu'on vouloit, elles étoient portées par appel dans les tribunaux séculiers, où les juges d'église étoient pris à partie & obligés de se défendre. Les choses en étoient venues au point, qu'il ne restoit plus aux évêques aucune juridiction, même en matière de sacremens, aucune correction sur leurs clercs, & conséquemment aucun moyen de les contenir dans la discipline. Ils supplioient le roi, puisque l'audace des nouveaux sectaires ne pouvoit plus être contenue que par la force publique, d'enjoindre à ses officiers de prêter main-forte aux juges d'église & d'interdire à ses tribunaux tout appel en matière de religion: de fixer, par une déclaration, le sens précis du cas privilégié, & d'assigner si positivement les limites entre les deux juridictions séculière & ecclésiastique, qu'elles ne se heurtassent plus dans l'exercice de leurs fonctions; enfin, de rendre aux officialités les mêmes droits dont elles étoient en possession sous le règne de Louis XII.

ANN. 1561.

Les autres plaintes avoient pour objet les impositions royales de clergé

après avoir exposé son institution qui
 ANN. 1561. remontoit à Dieu même, la dignité
 & l'importance de ses fonctions dans
 l'ordre social, les prérogatives & les
 immunités dont il avoit été décoré
 sous l'ancienne loi & sous la nouvelle,
 demandoit que les biens consacrés au
 ministère des autels & au soulagement
 des pauvres, ne fussent point détour-
 nés de leur destination primitive, &
 supplioit le roi de ne pas permettre
 qu'ils demeurâssent plus long-tems
 assujettis à un impôt plus accablant &
 plus arbitraire que la taille elle-même.
 Ce dernier impôt, qui ne frappoit
 que sur le peuple, avoit des règles,
 & ne se levoit qu'une fois l'an; au lieu
 que les décimes étoient réparties sur
 de simples conjectures, sans informa-
 tion préalable, & se levoient jusqu'à
 quatre ou cinq fois dans une année
 avec une dureté qui, non-seulement
 aggravait le fardeau, mais anéantif-
 soit dans l'esprit du peuple toute subor-
 dination & tout respect pour ses pas-
 teurs : en effet, quelle considération
 des paroissiens pouvoient-ils conserver
 pour leur curé, en voyant ses meubles
 vendus à l'encan, & lui-même traîné
 en prison.

Un second impôt, non moins accablant, étoit le logement des gens de guerre, avec ce qu'on nommoit les *fournitures*, qui, bien qu'abolies par un édit de Henri II, s'étoient rétablies par le peu de soin que l'on avoit pris d'acquitter régulièrement la solde des troupes. L'homme d'armes s'emparoit de la maison d'un curé, le chargeoit de coups, pilloir & gâtoit sous ses yeux le peu de provisions qu'il avoit amassées pour sa subsistance, & le forçoit à la fin de désertir sa paroisse, pour aller mendier chez ses voisins. Le clergé, supplioit humblement le roi d'abolir les décimes, ou si l'état étoit réduit à ne pouvoir plus se passer de ce secours, de permettre du moins qu'elles fussent réparties dans chaque diocèse par des ecclésiastiques qui connoïtroient la valeur des bénéfices & épargneroient aux contribuables les contraintes & les frais de perception. Il demandoit une exemption générale de logement de gens de guerre & de fournitures pour tout ecclésiastique attaché au service des autels : enfin, il le supplioit d'ordonner, par un édit perpétuel, que pour quelque dette que ce fût, on ne saïsroit point sur le

ANN. 1561.

laboureur sa charrue & ses instrumens aratoires, sur le gentilhomme ses armes & son cheval de bataille, sur l'ecclésiastique ses livres & ses ornemens sacerdotaux.

ANN. 1561.

Après s'être occupé de ce qui le concernoit particulièrement, le clergé considérant qu'il ne formoit qu'un ordre dans l'état, & que le bonheur d'une partie est inséparable de celui du tout, étendit ses regards sur l'administration générale & sur les besoins des deux autres ordres. Par rapport à l'exercice de la justice, il exhorta vivement le roi d'abolir la vénalité des offices, de rétablir les élections, non-seulement dans les cours souveraines, mais dans les tribunaux inférieurs, en permettant que toutes les fois qu'il seroit question de remplir un office vaquant, on lui présentât trois sujets dont il choisiroit celui que bon lui sembleroit; de réduire le nombre effréné de juges, de procureurs, d'huissiers, de greffiers & de sergens, qu'un besoin momentané d'argent avoit si prodigieusement multipliés, & qui continuoient de dévorer, sans nécessité, la substance du peuple; de trouver bon, puisque les parlemens étoient

en possession de juger tous les membres de la nation , qu'ils fussent toujours composés de juges tirés en nombre égal des trois ordres , de manière que lorsqu'un office viendrait à vaquer , il ne pût être rempli que par un sujet du même ordre que celui qui l'exerçoit auparavant ; de rendre la justice gratuite s'il étoit possible , sinon d'en modérer les frais & de dresser un tarif avec tant de précision , que chaque plaideur connût ce qu'il devoit légitimement , & cessât d'être à la merci d'un rapporteur , d'un greffier & d'un procureur ; de laisser le cours à la justice ordinaire , sur-tout en matière criminelle , sans décerner ni lettres d'évocation qui n'étoient demandées que pour soustraire un criminel au châtiment qu'il méritoit , ni commission extraordinaire , qui n'avoit ordinairement pour but que de perdre un innocent , dont on se promettoit la dépouille.

ANN. 1561.

Sur ce qui concernoit la noblesse , le clergé supplioit le roi de maintenir cet ordre dans ses droits , privilèges & prérogatives , mais en lui faisant entendre qu'ils lui avoient été concédés pour la défense & non pour

l'oppression des deux autres ordres ;
 ANN. 1561. qu'il n'y avoit devant Dieu acception
 de personne , & que les loix divines
 & humaines défendoient de faire à
 autrui ce que nous ne voudrions pas
 qui nous fût fait ; de leur recomman-
 der , en conséquence , d'user avec
 plus de retenue de leur droit de
 chasse , sur-tout avant la moisson ; de
 leur défendre de prendre à ferme les
 biens d'église qui sont à leur bien-
 séance , en empêchant ouvertement ou
 par des moyens détournés , que per-
 sonne qu'eux ne se présentât pour s'en
 rendre adjudicataire ; qu'il leur fût
 pareillement défendu de recourir aux
 armes pour tirer raison d'un démenti
 ou d'une légère offense , parce que le
 duel étoit une institution également
 contraire aux loix fondamentales de
 la société & aux préceptes de l'évan-
 gile : que le service du ban & ar-
 rière-ban fût acquitté par ceux qui
 le devoient , sans qu'il fût licite de
 le racheter pour une somme d'ar-
 gent ; que la taille demeurât person-
 nelle dans tous les endroits où elle
 l'avoit été de toute ancienneté , &
 qu'on cessât de tenter de la rendre
 réelle , afin de l'étendre sur les biens

de la noblesse , qui en étoit exempt.

A l'égard du tiers-état, le clergé représenta que cet ordre, épuisé par des contributions forcées , avoit besoin de soulagement. Il supplia le roi d'abolir les crues de tailles & de ramener les impôts au même pied où ils étoient sous le règne de Louis XII; d'empêcher que les laboureurs ne continuâssent d'être ruinés par le passage des gens de guerre ; d'établir des étapes sur les routes & un si bon ordre , que tout se payât de gré à gré ; de renouveler la loi somptuaire portée par Henri II contre le luxe des habits , des ameublemens & des repas ; d'abolir une foule de douanes , réparties sous diverses dénominations dans l'intérieur du royaume , qui gênoient la circulation des denrées & des marchandises , & spécialement le péage, connu sous le nom de *Trépas de Loire* ; lequel n'avoit été primitivement consenti que pour quatre ans , & qui s'étoit perpétué depuis contre toute justice ; d'opposer une police sévère aux fraudes des fabricans & des marchands , & d'établir le plutôt qu'il seroit possible l'uniformité des poids & des mesures dans tout le royaume ; d'en-

ANN. 1561.

 ANN. 1561.

joindre à ses procureurs & avocats dans les bailliages & autres sièges royaux, de se charger de la défense des pauvres, des veuves & orphelins, qui, faute de moyens, demeueroient la victime des entreprises & des violences des riches, & de n'exiger d'eux aucun salaire, sinon dans le cas où ils gagneroient leur procès; dans ce cas même de n'en recevoir que de très-modiques, & de veiller à ce qu'ils fussent traités avec la même humanité par les officiers inférieurs de la justice.

Enfin le clergé rappelant au roi l'usage ancien, observé dans toutes les tenues d'états, suivant lequel les trois ordres, après avoir vaqué, chacun de son côté, à la rédaction de son cahier particulier, se réunissoient pour les fondre en un seul, & choisissoient un orateur commun dans le seul ordre du clergé, se plaignit de n'avoir pu, malgré toutes les avances qu'il avoit faites auprès des deux autres ordres, obtenir aucune communication de leurs cahiers, & requit humblement, que si, contre son attente, il s'y trouvoit quelques demandes contraires ou préjudiciables soit à la religion catho-

lique soit aux droits & immunités de l'ordre ecclésiastique, il fût reçu opposant, & qu'il plût au roi de ne rien statuer sans l'avoir entendu dans ses justes défenses.

ANN. 1561.

Venant ensuite aux deux objets qui intéressoient davantage le gouvernement, la liquidation des dettes de l'état & la formation du conseil d'administration, il représenta sur le premier que la saison n'étoit pas propre à demander au peuple aucun secours extraordinaire, puisqu'il respiroit à peine sous le fardeau dont il étoit déjà écrasé; qu'il falloit lui laisser le tems de reprendre des forces, & ne point chercher ailleurs que dans des diminutions de dépenses & une sage économie, les moyens de faire subsister l'état: il proposa, 1.^o. la réduction des pensions & des gages; 2.^o. la suppression d'un nombre incroyable d'offices de tout genre, & sur-tout de finance, receveurs-généraux & particuliers, trésoriers, payeurs, contrôleurs, élus, qui absorboient seuls le tiers des revenus de l'état; 3.^o. le retranchement absolu de tous dons, de toute magnificence & de toute dépense qui n'est que d'ostentation. Sur le second objet, il

ANN. 1561.

remercioit Dieu d'avoir inspiré à la reine la courageuse résolution de se charger non-seulement de la garde & de la tutelle de ses enfans , mais de l'administration entière de l'état , aidée des conseils du roi de Navarre , des princes du sang & autres grands personnages , qui avoient signalé leur prudence & leur haute capacité dans le maniement des affaires sous les trois derniers règnes. Il l'exhortoit vivement à persister dans un dessein si louable , s'en rapportoit uniquement à elle , sur le choix des ministres dont elle voudroit s'aider , & la prioit seulement de vouloir bien les lui nommer ; sans doute parce qu'il ne croyoit pas qu'elle songeât sérieusement à s'en passer dans un tems où les quatre secrétaires d'état n'étoient point encore en possession d'en remplir les fonctions.

Premier cahier de l'ordre de la noblesse.

Ibid.

Le cahier des députés de la noblesse de Champagne & de Brie contenoit , 1^o. des remercimens au roi sur la tenue des états , avec une humble supplication de communiquer plus souvent avec ses fidèles sujets , que n'avoient fait ses prédécesseurs. Ils demandoient pour toutes les provinces

du royaume des états particuliers tous

 les cinq ans , des états-généraux tous

 les dix ans , & pendant cet intervalle une commission permanente , composée d'un certain nombre de gentils-hommes , qui mettroit sous les yeux du roi les objets qui demandoient qu'il y fût pourvu promptement.

ANN. 1561.

2°. Des plaintes sur les atteintes portées à leur droit de chasse par les officiers des eaux & forêts , & à leurs justices par les officiers des sièges royaux.

3°. Des représentations sur le service de l'arrière-ban , qu'on étendoit de jour en jour à leur préjudice ; ils demandoient qu'il demeurât limité à soixante jours : que tout noble parvenu à l'âge de soixante ans , ou estropié par des blessures reçues à la guerre , en fût dispensé sans payer finance : que la même exemption eût lieu pour la veuve & les enfans d'un gentilhomme mort à la guerre , jusqu'à ce que son fils aîné eût atteint l'âge du service militaire : qu'il fût rendu une ordonnance qui déclarât tout roturier incapable de posséder un fief , & qui lui fixât un terme pour en vuidier ses mains , à l'expiration duquel le sei-

gneur suzerain seroit en droit de le saisir pour en investir un gentilhomme.

ANN. 1561.

4°. Diverses demandes sur l'administration de la justice, telles que la suppression de la vénalité des offices, la réduction de ces offices au nombre ancien, l'abolition des épices, ou du moins un tarif modéré, qui fixât invariablement les salaires du rapporteur, du greffier & du procureur.

5°. Des avis sur la réformation de l'ordre ecclésiastique, laquelle dépendoit en grande partie du choix qu'on feroit des évêques; des mesures qu'on prendroit pour les obliger à résider dans leurs diocèses, à veiller sur les mœurs de leur clergé, à faire de leurs immenses revenus l'usage prescrit par les canons, à annoncer eux-mêmes la parole de Dieu, ou à se substituer des hommes d'une vertu & d'une doctrine éprouvée qui les remplaçassent dans cette fonction. Et comme après les évêques les curés étoient incontestablement les personnages les plus importants dans l'église, & qu'on se plaignoit généralement du peu de soin ou du peu de discernement des collateurs de ces sortes de bénéfices, ils propoisoient de les rendre électifs, en

forte que toutes les fois qu'une cure viendrait à vaquer, le seigneur & les principaux habitans s'assemblâssent pour nommer & présenter, soit à l'évêque, soit à celui qui avoit droit de patronage, un sujet de leur paroisse ou des lieux circonvoisins, dans lequel ils connoîtroient toutes les qualités nécessaires pour les bien régir.

ANN. 1561.

Les nobles de Champagne & de Brie étoient parfaitement d'accord sur tous ces points; ils se partagèrent seulement sur les moyens d'appaîser les troubles. Ceux des bailliages de Troie, de Chaumont & de Provins, abandonnoient ce soin à la prudence du gouvernement, en se contentant de protester qu'ils vouloient vivre & mourir dans la communion catholique, apostolique & romaine, & en suppliant le roi de ne permettre aucune innovation qui dérogeât à son titre de *roi très-chrétien & de fils aîné de l'église*. Ceux des bailliages de Sens & de Sezanne, après avoir remercié le roi du soin qu'il avoit pris de déterminer le pape à la convocation d'un concile général, le conjuroient d'user des mêmes sollicitations pour en accélérer la célébration : ils le prioient de faire

ANN. 1561.

en sorte qu'il se tint en France, & en ce cas de vouloir bien y assister en personne avec les princes du sang & les principaux membres de son conseil, afin d'y maintenir l'ordre & de veiller à ce que tout s'y décidât par la parole de Dieu & les textes des saintes écritures. En protestant de persister inviolablement dans l'obéissance due à leur souverain & dans l'union avec leurs frères; de n'avoir tous qu'une foi, une loi, un roi; ils demandoient que la voie de contrainte fût interdite en fait de croyance; que l'on n'employât, à l'égard de ceux qui s'étoient séparés de l'église, d'autres armes que celles de la charité, à l'exemple du bon pasteur, lequel, loin de battre les brebis égarées, les prend dans son sein pour les ramener au bercail. Les nobles du bailliage de Vitri, sans se décider entre ces deux avis, supplioient simplement le roi de retrancher les abus qui s'étoient glissés dans la discipline de l'église, & protestoient de leur soumission à ses volontés.

Second cahier de la noblesse.

Les cahiers des députés de la noblesse de la prévôté de Paris, du Vernois & duché de France, ne différoit du précédent que sur un petit nombre

nombre d'articles dont nous allons rendre compte. Ils vouloient que dans les élections qui auroient lieu pour le choix des évêques , la noblesse & le tiers-état concourussent avec le clergé , & que tout homme convaincu d'avoir brigué ou acheté les suffrages , fût déclaré incapable de posséder jamais un bénéfice. Regardant la masse du clergé inférieur comme corrompue , & plus propre à gâter qu'à purifier les autres membres du corps politique , tant qu'elle ne seroit pas renouvelée , ils proposoient de tenir de trois ans en trois ans , une assemblée dans chaque province , où l'on éliroit trois syndics , un de chaque ordre ; lesquels , revêtus de toute la puissance publique , priveroient de leur bénéfice les ecclésiastiques ignorans & scandaleux , & les remplaceroient sur-le-champ par d'autres , en état d'en remplir les fonctions. Pour obvier aux guerres privées qui , à l'occasion d'une contestation souvent peu importante , d'une offense légère ou d'un démenti , armoient des familles entières & cau-
soient la désolation des meilleures maisons , ils proposoient une commission permanente de quatre gentils.

ANN. 1561.

ANN. 1561.

hommes, les plus accrédités dans chaque province, qui prendroient connoissance de toutes les querelles entre les nobles de leur district, les appelleroient devant eux pour essayer de les mettre d'accord, & s'ils n'en venoient pas à bout, leur interdiroient toute voie de fait, jusqu'à ce que le tribunal du connétable & des maréchaux, auquel le fond de l'affaire seroit renvoyé, eût prononcé en dernier ressort. Après avoir demandé la suppression de la vénalité des offices, leur réduction au nombre ancien, la forme primitive des élections, ils requéroient l'admission de quatre gentilshommes de robe courte dans chaque parlement, en qualité de conseillers d'honneur, qui veilleroient aux intérêts de leur ordre & auroient voix dans les élections. Pour donner au roi les moyens d'entretenir & de récompenser un plus grand nombre de gentilshommes sans s'épuiser en pensions, ils proposoient de statuer par un édit perpétuel, qu'aucun homme, sous aucun prétexte, ne pût tenir à la fois plus d'un bénéfice ou d'un office, sans excepter de cette loi les offices de la

maison du roi, de la reine, des enfans de France & des autres princes du sang. En protestant de s'en rapporter à la décision du concile général sur les disputes théologiques qui partageoient les esprits, ils jugeoient convenable que le roi, dès ce moment, défendît à tous ses sujets de s'entr'injurier pour cause de religion, & d'inquiéter personne sur sa croyance, n'exceptant de cette tolérance générale que les prédicans qui dogmatiferoient contre la religion établie, tiendroient des conventicules & autres assemblées de nuit ou de jour, & qui, se montrant par là ennemis du repos public, devoient être abandonnés à toute la rigueur des anciennes ordonnances. Plusieurs gentilshommes, à qui cette exception déplaisoit, demandèrent par un article séparé, qu'il plût au roi d'étendre la tolérance civile à tous ceux qui professeroient une doctrine consignée dans les livres de l'ancien & du nouveau Testament, & de réserver les peines afflictives aux athées, aux anabaptistes & autres monstres.

La noblesse dissidente ayant enfin Troisième consenti à présenter son cahier, insista cahier.

 ANN. 1561.

sur la célébration d'un concile , mais avec des conditions qu'il ne dépendoit pas entièrement du roi d'accorder. Ils exigeoient que les ministres de la réforme y eussent entrée , s'expliquassent en toute liberté , & que tout se décidât par les textes formels des saintes Ecritures. Ils proposoient deux ou trois réglemens , qui , bien qu'empruntés de Genève , tendoient si visiblement à l'utilité publique , qu'ils pouvoient être adoptés sans danger. Le premier regardoit l'éducation de la jeunesse alors trop négligée : ils demandoient que sur les biens ecclésiastiques , on fondât dans toutes les paroisses du royaume une école gratuite , où les enfans des pauvres comme des riches apprendroient à lire & à écrire , & seroient instruits des vérités fondamentales de la religion chrétienne. Calvin étoit le premier qui avoit fait revivre l'usage des catéchismes , pratiqué dans la primitive église & oublié dans les siècles d'ignorance. Un autre règlement , non moins important , avoit pour objet les mendiants ; il consistoit à prélever sur les revenus des ordres religieux , & particulièrement sur l'ordre de St-Antoine , des

fonds suffisans pour établir dans chaque ville & gros bourg du royaume un hôpital , où les pauvres d'un certain arrondissement , à qui une maladie ou des infirmités habituelles ôtoient les moyens de gagner leur vie , trouveroient un asyle & des secours ; & par rapport aux mendiants valides , que le défaut d'ouvrage ou la paresse réduisoit à cette condition , à ouvrir des ateliers où ils seroient employés aux réparations , soit des places de guerre , soit des grands chemins ; enfin , à former dans toutes les paroisses un bureau de charité , composé du seigneur , du curé & de deux notables habitans , où tous ceux qui jouissoient d'une certaine aisance verseroient leur superflu , afin de faire subsister les familles indigentes. Après ces divers établissemens , ils trouvoient bon que la justice arrêtât & punit de peines afflictives les mendiants , sauf toutefois la mutilation. Le troisième règlement avoit pour objet la suppression des fêtes , qui ôtoient aux ouvriers le moyen de gagner de quoi faire subsister leur famille. Sur l'administration de la justice , ils sollicitoient divers réglemens , qui tendoient tous à

ANN. 1562.

ANN. 1561.

l'abréviation des procès ; qu'on supprimât entièrement la classe des procureurs , puisqu'un avocat suffisoit pour défendre une cause , & par écrit & de vive voix ; qu'on simplifiât les formes judiciaires , en sorte qu'aucun procès , de quelque nature qu'il fût , ne durât jamais plus de deux ans ; qu'on abolît ce déluge de loix & d'ordonnances , la plupart contradictoires , & qu'on formât une commission permanente de gardiens des loix , qui ramassât ce qui pouvoit se trouver d'utile dans les anciennes pour en former une seule , qui tint lieu de toutes les autres. Sur le service du ban & arrière-ban , ils requéroient qu'il fût borné à quarante jours , & que , conformément à ce qui s'étoit pratiqué de tems immémorial , les possesseurs des fiefs de peu de valeur fussent unis ensemble jusqu'au nombre de trois , pour acquitter le service d'un archer , soit chacun à son tour , soit par une contribution proportionnelle. Défenses , sous peine de cinq cens livres , à tout homme qui n'étoit pas noble d'extraction , de s'intituler dans aucun acte noble ou écuyer ; pareilles défenses , sous la même peine ,

à tout annobli, jusqu'à la quatrième génération, de porter bonnet, souliers, ceinture & fourreau d'épée de velours, ou aucun ornement d'or à son chapeau, ainsi qu'à sa femme de s'intituler demoiselle, ni de porter robe de velours ou bordure d'or à son chaperon. Suppression des receveurs des tailles & autres impositions qui vexent le peuple, coûtent beaucoup à l'état & peuvent être remplacés par les officiers des hôtels-de-ville, qui garderont les deniers & les feront passer sans frais au lieu de leur destination.

ANN. 1561.

Le dernier cahier, signé par les députés de la noblesse de Bourgogne, de quelques bailliages de Picardie, de Normandie & de Languedoc, des provinces entières de Dauphiné, Lyonnais, Beaujolois, Bourbonnois, haute & basse Auvergne, Limousin & Berri, ne différoit des autres qu'en ce qu'il remercioit la reine mère d'avoir bien voulu se charger de l'exercice de la puissance souveraine, aidée des conseils du roi de Navarre & des autres princes du sang; approuvoit & confirmoit sans réserve le choix qu'elle avoit déjà fait du conseil d'adminis-

Quatrième cahier.

ANN. 1561.

tration, & lui laissoit une pleine liberté d'y admettre dans la suite ceux dont elle connoîtroit la probité & les lumières. Ils demandoient la suppression des siéges des eaux & forêts, qui les gênoient dans leurs droits de chasse, des élections & des greniers à sel, qui seroient suppléés par les justices royales ordinaires, du grand-conseil qui coûtoit beaucoup, sans rendre presque aucun service, & des maréchaussées provinciales qu'on remplaceroit par une vingtaine de sergens en chaque district, aux ordres du bailli & de son lieutenant qui seroient toujours officiers de robe courte.

Cahier du
tiers-état.

Ibid.

Le cahier du tiers-état, plus étendu lui seul que tous les autres ensemble, renferme jusqu'à trois cents cinquante articles séparés. Dans l'impossibilité de pouvoir les rapporter tous, nous nous bornerons à indiquer ceux qui ont servi de fondement à la célèbre ordonnance d'Orléans. Après avoir supplié le roi de lui pardonner la longueur de ses remontrances, le tiers-état entre en matière par ce qui concerne la religion, qui, devant être un gage d'union & de paix entre les hommes, étoit devenue, par

la corruption de ses ministres & les disputes des théologiens, une source de haines & de divisions intestines qui menaçoient l'état d'une ruine prochaine. Pour y remédier, il propose la tenue d'un concile général dans un lieu de sûr accès, où tout homme soit admis à débattre en pleine liberté les opinions controversées, afin qu'après avoir pesé les raisons de part & d'autre, on puisse former des résultats, auxquels personne ne refusera plus de se soumettre. En attendant l'ouverture d'un pareil concile, il supplie le roi, comme conservateur des saints décrets, de remettre en vigueur les élections pour toutes les charges ecclésiastiques, dans la forme suivante; celle d'un archevêque ou d'un évêque devoit être faite par tous les évêques de la même province, le doyen & les chanoines de la cathédrale, les curés de la ville, avec la participation, ou du moins en présence d'un certain nombre de gentilshommes & de notables bourgeois, convoqués à cet effet par le commissaire du roi qui, après l'élection, lui porteroit les noms de trois sujets dont un seroit pourvu; celle d'un abbé, d'un

ANN. 1562.

ANN. 1561. prieur, d'une abbesse & d'une prieure, par tous les religieux ou religieuses de la communauté, lesquels présenteroient au roi deux sujets; enfin, celle d'un curé par les paroissiens assemblés, qui ne présenteroient qu'un sujet à l'évêque diocésain; celui-ci auroit le droit de l'examiner, & l'obligeroit à prêcher en sa présence sur la matière qu'il lui indiqueroit. Que pour toutes ces places, la vertu & la science soient seules considérées, & que la naissance ne puisse emporter la balance qu'à mérite égal: que les évêques résident dans leurs diocèses & visitent au moins une fois l'an par eux-mêmes les églises & les collèges de leur dépendance: que pour remédier aux abus qu'ils font de leurs excessives richesses, les biens ecclésiastiques soient partagés en trois parts; une pour la subsistance des ministres, l'autre pour les pauvres, & la troisième pour l'entretien & les réparations des lieux saints. Qu'attendu d'une part l'incapacité notoire de la plupart de ceux qui tiennent les bénéfices les plus considérables, & de l'autre l'inhumanité qu'il y auroit à destituer des vieillards, qui n'ont point d'autre moyen de sub-

sister, on se contentât de leur donner des vice-gérents ou desservans, à qui l'on assigneroit des revenus indépendans, & l'autorité nécessaire pour administrer en leur propre nom : que le titre patrimonial d'un clerc qui sera pourvu aux ordres sacrés, soit au moins de cinquante livres de rente, franc & quitte de toute hypothèque, & ne puisse être ni saisi ni vendu : qu'on attache à toute cure une portion de dîme ou une portion congrue aux dépens des gros décimateurs, & qu'on interdise aux ecclésiastiques de rien exiger pour messes, sépultures ni administration de sacremens. Défenses aux religieux & aux religieuses d'admettre au vœu aucun novice avant l'âge de trente ans pour les hommes, de vingt-cinq pour les filles : pareilles défenses de faire passer aucun argent à Rome pour annates, dispenses, regrets, mandats, préventions & graces expectatives. Que tout ecclésiastique possédant deux bénéfices, soit tenu d'opter dans six mois ; renvoi des fêtes aux jours de dimanche, sauf aux ecclésiastiques à les célébrer encore un autre jour, si bon leur semble, mais sans aucune obligation pour le

ANN. 1561.

 ANN. 1561.

reste des fidèles : que les prêtres scandaleux qui entretiennent dans leur maison des concubines & y élèvent leurs enfans , soient poursuivis dans les tribunaux ordinaires & non dans les officialités, où ces désordres restent impunis : que les revenus des prieurés où il n'y a plus de religieux , mais un seul prieur commendataire , soient mis sous la main du roi , qui fera acquitter les fondations & appliquera le surplus à des œuvres pies : que dans chaque chapitre , il y ait une prébende affectée à un théologien , qui sera tenu de prêcher tous les jours en langue vulgaire ; une autre à un précepteur ou principal de collège , élu par les chanoines , les officiers municipaux & quarante notables bourgeois , pour instruire gratuitement la jeunesse , & destituable par eux pour cause de négligence ou de malversation : qu'il plaise au roi de créer dans toutes les universités du royaume une chaire de morale & de politique , & d'assigner des gages aux professeurs sur les plus riches bénéfices de la province. Après avoir exposé en détail les négligences , les fautes & les désordres des ecclésiastiques ; après avoir indiqué les remèdes,

qu'il convenoit d'y appliquer, le tiers-
 état conclut que, s'étant rendu plus
 coupables que ceux qui se sont égarés
 sur quelques articles de foi, ils ne
 doivent point trouver mauvais que le
 roi usant de clémence & de miséri-
 corde envers ces derniers, défende
 de les poursuivre criminellement, leur
 ouvre les portes des prisons, & per-
 mette à ceux qui se sont absentés du
 royaume, d'y revenir, pour y jouir de
 tous les droits de citoyen, sous la seule
 obligation d'y vivre chrétiennement
 & paisiblement, sans exciter ni trou-
 ble ni sédition.

ANN. 1561.

Le second chapitre renferme les
 doléances du tiers-état sur les vexa-
 tions, les injustices & les rapines
 que les laboureurs & autres habitans
 de la campagne essuyoient journalle-
 ment de la part de leurs seigneurs.
 Ceux-ci, non contents de les enlever à
 leurs travaux champêtres pour leur faire
 acquitter de prétendus droits de *cha-
 riage*, *aides* & *journées*, levoient sur
 eux des contributions en paille & en
 grains, sous la simple promesse de
 les préserver par leur crédit du lo-
 gement de gens de guerre. Si quel-
 qu'un refusoit de se prêter à ces exac-

ANN. 1, 61. tions, ils apostroient des gens inconnus pour lui susciter une querelle où il étoit outragé, battu & pillé, sans moyen & sans espoir d'en avoir justice. Plusieurs de ces seigneurs enlevoient à une malheureuse commune ses bois de chauffage & ses pâturages ; d'autres s'établissoient des fours & des moulins banaux, & exigeoient des droits trois fois plus forts que ceux qui leur étoient dûs légitimement. La plupart, attentifs à lever des péages pour l'entretien des ponts & des chemins, n'y faisoient aucune réparation. Enfin, à l'aide de leur droit de chasse, ils avoient un moyen de ravager les moissons ou les vignes de tous ceux qui avoient le malheur de leur déplaire. Le tiers-état supplie humblement le roi d'enjoindre à son procureur dans chaque siège, sur la première dénonciation qui lui sera faite de pareils excès, de se constituer partie dans la cause, & d'en poursuivre la réparation. Le tiers-état, observant ensuite que la férocité, la violence & la rusticité qu'on remarquoit dans la plupart des nobles, n'étoient dûs qu'à l'oïiveté & au défaut d'éducation, désire ardemment, d'une

part, qu'il plaise au roi, aux princes & aux grands seigneurs, de recevoir dans leur maison un plus grand nombre de pages, & sollicitent, d'autre part, un édit perpétuel & irrévocable, par lequel il soit défendu de tenir à la fois deux offices civils ou militaires, afin de procurer plus de débouchés à la noblesse pauvre.

ANN. 1561.

Dans le chapitre de la justice, le tiers-état, posant pour principe que l'exemple du souverain & la crainte de lui déplaire, sont les moyens les plus efficaces d'obliger tout le monde à remplir son devoir, le supplie de donner audience à ses sujets tous les jours, à l'issue de son dîner, ou au moins trois ou quatre fois la semaine, en se faisant accompagner, durant son bas âge, de la reine sa mère, de quelques personnages de son conseil, & d'un maître des requêtes. Portant ensuite ses regards sur l'abus qu'on avoit fait de la vente des offices, & comparant la somme que cette ressource avoit fait entrer dans les coffres de Henri II, avec le montant des gages dont il avoit surchargé son trésor, il prouva que cet argent lui coûtoit plus que s'il l'eût pris dans

 ANN. 1561.

une banque à trente pour cent d'intérêt. Cette lésion , toute énorme qu'elle étoit , ne pouvoit encore entrer en comparaison avec le mal que ce roi avoit fait à ses sujets , en troublant l'ancien ordre établi dans les tribunaux , en éternisant les procès & les livrant pieds & poings liés , pour ainsi dire , à l'avidité d'une foule de praticiens. Ils demandent donc l'abolition de la vénalité , la suppression de la caisse des parties casuelles , puisqu'un office public , de quelque nature qu'il soit , doit être tenu pour une chose sainte qui ne peut entrer dans le commerce ; l'abolition de tous ceux qui avoient été créés depuis le règne de Louis XII ; l'ancienne forme des élections pour y pourvoir lorsqu'ils viendroient à vaquer , & cela non-seulement dans les parlemens , mais aussi dans les sièges inférieurs , & généralement pour tout office public. Dans la vue de simplifier l'administration , ils demandent la suppression de tous les tribunaux particuliers avec une certaine attribution , tels que celui des requêtes de l'hôtel , des requêtes du palais , du conservateur des privilèges des universités , le grand

conseil, la justice du trésor, les eaux & forêts, gruyers, verdiers, maréchaussées, amirauté, dont les fonctions retourneroient aux tribunaux ordinaires. Par rapport aux présidiaux, il y eut scission parmi les députés ; les uns demandant qu'ils fussent compris dans la suppression, & que leurs fonctions fussent attribuées aux bailliages, les autres, en nombre égal, s'y opposant avec chaleur. On convint de s'en rapporter, de part & d'autre, à la décision du conseil, mais en priant le roi, soit qu'il les conservât ou qu'il les réunît, d'étendre leur compétence en portant à une plus forte somme les objets sur lesquels ils auroient droit de prononcer en dernier ressort. Qu'il plaise au roi, ajoutent les députés, de laisser libre le cours de la justice dans les tribunaux ordinaires, & de n'accorder dorénavant ni lettres d'évocations ; ni commissions extraordinaires ; car ces sortes de dérogations ne sont sollicitées que pour frauder la loi : elles coûtent beaucoup & ne produisent aucun bien. Au contraire, l'expérience a montré qu'elles sont devenues dans les mains des hommes puissans un instrument de

 ANN. 1561.

 ANN. 1561.

vengeance , & ont causé la ruine d'une multitude d'innocens , au grand scandale de la justice & au grand regret de tous les gens de bien. Dans tout procès criminel , poursuivi à la requête du procureur-général , où le défendeur sera déchargé d'accusation par un jugement définitif , que ce magistrat soit tenu de lui nommer son dénonciateur , afin qu'il puisse l'actionner à son tour pour dommages & intérêts.

Les maîtres des requêtes ont été principalement institués pour aller dans les différentes provinces du royaume , voir & entendre comment les officiers royaux remplissent leur devoir dans l'administration de la justice , & c'est pour cela qu'on leur paie encore leurs manteaux & leurs chevauchées. Cette obligation sacrée & si intéressante pour le peuple , ils ne la remplissent plus , quoiqu'ils soient en bien plus grand nombre qu'ils ne devroient être , parce qu'ils s'en déchargent les uns sur les autres. Qu'ils soient donc réduits au nombre ancien ; qu'ils soient tenus comme autrefois de visiter alternativement diverses provinces , en prenant l'attache du chan-

celier & autorisés dans cette chevauchée à convoquer les états particuliers de la province, pour entendre les doléances du peuple, en tenir registre & en faire leur rapport au conseil. Que les sénéchaux & baillis soient pareillement astreints à visiter, au moins une fois l'an, les justices de leur ressort, pour connoître par eux-mêmes les officiers qui les composent, prendre des informations sur leur conduite, entendre les plaintes qui leur seront adressées, y mettre ordre sur-le-champ, ou les dénoncer au chancelier. Que les charges de sénéchaux & de baillis soient toujours conférées à des militaires en état de conduire l'arrière-ban & de prêter main-forte à la justice, & celles de leurs lieutenans à des hommes de loi, qui expédient les procès. Qu'il plaise au roi d'accorder à tous les hôtels-de-ville de son royaume un édit perpétuel, qui laisse aux bourgeois une pleine liberté d'élire leurs officiers municipaux; qui attribue à ces derniers toute matière de police, sauf l'appel aux cours supérieures; qui leur défende tout commerce pendant les deux années de leur gestion, au moins celui des bleds &

ANN. 1561.

ANN. 1561.

autres denrées, & qui les établisse juges de toutes contestations, soit en matière de gages & de salaires, soit en matière de trafic & de marchandise, à la charge qu'ils vuideront ces contestations sur la simple audition des parties, sans le ministère de procureurs ni d'avocats. Qu'il lui plaise de renouveler les anciennes ordonnances ou d'en porter une nouvelle sur le luxe des tables, des habits & des ameublemens, afin de prévenir la ruine des familles; d'abolir par-tout son royaume les lieux publics de prostitution, les brelans, les dez & autres jeux de hasard; de réprimer, par une ordonnance sévère, la liberté que se donnent les évêques, les abbés, les chapitres & les communautés religieuses, de dégrader leurs quarts de réserve & leurs futaies, ce qui expose le royaume à manquer de bois de construction & même de chauffage.

Dans le chapitre des tailles & impositions, le tiers-état supplie le roi de chercher dans une sage économie, dans des réductions & des retranchemens de dépense, les moyens d'acquitter peu-à-peu la dette immense dont il se trouve chargé, sans songer

à la verser sur son peuple qui est lui-même écrasé, & a le besoin le plus urgent d'être soulagé. Il est en paix avec ses voisins; son âge, en le dispensant de toute représentation, ne l'expose à presque aucune dépense. Il a le droit incontestable, à son avènement au trône, de supprimer tel nombre qu'il lui plaît des officiers de sa maison, & de réduire les gages de ceux qu'il veut bien conserver, sans faire d'injustice à personne. Ils l'exhortent vivement à user de ce droit dans toute sa rigueur, à l'égard d'une foule d'hommes inconnus qui se sont impatronisés dans ces offices, sans services militaires & sans aucune des qualités requises pour approcher de la personne sacrée; de retrancher de même les pensions accordées à des gens sans mérite ou à des étrangers qui n'ont jamais mis le pied en France, & qui n'ont aucun dessein d'y venir prendre un établissement. Quant aux autres pensions qui se payent aux princes du sang & autres seigneurs du premier rang, le tiers-état a une si haute opinion de leur amour pour la patrie, qu'il ne fait aucun doute qu'ils ne préviennent les desirs du roi, & ne

ANN. 1561.

donnent l'exemple du désintéressement. Ils l'exhortent ensuite d'établir une commission chargée d'examiner les comptes & la conduite de tous ceux qui ont eu quelque maniement des finances de l'état sous les trois derniers règnes, attendu qu'on en a vu plusieurs passer en une nuit, pour ainsi dire, de l'excès de la pauvreté à l'excès de l'opulence; acheter coup sur coup des offices, des hôtels & de grandes terres; la chose mérite d'être approfondie, & il sera bon d'appeller à cet examen quatre députés de chacun des grands gouvernemens, afin que la nation sache au vrai la somme d'argent qui a été levée sur elle & l'usage qui en a été fait. Ils présument que cette opération bien conduite fera rentrer dans les coffres du roi de quoi acquitter la plus forte partie de ses dettes: en conséquence ils le supplient d'abolir la taille, puisqu'elle n'a été établie que pour subvenir aux dépenses de la guerre & que le royaume est en paix; ou si l'état ne peut absolument se passer de ce secours, de vouloir bien la réduire aux termes où elle étoit sous le règne de Louis XII. Pour justifier cette demande, les députés

tracent un tableau effrayant de la désolation des campagnes. Des malheureux , en se voyant arracher pour payer l'impôt le peu de provisions qu'ils avoient amassées pour passer leur hiver , ont expiré de douleur ; d'autres, livrés au plus aveugle désespoir , ont égorgé leurs femmes , leurs enfans , & se sont poignardés eux-mêmes. Un plus grand nombre , traînés dans les prisons & n'y trouvant pas même l'assistance que l'humanité ne refuse point aux plus grands criminels , y sont morts de faim. Quelques-uns , enfin , pour se dérober à ces horreurs , se sont enfuis hors du royaume , laissant à l'abandon leurs femmes & leurs enfans , dont les uns mendient leur pain , les autres, mettant en oubli les commandemens de Dieu & tout sentiment d'honnêteté publique , remplissent les lieux de prostitution. Ceux qui sont échappés à ces malheurs languissent dans une si affreuse pauvreté , que n'ayant plus ni bœufs , ni chevaux , ils sont réduits à s'atteler pour traîner la charrue ; la plus grande partie des terres resteroit en friche , si dans plusieurs contrées , les seigneurs ne prenoient sur eux de faire labourer

 ANN. 1561.

& ensemençer celles des pauvres tail-
 lables pour être payés de leurs rede-
 vances féodales. Les vexations & les
 abus qui se commettent dans la per-
 ception de cet impôt, contribuent à le
 rendre plus insupportable. Un mal-
 heureux qui, avec bien de la peine, a
 payé sa cotte-part & se croit tran-
 quille, est assigné & contraint par
 corps d'acquitter celle d'un de ses
 voisins, & à l'expiration du délai
 traîné dans les prisons ; barbarie si
 atroce, qu'on ne conçoit pas com-
 ment elle a pu tomber dans des
 têtes humaines. Les particuliers les
 plus aisés d'une paroisse, & ceux
 qui devoient payer la plus forte
 part, trouvent le moyen de s'en dé-
 charger sur les autres, en se procu-
 rant un titre ou un office sans fonc-
 tions, soit dans la maison du roi, de
 la reine & des princes, soit dans
 quelqu'université, les hôtels des mon-
 noies, l'artillerie, les compagnies
 d'ordonnances, ou les mortes-paies.
 Devenus privilégiés & exempts, ils
 prennent à louage les meilleures fermes
 des environs, & achèvent ainsi la
 ruine de trois ou quatre paroisses. Le
 tiers-état demande, 1.^o. qu'il soit statué
 qu'à

qu'à l'avenir aucun taillable ne sera
 solidaire pour un autre, & que celui
 qui aura acquitté sa cotte-part ne
 pourra être inquiété sous aucun pré-
 texte. 2°. Qu'aucun titre ou office, de
 quelque nature qu'il soit, ne donnera
 d'exemption, s'il n'est assujetti à un
 service réel. 3°. Que les officiers do-
 mestiques de la maison du roi & au-
 tres privilégiés qui feront le com-
 merce ou tiendront des fermes à louage,
 seront imposés à la taille dans le lieu
 de leur résidence, ou dans la paroisse
 où sont situés ces fermes. 4°. Que les
 ecclésiastiques non nobles seront tenus
 de donner à ferme leurs biens patri-
 moniaux ou paieront la taille s'ils les
 exploitent par eux-mêmes. Le tiers-
 état demandoit encore l'abolition de
 tous les offices de receveurs & de con-
 trôleurs généraux & particuliers des
 tailles, créés à prix d'argent sous les
 derniers règnes ; la suppression des
 élus, ou au moins leur réduction au
 nombre de deux par élection, qui
 soient véritablement élus & installés
 par le peuple des paroisses de leur
 département, lequel conservera tou-
 jours le droit de les destituer & de les
 remplacer par d'autres ; car le tiers-

ANN. 1561.

ANN. 1561.

état prétend ne pas relever d'eux, & entend au contraire qu'ils relèvent de lui.

Dans le chapitre de la marchandise, le tiers-état remontre au roi que les exemptions des droits d'entrée & de sortie dans les différens ports du royaume, dont ses prédécesseurs, pour des considérations particulières, ont gratifié les marchands de quelques nations voisines & amies, en faisant pencher la balance en leur faveur, ont dégoûté ses sujets du commerce maritime : il l'exhorte, en conséquence, à charger ses ambassadeurs de demander dans ces contrées, pour les marchands françois, les mêmes exemptions dont les leurs jouissent dans ses états, sinon à les révoquer, afin de rétablir l'égalité. Il demande la liberté indéfinie du commerce de toutes sortes de denrées & de marchandises, soit par mer, soit par terre, en payant les anciens droits, à la réserve des traites foraines & autres nouveaux péages qui doivent être totalement supprimés. Les députés des villes de Paris, Toulouse, Rouen, Bordeaux, Lyon, Caën, Angoulême, Sens, Melun & la Rochelle,

qui avoient obtenu des octrois sur ces droits nouveaux , formèrent opposition à la dernière partie de cette demande. Diminution des droits d'entrée qui se paient aux portes des villes sur les consommations , ou si la situation des affaires ne le comporte pas , qu'il plaise au roi d'y assujettir indistinctement tous les habitans , d'autant que les prétendus privilégiés sont plus en état de payer , & ne sont pas moins intéressés que les autres au soutien de la chose publique. Enjoindre à tous ceux qui lèvent des péages , soit au profit du roi , soit à celui de quelque seigneur particulier , d'afficher une pancarte , certifiée par un officier public , où soient écrits , en gros caractères , les droits qui sont dûs pour chaque espèce de marchandise , afin de fermer la porte à l'arbitraire & aux fraudes des préposés à la perception , en donnant action au marchand contre le dol & la surprise. Que défense soit faite à tout receveur des deniers publics de s'associer avec aucun marchand pour participer aux bénéfices de son commerce. Entre les vices apportés dans ce royaume par les étrangers , on doit mettre en

ANN. 1561.

ANN. 1561.

première ligne l'usure qui achevera de le ruiner si l'on n'y met ordre promptement ; défense , sous les peines les plus sévères , d'exiger aucun intérêt de l'argent au-delà des prêts du commerce , tels qu'ils sont établis dans les différens ports du royaume. Un second vice dû à ces mêmes étrangers sont les banqueroutes. On les voit journellement arriver d'au-delà des monts , n'ayant pour toute fortune que de l'encre & du papier , s'intriguer & s'agiter pour gagner la confiance publique , puis disparaître subitement avec l'argent du roi & des particuliers. Le tiers-état demande que la profession de banquier soit interdite à tout étranger , à moins qu'il ne possède des fonds dans le royaume , ou qu'il ne donne des cautions valables. Que les françois eux-mêmes ne soient admis à l'exercer qu'en donnant caution , & qu'enfin on punisse de mort tout banqueroutier , sans qu'il soit au pouvoir des juges de modérer la peine. Un troisième présent , plus funeste encore par ses suites , est un goût puérile d'une fausse magnificence & d'une vaine parure , qui gagnant de proche en proche toutes les classes de la so-

ciété, y répand la corruption & l'oubli
des bonnes mœurs; car chacun vou- ANN. 1561.
lant imiter son voisin, & ne pouvant,
par des voies légitimes, se procurer
les moyens de l'égaliser, est obligé de
vendre son honneur pour satisfaire à
des appétits défordonnés. Aussi peut-
on attribuer à cette cause la plupart
des défordres qu'on voit aujourd'hui
dans les familles, sans parler de la
perte de notre argent qui va se chan-
ger en Italie contre des senteurs, des
gants parfumés, des broderies, dont
la jouissance est courte & l'acquisition
ruineuse. Interdiction de ces super-
fluités, sous peine de cinq cents écus
d'amende. La défense de porter des
armes à feu, quoique fondée sur des
motifs plausibles, a tourné au profit
des méchans & au grand détriment
des gens de bien, & sur-tout des
marchands qui, dans des longs voyages
qu'ils sont forcés d'entreprendre, se
trouvent sans défense au milieu d'un
bois ou sur une route peu fréquentée,
& y laissent souvent leur fortune & la
vie. Le tiers-état supplie qu'il leur soit
permis de porter avec eux, soit une
arquebuse, soit des pistolets, en pre-
nant un certificat du juge du lieu, qui

 ANN. 1561.

atteste leur profession & leur probité; lequel certificat ne leur sera délivré par le juge, qu'en lui donnant une caution valable qu'ils n'useront des armes qu'on leur permet, que contre les voleurs & pour la défense de leur vie. Tous ceux qui seront arrêtés sans une pareille attestation, seront soumis à la rigueur de l'ordonnance.

Par cet exposé sommaire, continue le tiers-état, sa majesté peut connoître les abus, les fautes, les malversations & les maux sans nombre qui tourmentent aujourd'hui le corps politique. Il est facile de juger qu'une maladie si compliquée & si grave ne s'est point engendrée en un jour; qu'elle n'est que la complication & le résultat d'une foule de maux particuliers qui, faute de soins, se sont accumulés, invétérés & tellement aigris, qu'ils ont corrompu la masse entière. N'en accusons que notre négligence à recourir au souverain remède, c'est-à-dire aux états-généraux, institution sainte qui, tant qu'elle a été en vigueur, a fait prospérer cet empire, & l'a élevé au-dessus de toutes les autres monarchies. N'espérons pas qu'il se relève jamais de l'affaissement où il est tombé,

si nous ne nous montrons plus attentifs que nos pères à le renouveler en quelque sorte par de plus fréquentes assemblées d'états-généraux. Le roi y trouvera, comme ses sujets, deux grands avantages, le premier d'être assuré que les hommes qui l'entourent & sur lesquels il est forcé de se décharger des détails de l'administration, craindront d'abuser de sa confiance; le second, que ceux des peuples voisins qui pourroient être tentés de profiter de la foiblesse de son âge pour l'attaquer, ne s'y exposeront pas légèrement en le voyant conseillé, servi & honoré par la nation entière. Ils supplient donc humblement sa majesté, & la conjurent par l'amour qu'il a pour ses sujets, & le desir pur & ardent qu'ils ont de leur côté de voir prospérer son règne, de statuer & ordonner que désormais les états-généraux se tiendront tous les cinq ans, sans que la guerre ni aucune autre cause puisse déranger cet ordre, & de vouloir bien assigner dès ce moment le jour & le lieu de la prochaine tenue.

Le tiers état avoit, comme nous l'avons dit, formé la résolution de ne point s'expliquer sur la composition du

ANN. 1561.

ANN. 1561.

conseil d'état & la nouvelle forme d'administration pendant la minorité, dans la crainte d'offenser, soit la reine mère, soit le roi de Navarre. Considérant cependant qu'après toutes les sollicitations qu'il avoit reçues, son silence pouvoit être pris, ou pour une improbation qui aigrirait la reine mère, dont dépendoit dans ce moment le succès de ses demandes multipliées, ou pour un aveu qu'il n'étoit point partie compétente pour opiner sur cette matière, ce qui compromettrait les droits de la nation, il ajouta à son cahier une sorte de requête ou de compliment, dans lequel, après l'avoir louée & remerciée des soins qu'elle avoit pris de l'éducation du roi son fils, il l'exhortoit de veiller avec plus d'attention que jamais sur le choix des personnes qui l'approcheroient; de l'habituer de bonne heure à haïr le mensonge, à détester la flatterie, à se familiariser avec la lecture des bons livres qui l'instruiroient de ses devoirs & à assister, aussi tôt & aussi long-tems que son âge le permettroit, aux délibérations du conseil, afin d'y prendre insensiblement le goût du travail. Tout cela n'avoit encore de rapport

qu'aux fonctions de tutrice que personne ne disputoit à Catherine ; mais en protestant de leur fidélité & de leur soumission au roi, ils ajoutent : *Lesdits députés vous voulant bien assurer que les trouverez toujours prêts à reconnoître particulièrement en votre endroit les biens qu'ils s'assurent recevoir de la charge de son institution es affaires que Dieu vous a mis es mains, de laquelle dépend leur bien & espérance.* Cette phrase entortillée, qui pouvoit, à la rigueur, ne s'entendre que des soins de l'éducation, pouvoit aussi s'interpréter des fonctions de l'administration générale : elle donnoit du moins à connoître, que si le plus grand nombre des députés n'avoient pas le courage de la conférer journellement à Catherine, ils voyoient sans chagrin qu'elle en demeurât chargée.

ANN. 1561.

Elle parut contente de cette déclaration, & tourna toute son attention sur un autre objet qui ne l'intéressoit guère moins, la libération des dettes de l'état, ou du moins un secours extraordinaire capable de le faire subsister jusqu'à la majorité du roi. Quoique ce fût un des articles sur lequel le chancelier avoit le plus insisté dans sa

Négociations pour l'acquit des dettes du roi.
Procès-verbal des états.

ANN. 1561.

harangue, les trois ordres n'y avoient point donné l'attention qu'il méritoit ; ils avoient même supposé que les revenus du roi bien administrés, étoient plus que suffisans pour faire face à tout , puisqu'après bien des plaintes contre la déprédation des finances , le faste & les dépenses superflues , ils avoient fini par demander la suppression de presque tous les impôts. Catherine paroissant entrer dans ces vues économiques , & voulant se faire un mérite auprès de la nation d'une opération douloureuse , mais à laquelle les circonstances ne lui permettoient pas de se refuser , proposa dans le conseil d'examiner quelles dépenses , soit dans la maison du roi , soit dans les différentes branches d'administration pouvoient être totalement supprimées , & quelles autres étoient susceptibles de réduction , sans faire cesser le service public. D'après cet examen , le roi , par un arrêt du conseil , supprima sa vénerie & une partie de ses officiers domestiques ; réduisit les pensions , & retrancha , pour l'année suivante , un quartier sur tous les gages. Le lendemain , Catherine pria les trois

ordres de s'assembler dans la salle commune, où le chancelier & le roi de Navarre qui avoit bien voulu consentir à l'accompagner, leur tinrent le discours suivant. « Messieurs, « ce que le roi & la reine sa mère désirent le plus ardemment dans ce monde, seroit de pouvoir, dès ce moment, procurer des soulagemens au peuple : tout leur chagrin est de ne pouvoir former que des vœux dans la cruelle position où sont aujourd'hui les affaires, dont il est à propos que vous soyez instruits dans le plus grand détail. En conséquence, le roi a ordonné que tandis que le conseil s'occupe de l'examen de vos cahiers, les directeurs de ses finances dressassent des états bien circonstanciés des revenus de l'état & de leur destination : il vous prie de nommer un certain nombre de députés de chaque province pour aller en conférer avec eux, demander les renseignemens qu'ils croiront nécessaires, examiner tout par leurs propres yeux, & venir vous rendre compte de l'état des choses & des retranchemens que leurs majestés viennent d'ordonner, tant dans leur

ANN. 1561.

» maison domestique que dans toutes
 ANN. 1561. » les parties du service public qui en
 » ont paru susceptible.

» Mais comme après ces rédu-
 » tions , il reste encore impossible de
 » faire face aux affaires sans de nou-
 » veaux secours , la reine mère qui
 » aime par dessus tout le roi son fils ,
 » mais qui après lui n'aime rien à
 » l'égal d'un peuple dont elle a déjà
 » tant de fois éprouvé la bonté , a
 » recours à vous comme à ses fidèles
 » conseillers , pour vous prier de lui
 » indiquer les moyens de faire marcher
 » de pair ces deux objets qui par leur
 » nature sont inséparables. Il s'agiroit
 » de libérer le roi son fils. Elle ose
 » vous assurer , qu'une fois tirée de
 » cet abîme , elle fera enforte que les
 » tailles & toutes les autres imposi-
 » tions soient ramenées aux termes
 » les plus gracieux qu'elles le furent
 » jamais , même sous le règne de
 » Louis XII ; c'est un engagement
 » sacré qu'elle contracte envers
 » vous pour toute la durée de sa
 » vie.

» Et comme elle est mortelle , elle
 » a prié le roi de Navarre de venir
 » prendre auprès de vous le même

» engagement , afin qu'en cas d'acci-
 » dent il demeure garant de sa pro-
 » messe , & fasse en sorte auprès du
 » roi qu'elle soit accomplie.

ANN. 1561.

» Au reste , la reine entend que les
 » secours qu'elle sollicite ne passent
 » point par d'autres mains que les
 » vôtres ; que vous en fassiez vous-
 » même la répartition & l'emploi ,
 » afin qu'on sache qu'ils n'ont d'autre
 » destination que de mettre prompte-
 » ment le roi à portée de soulager son
 » peuple comme il en a la volonté «.

L'écrit qui contenoit cette demande fut remis entre les mains de chacun des présidens des trois ordres. Ils se retirèrent sur-le-champ dans leurs salles respectives , & nommèrent un certain nombre de députés pour aller prendre connoissance des revenus & des dettes de la couronne. Les dettes par les états très-détaillés qu'on leur présenta & qu'ils eurent toute liberté de vérifier , montoient à quarante-trois millions quatre cent quatre-vingt-trois à quatre mille livres , dont quinze millions neuf cent vingt-six mille livres , empruntés dans différentes banques à de gros intérêts , quatorze millions neuf cent soixante-un mille li-

ANN. 1561.

vres en aliénation de domaines, aides & gabelles, cinq millions cinq cent quatre-vingt mille livres en dotations de la tante & des deux sœurs du roi, & deux millions trois cent douze mille six cents livres en anticipations sur les revenus de l'année courante; dont les assignations étoient entre les mains des prêteurs. Les revenus de l'état, en laissant subsister toutes les impositions & en n'en retranchant rien pour les non-valeurs, montoient à douze millions deux cent cinquante-neuf mille huit cent vingt-neuf livres; les charges ou dépenses courantes à douze millions deux cent soixante mille. Par les suppressions & les réductions qui venoient d'être arrêtées dans le conseil, on se procuroit une économie d'un peu plus de deux millions pour les années suivantes; mais en supposant même qu'aucun de ces retranchemens ne se trouvât arrêté dans l'exécution par des considérations particulières, il n'en résulteroit aucun soulagement pour le moment présent vu les anticipations, & il demeureroit démontré que le gouvernement, loin de songer à se libérer, étoit dans l'impuissance absolue de faire face aux dé-

penſes les plus indiſpenſables, & de recourir à de nouveaux emprunts, parce qu'il ne trouveroit plus de prêteurs. Les trois ordres également embarrasſés ſe rapprochèrent de l'avis des diſſidens, & répondirent comme de concert, que n'ayant été députés vers le roi par les états provinciaux que pour préſenter les cahiers de leurs doléances & donner leur avis ſur les moyens d'appaifer les troubles, ils ſe trouvoient ſans qualité pour délibérer ſur la matière qu'on leur propoſoit, & à plus forte raiſon pour contracter valablement aucune obligation. Que tout ce qu'ils pouvoient faire étoit de communiquer aux états provinciaux, ſi le roi jugeoit à propos de les aſſembler de nouveau, les pièces qui conſtatoient la ſituation déplorable des finances, & d'employer leurs bons offices pour les engager à y ſubvenir. Qu'ils ſ'acquitteroient avec zèle de ce devoir auſſi-tôt que le roi auroit répondu aux différens articles contenus dans leurs cahiers.

ANN. 1561.

Pendant que le conſeil travailloit à les expédier, il ſe trouva ſubitement arrêté par un autre objet de délibération. Les principaux miniſtres de la

Députation & requête des églises réformées.
Ibidem.

réforme, que la crainte des Guises n'avoit pu contenir sous le dernier règne, devenus plus entreprenans depuis la révolution qui venoit d'abaisser leurs oppresseurs, se rendirent à Orléans, furent introduits dans la salle du conseil sous les auspices du roi de Navarre, & présentèrent au roi une requête au nom des églises éparses sur toute l'étendue du royaume: elle contenoit en substance, que bien que l'assemblée des états-généraux eût été indiquée pour remédier aux troubles, & donner à tous les sujets le moyen de faire parvenir leurs justes doléances aux oreilles de leur souverain, les intrigues & la méchanceté de quelques hommes puissans les avoit privés, contre toute équité, de cette dernière ressource. Que par-tout on avoit pris des mesures pour les exclure des états provinciaux; que par-tout on avoit imposé un silence absolu sur les matières de religion, & que le petit nombre de ceux que ces défenses n'avoient point effrayés, ou avoient été traînés en prison, ou s'étoient cachés pour sauver leur vie; que plus récemment encore, *ce beau latiniseur du clergé* avoit bien eu l'impu-

dence de défendre au roi de recevoir ,
 & aux seigneurs du conseil , de pré-
 senter aucune requête en leur faveur ;
 triste & misérable ressource, sans doute,
 mais cependant la seule qui restât
 à leurs persécuteurs pour empêcher
 que leurs manéges , leurs calomnies
 & leur turpitude ne fussent exposés au
 grand jour. » A ces causes, sire, vos très-
 » humbles & obéissans sujets, qui font
 » profession de vivre suivant la pureté
 » de l'évangile , & qui composent au-
 » jourd'hui la meilleure & la plus
 » saine partie de votre royaume, vous
 » supplient , premièrement , de ne
 » point prendre d'eux une idée défa-
 » vorable , à raison du petit nombre
 » de ceux qui , dans l'assemblée des
 » états-généraux, ont embrassé leur
 » défense , mais de regarder , au con-
 » traire, comme l'œuvre de la provi-
 » dence, que, malgré les moyens vio-
 » lents auxquels on avoit eu recours
 » pour étouffer la voix de la vérité ,
 » il se soit encore trouvé un certain
 » nombre de bailliages qui aient char-
 » gé leurs députés de réclamer contre
 » l'oppression. Secondement , de sus-
 » pendre le cours des persécutions aux-
 » quelles les supplians sont journalle-

ANN. 1561.

ANN. 1561.

» ment exposés, jusqu'à ce que leur
 » cause ait été jugée par un concile
 » saint & libre, où ils puissent être
 » entendus. Considérez, sire, qu'il y
 » auroit une conséquence manifeste
 » à tolérer, dans vos états, des juifs
 » & des mahométans, & à persé-
 » ter des chrétiens, qui professent le
 » même évangile que vous, le même
 » symbole de foi. Ces chrétiens sont
 » aujourd'hui en si grand nombre,
 » qu'il n'est plus au pouvoir des hom-
 » mes de les exterminer, & que vous
 » ne pourriez l'entreprendre sans li-
 » vrer votre royaume à la dernière
 » désolation. Ils sont nés vos sujets,
 » & n'ont jamais refusé d'exposer,
 » pour votre service, & leurs biens
 » & leurs vies; à quel titre donc se-
 » trouveroient-ils plus tourmentés sous
 » votre empire, qu'ils ne le seroient
 » sous la domination du sultan, qui
 » les laisseroit vivre en paix, en lui
 » payant tribut. Et attendu qu'il se
 » trouve parmi eux une foule de ces
 » déplorables victimes de la persé-
 » cution, dont les uns languissent dans
 » les prisons, les autres sont passés
 » en pays étranger, ou errent, sans
 » asyle, dans les différentes provin-

» ces de votre royaume; daignez, sire,
 » leur tendre une main secourable, ANN. 1561.
 » & signaler votre avènement au trône
 » par un acte de clémence & de justi-
 » ce, qui attirera sur vous les béné-
 » dictions du ciel, & accroîtra votre
 » puissance, en faisant rentrer dans
 » vos états beaucoup d'hommes &
 » d'argent. Enfin, puisqu'il nous se-
 » roit impossible, sans l'enseigne-
 » ment & la prédication, de connoi-
 » tre nos devoirs, & de ne pas tom-
 » ber, à la longue, dans une dépra-
 » vation qui nous rendroit l'exécra-
 » tion du genre humain, nous sup-
 » plions humblement votre majesté,
 » qu'il nous soit permis de nous as-
 » sembler, sans armes, en tel nom-
 » bre & en tel lieu qu'il vous plaira,
 » sous l'inspection de tels de vos offi-
 » ciers que vous croirez devoir com-
 » mettre pour observer ce qui se passe
 » dans nos assemblées. Daignez, sire,
 » ne pas rejeter notre humble requê-
 » te, sous prétexte qu'elle n'est point
 » revêtue de toutes les formalités pro-
 » près à en constater l'authenticité;
 » la discrétion seule, & la crainte de
 » vous déplaire, en ont retranché ce
 » qui auroit pu lui donner de l'éclat;

» mais elle fera, quand vous l'ordon-
 ANN. 1561. » nerez, avouée & signée par la gé-
 » néralité des églises réformées ». La
 requête fut admise; mais comme elle
 contenoit divers chefs sur lesquels il
 étoit nécessaire que le conseil délibé-
 rât, on en renvoya l'examen à un tems
 plus opportun, & l'on continua de
 vaquer à l'expédition des cahiers; lors-
 qu'elle fut achevée, le roi indiqua,
 pour le dernier jour de janvier, l'assem-
 blée générale pour la clôture des états,
 & s'y rendit dans le même ordre que
 la première fois.

Clôture
 des états.

Ibidem.

Après qu'il eut pris place, & que
 les hérauts eurent ordonné le silence,
 le chancelier remettant sous les yeux
 de l'assemblée la bienveillance, la
 candeur & l'affabilité du roi & de la
 reine, qui n'avoient refusé audience
 à personne, & qui venoient de leur
 accorder presque toutes leurs deman-
 des, ajouta qu'ils en useroient tou-
 jours de même à l'égard de ceux qui
 recoureroient à eux, & qu'ils conti-
 nueroient de gouverner par des loix
 simples, équitables & assorties au ca-
 ractère & aux mœurs de la nation. A
 cette occasion, il déplora l'aveugle-
 ment de nos ancêtres, qui avoient

cru faire une excellente acquisition ,
 en adoptant les loix romaines, portées
 par des empereurs, qui, la plupart, ANN. 1561.
 n'avoient eu en vue que de ci-
 menter leur propre tyrannie & celle
 des gouverneurs qu'ils donnoient aux
 peuples conquis, bien moins pour les
 régir, que pour achever de les abat-
 tre. » De pareilles loix, ajouta-t-il,
 » entre les mains de ceux qui font
 » métier, parmi nous, d'administrer
 » la justice, sont devenues un arsenal
 » de ruses, de fraudes & de chicanes
 » qui désolent les provinces. Dans
 » un état bien policé, il faut peu de
 » loix & de bons magistrats.

» Les trois ordres se sont accordés
 » à requérir la suppression d'une mul-
 » titude d'emplois & d'offices de nou-
 » velle création, auxquels le besoin
 » d'argent a seul donné naissance. Le
 » roi sent, comme vous, l'inconvé-
 » nient de les laisser subsister; mais
 » vous avez dû sentir, comme lui,
 » qu'il y auroit de l'iniquité à en dé-
 » pouiller les propriétaires sans ac-
 » quitter la finance, & vous ne lui en
 » fournissez aucun moyen. Il faut
 » donc, dans ce moment, prendre
 » patience. S'il lui étoit permis de n'é-

ANN. 1561.

» couter que les mouvemens de son
 » cœur, il feroit bientôt revivre parmi
 » vous les beaux jours de Louis XII :
 » mais tant que personne ne viendra
 » à son secours, il sera forcé de ne
 » marcher qu'à pas lents, en se con-
 » tentant de faire le seul bien qui soit
 » en son pouvoir. •

» Considérez, messieurs, qu'il est
 » mineur, qu'il n'est point cause &
 » ne doit point être rendu responsable
 » de la dette immense dont vous vous
 » plaignez : que la maladie qui dé-
 » vore l'état fera chaque jour des pro-
 » grès, & qu'en différant d'y appli-
 » quer le remède propre, vous
 » risquez de la rendre incurable; qu'en
 » vous tenant comme vous faites sur
 » la réserve, en cherchant à gagner
 » du tems, vous perdez la conjonc-
 » ture la plus favorable, le moment
 » le plus décisif que vous pussiez jamais
 » désirer. Le roi que le ciel vous a don-
 » né, a reçu de la nature toutes les quali-
 » tés qui annoncent les grands hommes,
 » & montre des vertus au-dessus de
 » son âge : la reine sa mère, princesse
 » d'une prudence consommée, n'a
 » d'autre ambition, d'autre souci, que
 » de retirer l'état du gouffre affreux

„ où il est tombé , & de lui rendre
 „ son antique splendeur. Déjà , sans
 „ en être sollicitée , elle a retranché
 „ sur la dépense courante deux mil-
 „ lions trois cent mille livres , & se
 „ propose d'autres économies si vous
 „ lui fournissez les moyens d'exécuter
 „ son plan de réforme sans manquer
 „ à la foi publique. Vous avez dû
 „ vous assurer , par les états de recette
 „ & de dépense qui vous ont été com-
 „ muniqués , que l'état doit quarante-
 „ trois millions quatre à cinq cent
 „ mille livres , que ses revenus sont
 „ insuffisans pour acquitter la moindre
 „ partie des intérêts de cette masse énor-
 „ me , en continuant de faire face
 „ aux dépenses courantes. Il vous est
 „ donc clairement démontré qu'il ne
 „ se relevera jamais de cet abîme , si
 „ chacun de nous ne retranche sur sa
 „ dépense ordinaire , ne prend sur
 „ ses commodités & même sur ses
 „ besoins , de quoi subvenir à ceux de
 „ la chose publique. Ceux qui , pour
 „ se dispenser de contribuer , vien-
 „ nent nous dire que l'état est en paix
 „ avec ses voisins , ne font pas atten-
 „ tion que c'est précisément le seul
 „ moment où l'on puisse utilement

ANN. 1561.

» remédier au mal qui nous presse :
 ANN. 1561. » voudroient-ils donc qu'on remît à
 » s'en occuper au moment où des
 » besoins impérieux nous forceroient
 » de contracter de nouvelles dettes ?

» Le roi , après avoir fait examiner
 » la matière dans son conseil , feroit
 » d'avis que le clergé , qui possède de
 » grands biens dans le royaume , se
 » chargeât , pour son contingent , de
 » racheter , sinon tout-à-la-fois , au
 » moins dans le terme de six années ,
 » les aliénations du domaine de la
 » couronne , des aides & des gabelles ,
 » ce qui forme une somme d'environ
 » quinze millions.

» Il ne fait aucune demande directe
 » à l'ordre de la noblesse , il fait que
 » dans les dernières guerres elle a non-
 » seulement prodigué son sang , mais
 » engagé une partie de son bien
 » pour la défense de l'état. La seule
 » manière dont elle pourroit contri-
 » buer à la libération de la dette pu-
 » blique , sans trop s'incommoder , se-
 » roit l'établissement d'un nouveau
 » droit sur quelque denrée , tel que
 » celui de quinze livres sur chaque
 » muid de sel dans les pays de ga-
 » belle , & celui de quart ou un autre
 » équivalent

» équivalent dans les provinces exemp-
 » tes. Cet impôt indirect, réparti sur
 » les trois ordres, seroit presqu'insen-
 » sible pour la noblesse : si elle en ima-
 » gine un autre moins onéreux en-
 » core, le roi l'adoptera avec joie.

ANN. 1561.

» Quant au tiers-état, il faudra
 » qu'il supporte, ou une nouvelle crue
 » sur la taille, ou ce qui seroit infini-
 » ment plus doux, un droit nouveau
 » sur les boissons. Cette dernière bran-
 » che d'imposition n'est point portée
 » parmi nous aussi loin qu'elle pour-
 » roit l'être, si l'on en juge parce qu'il
 » se pratique chez nos voisins. A Ve-
 » nise, par exemple, dont le terri-
 » toire n'est qu'un point en compa-
 » raison du royaume de France, l'im-
 » pôt sur le vin produit à la républi-
 » que un revenu annuel de deux mil-
 » lions de ducats. Ces contributions,
 » ou telles autres qu'il plaira aux trois
 » ordres de leur substituer, n'auront
 » lieu que pour six ans, ou moins
 » encore si la dette étoit acquittée avant
 » ce terme; & afin que vous soyez
 » pleinement assurés qu'il n'en sera
 » rien détourné pour d'autres objets,
 » le roi consent qu'elles n'entrent point
 » dans ses coffres, qu'elles ne passent

ANN. 1561.

» point par les mains de ses trésoriers,
 » mais que les états autorisent eux-
 » mêmes les officiers municipaux des
 » villes principales à en faire la per-
 » ception & l'emploi aux moindres
 » frais qu'il sera possible. Enfin, pour
 » dissiper jusqu'à l'ombre du doute sur
 » les véritables intentions du gouver-
 » nement, le roi s'obligera par sa
 » parole, la reine mère & les princes du
 » sang par serment, que les dettes une
 » fois acquittées, il entretiendra sa
 » maison du produit de ses domaines,
 » & se contentera pour les dépenses
 » de l'état des subsides qui avoient lieu
 » sous le règne de Louis XII.

» Tel est l'objet sur lequel il auroit
 » désiré que vous délibérâssiez avant que
 » de vous séparer; mais puisque vous ne
 » vous croyez pas partie capable de
 » rien conclure en cette matière sans
 » y être formellement autorisés par
 » les états provinciaux, le roi les con-
 » voquera de nouveau, non plus par
 » bailliages, car dans la détresse
 » où nous sommes, il est bon d'épar-
 » gner les frais qu'entraînent ces nom-
 » breuses assemblées, mais par gouver-
 » nemens : il suffira que pour chacun
 » des grands gouvernemens on nomme

» trois députés, un de chaque ordre, ANN. 1561
 » lesquels se rendront à Melun le pre-
 » mier jour de mai. Le roi a répondu
 » à toutes les demandes contenues
 » dans vos cahiers. Si quelque objet de
 » réforme avoit échappé à ce premier
 » travail, vous en chargerez vos nou-
 » veaux députés «.

Quintin, orateur du clergé, remercia le roi, la reine & les princes, de la faveur qu'ils avoient accordée à l'ordre de l'église; excusa la prolixité de sa première harangue; désavoua l'application que des esprits malicieux avoient prétendu faire de quelques exemples tirés de l'antiquité à des personnes vivantes, en déclarant que ce n'avoit été ni son intention ni celle de son ordre d'inculper aucun membre de cette illustre assemblée, bien moins encore aucun des seigneurs du conseil d'état, qu'il faisoit profession d'honorer & de respecter.

Le baron de Rochefort parla de l'attachement héréditaire & indissoluble de la noblesse françoise pour son roi, & fit au nom de cet ordre de nouvelles protestations de fidélité & de service; puis tenant à la main une déclaration en forme de requête,

ANN. 1561.

munie d'un très-grand nombre de signatures, il demanda qu'il lui fût permis d'en faire lecture. Le chancelier, qui sans doute savoit d'avance ce qu'elle contenoit, dit que l'orateur d'un ordre n'avoit pas le droit de rien présenter qui n'eût été approuvé par l'ordre entier, sans une permission du roi. Puis il se leva de son siège pour aller en conférer avec le jeune monarque, auprès duquel se rassemblèrent la reine mère, le roi de Navarre, les autres princes du sang, le connétable & le duc de Guise. Après un entretien secret qui dura quelques minutes, il dit que le roi permettoit à l'orateur de lire devant l'assemblée le papier qu'il tenoit à la main. C'étoit une requête des députés de la noblesse des provinces de Bourgogne, de Dauphiné & du Lionnois, de plusieurs bailliages de Provence, de Languedoc & de Normandie, par laquelle, en protestant de vivre & de mourir dans la religion qu'avoient tenue leurs pères, ils requéroient humblement le roi de ne pas permettre qu'il y fût rien innové en France, offrant d'employer à cet effet leurs biens, leurs bras, &

jusqu'à la dernière goutte de leur sang.

ANN. 1561.

Lange, qui dans sa première harangue avoit laissé bien loin derrière lui les deux autres orateurs, ne soutint pas sa réputation dans ce dernier acte. Oubliant la dignité du rôle qu'il remplissoit, il poussa si loin l'exagération dans les louanges qu'il adressa successivement à la reine mère & au roi de Navarre; qu'il n'inspira que du dégoût à ceux mêmes dont il mendoit la faveur.

Dans la disposition où étoient les esprits, il étoit impossible d'imaginer des louanges qui n'offensâssent personne. Les réformés & tous ceux des catholiques qui soutenoient les prétentions du roi de Navarre, regardoient comme une bassesse & une prévarication contre la nation entière, tout ce qui se disoit en faveur de la reine mère; tandis que les partisans de cette princesse & les zélés catholiques traitoient de propos séditieux tout ce qui se disoit à l'avantage des princes du sang. Catherine sembloit triompher; car bien que son règlement sur l'administration de l'état n'eût pas eu tout le succès dont elle s'étoit flattée, les

Conflit
& intrigues
sur les pou-
voirs de la
régence.

ANN. 1561.

contradictions qu'il avoit essuyées, rouloient plutôt sur un défaut de forme que sur la chose : tel qu'il étoit, il venoit d'être approuvé par l'ordre entier du clergé, par une partie considérable de l'ordre de la noblesse, & implicitement par le tiers-état. Enfin elle conservoit, au vu & au su de la nation, l'exercice de la suprême autorité, ce qui lui donnoit toujours sur son rival un avantage très-considérable si elle savoit en bien user. Ses adversaires interprétoient différemment ce qui venoit de se passer. Lorsqu'une compagnie délibérante, disoient-ils, refuse de s'expliquer sur une demande qui lui est adressée, on doit nécessairement supposer que c'est, ou parce qu'elle la trouve déraisonnable, ou parce qu'elle ne se croit point autorisée à l'accorder. Dans la première supposition, une partie de l'ordre de la noblesse & l'ordre entier du tiers-état, en refusant de s'expliquer sur la régence & la formation du conseil d'administration, avoient donné à connoître qu'ils ne vouloient point préjudicier aux droits du roi de Navarre, premier prince du sang. Dans la seconde, loin que leur silence pût

être pris pour un acquiescement, il renversoit & anéantissoit le vœu de l'autre portion de la noblesse & de l'ordre de l'église. Car si les premiers avoient eu raison de refuser d'opiner sur la forme d'administration parce qu'ils n'avoient reçu aucuns pouvoirs à cet effet des états provinciaux, les seconds qui avoient été élus dans les mêmes assemblées & n'avoient pas une commission plus étendue, s'étoient compromis & devoient s'attendre à être désavoués, puisqu'ils se trouvoient en contradiction avec eux-mêmes : en effet lorsqu'il avoit été question de délibérer sur les moyens d'acquitter les dettes du roi, ils n'avoient point allégué d'autre raison pour s'en dispenser, que le défaut de pouvoirs. Pensoient-ils donc que la régence & la formation du conseil d'administration fussent des objets moins intéressans pour la nation, & qui exigeassent moins un pouvoir spécial que la liquidation des dettes du roi ? Catherine elle-même sentoit intérieurement toute la force de cet argument, & quoiqu'elle affectât au-dehors de regarder cette affaire comme entièrement terminée, elle ne se dissimuloit pas qu'il lui seroit bien

ANN. 1561.

ANN. 1561.

difficile d'empêcher qu'elle ne fut remise en délibération tant aux états provinciaux qu'aux nouveaux états-généraux indiqués pour le premier de mai. Sa principale espérance consistoit à s'y assurer la supériorité par le moyen des graces dont elle restoit seule distributrice, & c'est dans cette vue qu'elle avoit désiré qu'ils ne fussent pas nombreux. D'un autre côté, le roi de Navarre qui s'étoit refusé à toutes les sollicitations des Châtillons, parce qu'il n'avoit pu se persuader que les choses tournassent aussi avantageusement pour lui, commença à concevoir des espérances, & sans quitter encore le masque de la modération, à mettre plus d'ensemble, plus de suite & plus de chaleur dans ses démarches. La cour se remplit d'intrigues & devint le théâtre d'une guerre sourde, où nous allons voir les chefs se montrer beaucoup plus habiles à s'entre-dérober des partisans qu'à conserver ceux qu'ils avoient, parce qu'ils les croyoient tellement liés à leur cause, qu'ils ne pouvoient plus s'en détacher.

Mécon-
tentement
du parle-

Le parlement de Paris avoit été compris dans l'édit qui retranchoit le quart des gages, pour l'année courante. Cer-

te perte, survenue dans un moment où plusieurs de ses membres avoient déjà beaucoup à souffrir de la suspension des payemens sur le trésor royal, l'affligea d'autant plus sensiblement, que la chambre des comptes avoit été exceptée de la loi qu'on prétendoit lui faire subir. Il crut reconnoître ; à cette marque, l'ancienne partialité, ou plutôt la haine mal éteinte du chancelier l'Hopital. Dans les délibérations qui durèrent plusieurs jours, les uns croient d'avis de cesser entièrement le service, ce qui auroit jeté le gouvernement dans le plus grand embarras ; d'autres, de permettre à ceux qui se trouvoient à l'étroit, de traiter de leurs offices, ou de s'absenter autant de tems qu'ils jugeroient à-propos, pour vaquer à leurs affaires domestiques ; le plus grand nombre, à nommer sur-le-champ des députés pour aller faire, au nom de la compagnie, les représentations les plus fortes & les plus pressantes. Le roi de Navarre, que les députés eurent l'attention de visiter en premier lieu, sachant l'influence que la compagnie avoit sur la capitale & les provinces de son ressort, les accueillit avec distinction, promit

ANN. 1561.

ment de Paris.

Registres du parlement.

 ANN. 1561.

d'appuyer leur demande , & leur tint parole : car non-seulement il plaida leur cause avec chaleur , mais il consentit , si les finances de l'état ne suffisoient pas pour acquitter cette dette , qu'on prît sur les pensions & sur les gages , ce qui manqueroit pour y satisfaire. Catherine se garda bien d'accepter une pareille offre : elle excepta le parlement de la règle générale , prit des mesures pour acquitter une partie de ce qui leur étoit dû ; mais elle garda au fond du cœur un vif ressentiment de la sorte de contrainte qu'ils venoient d'exercer sur elle. Ils s'accrurent encore à l'occasion suivante.

Attentive à se faire des amis , elle avoit fait expédier , dès le 7 de janvier , un ordre du roi , où , comme on s'exprimoit , des lettres closes adressées au parlement , pour lui enjoindre d'ouvrir les portes des prisons à tous ceux qui s'y trouvoient détenus pour cause de religion , & de faire publier de nouveau l'édit de Romorentin , le plus favorable qu'on eût encore accordé aux réformés , puisqu'en attribuant exclusivement la connoissance du crime d'hérésie aux évêques , il ne les soumettoit plus qu'à des peines

canoniques, qui ne leur ôtoient ni la liberté, ni les droits de citoyen. Mais comme, en favorisant les réformés, elle craignoit de déplaire aux zélés catholiques, elle avoit accompagné les ordres du roi son fils, d'une lettre particulière; où elle recommandoit aux chefs du parlement de conduire cette affaire si secrètement, qu'il n'en résultât aucun scandale public. Cette excessive précaution avoit fourni aux présidens un prétexte plausible de ne point faire une chose qui leur déplaisoit plus qu'à personne. Car, comme ils l'observoient très-bien dans leur réponse, une compagnie aussi nombreuse, que l'étoit le parlement, & composée de tant d'humeurs diverses, ne se prêtoit point au mystère, & ne pouvoit rien arrêter, sur-tout en matière de police générale, qui ne fît de l'éclat. La reine, enhardie par le vœu d'une partie de l'ordre de la noblesse & par la pétition de l'ordre entier du tiers-état, ne balançoit plus à faire rédiger des lettres-patentes, par lesquelles le roi défendoit, sous les peines les plus sévères, à tous ses sujets de s'entr'injurier, pour cause de religion, & ordonnoit d'ouvrir les portes des

ANN. 1561.

ANN. 1561.

prisons à tous ceux qui n'y avoient été renfermés que pour avoir assisté aux prêches, ou pratiqué les autres exercices de la nouvelle religion, en se contentant d'exiger d'eux la promesse qu'ils vivroient catholiquement à l'avenir; & dans le cas où il s'en trouveroit qui refusassent de prendre cet engagement, de les relâcher par provision, en leur fixant un terme pour sortir du royaume. Enfin, il enjoignoit au parlement de faire publier de nouveau l'édit de Romorantin, sans aucune restriction.

Le parlement, qui, sous le dernier règne, avoit fait des remontrances contre cet édit, & ne l'avoit enregistré, après plusieurs lettres de jussion, que *provisoirement*, ne se hâta point de mettre la matière en délibération; espérant que de nouvelles réflexions, ou quelque intrigue de cour changeroient les dispositions du conseil & éclaireroient la reine mère sur les suites de son excessive indulgence pour les partisans de la nouvelle religion. Impatiente de tant de longueurs, elle adressa au parlement Bourdin de Villaines, l'un des quatre secrétaires d'état, avec ordre de faire ouvrir les

portes des prisons , & de ne point désenparer , que l'édit ne fût enregistré. Le parlement , auquel il communiqua sa lettre de créance , répondit , par l'organe du président Saint-André , qui ce jour-là présidoit la compagnie , qu'il n'y avoit , dans les prisons de la conciergerie , personne qui y fût détenu pour cause de religion : qu'ils ignoroient s'il s'en trouvoit au châtelet & dans les autres prisons , parce que la cour ne prenoit connoissance que de ceux qui lui étoient amenés. Que si le sieur de Villaines ne les en croyoit pas & se mettoit en devoir de briser les portes des prisons , ils lui laisseroient exécuter sa commission. Au lieu de se porter à un acte de violence , qui n'auroit pas été sans danger , il demanda de nouveaux ordres : ils furent si précis , que le parlement ne put différer plus long-tems de mettre l'affaire en délibération. Après quatre séances orageuses , il arrêta que les lettres-patentes du roi , & l'édit de Romorantin seroient enregistrés , *par provision , & jusqu'à ce qu'il fût autrement ordonné.* Cette provision fut de peu de durée : quatre jours après l'enregistrement , le parlement ,

ANN. 1561.

ANN. 1561.

prévoyant l'excès d'audace où alloient se porter des hommes qui jusqu'alors n'avoient pu être contenus par les édits les plus sévères, rendit un arrêt par lequel il étoit défendu, *sans peine de la hart, & sans espérance de grace*, à toutes personnes, de quelque qualité qu'elles fussent, de tenir des conventicules ou assemblées illicites, d'imprimer & de vendre aucun écrit sur la religion & l'écriture sainte, sans une permission de la cour, laquelle ne seroit accordée que sur l'approbation de deux docteurs en théologie. Non content de faire publier cet édit à son de trompe dans les carrefours de la ville de Paris, où il avoit la haute police, le parlement arrêta qu'il le feroit de la même manière, dans celles du Mans, d'Angers, Poitiers, Tours, Saumur, la Flèche, en un mot, dans presque toutes les villes un peu considérables de son ressort.

Synode
des églises
réformées
tenu à Poi-
tiers.

Recueil
de synodes
nationaux
par Ay-
mon.

Les réformés, pour lesquels Catherine ne craignoit point de mécontenter les catholiques, ne lui tenoient pas compte de ce grand sacrifice. Considérant que s'ils parvenôient à la renverser, l'autorité suprême tomberoit entre les mains du roi de Navarre,

leur protecteur, ou à son refus, dans ~~les~~ celles du prince de Condé, sur lequel ANN. 1562. ils comptoient encore davantage, ils crurent devoir tout hasarder pour tirer parti d'une conjoncture si favorable. Avant le tems fixé pour la tenue des états provinciaux, les ministres & les anciens des principales églises du royaume tintent un synode à Poitiers, où il fut décidé, qu'attendu le bas âge du roi, les états ne pouvoient prendre aucunes mesures pour acquitter ses dettes, ni contracter valablement avec lui, jusqu'à ce qu'il fût assisté d'un conseil légitime & avoué par la nation : qu'à la réserve des princes du sang, magistrats nés du royaume, aucun de ceux qui se disoient conseillers-d'état, ne pouvoit prendre cette qualité, puisque leur commission étoit visiblement expirée par la mort de celui dont ils la tenoient, & n'avoit pu être validée, ni par le nouveau roi qui étoit mineur, ni par la reine mère à qui la loi ne donnoit point cette portion d'autorité ; qu'aux états légitimement assemblés appartenoit exclusivement le droit de choisir, soit dans l'ordre de la noblesse, soit dans le corps de

ANN. 1561.

la magistrature , & de présenter aux princes du sang les sujets qu'ils croiroient dignes de tenir place dans le conseil d'administration : que le chancelier de l'Hopital lui-même seroit averti de s'abstenir de toutes fonctions, puisqu'il n'exerçoit son office, ni du choix des états, ni de l'aveu des princes du sang : que si l'on refusoit d'acquiescer à ces demandes , les députés s'abstiendroient de toute délibération, & interjetteroient appel aux futurs états-généraux légitimement assemblés.

Cette décision , provoquée, selon toute apparence , par l'amiral de Coligni , devint la boussole sur laquelle se dirigèrent tout-à-la-fois les états provinciaux & les intrigues de cour. Elles étoient alors dans la plus grande effervescence par le retour du prince de Condé, dont il faut reprendre l'histoire en peu de mots.

Suite de
l'affaire du
prince de
Condé.

Hist. manusc. de François II.

*La Place. La Pope-
linière.*

*Mém. de
Condé.*

Il étoit prisonnier à Orléans , & menacé de perdre la tête , lorsque la mort de François II , & l'accord secret passé entre la reine mère & le roi de Navarre, changèrent subitement son sort. Catherine se hâta de lui annoncer qu'il étoit libre ; & en rejetant entièrement sur la prévention du feu roi , un

traitement dont il avoit à se plaindre, & qu'elle promettoit de réparer, elle l'invita de venir reprendre sa place dans le conseil. Condé ne jugea pas devoir profiter si promptement de cette offre; car bien qu'en sa qualité de prince du sang, il eût récusé la commission extraordinaire qu'on lui avoit nommée, & qu'il fût fondé à regarder comme nulle toute la procédure qu'elle avoit instruite, il n'ignoroit pas qu'il y avoit eu des informations juridiques commencées contre lui, tant à Lyon que dans d'autres sièges inférieurs; qu'on avoit produit, dans cette affaire, des lettres interceptées, des dépositions de témoins, dont les minutes étoient déposées au greffe du parlement de Paris, d'où elles ne pouvoient être retirées que par un arrêt. D'ailleurs, sa belle-mère, plusieurs de ses officiers & de ses partisans, qui n'avoient point, comme lui, le droit de ne pouvoir être jugés que dans une assemblée de chambres, & dont son honneur ne lui permettoit pas de séparer sa cause, étoient, ou décrétés de prise-de-corps, ou déjà détenus dans les prisons: il refusa donc de sortir de la sienne, jusqu'à ce qu'il eût été déclaré innocent par

ANN. 1561.

ANN. 1561.

un arrêt authentique, & qu'on lui eût nommé ses délateurs. Comme ses formes judiciaires entraînoient nécessairement des longueurs, & qu'il auroit été indécent de présenter un prince du sang dans les fers, aux regards des députés de la nation, qui arrivoient de toutes parts à Orléans, il fut convenu, d'un commun accord, qu'ayant la tenue des états il seroit transféré, en qualité de prisonnier, puisqu'il ne vouloit point perdre cette qualité, dans quelque château du roi de Navarre, son frère. Une partie de ses gardes, qui n'avoient plus alors d'autre fonction que de partager ses amusemens, le conduisit d'abord à Ham, ensuite à la Fère.

Aussi-tôt que le roi, pour se délasser de la longue contrainte qu'il avoit essuyée à Orléans, se fut rendu à Fontainebleau, la reine mère n'oublia pas d'écrire au prince qu'il étoit attendu avec impatience, qu'il arrivât donc, & qu'on lui donneroit tous les arrêts qu'il pouvoit désirer. Il remercia la reine de ses bontés, mais en la priant de ne point s'offenser, s'il n'en profitoit pas, tant que les Guises, ses ennemis déclarés, seroient à la cour, parce

qu'il étoit informé, de bonne part, qu'ils intriguoient déjà, & mettroient tout en œuvre pour en empêcher l'effet. Il demandoit donc qu'il lui plût de leur ordonner de s'absenter de Fontainebleau lorsqu'il y paroîtroit.

ANN. 1561.

Cette demande ne regardoit déjà plus que le duc de Guise, car le cardinal de Lorraine n'avoit pas même attendu la clôture des états pour quitter la cour. Témoin de la plainte générale de cette assemblée contre la non-résidence des évêques, & se croyant fait pour donner l'exemple, il avoit formé le plan de se retirer dans son archevêché de Rheims, pour s'y livrer tout entier à la prédication & aux autres fonctions de son ministère, sans plus paroître au conseil, à moins qu'il n'y fût appelé par un ordre du roi, ou par le vœu de la plus grande partie du clergé, s'il devoit y être question de quelque matière ecclésiastique. Une autre considération l'avoit engagé à brusquer son départ, c'étoit le sort de la jeune Marie Stuart, sa nièce, qui ayant manqué d'égards pour sa belle-mère, pendant le peu de tems qu'elle avoit régné, n'avoit plus que des désagrémens à essuyer à la cour de

Situation
de la reine
Marie
Stuart.

Brantôme.
Le Labou-
reur add.
aux mém.
de Castelnau.

ANN. 1561.

France. Pour faire diversion à sa douleur, le cardinal se chargea de la conduire à Joinville, auprès d'Antoinette de Bourbon, son aïeule, & de-là à la cour de Lorraine, auprès de la jeune duchesse, sa belle-sœur, tandis qu'on régleroit son douaire, & qu'on prendroit les mesures convenables pour la faire repasser en Ecoffe.

Justification du prince de Condé au conseil. Catherine, malgré l'envie qu'elle avoit de terminer l'affaire du prince de Condé, étoit bien résolue à ne pas lui accorder une satisfaction qui auroit rompu tout le plan de conduite qu'elle s'étoit prescrit. Il consistoit, comme nous l'avons expliqué

Mémoires de Condé.

La Planche.

La Popelière.

De Thou.

toit, comme nous l'avons expliqué dans le volume précédent, à balancer, l'une par l'autre, les deux grandes factions qui partageoient l'état, sans épouser l'une au préjudice de l'autre, & à tenir dans sa main les principaux chefs, en gardant entr'eux la neutralité qui convient à un arbitre. Donner aux Guises, qui l'avoient bien servie, une mortification aussi marquée que celle que le prince exigeoit, c'eût été risquer de les aliéner pour toujours, & se mettre à dos le parti catholique, sans même être bien assurée de se concilier entièrement ce-

lui des réformés qui continueroient de lui préférer les princes du sang. Elle répondit donc au prince, que sa prévention contre les Guises, les cousins germains, n'avoit pas le moindre fondement : qu'elle se rendoit garant qu'il n'éprouveroit, de leur part, que les bons offices qu'il avoit droit d'attendre de parens aussi proches, & qui désiroient ardemment de bien vivre avec lui : qu'il vînt donc en toute assurance, & qu'elle répondoit du succès. Convaincu par cette lettre, & par les avis secrets qu'il recevoit de la cour, qu'il n'obtiendrait rien davantage, il se mit en route, accompagné de Senarpont, lieutenant-général de la province de Picardie, & du comte de la Rochefoucault. A son approche, le duc de Guise ne balança pas à monter à cheval, & à se mêler parmi la foule de princes & de gentilshommes qui alloient à sa rencontre. Introduit le lendemain dans la salle du conseil, il exposa sommairement comment des ennemis secrets, en prêtant à sa conduite & à toutes ses démarches, des intentions qu'il n'eut jamais, l'avoient tellement noirci dans l'esprit du feu roi, qu'il s'étoit porté à le faire arrê-

ANN. 1561.

ANN. 1561.

ter, & à lui nommer une commission; adreſſant ensuite la parole au chancelier, qui en avoit été chef, il le somma de déclarer s'il avoit connoissance de quelque pièce qui prouvât la réalité du crime dont on le chargeoit. Le chancelier ayant répondu qu'il ne connoissoit rien de pareil, on alla aux voix & elles se réunirent toutes à décharger le prince d'accusation. L'arrêt du conseil fut revêtu de lettres-patentes, dont le roi s'obligea d'envoyer copie à ses ambassadeurs dans les cours étrangères, afin que, partout où la diffamation s'étoit répandue, la réparation ne demeurât pas ignorée. Enfin on lui permit de poursuivre, s'il le jugeoit à propos, une plus ample déclaration d'innocence dans les tribunaux ordinaires de la justice. Dans ce dessein, il vint à Paris, où sa présence contribua beaucoup au succès d'une manœuvre secrète, dont il faut rendre compte.

Complot pour chasser le duc de Guise de la cour, ou priver la reine mère de son autorité.

Lorsqu'après bien des tergiversations, le connétable, sur la fin du dernier règne, s'étoit acheminé vers Orléans, avec une escorte qui ressembloit à une armée, il avoit laissé à Paris le maréchal de Montmorenci,

son fils aîné, gouverneur de cette ville & de l'Isle-de-France, pour lui former, en quelque sorte, un corps de réserve, dans le cas où, après avoir sondé le terrain, il ne jugeât pas qu'il y eût de sûreté pour lui à la cour. La mort du roi, qui avoit dissipé toutes les armes du père, n'avoit rien changé aux dispositions du fils. Catherine, qui savoit combien, par ses qualités personnelles, & par le crédit que lui donnoit, parmi les Parisiens, son titre de gouverneur, il pouvoit influencer sur les délibérations des états provinciaux qui alloient s'assembler incessamment, surprise de ne point le voir paroître à Orléans, lui écrivit une lettre affectueuse & caressante, en lui reprochant, toutefois, d'être le seul des grands officiers de la couronne, qui n'eût point encore prêté le serment de fidélité au roi, & en l'engageant à venir promptement s'acquitter de ce premier devoir. Il ne crut pas pouvoir plus long-tems s'en dispenser, & écouta tranquillement tout ce que la reine avoit à lui recommander; mais, le cœur toujours ulcéré de la perte de l'office de grand-maître, dont il ne se croyoit pas suffisamment dédommagé par ce-

ANN. 1561.

Manusc.

de Fonta-
nien.

La Plan-
che.

De Thou.

Davila.

Lettres de

Chantani-
no.

 ANN. 1561.

lui de maréchal'de France, il alla, au sortir de l'audience, s'enfermer avec son cousin, l'amiral de Coligni, pour concerter ensemble les moyens, ou de forcer Catherine à chasser les Guises de la cour, ou de la priver elle-même, par le moyen des états-généraux, de toute part à l'administration, en faisant conférer la régence absolue au roi de Navarre. Le connétable, auquel on communiqua une partie de ce plan, ne le désapprouva pas, parce que, de quelque manière que les choses tournâssent, son auroit recours à lui, & qu'il ne pouvoit que gagner à ces brouilleries. Il fut donc arrêté que, le jour ou le lendemain de l'ouverture des états de l'Isle-de-France, le roi de Navarre demanderoit à la reine mère, l'éloignement du duc de Guise, & que, sur le refus qu'elle en feroit, il quitteroit à l'heure même la cour avec tous ses partisans, & viendroit droit à Paris, où il seroit unanimement reconnu régent du royaume par les états. On ne doutoit point que l'exemple, de la capitale, joint aux autres mesures qu'on avoit prises, n'entraînât le reste de la nation, sans même en excepter le clergé, qui, dans

dans l'état d'humiliation où il étoit déjà , craindroit de s'opposer au vœu ANN. 1561.
des deux autres ordres. Au jour convenu , le roi de Navarre, entrant dans l'appartement de la reine avec l'air chagrin & embarrassé , lui rappella d'un ton brusque, ce qu'il avoit fait pour elle en se désistant volontairement de son droit à la régence, & en se refusant, comme elle ne l'ignoroit pas, à toutes les avances qui lui avoient été dernièrement faites par l'ordre de la noblesse & du tiers-état; puis il ajouta qu'il ne s'étoit pas attendu que loin de lui faire gré d'un pareil sacrifice, elle ne s'en prévaudroit que pour l'exposer autant qu'il étoit en elle au mépris public. Qu'elle n'ignoroit pas les insultes & les bravades qu'il avoit eu à essuyer du duc de Guise , sous les deux derniers règnes; que loin de l'en punir elle y mettoit le comble en lui donnant le premier rang dans sa confiance, puisque c'étoit chez lui qu'on portoit tous les soirs les clefs du château de Fontainebleau. Catherine, cachant son étonnement , répondit avec douceur, qu'elle ne pouvoit deviner d'où procédoient les plaintes qu'elle venoit d'entendre & qu'elle méritoit si peu ,

 ANN. 1551.

puisqu'il avoit loué & approuvé l'arrangement formé dans le conseil, par lequel il avoit été réglé que, pour éviter toute occasion de querelle & tout conflit de juridiction, chacun des grands officiers jouiroit des droits attachés à sa charge, & ne pourroit être troublé dans ses fonctions : qu'un des droits de l'office de grand-maître, dont le duc de Guise étoit revêtu, étoit de garder la nuit les clefs du palais ; que c'étoit ainsi qu'en avoit usé le connétable pendant tout le tems qu'il l'avoit exercé ; qu'il n'y avoit donc rien en cela dont il dût se tenir offensé : que s'il étoit vrai cependant que cette prérogative lui déplût au point qu'il venoit de le témoigner, elle prendroit sur elle d'y faire renoncer le duc de Guise, & donneroit ordre au capitaine des gardes d'apporter tous les soirs chez elle les clefs du château. Le roi de Navarre, un peu déconcerté, voulut d'abord contester ce droit du grand-maître ; mais emportant avec plus de violence qu'auparavant contre la personne du duc de Guise, il déclara finalement qu'elle pouvoit opter entre lui & son ennemi ; mais qu'il falloit de toute nécessité

que ce jour même, l'un ou l'autre vidât la cour.

ANN. 1561.

Catherine, perdant patience, répondit avec vivacité qu'elle avoit toujours désiré son amitié, qu'elle la désiroit encore ; mais que s'il s'étoit mis dans l'esprit de la lui faire acheter par une injustice aussi révoltante que celle qu'il venoit de lui proposer, elle l'avertissoit qu'il perdoit son tems. Que le duc de Guise, grand-chambellan & grand-maître, avoit un double droit d'être à la cour, & n'avoit rien fait qui méritât qu'on l'en chassât ; que d'ailleurs elle voyoit très-clairement que ce n'étoit-là qu'un premier essai, & que si elle avoit la foiblesse d'accéder à cette demande, le lendemain on lui en feroit une nouvelle, le surlendemain une autre encore ; elle étoit lasse de toutes ces variations, & désiroit de savoir une fois pour toutes à quoi s'en tenir.

Le roi de Navarre plus content de cette réponse, que s'il avoit obtenu ce qu'il demandoit, se retira en murmurant, & fit avertir ses partisans de se tenir prêts à monter à cheval dans quelques heures. C'étoient les princes du sang, le connétable, les Châtillons

 ANN. 1561.

& presque tout ce qu'il y avoit de plus distingué à la cour. Les préparatifs de ce départ subit remplit la petite ville de Fontainebleau de tumulte; le bruit en vint aux oreilles de la reine, qui comprenant que la trame avoit été ourdie de longue main, & ouvrant les yeux sur le danger de sa position, appella promptement le chancelier & quelques autres conseillers d'état presque aussi troublés qu'elle. L'avis du cardinal de Tournon l'emporta sur tous les autres. Supposant, puisque le connétable étoit de la partie, qu'il en étoit le principal moteur, & que rien ne se feroit sans lui, il conclut qu'il suffisoit, pour rompre le coup, de l'enchaîner à Fontainebleau par les liens puissans de l'honneur & du devoir, & il en indiqua le moyen qui fut suivi de point en point. Le roi envoya un ordre par écrit au connétable de se rendre sur-le-champ auprès de lui, & fit entrer dans sa chambre deux secrétaires d'état pour dresser un procès-verbal de ce qui alloit se passer. Le connétable étoit au moment de monter à cheval lorsque l'ordre arriva, il ne crut pas pouvoir se dispenser d'obéir, il se rendit au château, & fut aussi-tôt in-

roduit dans la chambre où le roi
l'attendoit. » Vous êtes , lui dit le
» jeune monarque , le premier officier
» de ma couronne , votre présence &
» vos conseils me sont nécessaires
» dans les circonstances présentes :
» ainsi je vous défends de sortir de
» Fontainebleau : répondez ». Le
vieillard poussant un soupir , puis in-
clinant profondément la tête , dit :
J'obéirai au roi. De retour dans sa
maison , il s'envoya excuser auprès du
roi de Navarre , qui avoit déjà fait
partir ses équipages , & qui le fit
sommer par trois fois de lui tenir
parole. En vain on lui représenta
que le roi n'étoit point en âge de
gouverner par lui-même , & n'avoit
été que l'écho de la prétendue dé-
fense qu'il venoit de lui annoncer ;
que l'appareil théâtral dont on l'avoit
accompagnée , n'étoit qu'une nouvelle
insulte de la part de ses ennemis : lié
par sa parole & détestant toute espèce
de subterfuge , il demeura inflexible
& engagea le roi de Navarre lui-même
à suspendre son départ jusqu'à ce qu'il
vît quelles offres lui feroit la reine
mère , puisque d'un côté il étoit clair
qu'elle n'entreprendroit pas de gou-

ANN. 1561.

ANN. 1561.

verner le royaume sans un conseil d'administration, & que de l'autre il lui étoit impossible de remplir le vide qu'y laisseroit la retraite des princes du sang & des grands officiers de la couronne. Elle sentit en effet le danger de sa position, & chargea ses confidens les plus affidés d'entamer des négociations avec les mécontents. Sa crainte & son embarras redoublèrent par les nouvelles qu'elle reçut de Paris.

Etats de
Paris.

*Journal
de Brussart.*

*Mémoires
de Condé.*

*La Popeli-
nière.*

*Beze, hist.
ecclésiast.*

Les états, composés presque en entier par les menées du maréchal de Montmorenci, de réformés, de brouillons ou d'hommes qui avoient à se plaindre de l'ancien gouvernement, avoient arrêté que la reine mère conserveroit la tutelle & la garde de ses enfans, & que la régence seroit conférée au roi de Navarre, & sur son refus au prince de Condé. Que le conseil d'administration seroit fermé à tous les cardinaux, comme ayant fait serment à un souverain étranger; que le cardinal de Bourbon lui-même n'y seroit admis en qualité de prince du sang, qu'après qu'il auroit abdiqué le cardinalat. Que le duc de Guise & ses frères en seroient exclus comme étran-

gers; & qu'il ne seroit composé que des princes, des grands officiers de la couronne, & de quelques notables personnages qui seroient présentés par les prochains états-généraux. Que par rapport aux dettes du roi, on commenceroit par rechercher la conduite & examiner les comptes de tous ceux qui avoient eu le maniement des deniers publics sous les deux derniers règnes; qu'on révoqueroit comme nuls & abusifs, & qu'on appliqueroit au payement de la dette, les dons immenses de Henri II à ses courtisans & à ses favoris, & qu'aucun de ceux qui seroient dans le cas de la restitution, sans en excepter le connétable, n'auroit voix dans le conseil & ne pourroit gérer un office public; jusqu'à ce qu'il eût pleinement satisfait à cette obligation: que le surplus de la dette seroit pris sur les biens du clergé.

Catherine, comprenant par cette résolution de la province la moins orageuse ce qu'elle avoit à craindre si elle laissoit aux états généraux la liberté de décider de son sort, aima mieux entrer en partage que de risquer de perdre le tout. Après bien des négociations, elle céda à son rival la lieute-

ANN. 1561

Seconde
forme d'ad-
ministra-
tion: le roi
de Navarre
déclaré
lieutenant
général du
royaume.

Mémoires
de Condé.

Registres
du Parle-
ment.

ANN. 1561.

nance générale du royaume, avec une portion d'autorité à-peu-près égale à celle qu'elle conservoit, consentant que le nom de ce prince fût inséré avec le sien dans tous les actes revêtus du caractère de la puissance législative; que les secrétaires d'état allâssent prendre son attache sur toutes leurs expéditions, & qu'il ne s'innovât rien dans le conseil qu'il n'y eût donné son consentement. En s'imposant à elle-même des chaînes si étroites, elle voulut, autant qu'il étoit possible, fixer la légèreté d'Antoine, & être bien assurée qu'il ne lui demanderoit rien au-delà. Comme la cause qu'il avoit plaidée étoit celle des princes du sang, elle exigea que la transaction qui venoit d'être passée, fût munie de leurs signatures. Après cela le roi publia des lettres-patentes, où il déclaroit que bien que les états provinciaux n'eussent été indiqués que pour aviser aux moyens d'acquitter les dettes de l'état, il étoit informé que dans quelques provinces on avoit laissé de côté cet objet principal, pour disputer sur la formation d'un conseil d'administration, sur laquelle on ne les consultoit pas, d'où il arriveroit nécessairement

que si les états-généraux s'ouvroient au premier de mai , comme il avoit été résolu , une partie des députés ne pourroient rien arrêter faute d'instructions : que pour obvier à cet inconvénient , il falloit comme incompetens les états qui s'étoient déjà tenus en quelques endroits , & en indiquoit d'autres pour le 25 de mai où l'on procéderoit au choix des députés pour les états-généraux , dont l'ouverture étoit renvoyée au premier d'août. Enfin il ordonnoit qu'il fût crié à son de trompe dans le lieu principal de chaque bailliage , *qu'il y avoit , par rapport à l'administration du royaume, un accord parfait entre la reine sa très-honorée dame & mère , son très-cher oncle le roi de Navarre , ses très-chers cousins le cardinal de Bourbon , le prince de Condé , le duc de Montpensier & le prince de la Roche-sur-Yon ; lesquels tous ensemble ne regardant qu'au bien de son service & à l'utilité générale , comme ceux à qui , & non autres , ledit affaire touche , y ont pris le meilleur & plus certain expédient que l'on pouvoit penser , de manière qu'il n'est besoin à ceux des trois ordres de aucunement s'en empescher : ce que nous leur*

ANN. 1561.

_____ *défendons très-expressément, sur tant*
 ANN. 1561. *qu'ils craignent de nous désobéir.*

La reine Peu rassurée encore par un acte
 mère enlève au roi de d'autorité qui ne pouvoit manquer de
 Navarre déplaire à une partie considérable de
 l'appui des la nation, & qui ne subsisteroit, selon
 Châtillons, toute apparence, qu'autant qu'il ne se
 en favori- présenteroit personne qui eût intérêt
 sant la ré- de s'y opposer, Catherine crut que
 forme.

Brantome.

La Popell-
nière.

Brussard.

Beze.

le meilleur moyen de se délivrer à
 l'avenir de toute contradiction, con-
 sistoit à mettre dans ses intérêts le
 connétable & l'amiral, les deux mo-
 teurs de la faction contraire. C'étoit à
 eux qu'elle avoit eu particulièrement
 recours dans ce qui venoit de se
 passer avec le roi de Navarre, & c'é-
 toit par leur médiation que l'accord
 avoit été conclu; elle parut désirer de
 leur en témoigner sa reconnoissance.
 Le connétable ne manqua pas de pro-
 fiter de cette bonne volonté, pour as-
 surer à Danville, son second fils, la
 survivance du riche gouvernement de
 la province de Languedoc. L'amiral,
 plus désintéressé, ne demanda que
 des édits favorables à la religion qu'il
 professoit, & à ce prix il prenoit sur
 lui, non-seulement de fournir un
 moyen facile d'acquitter les dettes

de l'état, mais encore de rétablir le calme le plus profond dans toutes les provinces du royaume. En calculant les progrès étonnans qu'avoit déjà fait la réforme au milieu des plus cruelles persécutions, il croyoit pouvoir répondre qu'à la faveur d'une tolérance civile de quelques années, le royaume entier finiroit par l'adopter sans contrainte, & sans qu'il fût besoin de verser une seule goutte de sang; qu'alors les biens immenses du clergé romain pourroient être employés sans réclamation à l'acquit des dettes de l'état, & seroient plus que suffisans pour remplir cet objet, & assurer aux ministres de la réforme une subsistance honnête que même ils ne demandoient pas. Ces plans de pacification, de tolérance & de réforme, entroient si bien dans les vues du chancelier l'Hopital, qu'il se forma bientôt entre ces deux hommes graves & austères une intelligence & une union, que les événemens subséquens troublèrent quelquefois, mais ne rompirent jamais. Il ne leur fut pas difficile d'y faire entrer Catherine de Médicis, plus curieuse de conserver son rang & de liquider la dette publique

ANN. 1561.

ANN. 1561.

que de maintenir l'ancienne religion. Elle sentit cependant qu'avant de rendre des édits tels que l'amiral les demandoit, il falloit préparer les esprits à n'en être point révoltés : & comme dans tout état, & principalement dans une monarchie, l'exemple du souverain a plus de pouvoir que les loix, on jugea qu'il falloit essayer à la cour ce que l'on avoit à se promettre de la docilité du reste de la nation. C'étoit le tems du carême ; on permit aux bouchers de tenir leurs boutiques ouvertes, & l'on affecta de servir de la viande sur presque toutes les tables. Ceux des princes & seigneurs qui pratiquoient la nouvelle religion, avoient à leur suite un ministre, confondu avec le reste de leurs domestiques, & avoient jusqu'alors regardé comme une faveur singulière qu'on leur permît, à la cour, d'aller assister au prêché & pratiquer les autres exercices de leur religion dans quelque maison isolée & éloignée du château ; on ne trouva point mauvais que ces ministres y prêchassent concurremment avec les docteurs catholiques. Enfin, Catherine n'osant encore aller au prêché, ne s'opposa pas à ce que Jean de Montluc,

évêque de Valence, calviniste déguisé, tint tous les jours dans l'antichambre du roi, en habit d'évêque & le chapeau en tête, des conférences sur les matières controversées, où elle se faisoit un devoir d'assister avec ses dames & ses demoiselles. La nouveauté & l'envie de plaire aux dames, attirèrent tous les courtisans à ce spectacle: le connétable lui-même s'y laissa entraîner; mais, soit qu'il rougît intérieurement de sa complaisance, soit qu'il fût révolté des nouveautés qu'il venoit d'entendre, il s'en expliqua hautement dans l'assemblée, d'une manière à ne pas flatter l'amour-propre de l'orateur. On ajoute, quoique la chose ne paroisse guère croyable de la part d'un sujet aussi respectueux, que traversant un autre jour la salle pendant la tenue d'une des plus nombreuses assemblées, il s'emporta en menaces, donna ordre aux gens de sa suite de saisir & de jeter le prédicateur par les fenêtres, & que l'évêque n'échappa à ce danger qu'en se cachant dans la foule.

ANN. 1561.

Mécontentement du connétable.

Il est au moins certain que le connétable, entier dans ses sentimens & attaché, comme tous les vieillards, aux principes qui ont dirigé le

La Planche.

La Popelière.

De Thou.

ANN. 1561.

cours de leur vie, voyoit de mauvais œil toutes ces innovations : si sous le dernier règne & au commencement de celui-ci il avoit paru faire cause commune avec les chefs de ce parti, c'est qu'il ne voyoit en eux que les ennemis déclarés de ses antagonistes, & qu'il trouvoit à leur tête les princes du sang auxquels il ne lui paroissoit point honteux de s'adjoindre. L'affront public qu'il venoit de recevoir aux états de Paris, où il avoit été nommé parmi ceux qui avoient le plus abusé de la prodigalité de Henri II, & qui étoient tenus à des restitutions envers l'état, l'avoit rempli d'aigreur contre ces esprits audacieux & turbulens, & contre l'amiral de Coligni lui-même, qu'il avoit toujours chéri à l'égal de ses enfans. Car, bien qu'il eût de la peine à le regarder comme l'instigateur ou le complice de cette injure, il savoit d'un autre côté qu'ils n'avoient rien de secret pour lui, & qu'ils se conduisoient ordinairement par ses conseils. Peut-être encore, tant la jalousie a d'empire sur l'ame d'un ambitieux, ne lui pardonnoit-il pas au fond du cœur l'ascendant qu'il venoit de prendre sur l'esprit de la reine & dans

le conseil ; car enfin il ne l'avoit point élevé pour se voir réduit à ne plus jouer sans lui qu'un rôle secondaire. Une imprudence ou plutôt un manque d'égards porta le dernier coup , en fournissant des armes à ceux qui avoient intérêt de brouiller l'oncle avec le neveu.

ANN. 1561.

Honorat de Savoie, comte de Villars, beau-frère du connétable & son lieutenant dans le gouvernement de Languedoc, avoit été envoyé l'année précédente dans cette province avec un corps de troupes destiné à faire rentrer dans le devoir quelques villes qui s'étoient soulevées contre leur évêque & maltraitoient le clergé. Des actes de rigueur qu'il avoit cru devoir exercer pour suppléer par la terreur aux forces qui lui manquoient, avoient donné lieu à des plaintes qui furent adressées à l'amiral, & qu'il se chargea de rapporter au conseil. Villars, informé que sa conduite y avoit été blâmée, envoya sa démission, & témoigna par le même courier, à sa sœur, combien il avoit été surpris en apprenant le nom de son dénonciateur. Madeleine de Savoie qui n'avoit jamais abusé de la confiance sans bornes qu'avoit en elle son mari pour avancer

ANN. 1561.

ses parens, & qui ne s'étoit jamais plainte de la préférence qu'il accordoit sur eux aux Châtillons, embrassa la querelle de son frère avec d'autant plus de chaleur, qu'à l'intérêt du sang se joignoit celui de la religion. Après avoir demandé à son mari quel droit avoit Coligni de se mêler de ce qui se passoit en Languedoc, par quel canal il en avoit été instruit, si ce n'étoit pas à lui gouverneur qu'il auroit dû s'adresser d'abord, & enfin s'il étoit vrai que Villars eût prévariqué, ou s'il n'avoit fait, comme il le prétendoit, qu'exécuter les ordres qui lui avoient été donnés en partant? elle n'oublia rien pour l'animer contre un ingrat qui tenant tout de lui, ne le comptoit déjà plus pour rien, & sembloit prendre à tâche de l'accabler de mortifications. Car, comment se faisoit-il qu'ayant été l'unique auteur du dernier accord entre la reine mère & le roi de Navarre, & devant naturellement s'attendre à recueillir le fruit d'un service si important, il n'éprouvât plus que des froideurs, & fût à peine écouté dans le conseil? par quelle fatalité cet accord qui devoit assurer le repos public,

avoit-il porté le coup mortel à la religion catholique qui s'en alloit perdue s'il n'en prenoit la défense? Elle lui rappella son titre héréditaire de *premier chrétien*, & le conjura avec larmes de ne pas oublier dans ce besoin pressant l'obligation qu'il lui imposoit.

ANN. 1561.

Avec quelque soin que le connétable cachât ses chagrins domestiques, le maréchal de Saint-André en perça le secret, & fonda sur cette découverte l'espérance d'échapper au danger qui le menaçoit. Aucun homme en France n'avoit autant à perdre que lui, si le parti des réformés prévaloit, puisqu'indépendamment des prodigieuses libéralités de Henri II, dont la plus grande partie avoit été consumée en folles dépenses, il tenoit une partie considérable de sa fortune des confiscations des bannis pour cause de religion, qu'il avoit presque toutes partagées avec la duchesse de Valentinois, & dont il faudroit rendre compte. Le seul moyen de conjurer l'orage qui grondoit déjà sur sa tête, consistoit à former une ligue assez forte pour balancer la puissance de ses ennemis; & dans la conjoncture

Adresse du maréchal de St-André à en tirer parti.

La Pope-
linière.

La Plan-
che.

Légende du
cardinal de
Lorraine.

Mémoires
de Condé.

 ANN. 1561.

présente, elle ne pouvoit plus se former que par une association entre le connétable & les Guises, à laquelle se joindroient bientôt tous ceux qui s'intéressoient au maintien de l'ancienne religion. Il n'éprouva aucune difficulté de la part du duc de Guise, avec lequel il conservoit une liaison intime. En effet, dans l'état de dénuement où l'avoit laissé le dernier accord, supplanté dans la confiance de la reine mère par son plus dangereux ennemi, subordonné au roi de Navarre, qui ne cherchoit qu'un prétexte pour venger d'anciens torts & une injure encore récente, il ne pouvoit rien lui arriver de mieux que de se retrouver à la tête d'un parti où sa réputation & ses talens lui assigneroient toujours le premier rang, sans qu'il fût besoin d'en faire une clause du traité d'union. Il laissa donc au maréchal une pleine liberté d'accorder au connétable toutes les prérogatives qu'il ne manqueroit pas d'exiger. En effet, que pouvoit-on offrir à celui-ci qui balançât les avantages dont il étoit assuré de jouir, en se tenant tranquille? Honoré de la confiance du roi de Navarre & du prince de Condé,

qu'il avoit long-tems protégés , respectés comme un second père par les Châtillons, ses neveux, qui jouissoient, dans ce moment, de la plus haute faveur , craint par la reine mère qu'il forceroit toujours, sinon à de la reconnaissance, du moins à des égards ; que manquoit-il à sa gloire ? & devoit-on s'attendre qu'il renonçât de gaieté de cœur à une position si riante, pour tirer du précipice une maison rivale qui avoit long-tems travaillé à le perdre , & qui ne se relèveroit peut-être que pour reprendre , à son égard , ses premiers sentimens. Le maréchal sentit toute la difficulté de son entreprise , aussi se garda-t-il bien, dans son premier début, de faire aucune mention des Guises, ni de laisser entrevoir au vieillard le terme où il se proposoit de l'amener. Il dit que , plein de confiance dans ses lumières & dans sa probité, il venoit le consulter sur une attaque qui leur étoit commune, proposé à lui soumettre ses réflexions , & à suivre aveuglément le parti qu'il prendroit lui-même. Qu'il savoit ce qui avoit été résolu aux derniers états de Paris, & ce qui seroit infaillible-

 ANN. 1561.

ANN. 1561.

ment proposé aux prochains états-généraux : que pour lui , plus il y avoit réfléchi , plus il lui avoit paru évident que ce n'étoit point l'intérêt du fisc qui leur avoit suscité cet affront , puisqu'aucun de ceux qui avoient mis en avant , ou appuyé foudrement une pareille délibération , ne pouvoit ignorer qu'un roi majeur a le droit de distribuer des récompenses à ceux qui le servent fidèlement , & que leurs plus grands ennemis ne leur contesteroient pas d'avoir , dans tout le cours de leur vie , prodigué leurs veilles , leur sang & leur liberté pour le service de leurs maîtres & le salut de l'état. Qu'il étoit si absurde de vouloir disputer aux rois la distribution des graces , ou assigner des bornes à leur munificence , qu'il ne se persuaderoit jamais qu'une prétention si chimérique fût tombée dans la tête de ceux qui dirigeoient & qui composoient l'assemblée. Quel étoit donc leur but en la proposant ? C'étoit visiblement , ou d'attirer à leur parti , ou de retenir dans l'inaction , par la crainte de se voir flétris & ruinés , les personnages qu'ils croyoient & les plus propres & les plus disposés à s'opposer à toutes les

nouveautés qu'ils vouloient introduire. Qu'on ne pouvoit déjà plus douter que la résolution ne fût prise de renverser la religion établie, & d'abolir l'ordre du clergé : que ce premier changement, dans la constitution de l'état, en amèneroit nécessairement d'autres qui étoient peut-être aussi déjà résolus, mais que l'on ne montreroit que successivement & au moment de l'exécution. Que dans une position si critique, il ne voyoit pour eux que deux partis à prendre, entre lesquels il avoit de la peine à se décider, savoir, ou de se joindre sur-le-champ au parti dominant, ou de l'attaquer ouvertement avant qu'il eût pris de nouvelles forces.

 ANN. 1561.

Qu'à ne consulter que leur intérêt personnel, le premier parti étoit incontestablement le plus sûr : qu'ils conservoient encore l'un & l'autre assez d'amis pour mettre un poids dans la balance, de quelque côté qu'ils se rangeâssent : qu'ils devoient, par conséquent, tenir pour certain, que les chefs de la réforme, curieux de grossir leur faction, les recevraient à bras ouverts, & empêcheroient aisément qu'ils ne continuâssent à être inquiétés

 ANN. 1561.

dans leur honneur & dans leurs biens. Qu'en prenant cette route, il n'y avoit que deux points qui l'embarraſſaſſent, & ſur leſquels il auroit bien de la peine à ſe réſoudre. Le premier, étoit le changement de religion, que peut-être on n'exigeroit pas d'eux, mais qui n'en devenoient pas moins indiſpenſable, ſ'ils vouloient acquérir quelque conſidération dans le parti, puisſque les princes du ſang eux-mêmes n'étoient parvenus à y jouer un rôle, qu'en ſe conformant à la nouvelle croyance, ou en montrant du moins des diſpoſitions prochaines à l'adopter. Le ſecond point lui paroifſoit, pour le moins, auſſi délicat; il conſiſtoit à ſe bien aſſurer d'avance que les changemens qu'on méditoit, ſe borneroient à la religion, & ne porteroient atteinte, ni à la poiſſance royale, ni aux droits des enfans de France. Qu'il n'étoit pas un aſſez grand politique pour décider ſi, lorsſque la fureur d'innover avoit échauffé les têtes de la multitude, & détruit tout eſprit de ſubordination, il étoit bien facile de la contenir dans des bornes certaines, & d'empêcher qu'elle ne ſe portât aux derniers excès: qu'il voyoit

avec effroi que déjà, dans plusieurs provinces, les magistrats civils n'étoient pas plus respectés que les évêques; & que, sans pouvoir deviner encore où aboutiroit cette licence, il en avoit assez vu pour assurer sans crainte que les factieux se porteroient à tout ce que leurs chefs voudroient, peut-être même à beaucoup plus qu'ils ne voudroient. Que les obligations qu'ils avoient l'un & l'autre au feu roi, étoient connues de tout le monde. Qu'ayant eu le malheur de le perdre avant d'avoir pu s'en acquitter autant qu'ils l'auroient désiré, ils étoient tenus, par honneur & par devoir, d'exposer mille fois leur vie, avant que de souffrir qu'on se jouât de la foiblesse de ses enfans, qu'on portât atteinte à leurs droits & à la moindre de leurs prérogatives. Qu'il conviendrait donc, avant que de prendre aucun engagement avec les chefs de ce parti, de savoir d'eux ce qu'ils se propofoient, quel seroit le dernier terme de leurs innovations & quelles mesures ils avoient prises pour empêcher que le peuple françois, endoctriné par des émissaires de Genève, n'adoptât leurs maximes en matière de gouvernement;

ANN. 1561.

 ANN. 1561.

Que le second parti, qui consistoit à s'attaquer directement à cette faction, avant qu'elle eût pris de nouvelles forces, étoit plein de hasards, de périls & de difficultés, puisque déjà répandue sur toute la face du royaume, composée d'hommes audacieux, violens & opiniâtres, dirigée par des chefs profonds & dissimulés, soutenue par les premiers princes du sang, favorisée par la reine mère, le chancelier & plusieurs membres du conseil, elle écraseroit de son poids tout particulier qui oseroit lever la tête, & ne pouvoit désormais être balancée que par une association contraire, qui auroit pour objet le maintien de l'ancienne religion, de l'autorité royale, du rang & des prérogatives des enfans de France, des droits & des privilèges de tous les ordres de l'état. Qu'au défaut des princes du sang, sur lesquels il ne falloit pas compter dans ce moment, le soin de la former & de la diriger, regardoit spécialement les grands officiers de la couronne, chacun selon le rang de son office. Que le duc de Guise, qui tenoit seul deux de ces grands offices, & qui conservoit toujours un grand nombre d'a-

mis

mis parmi la noblesse catholique, ne pourroit que très-difficilement en être exclus. Il concevoit bien cependant que le connétable sentiroit de la répugnance à s'associer avec un homme dont il avoit à se plaindre.

Aussi se feroit-il bien gardé de proposer cet expédient, s'il eût pu imaginer quelque autre moyen de sauver l'état; mais, s'il étoit vrai qu'il n'en restât point d'autre, il connoissoit trop la générosité & la grandeur d'ame du connétable, pour douter un instant qu'il ne donnât son ressentiment particulier au salut public. Qu'après tout les intrigues de cour, les rivalités & les haines n'étoient point une chose nouvelle ni extraordinaire; on pouvoit assurer, au contraire, que depuis la formation du genre humain, par-tout où il y avoit eu une cour & un distributeur des graces, chacun de ceux qui la composoient, avoit ambitionné de tenir le premier rang dans la faveur, avoit profité, autant qu'il l'avoit pu, de toutes les occasions d'écarter ceux qui lui portoient ombrage, & d'avancer ceux dont il se promettoit de l'appui, sans être bien assuré si dans peu il n'auroit pas

ANN. 1561.

ANN. 1561.

à se précautionner contre ceux qu'il auroit obligés, & à se rapprocher de ceux qu'il auroit desservis. Qu'il ne prétendoit point par-là disculper entièrement le duc de Guise, qui peut-être avoient des torts qui sortoient de la classe ordinaire; qu'il n'engageroit pas même le connétable à les oublier, s'il ne s'agissoit dans cette occasion de l'intérêt général, auquel tous les intérêts particuliers sont subordonnés, & si enfin celui qui l'avoit offensé, n'en témoignoit pas du repentir: tout ce qu'il pouvoit lui dire dans ce moment, c'est qu'ayant fondé à cet égard les dispositions du duc de Guise, il l'avoit trouvé si rempli de vénération pour sa personne, il lui avoit paru désirer si ardemment de s'unir étroitement avec lui, qu'il n'y avoit pas lieu de douter qu'il ne souscrivît à toutes les conditions qui lui seroient offertes.

Le connétable qui avoit gardé un profond silence tant que le maréchal avoit parlé, répondit en peu de mots qu'il lui savoit gré de cette marque de confiance, à laquelle il s'efforceroit de répondre de son mieux: mais que la matière dont il venoit de l'entretenir, demandoit qu'on y

songeât à deux fois ; qu'il sentoit bien cependant qu'il n'y avoit pas de tems à perdre ; qu'il lui rendroit réponse sous peu de jours.

ANN. 1561.

Cette visite mystérieuse du maréchal St-André jetta l'alarme dans la famille du connétable ; aucun de ses fils ni de ses neveux n'osant prendre sur lui d'en éclaircir l'objet , ils chargèrent de cette commission l'homme en qui il paroissoit avoir le plus de confiance. Il lui représenta , comme de lui-même , que ses serviteurs & ses amis étoient étonnés & ne savoient que penser de l'accès qu'il donnoit dans sa maison au confident & à l'émissaire des Guises. Qu'ils ne se persuaderoient jamais qu'il songeât sérieusement à séparer ses intérêts du prince de Condé son proche parent , des Châtillons ses neveux , & de presque tout le reste de sa famille , pour faire cause commune avec des hommes qui , tout récemment , avoient conjuré sa perte , qui ne s'humilioient devant lui que parce qu'ils ne savoient plus à qui se vouer , & qui le puniroient peut-être un jour de les avoir écoutés : qu'on se doutoit bien qu'usant de leurs artifices ordinaires , ils s'efforceroient

ANN. 1561.

de lui faire entendre que leur cause étoit celle de la religion, & qu'on ne les poursuivoit qu'en haine de leur dévouement à l'église romaine : qu'il étoit trop éclairé & avoit trop appris à les connoître pour être la dupe de leur hypocrisie. Si cependant il sentoient de la répugnance à se joindre au parti qui travailloit à les abattre, on ne lui demandoit pour toute grace que de se renfermer dans la neutralité, en laissant agir ses neveux qui en viendroient aisément à bout, tant ils s'étoient rendu odieux aux princes du sang, à la haute noblesse & au gros de la nation. Que par l'expulsion de ses antagonistes ou plutôt de ses implacables ennemis, il alloit se trouver l'oracle & le modérateur du conseil, en sorte que s'il lui paroissoit qu'on voulût aller trop loin en matière de réformation, il dépendroit uniquement de lui de marquer les bornes où il conviendrait de s'arrêter. Car, quel qu'attachement qu'il conservât pour l'église romaine, il ne disconvien droit pas qu'en matière de discipline, il ne s'y fût glissé un grand nombre d'abus qu'il étoit à propos de retrancher, puisqu'ils étoient devenus un objet de

scandale. Que témoin plus d'une fois de la licence & du désordre qui règnent dans les grandes assemblées, il ne devoit pas tirer à conséquence ce qui s'étoit passé aux derniers états de Paris, puisque ce n'étoit que par une pure inadvertance que son nom s'étoit trouvé mêlé à ceux des St-André & des Guises, que l'on vouloit obliger à des restitutions. Il n'y avoit certainement personne dans le royaume assez injuste pour lui envier quelques dons de ses maîtres, sur-tout lorsqu'on viendroit à considérer par quels services il les avoit mérités, & quel usage il en avoit fait; car il lui étoit facile de montrer qu'il avoit déboursé un million pour le seul article de ses rançons, de celles de ses fils & de ses proches. Le compte qu'on paroïssoit vouloir lui demander, n'étoit donc, à le bien prendre, qu'un moyen propre à le couvrir de gloire & à confondre ses envieux: si cependant il en jugeoit autrement, il y avoit dans sa propre famille des gens qui s'obligeroient, ou d'empêcher que son nom fût prononcé dans les états-généraux, ou d'acquitter à leurs dépens toutes les prétendues restitutions qu'on exigeroit de lui.

ANN. 1561.

ANN. 1561.

d'ailleurs, à peine étoit-elle formée, que les deux principaux chefs s'éloignèrent, le connétable pour aller célébrer à Chantilli les nôces de Thoré, son quatrième fils, avec une riche héritière de la maison d'Humières, le duc de Guise pour se renfermer dans sa terre de Nanteuil, & se trouver dispensé d'assister au conseil où sa présence n'étoit plus qu'incommode.

Le roi mande des députés du parlement pour lui rendre raison des contraventions à ses ordres.

Registres du parlement.

Mémoires de Condé.

L'amiral profita de cette retraite pour y déferer le parlement de Paris, qui, non content d'avoir apposé à l'édit de Romorentin des modifications qui en empêchoient l'effet, & d'avoir fait publier à son de trompe dans presque toutes les villes de son ressort, des arrêts comminatoires contre les sectateurs des nouvelles opinions, avoit rendu le 28 de mars un dernier arrêt, par lequel il déclaroit criminels de lèse-majesté tous ceux qui assisteroient aux conventicules où il se prêchoit une doctrine contraire à celle de l'église romaine, & ordonnait en vertu d'anciens édits le rasement des maisons où se tiendroient ces sortes d'assemblées. C'étoit condamner à la démolition le château de Fontainebleau : aussi l'amiral parla-t-il de tous

ces arrêts comme d'autant d'attentats sur l'autorité souveraine. Le roi manda au parlement de lui adresser sur-le-champ deux députés en état d'expliquer devant le conseil les raisons & les motifs qui avoient déterminé la compagnie à tenir depuis un certain tems si peu de compte des ordres qu'il lui avoit adressés. Le président de Thou & le procureur-général Bourdin chargés de cette épineuse commission, furent introduits dans le conseil, où le chancelier commença par leur demander compte des modifications faites à l'édit de Romorentin, contre la défense expresse du roi. Ils répondirent que lorsque cet édit leur avoit été adressé la première fois, ils avoient remontré au roi François II, d'une part, le préjudice énorme qu'il portoit à sa propre autorité, en donnant de l'extension à la juridiction ecclésiastique, & de l'autre, le tort qu'il faisoit à ses sujets, en les réduisant à être jugés définitivement & sans appel dans le cas d'émotion & de tumulte, par les présidiaux, qui n'étoient composés que d'un très-petit nombre d'hommes, ou passionnés ou peu versés dans la

ANN. 1562.

Ann. 1561.

procédure criminelle : qu'ayant reçu ordre de le publier de nouveau, avec trois ou quatre lettres de jussion qui ne leur permettoient aucun délai, ils n'avoient pu faire autrement que d'y ajouter des modifications qui sauvassent en partie, & la puissance royale & la liberté des sujets. Interrogés ensuite sur les motifs de leurs derniers arrêts touchant la religion, ils prièrent qu'on voulût bien leur permettre de ne pas répondre, parce que la cour étoit en possession de ne point rendre compte de ses arrêts. Ils ajoutèrent seulement qu'on n'y trouveroit rien que de conforme aux anciennes ordonnances, dont ils avoient été fidèlement extraits, & dont la garde & l'exécution leur étoient confiées. Il leur demanda ensuite quel usage ils avoient fait des ordres que le roi leur avoit adressés à l'égard de quelques prédicateurs fanatiques qui avoient l'audace de déclamer contre les premières personnes de l'état, & d'exciter le peuple à prendre les armes : ils répondirent qu'ils en avoient suspendu l'exécution pendant la fin du carême & la semaine de Pâques, dans la crainte de causer du scandale &

d'exciter une commotion qu'on cher-
choit à prévenir : que ce terme expiré, ANN. 1561.
ils ordonneroient des informations
& séviroient en toute rigueur contre
ceux qui seroient convaincus d'avoir
abusé de leur ministère. Mais ils prie-
rent à leur tour qu'on voulût bien aussi
ouvrir les yeux sur une autre classe
bien plus dangereuse de prétendus
docteurs qui, au mépris des arrêts,
tenoient des assemblées clandestines,
& déclamoient avec bien plus de li-
cence encore contre tout ce qui étoit
fait pour inspirer du respect. Quoî-
que le conseil ne parût pas satisfait
de ces réponses, on se contenta de
déclarer aux députés que l'intention
du roi étoit que dans tout ce qui
leur seroit ordonné de sa part, en
matière d'administration, ils se bor-
nassent à exécuter ses volontés, sans
prendre sur eux de les interpréter ou
de les restreindre : qu'il trouveroit bon
qu'ils lui adressassent des remontran-
ces sur les points qui leur paroïtroient
souffrir des difficultés, mais qu'il leur
défendoit très-expressément d'apposer
aucune sorte de modification à l'en-
registrement de ses édits & ordon-
nances.

Les Châtillons, que *notre maître*
 ANN. 1561. Fournier, c'est le titre qu'on donnoit
 Emeute à aux docteurs en théologie, s'étoit en
 Beauvais. effet permis de nommer par leur
Beze. nom, & de dénoncer, pour ainsi dire,
De Thou. aux bourgeois de Paris, comme des
La Place. ennemis publics, qui guettoient le
La Popelière. moment favorable de les chasser de
 leurs maisons, donnèrent en quelque
 sorte naissance au premier tumulte,
 sans cependant que les sermons de cet
 enthousiaste eussent influé en rien sur
 cet accident. Le cardinal de Châtillon
 s'étoit retiré à Beauvais, à l'approche
 de Pâques; mais au lieu d'assister à
 la tête de son clergé aux cérémonies
 de l'église, il s'étoit enfermé dans son
 palais épiscopal avec quelques doc-
 teurs, qui pensoient comme lui, pour
 y faire la scène. Cet exemple inspira
 de la hardiesse au petit nombre de pro-
 testans qui étoient alors dans cette
 ville : quelques-uns insultèrent une
 procession : le peuple en fureur les
 poursuivit, & en assomma un dans
 la cour de l'évêché. Le cardinal ne
 sachant si c'étoit à lui qu'on en vou-
 loit, prit le parti de se barricader dans
 son palais, & se montra aux séditieux
 sur un balcon, revêtu de ses habits

pontificaux qu'il dédaignoit depuis quelques années, & qui, dans cette occasion, imposèrent à la multitude & calmèrent les esprits. La reine informée de ce qui venoit de se passer, fit expédier au maréchal de Montmorenci ordre de se transporter à Beauvais avec un corps de troupes, & de faire une punition exemplaire des auteurs & des complices de la sédition. Après s'être assuré par des informations exactes que ce n'avoit été qu'une effervescence populaire, qui n'avoit été ni préparée ni conduite par aucun des principaux bourgeois, il se contenta de faire pendre deux des misérables qui s'étoient montré les plus échauffés & d'en envoyer quelques autres en prison.

ANN. 1561.

Édit de tolérance adressé directement aux sièges inférieurs : remontrances du parlement.

La conjoncture parut favorable pour faire paroître un édit projeté depuis quelque tems dans le conseil. Le roi défendoit à tous ses sujets, sous peine de la hart, & sans aucun espoir de rémission, de s'entr'injurier sur le fait de la religion, par les noms de *papistes* & de *huguenots* : défense sous les mêmes peines de violer la sûreté dont chacun doit jouir dans sa

Registres du parlement.
Mémoires de Condé.
La Popelinière.

ANN. 1561. maison, sous prétexte qu'il s'y tien-
droit des assemblées défendues, puis-
que ce soin ne regarde que les ma-
gistrats chargés de la police. Élargis-
sement de tout prisonnier pour cause
de religion. Permission à tous les ban-
nis & fugitifs pour la même cause de
rentrer dans le royaume, où ils ne
pourroient être inquiétés dans leur
personne ni dans leurs biens, en vi-
vant catholiquement & sans scandale;
sinon de vendre leurs biens & de se
retirer par-tout où bon leur sembleroit.

Le chancelier, prévoyant qu'il par-
viendrait difficilement à le faire en-
registrer, dérogea aux anciennes for-
mes, en l'adressant directement aux
officiers des sièges inférieurs de la
justice, que l'édit de Romorentin
constituoit juges sans appel dans ces
sortes de cas. Le prévôt de Paris
craignant de se compromettre avec
le parlement, alla le consulter sur
la conduite qu'il avoit à tenir. L'as-
semblée saisie d'étonnement crût voir
dans cette innovation le renverse-
ment des loix fondamentales : quel-
ques-uns furent d'avis qu'on mandât
le chancelier à la cour; d'autres en
plus grand nombre conclurent qu'il

ne falloit rien précipiter. On défendit au prévôt de procéder à la publication, & l'on attendit en silence quel parti prendroit le gouvernement. Le chancelier, fans entrer en explication & fans rien changer à la première adrefse de l'édit, fe contenta d'en envoyer une copie au parlement, avec un ordre du roi de tenir la main à l'exécution. Cette marche qui fe rapprochoit de l'ordre ancien, donna lieu à des remontrances, tant fur la forme que fur le fond de l'édit. Sur la forme, le parlement repréfenta que c'étoit un ufage immémorial, & tellement établi en France, que tous les édits, réglemens & ordonnances concernant la juftice & l'ordre public lui fuflent adreffés pour être lus, publiés & enregistrés, que l'on ne reconnoiffoit pour de vraies loix que celles qui avoient été revêtues de ces formalités : qu'en dérogeant à l'ordre ancien, on tomboit dans deux inconvéniens également préjudiciables au roi & à fes fujets. Le premier, de fe priver des remontrances de la cour, qui pouvoient être fi raifonnables & fi faintes, que le roi fe crût obligé comme

ANN. 1561.

ANN. 1561.

il arrivoit souvent , de supprimer ou de changer quelques-unes des dispositions de ses édits : le second , d'introduire une contradiction choquante sur une même affaire entre les tribunaux supérieurs & inférieurs; ceux-ci se conformant dans leurs jugemens aux édits qui leur auroient été directement adressés, tandis que les autres n'y auroient aucun égard, parce qu'ils seroient censés les ignorer.

Sur le fond de l'édit, la cour observoit que de la manière dont étoit conçu le préambule, on étoit tenté de croire qu'on se proposoit d'établir deux religions en France, entre lesquelles on vouloit mettre une sorte d'égalité. Que le mot *papiste* étoit indécent dans la bouche du roi, & ne devoit point se lire dans un acte émané du trône; car si sous cette dénomination on comprend ceux qui restent attachés à l'église romaine & qui reconnoissent le pape pour leur chef spirituel, elle peut s'appliquer à tous les vrais chrétiens & au roi plus qu'à tous les autres.

Qu'ils applaudissent à la disposition qui défendoit à tout particulier de troubler la paix & la sûreté dont

chacun doit jouir dans sa maison ;
 qu'ils auroient seulement désiré qu'en
 laissant aux magistrats le soin de veiller
 au maintien de l'ordre, on eût
 défendu sous les peines les plus sé-
 vères à toute personne, de quelque
 rang & de quelque condition qu'elle
 fût, de tenir soit de jour soit de
 nuit des conventicules réprouvés, &
 qu'on eût promis des récompenses à
 ceux qui les dénonceroient aux ma-
 gistrats.

 ANN. 1561.

Que la permission générale accor-
 dée aux bannis & aux fugitifs pour
 cause de religion, de revenir en France
 & de rentrer dans leurs biens en pro-
 mettant de vivre catholiquement,
 étoit sujette à bien des abus, puisqu'on
 devoit naturellement s'attendre à voir
 arriver une foule de moines apostats,
 de religieuses mariées qui demande-
 roient un partage à leurs parens, & jet-
 teroient le trouble & la confusion dans
 un nombre considérable de familles.
 Que la promesse de vivre catholique-
 ment étoit illusoire, puisque les no-
 vateurs par un abus punissable osoient
 s'attribuer la qualification de catho-
 liques : qu'enfin la liberté qu'on leur
 laissoit de vendre leurs biens & d'en

ANN. 1561. emporter le produit par-tout où bon leur sembleroit, étoit contraire aux anciennes ordonnances qui interdissoient le transport de l'or & de l'argent hors du royaume.

Émeute au fauxbourg saint-Germain.

Mémoires de Condé.

Registres du parlement.

Du Boulai, hist. de l'université.

Le chancelier ne répliqua pas, soit qu'il sentît intérieurement la force de ces raisons, soit qu'il ne jugeât pas la conjoncture propre à déployer l'autorité. L'amiral de son côté avoit à-peu près ce qu'il désiroit. La volonté du roi étoit connue; l'acte qui la contenoit, imprimé & répandu avec profusion dans toutes les provinces du royaume & dans les pays étrangers: l'exécution confiée ou à des militaires & à des courtisans, tels que les gouverneurs des provinces, leurs lieutenans-généraux, les sénéchaux & les baillis, qui craindroient de déplaire à la reine mère & aux princes du sang, ou bien à des magistrats inférieurs qui n'auroient pas la force, quand ils le voudroient, de s'y opposer, mais dont la plupart travailleroient pour eux-mêmes en maintenant la tolérance. Aussi cet édit inattendu produisit-il une commotion subite & générale dans toutes les parties du royaume. A Paris même, où il n'avoit point

été publié, les prêches se multiplièrent & commencèrent à se tenir à des heures réglées. Le lieu le plus ordinaire étoit la maison de Gaillard, seigneur de Longjumeau, située dans le fauxbourg Saint-Germain, près le pré aux clercs. Une troupe d'écoliers renforcée de quelques bourgeois, regardant cette licence comme une insulte publique, se mit en devoir de forcer la maison. Il s'y trouvoit un assez grand nombre de gentilshommes qui fondirent sur eux l'épée à la main, en tuèrent quelques-uns & dissipèrent le reste. Le lendemain le combat recommença avec plus de fureur, & il y eut encore des personnes tuées de part & d'autre. Le guet de Paris & les sergens du châtellet, ou se tenoient à l'écart, ou prenoient honteusement la fuite. Gaillard, averti qu'on procédoit contre lui dans ce tribunal, interjeta appel au parlement, & produisit pour sa défense une copie du dernier édit. Le parlement ne pouvoit y méconnoître la volonté du roi, quoiqu'il ne l'eût pas enregistré, & d'ailleurs embarrassé à réduire un homme entouré de deux ou trois cents gentilshommes,

ANN. 1561.

ANN. 1561.

lui députa deux conseillers pour l'engager à se retirer paisiblement dans sa terre de Longjumeau avec sa famille & ses meubles, offrant à ce prix de lui donner main-forte, & de mettre sa maison sous la sauvegarde du roi.

Sacre du roi.

De Thou.
La Popelière.

Beze.
La Planche.

Au milieu de ces désordres qui en présageoient de plus grands encore, s'achevoient les préparatifs du sacre du roi. Il se rendit à Rheims, & reçut le 15 de mai l'onction sacrée des mains du cardinal de Lorraine. On remarqua dans cette cérémonie, que pour la première fois il se trouva sept paires laïques contre six ecclésiastiques, parce que la reine mère attentive à retirer en détail ce qu'elle n'avoit pu se dispenser d'accorder de trop au roi de Navarre, voulant que le duc d'Orléans, son second fils encore enfant, remplît les fonctions de premier pair, & le précédât par le droit de sa naissance, tandis que par une contradiction manifeste le duc de Guise fut maintenu en possession de précéder le duc de Montpensier prince de la maison de Bourbon, comme il en avoit déjà usé au sacre de François II. La difficulté auroit

été plus sérieuse, si le prince de Condé eût assisté à la cérémonie. Sa position ne le permettoit pas encore. ANN. 1561.

Muni de l'arrêt du conseil & des lettres-patentes dont nous avons rendu compte, il s'étoit présenté au parlement, avoit exposé en peu de mots combien il avoit toujours désiré que sa cause fût portée devant ses juges naturels, & les avoit priés de vouloir bien donner audience à Pierre Robert son avocat. Celui-ci prouva par des moyens de droit, la nullité d'une procédure criminelle contre un prince du sang par des commissaires qu'il avoit constamment refusés, & demanda en conséquence qu'il fût enjoint au procureur-général de mettre sous les yeux de la cour les charges & informations qu'il avoit dû se procurer contre l'accusé. Le procureur-général pria le prince de se contenter des lettres-patentes qu'il avoit obtenues du roi, & qui ne laissoient aucun doute sur son innocence, en ajoutant que loin de s'opposer à leur homologation, il étoit prêt à la requérir, ne fût-ce que pour se tirer de l'embarras où il alloit se trouver si l'on recommençoit la procédure,

Justification du prince de Condé au parlement. *Mémoires de Condé.*
Registres du parlement.
Beze, hist. ecclésiast.

 ANN. 1568.

sur la qualité qu'il lui conviendrait de prendre, celle de demandeur ou celle de défendeur. La marche abrégée offerte par le procureur-général ne remplissoit point l'objet du prince, qui étoit de retirer & d'anéantir toutes les pièces qui avoient servi de fondement à la procédure des commissaires, sans qu'il en demeurât la moindre trace. Après bien des altercations sur ces deux qualités, la cour arrêta que le prince prendroit la qualité de demandeur en déclaration d'innocence, & que le procureur-général, en qualité de défendeur, produiroit toutes les pièces qui pouvoient servir au procès, sauf à changer de rôle si dans le cours de l'instruction on acquéroit une preuve qu'il fût véritablement coupable des cas qui lui étoient imputés; car alors le procureur-général redeviendrait demandeur & le prince défendeur. On nomma sur-le-champ des commissaires pour instruire de nouveau la procédure, & l'on assigna un terme aux gens du roi pour recueillir & produire les pièces du procès. Lorsque ce tems fut expiré, on s'aperçut que parmi les pièces qu'ils produisoient, quelques-unes

n'étoient que des expéditions dont les minutes demeuroient dans les greffes de Grenoble, de Lyon & de Mâcon. On craignit de plus que les secrétaires-d'état n'eussent pas remis fidèlement au greffier du Tillet toutes celles qui avoient passé par leurs mains. On accorda donc un nouveau délai au procureur-général, tant pour se faire apporter les minutes, que pour faire jurer aux secrétaires-d'état qu'ils ne conservoient aucune pièce relative à cette affaire : enfin lorsqu'on se fut assuré que tout étoit fidèlement recueilli, la cour rendit un arrêt par lequel elle déclaroit le prince pur & innocent des cas dont on l'avoit chargé, & lui réservoir, pour les dépens, dommages & intérêts, son recours contre qui il appartiendrait. Ce premier arrêt fut suivi de trois ou quatre autres en faveur de la dame de Roye sa belle-mère, du seigneur de Cani, du conseiller la Haye & du vidame de Chartres, dernier mâle de l'ancienne maison de Vendôme, décédé quelques mois auparavant. Ce qu'il laissoit de biens, & le titre de sa vidamie passèrent à la Ferrière Maligni son beau-frère, l'un des premiers

ANN. 1561.

& des plus ardens promoteurs de la nouvelle religion.

Conseil
extraordi-
naire tenu à
Rheims sur
les repré-
sentations
du cardinal
de Lorrai-
ne.

*Légende
du card.*

Beze.

*La Pope-
linière.*

*La Plan-
che.*

Castelnau.

L'agitation extraordinaire qu'elle causoit alors dans les esprits, étoit l'affaire qui embarrassoit le plus le gouvernement. Le cardinal de Lorraine, regardé comme le chef de l'église gallicane, & auquel les évêques, les chapitres & les autres communautés ecclésiastiques continuoient d'adresser leurs requêtes, quoiqu'il eût cessé de se trouver au conseil, profitant du moment où le roi venoit de jurer sur l'autel le maintien de la religion catholique, & la conservation des privilèges du clergé, représenta pathétiquement à la reine mère l'état d'oppression où gémissoit l'église, & la nécessité de l'en tirer promptement si l'on vouloit prévenir un bouleversement général : car dans plusieurs endroits un prédicateur ne pouvoit déjà plus monter en chaire & annoncer la parole de Dieu sans être interrompu, démenti & injurié au milieu de son sermon; on refusoit ouvertement de payer la dîme, & ce qui étoit bien plus alarmant encore, les bourgeois d'une même ville étoient armés les uns contre les autres,

tres , & n'attendoient , pour ainsi dire , que le signal de s'entr'égorger. Catherine convenoit de la grandeur du mal , en gémissoit la première , & demandoit seulement qu'on lui en indiquât le remède. Comme la cour étoit nombreuse , on convint de tenir à Rheims un conseil extraordinaire. Dans cette assemblée , on commença par produire les requêtes multipliées des réformés , auxquelles on s'étoit jusqu'alors abstenu de répondre. Ils s'y plaignoient amèrement qu'on les traitât d'hérétiques , quoique l'église n'eût point encore prononcé sur leur doctrine : ils offroient d'en rendre compte , & de rétracter toutes les erreurs dont on pourroit les convaincre , en prenant pour base & pour règle le symbole des apôtres & les livres de la sainte écriture : enfin ils se soumettoient aux décisions d'un concile , soit général , soit national , pourvu qu'on leur y donnât un libre accès , & qu'on ne les condamnât pas sans les avoir entendus. En attendant , ils demandoient humblement au roi la liberté de s'assembler dans le quartier de ses villes le moins fréquenté , sous l'inspection de ses magistrats ,

ANN. 1561.

 ANN. 1561.

afin d'y rendre dans la pureté de leur cœur à l'Être suprême le culte qu'ils croyoient lui être le plus agréable. Le cardinal, tout passionné qu'il s'étoit jusqu'alors montré contre les partisans de ces nouveautés, ne disconvint pas que de pareilles offres, en les supposant sincères, n'étoient point de nature à être rejetées par un souverain qui est le père de tous ses sujets, & qu'on ne pouvoit s'assurer si elles l'étoient, qu'en assemblant un concile national où le roi assisteroit lui-même, & auquel leurs docteurs auroient une pleine liberté de se présenter & de faire entendre leurs raisons. Car en se contentant de les renvoyer au concile général qui s'ouvroit dans ce moment à Trente, on s'exposoit à ne pas voir si-tôt la fin du mal qu'on se proposoit de guérir. Ce concile, déjà interrompu deux ou trois fois, n'éprouveroit-il aucun nouvel obstacle? Les ministres de la réforme risqueroient-ils de s'y rendre en traversant des pays soumis à l'inquisition? Les ambassadeurs du roi auroient-ils le crédit de leur procurer des audiences aussi paisibles & aussi longues que les objets de discussion l'exigeroient? C'est trois ques-

rions étoient fort douteuses ; & si une seule venoit à manquer , le principal avantage qu'on se promettoit du concile général , étoit perdu pour l'état. Aucune de ces difficultés ne se rencontroit dans un concile national. La seule qui méritât quelque considération , étoit la crainte d'offenser le pape & les autres puissances catholiques , qui trouveroient étrange que la France , après avoir si ardemment sollicité la convocation d'un concile général , prît le moment où il s'ouvroit pour en assembler un particulier , & ériger autel contre autel. Sur cela le cardinal observoit que comme le merchoque souvent plus que la chose , il seroit bon de s'abstenir du nom de concile dans les lettres de convocation ; qu'il suffisoit que le roi , au lieu d'appeller un certain nombre de députés de l'ordre ecclésiastique pour délibérer avec les députés des deux autres ordres sur le moyen de liquider les dettes de l'état , rassemblât le corps épiscopal & lui proposât , outre cet objet politique , de statuer sur tous les abus qui s'étoient glissés dans la discipline de l'église gallicane , sans à soumettre , s'ils le jugeoient conve-

ANN. 1561.

ANN. 1561.

nable, ce recueil de canons & de réglemens à l'examen du pape ou du concile général, pour y recevoir une nouvelle sanction : qu'aussi-tôt que cette assemblée seroit ouverte, il dépendroit uniquement du roi d'y donner entrée aux docteurs les plus renommés de la nouvelle secte, & de les faire conférer en sa présence avec des théologiens catholiques sur tous les points controversés. Si, comme il y avoit lieu de l'espérer, les catholiques avoient le dessus & obligeoient leurs adversaires à se rétracter, on pouvoit se flatter de voir bientôt le calme rétabli, puisque l'exemple des chefs entraîneroit infailliblement la multitude. Si au contraire ils s'armoient de chicanes, & persistoient dans leur obstination, on leur auroit du moins arraché des mains l'arme dont ils tiroient le plus d'avantage pour séduire ceux qui avoient la simplicité de les croire. N'osoient-ils pas se vanter, & de vive voix, & par écrit, que de tant d'évêques & de docteurs si richement dotés, il n'y en avoit pas un qui osât entrer en dispute avec eux, & qui ne trouvât plus comode de leur opposer des bûchers

que des raisons ? Ce reproche lui paroïssoit si honteux pour son ordre , si préjudiciable à la religion catholique, qu'il regardoit comme son premier devoir de faire tout ce qui étoit en lui pour ne pas lui laisser l'ombre de la réalité : il déclara donc publiquement que bien qu'il ne se crût pas aussi profondément versé dans ces matières qu'un théologien de profession, il étoit si sûr de la bonté de sa cause , qu'il ne refusoit point de se mesurer avec l'antagoniste qu'on lui présenteroit , fût-ce Calvin lui-même.

Les partisans de la réforme , qui n'avoient pas moins de confiance que le cardinal en la bonté de leur cause & dans les lumières de leurs docteurs , applaudirent à la proposition ; ce premier point fut arrêté dans le conseil à l'unanimité des voix. Il ne s'agissoit plus que d'examiner quel parti prendroit le gouvernement par rapport à la tolérance civile , objet principal de toutes les requêtes qu'on venoit de lire , & de décider si elle devoit leur être provisoirement accordée ou refusée : question sur laquelle les trois ordres de l'état , & plus particulièrement encore celui

ANN. 1561.

de la noblesse , s'étoient trouvé partagés. Il n'étoit point de l'intérêt des catholiques qu'elle fût décidée dans le conseil d'état , où toute la faveur étoit dans ce moment pour les réformés. Par la même raison , il n'étoit point de l'intérêt de ces derniers qu'elle fût commise au parlement de Paris , dominé par la faction des zélés catholiques. Pour établir une sorte d'égalité & prévenir les difficultés de l'enregistrement , il fut convenu de faire concourir à la même délibération ces deux illustres compagnies. C'étoit un moyen certain de donner plus de poids à ce qui seroit arrêté. Car quel particulier oseroit élever la voix contre un règlement débattu contradictoirement par tout ce qu'il y avoit de plus grand & de plus éclairé dans la nation ?

Discours
du chance-
lier l'Hopi-
tal au par-
lement.

Registres
du parle-
ment.

Mémoires
de Condé.

A peine cette résolution eut-elle été prise , que les partisans de la réforme appréhendèrent que le souvenir de la fameuse mercuriale tenue sur la fin du règne de Henri II , ne rendît un grand nombre de conseillers plus timides & plus réservés qu'il n'étoit à souhaiter. Le chancelier , auquel ils communiquèrent leur crainte , précédant d'un jour ou deux l'arrivée des

princes du sang & du reste du conseil,
 alla siéger au parlement, & dit; » Mes-
 » sieurs, le roi qui vous regarde com-
 » me ses fidèles conseillers, non-
 » seulement en matière contentieuse,
 » mais encore dans les affaires d'ad-
 » ministration, lorsqu'il lui plaît
 » de vous les communiquer, m'a
 » chargé de venir conférer avec vous
 » sur l'objet qui, dans ce moment,
 » donne le plus d'inquiétude au gou-
 » vernement. Vous savez tous quels
 » désordres ont causé parmi nous,
 » depuis plus de trente ans, les
 » disputes de religion, & à quelles
 » convulsions elles ont déjà livré l'é-
 » tat, parce qu'on a trop long-tems
 » négligé d'y appliquer des remèdes
 » convenables. Vous m'allez dire
 » que les rois François I, Henri II
 » & François II ont fait à cet égard
 » tout ce qu'il étoit possible de faire,
 » en publiant ordonnances sur or-
 » donnances, & en commettant à
 » leur exécution une foule de juges
 » ordinaires & extraordinaires. Je
 » conviendrai, si l'on veut, qu'en ce
 » genre ils ont plutôt péché par excès
 » que par défaut; mais je demanderai
 » à mon tour quel fruit ont produit

ANN. 1561.

& toutes ces ordonnances & tous
 ces tribunaux ? Le mal a-t-il cessé
 un moment de s'étendre & de fer-
 menter, jusqu'à ce que parvenu à
 son dernier période, il est venu nous
 assaillir dans un tems de minorité ;
 où un roi enfant ne peut par lui-
 même opposer aucune résistance ,
 où les princes ses parens , quoique
 bien intentionnés , ne savent quel
 parti prendre , ni par quel bout com-
 mencer. Quant à moi, s'il m'est per-
 mis de dire ici mon avis , je pense
 que tout notre malheur vient de
 ce que dès l'origine nous nous
 sommes trompés sur la nature du
 traitement, en appliquant à un mal
 spirituel & surnaturel des remèdes
 terrestres & humains. Les chrétiens ;
 & je parle dans le premier siège de
 la chrétienté , sont généralement
 d'accord que les fléaux dont le ciel
 afflige quelquefois un peuple , sont
 tout-à-la-fois une juste punition de
 ses péchés , & un avertissement
 salutaire de changer de conduite.
 Quoique ces signes du courroux
 céleste ne fussent point équivoques ,
 que la dépravation fût générale
 en Europe , & portée à son comble

» parmi nous , personne ne songea
 » sérieusement à s'amender. Les ec- ANN. 1561.
 » clésiastiques qui devoient donner
 » l'exemple ont continué de mener
 » une vie molle & dissolue , & se sont
 » contentés , pour jouir de leurs reve-
 » nus , de recourir au bras séculier ;
 » semblables à des hommes lâches &
 » pusillanimes qui , à l'approche des
 » voleurs , laisseroient leurs portes ou-
 » vertes pour courir bien loin appel-
 » ler du secours. Les papes eux-mê-
 » mes , à qui la chose touchoit de plus
 » près , puisque c'étoit sur-tout à eux
 » qu'on en vouloit , ont long-tems
 » négligé d'en prendre connoissance ,
 » soit qu'ils en fussent détournés par
 » d'autres soins , soit qu'ils espéras-
 » sent toujours que cette efferves-
 » cence subite se calmeroit sans eux.
 » Lorsque , réveillés par le cri de l'Eu-
 » rope entière , ils prirent enfin la
 » résolution d'assembler un concile
 » général ; comme ils ne s'y étoient
 » déterminés qu'avec répugnance , ils
 » faquirent le premier prétexte qui se
 » présenta , de le dissoudre. Rendons
 » cependant justice au souverain pon-
 » tife qui gouverne aujourd'hui l'é-
 » glise. Dès les premiers momens de

ANN. 1561.

» son installation il s'est porté de lui-
 » même à en indiquer un nouveau :
 » il a poursuivi ce dessein avec zèle,
 » & n'a pas cessé un instant d'y in-
 » viter tous les souverains. Le roi ,
 » pour correspondre à ce pieux désir ,
 » vient d'indiquer de son côté une
 » assemblée générale de l'église galli-
 » cane, dont l'ouverture est fixée au
 » 20 du mois prochain, & dont le
 » principal objet est de discuter en
 » commun toutes les matières qui de-
 » vront être soumises à la décision du
 » concile générale, afin que ceux de nos
 » évêques qui s'y rendront, arrivent
 » tout préparés. Espérons que Dieu
 » bénira une si sainte entreprise, &
 » qu'il en résultera un très-grand bien.
 » Mais combien de tems se fera-t-il
 » encore attendre ? & sommes-nous
 » bien assurés que le remède n'arrive
 » pas après la mort ? Pardonnez ces
 » expressions funestes, elles peignent
 » l'émotion dont je ne puis me dé-
 » fendre toutes les fois que je consi-
 » dère le délire & la frénésie qui
 » agitent aujourd'hui la plupart des
 » têtes. Car si parmi ceux qui se sont
 » séparés de la communion romaine,
 » il se trouve, comme on n'en peut

» disconvenir , des gens de bonne
 » foi, qui suivent les lumières de leur ANN. 1561.
 » conscience , & qui sont prêts à se
 » rétracter aussi-tôt qu'on leur aura
 » montré leurs erreurs ; il s'en trouve
 » aussi , & malheureusement en très-
 » grand nombre , qui ne mettent en
 » avant le changement de religion ,
 » que pour autoriser leurs briganda-
 » ges ; qui en veulent moins aux cé-
 » rémonies qui se pratiquent dans nos
 » églises , qu'aux vases sacrés qu'elles
 » renferment ; qui ne veulent plus
 » payer ni dîmes aux ecclésiastiques ,
 » ni impôts au roi. Ce sont ou des
 » soldats réformés , ou des hommes
 » perdus de dettes , vrais athées , qui
 » ne se sont rangés à ce parti que
 » dans la vue de s'enrichir. C'est
 » à trouver un moyen efficace de
 » les réprimer , que le roi entend
 » que vous travailliez conjointe-
 » ment avec les princes du sang ,
 » les grands officiers de la couronne ,
 » & les autres personnages de son
 » conseil qui se rendront demain
 » ici. Voici en deux mots quel sera
 » l'objet de la délibération : faut-il se
 » contenter de remettre en vigueur
 » quelqu'une des anciennes ordon-

ANN. 1561.

» nances en y faisant des changemens,
 » où vaut-il mieux les abandonner
 » toutes , puisqu'on en a reconnu l'in-
 » suffisance , & s'appliquer à en rédi-
 » ger une nouvelle ? Je n'ignore pas
 » que parmi ceux qui m'écourent , il
 » y a des hommes très-estimables à
 » tous égards , qui souffrent impatiem-
 » ment qu'on parle en leur présence de
 » changer les loix. Je les prie d'obser-
 » ver qu'il n'est point ici question de
 » loix proprement dites , qui doivent
 » être permanentes comme la justice
 » éternelle dont elles sont une déri-
 » vation ; qu'il s'agit uniquement d'é-
 » dits politiques & de réglemens qui
 » roulant sur des objets mobiles &
 » transitoires , sont par leur nature as-
 » sujettis aux mêmes variations. Car ,
 » selon les différens états où se trouve
 » un peuple , tantôt c'est une loi ri-
 » gide qu'il convient de lui appliquer ,
 » tantôt une indulgente , quelquefois
 » une tempérée , qui tienne le milieu
 » entre l'indulgence & la sévérité :
 » que semblable au pilote qui na-
 » vigue sur une mer orageuse , le
 » législateur doit tendre , plier ou
 » resserrer la voile , selon le cours &
 » la violence du vent , & que l'expé-

» rience, qui est le plus sùr des maî-
 » tres, nous ayant clairement montré ANN. 1561.
 » l'insuffisance & l'inefficacité des an-
 » ciennes ordonnances, il y auroit une
 » sorte de démente à vouloir n'y rien
 » changer. On ne manquera pas de
 » me dire qu'elles n'ont paru insuffi-
 » santes que parce qu'on n'a pas tenu
 » la main à leur exécution : qu'il fal-
 » loit punir rigoureusement, & des-
 » tituer sans miséricorde les magis-
 » trats qui ne remplissoient pas leur
 » devoir à cet égard. Ceux qui tien-
 » nent ce langage s'imaginent qu'il
 » n'y a rien de si aisé que de destituer
 » un juge; ils paroissent du moins avoir
 » oublié que pour en venir-là il faut
 » commencer par lui faire son pro-
 » cès, & qu'il n'y a aucun procès de
 » cette nature qui n'emporte deux
 » ou trois ans. D'ailleurs, est-il bien
 » certain que ceux qu'on accuse de
 » négligence; soient aussi coupables
 » qu'on le dit? Car que peut un
 » malheureux juge avec son cha-
 » peron & sa cornette, contre des
 » hommes armés? Il verbalisera,
 » informera, décrètera même si l'on
 » veut; mais, à quoi serviront ces
 » écritures, si le commandant ou le

ANN. 1561.

» bailli n'est-là présent pour lui don-
 » ner main-forte? Or, ne fait-on pas
 » qu'il est presque aussi difficile d'o-
 » bliger un bailli qu'un évêque à la
 » résidence? D'autres ne craignent
 » point d'imputer au roi lui-même, ou
 » à ceux qui gouvernent sous ses or-
 » dres, cette multiplication subite d'é-
 » glises réformées & tous les désordres
 » dont nous nous plaignons. Ce sont-
 » là, disent-ils, les fruits qu'on de-
 » voit naturellement attendre des or-
 » dres pressans & réitérés d'ouvrir les
 » portes des prisons à tous ceux qui
 » s'y trouvoient détenus pour cause
 » de religion. En raisonnant ainsi,
 » on ne fait pas attention à deux cho-
 » ses; la première, qu'il sied bien à
 » un jeune monarque d'annoncer son
 » règne par des actes de clémence &
 » de miséricorde, & que ces deux
 » vertus ne pouvoient être plus con-
 » venablement exercées qu'à l'égard
 » d'une foule de malheureux entraî-
 » nés à ces assemblées, les uns par un
 » motif de simple curiosité, les autres
 » par principe de conscience, & dans
 » la vue d'y prier Dieu. Sont-ce là
 » des délits qu'un roi ne doive point
 » pardonner? La seconde, que la grace

» dont il a usé, n'a pu produire l'effet ANN. 1561.
 » qu'ils lui attribuent. Car, en par-
 » donnant une faute passée, il n'a
 » pas autorisé à la commettre de
 » nouveau. Si donc les assemblées
 » sont devenues depuis cette époque
 » plus fréquentes & plus nombreuses,
 » c'est uniquement parce que des gens
 » qui se cachotent auparavant, ont
 » moins craint de se montrer : ils
 » ne sont pas devenus protestans, ils
 » ont seulement manifesté ce qu'ils
 » étoient depuis long-tems au fond
 » du cœur.

» En cherchant les moyens effica-
 » ces de réprimer la licence des no-
 » vateurs, il sera bon de songer aussi
 » à réfréner les excès où se portent
 » quelques esprits bouillans & sediti-
 » tieux parmi les catholiques : ce sont
 » pour la plupart des manœuvres, des
 » artisans, qui, abusant du loisir des
 » dimanches & des fêtes, s'attroupent
 » dans les rues & insultent ceux qu'ils
 » croient être de la nouvelle religion,
 » pour avoir occasion de les voler &
 » de piller leurs maisons. A voir ce
 » qui se passe de part & d'autre, ne
 » diroit-on pas que le diable préside à
 » toutes ces querelles de religion. Les

 ANN. 1561.

» évêques, qui doivent incessamment
 » s'assembler, s'occuperont de tout ce
 » qui concerne le dogme & la disci-
 » pline : notre travail à nous, se ré-
 » duit à rétablir l'ordre, à empêcher
 » du moins une subversion totale.
 » Commençons par nous dépouiller
 » de toute prévention, de toute af-
 » fection particulière, & adressons cha-
 » cun en particulier de ferventes priè-
 » res à Dieu, pour qu'il daigne nous
 » inspirer un conseil salutaire. Com-
 » me quelques-uns de la compagnie
 » ont déjà fait entendre que l'exemple
 » de Dubourg étoit pour eux une le-
 » çon qui les empêcheroit de pro-
 » férer au dehors ce qu'ils pensent au
 » fond du cœur, la reine mère, le roi
 » de Navarre & les autres princes du
 » sang m'ont expressément chargé de
 » vous dire que leur intention est que
 » chacun parle en toute liberté & n'ap-
 » préhende rien en remplissant fidèle-
 » ment le premier devoir que sa place
 » lui impose. Il ne me reste plus qu'une
 » chose à vous recommander, c'est
 » d'éviter en opinant de sortir de l'ob-
 » jet de la délibération, & de répéter
 » inutilement ce qu'un autre auroit
 » déjà suffisamment développé. La

» brièveté est toujours recomman-
 » dable , mais elle ne sied jamais
 » mieux que dans la bouche d'un
 » sénateur «.

ANN. 1561.

Le lendemain , 19 de juin , à sept heures du matin , commença la première séance. Le chancelier présida l'assemblée. A sa droite les présidens du parlement, ensuite les cardinaux. A sa gauche le roi de Navarre , le cardinal de Bourbon , comme prince du sang , les autres princes , les ducs , le connétable , les maréchaux de France , l'amiral , l'évêque de Paris , puis les conseillers-d'état dans l'ordre de leur réception. Sur les bas sièges , les maîtres des requêtes , & cent vingt-deux conseillers. Après que le chancelier eut rappelé sommairement l'objet de la délibération , & que le greffier du Tiller eut lu à haute voix par son ordre les deux édits de Châteaubriant & de Romorentin , on alla aux opinions ; mais quoiqu'il continuât de recommander la brièveté , & qu'on s'assemblât le plus souvent matin & soir , elles se prolongèrent pendant vingt jours consécutifs. Les avis se partagèrent : le premier , qui n'eut pas un grand nombre de voix , fut de re-

Edit de juillet.

Recueil d'édits.

Lettres de Pasquier.

Mémoires de Condé.

Castelnau.

La Popelinière.

La Place.

ANN. 1561.

mettre en vigueur l'édit de Châteaubriant, en punissant indistinctement du dernier supplice toute personne convaincue du crime d'hérésie. Le second, directement contraire, de surseoir à toute espèce de punition pour le fait de religion, jusqu'à la détermination d'un concile libre, soit général, soit national : le troisième, qui renoit une sorte de milieu, de défendre sous peine de confiscation de corps & de biens toute assemblée publique ou privée, en armes ou sans armes, dans laquelle on prêcherait & on administrerait les sacremens d'une manière contraire à l'église romaine, de proscrire les ministres, & de laisser aux évêques la connoissance du simple crime d'hérésie, conformément à l'édit de Romorentin, à condition que les coupables qu'ils remettroient au bras séculier, ne pourroient être punis d'une peine plus grave que le bannissement. Ce dernier avis qui prévalut de trois voix sur le second, donna naissance à un arrêt dont le chancelier se fit délivrer sur-le-champ la minute, & dont il modifia & adoucit diverses clauses dans la rédaction qu'il fit d'un nouvel édit connu dans notre

histoire sous le nom d'édit de juillet.

Le parlement, qui avoit peine à reconnoître son propre ouvrage au milieu de ces altérations, qu'il traitoit d'infidélités, ne l'enregistra que *provisoirement*, en se réservant de faire au roi des remontrances, dès que l'occasion s'en présenteroit. Tel qu'il étoit, il jeta la consternation parmi les réformés. Leurs chefs humiliés n'osoient lever les yeux : en effet, il étoit affreux pour eux de ne s'être tant agités que pour rentrer dans une condition plus fâcheuse qu'auparavant. Plus l'acte avoit été solennel, plus il paroïssoit difficile de s'en relever : deux choses servirent à les consoler, la promesse secrète qu'on leur fit qu'il seroit encore moins observé que les précédens ; ensuite l'approche des états-généraux, qui ne manqueroient pas de revenir sur ce qui venoit d'être fait sans leur participation.

Ils avoient été d'abord indiqués à Melun pour le commencement du mois de mai, parce que la cour devoit passer cette saison à Fontainebleau : lorsque la conduite qu'on avoit tenue aux états de Paris, eut obligé le roi à casser tout ce qui s'étoit fait

ANN. 1561.

Concile national de Poissy.
Collection des procès-verbaux des assemblées du clergé.
Beze, hist. ecclesiast.

 ANN. 1561.

dans cette première assemblée, & à en ordonner une nouvelle, & que d'après les délibérations du conseil tenu à Rheims, on se fut déterminé à convoquer le corps entier des évêques au lieu d'un petit nombre de députés de l'ordre du clergé, on avoit indiqué l'assemblée des évêques à Poissy pour le 20 du mois de juillet & celle des députés des deux autres ordres à Pontoise, pour le premier jour d'août, lieux voisins l'un & l'autre de Saint-Germain-en-Laye, séjour ordinaire du roi. Le clergé, qui à la dernière assemblée des états d'Orléans, n'avoit éprouvé que de la mauvaise volonté de la part des députés des deux autres ordres, & qui ne s'attendoit pas de les trouver mieux disposés à son égard dans un moment où il s'agissoit de prendre des mesures définitives pour liquider les dettes de l'état, vit sans chagrin un arrangement qui, en lui épargnant bien des mortifications, donneroit plus de poids à ses délibérations. Cependant la plupart des évêques ne se hâtèrent pas d'arriver. De cent treize qu'on avoit convoqués, à peine en compra-t-on cinquante. Après quelques jours de délai, on fit

l'ouverture de l'assemblée dans l'abbaye des dames de Poissy, & l'on élut pour président le cardinal de Tournon, doyen du sacré collège & primat des Gaules, en qualité d'archevêque de Lyon. Le 30, le roi s'étant rendu à l'assemblée accompagnée de la reine sa mère, des princes du sang & de quelques-uns des grands officiers de la couronne, déclara en peu de mots le motif qui l'avoit déterminé à la convoquer, & chargea son chancelier d'expliquer plus au long ce qu'il n'avoit fait qu'indiquer. L'Hopital, laissant de côté l'objet politique, qui étoit la liquidation des dettes de l'état, leur adressa la parole comme à un concile légitimement assemblé pour remédier aux troubles qui déchiroient le royaume : il les pria de la part du roi d'apporter leur première & leur principale attention à retrancher les abus que la négligence des siècles précédens avoit laissé introduire dans la discipline de l'église, & qui étoient devenus pour les foibles un sujet de scandale & la première cause de leur séparation de l'église romaine. Il les conjura de prendre pour ces malheureux dévoyés, des entrailles de pères,

ANN. 1561.

 ANN. 1562.

& d'essayer de les ramener par la charité, la douceur & la patience. Lorsqu'il eut cessé de parler, le roi fit signifier une défense à tous les prélats qui formoient l'assemblée, de s'absenter de Poissy sans sa permission, jusqu'à ce que les affaires pour lesquelles il les avoit appelés, fussent entièrement terminées.

Le cardinal de Tournon concluant de cette défense & de quelques phrases du discours qu'il venoit d'entendre qu'on se proposoit de substituer insensiblement cette assemblée au concile général qui s'assembloit à Trente, & considérant combien cette entreprise déplairoit à Rome, & combien sa fonction de président l'y rendroit odieux, fit arrêter dans la séance du lendemain qu'on n'attentetoit rien contre le gré & la volonté du saint père chef de l'église catholique; que l'on ne traiteroit ni des dogmes ni d'aucune matière de foi qui appartiennent & seroient renvoyées au concile général, & qu'on s'attacheroit uniquement à corriger les mœurs des ecclésiastiques & à retrancher les abus qui s'étoient glissés dans la discipline. Avant même que de s'enfoncer dans

ces matières, il auroit bien désiré de régler avec les commissaires du roi l'article de la subvention, c'est-à-dire, la portion de la dette publique que le clergé seroit chargé d'acquitter, parce qu'il se flattoit que cette affaire une fois terminée à la satisfaction de la cour, on trouveroit moins d'obstacles à dissoudre l'assemblée : mais la reine mère à qui cet empressement parut suspect, refusa de s'y prêter, jusqu'à ce que le travail sur la réformation de la discipline ecclésiastique fût achevé.

ANN. 1561.

Au sortir de Poissy, le roi s'étoit transporté à Pontoise pour y faire l'ouverture des états-généraux. Ces états n'étoient composés que de vingt-six députés, treize pour la noblesse, & treize pour le tiers-état; mais qui ne s'en regardoient pas moins comme conservateurs & dépositaires des droits de la nation. Leur premier soin fut de lui assurer le fruit des réformes proposées aux états d'Orléans. Elles avoient été discutées dans le conseil & presque toutes accordées avant leur séparation : au lieu de les publier sur-le-champ dans leur forme primitive, le chancelier s'étoit imposé la tâche d'en

Ouverture
des états de
Pontoise:

*Procès-
verbal des
états-géné-
raux à la
bibliothè-
que du roi.*

*Registres
du parle-
ment.*

ANN. 1561.

extraire la substance & d'en former une ordonnance, qui deviendrait la loi générale du royaume. Soit embarrassé, soit désir de donner plus de perfection à son ouvrage, il avoit long-tems différé d'y mettre la dernière main; & ce n'étoit qu'e depuis cinq à six jours qu'elle avoit été adressée au parlement. Les députés des deux ordres craignant que l'enregistrement n'essuyât des longueurs dont ils ne verroient peut-être pas la fin, déclarèrent de concert que conformément à leurs instructions, ils surseroient à toute délibération, jusqu'à ce qu'on leur eût donné une pleine satisfaction sur cet objet.

Ordonnan-
ce d'Or-
léans.

Ibid.

La marche que prenoit le chancelier étoit inconnue dans notre histoire. Jusqu'alors les demandes de la nation approuvées & consenties par le roi, avoient paru porter un caractère assez auguste pour n'avoir pas besoin d'être soumises aux formalités de l'enregistrement. On ne peut donc assigner d'autre cause à cette innovation, que le changement survenu dans la forme des états. En effet, à l'exception d'un certain nombre d'articles sur lesquels les trois ordres s'étoient trouvés d'accord,

cord , les demandes éparſes dans les différens cahiers n'étoient point le vœu de la nation , mais les demandes particulières d'un ordre ou même d'une portion de cet ordre , contre lesquelles les autres ordres avoient réclamé auffi-tôt qu'elles étoient venues à leur connoiſſance ; car le clergé avoit proteſté contre pluſieurs articles des cahiers des deux autres ordres ; le tiers-état s'étoit porté oppoſant à pluſieurs demandes de la nobleſſe , & la nobleſſe demandoit la réformation de quelques points accordés au tiers-état ; ce qui ôtoit néceſſairement à toutes ces demandes une partie de leur poids , & les faiſoit preſque rentrer dans la claſſe des requêtes ordinaires. Le chancelier avoit donc cru que pour ſuppléer à ce vice radical , il n'avoit point d'autre parti à prendre que de ſoumettre ſa nouvelle ordonnance aux formes reçues pour la publication des loix ordinaires. Le parlement qu'il ſembloit par-là établir juge entre le roi & la nation , ne lui en fut pas gré. Depuis long-tems la compagnie le tenoit pour ſuſpect , & ce qui venoit de ſe paſſer ſous ſes yeux , par rapport à l'édit de

ANN. 1561.

 ANN. 1561.

juillet, n'avoit pas servi à la guérir de ses préventions. Plusieurs étoient d'avis qu'elle se refusât absolument à un examen qu'on ne la mettoit pas même à portée de faire convenablement ; car comment s'assureroient-ils si dans cette foule de constitutions & de réglemens qu'on mettoit sous leurs yeux, le rédacteur s'étoit scrupuleusement conformé aux demandes des états , s'il ne s'étoit permis ni suppression, ni addition qui en changeât la substance, puisqu'ils n'avoient personne parmi eux qui eût assisté à cette assemblée, & qu'on affectoit de ne point leur communiquer les cahiers qui leur auroient fourni un point de comparaison ? S'ils laissoient passer des articles contraires au vœu des ordres, ne se rendoient-ils pas suspects de complicité ou de négligence ? Et si au contraire ils formoient des difficultés contre d'autres articles ardemment désirés par le plus grand nombre , ne se mettoient-ils pas à dos les nouveaux députés assemblés à Poissy & à Pontoise ? Enfin de quelque manière qu'ils s'y prissent, ne risquoient-ils pas de se compromettre ? Et n'étoit-ce pas là visiblement un piège que

leur tendoient les nombreux ennemis qu'ils avoient dans le conseil pour les discrediter auprès du peuple, comme ils y avoient déjà si bien réussi dans l'esprit de ceux qui tenoient les rênes du gouvernement ? D'autres moins timides soutenoient que le premier devoir de la cour étant de vérifier toutes les ordonnances qui lui étoient apportées de la part du roi, elle se rendroit coupable en refusant de prendre connoissance de celle qui venoit de lui être adressée dans la forme ordinaire; qu'ils y étoient personnellement intéressés, puisque sur un grand nombre de points essentiels la nouvelle ordonnance arrêtée sans leur participation, & en quelque sorte à leur insu, changeoit l'ancienne jurisprudence & les formes judiciaires. Qu'il auroit été parfaitement inutile d'y joindre les cahiers des trois ordres, puisque leur travail consistoit non pas à s'assurer si les dispositions de l'ordonnance étoient exactement conformes aux demandes des états; car ce soin ne les regardoit en aucune manière; mais bien à examiner si elles l'étoient à l'ordre ancien, & si elles tendoient à l'utilité publique. Que personne dans la com-

ANN. 1561.

 ANN. 1561.

pagnie n'ignoroit que dans la personne seule du monarque résidoit le pouvoir législatif, & que les demandes des députés se réduisoient à des doléances, à de simples pétitions, & à d'humbles supplications; qu'il avoit donc pu aux états d'Orléans comme par-tout ailleurs, user de son droit sans qu'il appartînt à personne de le trouver mauvais, encore moins au parlement, qui étoit par état le premier défenseur de l'autorité royale, sur-tout dans un tems de minorité. Qu'on ne devoit pas non plus appréhender que la liberté dont ils useroient, les compromît avec les députés assemblés à Pontoise, puisque d'une part ils la provoquoient eux-mêmes; que d'une autre part la nation dont ils étoient les représentans, n'avoit point de plus grand intérêt dans cette affaire, que d'avoir les meilleurs réglemens qu'il étoit possible, & que bien certainement les observations de la cour ne contribueroient pas à les rendre mauvais.

Ce dernier avis l'emporta, & les lettres-patentes furent remises aux gens du roi pour les examiner & venir en rendre compte. Au bout de quel-

ques jours ils demandèrent audience ; & Bourdin , procureur-général , portant lui-même la parole ; dit qu'il favoit les égards que méritoient des constitutions formées sur le vœu & à la réquisition des représentans de la nation ; mais qu'il lui avoit paru que bien des gens les pouffoient trop loin , en prétendant y assujettir aveuglément les magistrats préposés à l'administration de la justice ; qu'il ne disconvenoit pas que pris séparément ils ne fissent partie des états ; mais qu'il étoit également incontestable que considérés collectivement ils formoient dans l'état un corps séparé *établi par le consentement du roi & des états eux-mêmes , par ancienne observance & quasi contract pour voir & considérer les articles des délibérations prises en iceux états , & y faire telles modérations qu'il se trouve devoir être faites par raison* ; qu'usant donc de ce droit il avoit fait un certain nombre d'observations sommaires sur plusieurs articles de l'ordonnance qui lui avoient paru susceptibles ou de plus de précision ou d'une plus ample déclaration ; qu'il les soumettoit au jugement de la cour , & requéroit l'enregistrement.

 ANN. 1561.

 ANN. 1561.

On commença à procéder à la vérification de l'ordonnance; mais comme elle contenoit plus de cent cinquante articles, il fut aisé de s'appercevoir par le tems qu'emporteroient les premiers que les vacances arriveroient avant qu'on en eût seulement vérifié le tiers. Odet de Selve qui avoit été chargé de l'apporter avec ordre de ne point désemparer qu'elle ne fût enregistrée, manda son inquiétude au conseil. La reine mère pria le roi de Navarre & les autres princes du sang de se transporter dès le jour même au parlement, & d'essayer par leur présence & leur crédit d'accélérer le travail. Antoine, accompagné des princes de Condé & de la Roche-sur-Yon, vint prendre place, & dit que le roi, en adressant à la cour une ordonnance qui ne contenoit autre chose que ses réponses aux demandes des trois ordres de l'état, ne s'étoit point attendu qu'elle souffrît la moindre difficulté à l'enregistrement : qu'ils n'ignoroient pas que les députés des états-généraux assemblés à Pontoise pour subvenir aux besoins de l'état, refusoient de prêter l'oreille à aucune proposition jusqu'à ce qu'on eût satisfait à leurs

premières demandes : qu'il leur déclaroit donc de la part du roi qu'il suffisoit d'une simple lecture, & qu'il n'étoit nullement besoin de discuter, article par article, des objets déjà discutés dans le conseil, & munis de l'approbation des états-généraux, dont la cour elle-même faisoit partie.

ANN. 1551.

Le premier président répondit avec humeur que la cour ne faisoit point partie des états-généraux ; qu'elle n'avoit pas même été invitée à concourir aux délibérations, bien qu'elle eût été appelée aux états de Tours en 1467 & 1483, & qu'elle y eût en effet envoyé une députation composée de deux présidens & de douze conseillers. Que les résolutions prises dans ces grandes assemblées contenant les demandes de la nation & les réponses du roi, n'avoient jamais été adressées aux cours souveraines pour y subir les formalités d'un enregistrement : que le roi auroit pu, à l'exemple de ses prédécesseurs, se dispenser de recourir à la cour, en publiant les actes mêmes de l'assemblée d'Orléans, au lieu d'en extraire une ordonnance qui est censée ne contenir que les mêmes dispositions. S'il entendoit qu'elle tût en-

 ANN. 1561.

enregistrée, il n'y avoit que deux moyens à prendre, le premier d'en ôter la connoissance à la cour en adressant une commission spéciale, soit au roi de Navarre lui-même, soit à quelqu'autre grand seigneur qui représentât sa personne & qui la fît enregistrer en sa présence; le second, de laisser à la cour la liberté & le tems d'en délibérer : que s'il y en avoit eu de perdu, ce n'étoit point à elle qu'on devoit s'en prendre, puisque l'ordonnance ne lui avoit été adressée que depuis six à sept jours, quoiqu'elle fût datée du mois de janvier : qu'on ne devinoit pas pourquoi on l'avoit gardée plus de six mois en poche pour ne l'adresser au parlement qu'à la veille, pour ainsi dire, des vacances, s'il étoit vrai qu'on n'eût aucun dessein de le surprendre : que peu importoit qu'elle eût été examinée dans le conseil ; car il se pouvoit que le conseil eût une conscience, la cour une autre : que véritablement il s'y trouvoit des articles qui ne demandoient pas une longue discussion, mais qu'en revanche il y en avoit d'autres qui étoient schismatiques, & notamment le premier article qu'il étoit bon de renvoyer au

concile de Poissy , ne fût-ce que pour empêcher que deux compagnies assemblées pour délibérer sur le même objet ne rendissent deux décisions contradictoires. ANN. 1561.

Le roi de Navarre étonné de tout ce qu'il venoit d'entendre , répondit qu'il porteroit au roi cette réponse si la cour l'ordonnoit ; mais que ne se fiant pas assez à sa mémoire pour la rendre fidèlement sans y rien changer , il prioit la cour ou d'en charger un autre ou de lui donner pour adjoints deux hommes plus exercés que lui dans ces sortes de rapports , afin qu'ils le redressassent s'il se trompoit , & suppléassent à ce qu'il auroit omis. La cour chargea de cette députation le président de Thou & le conseiller de Foix. Le roi de Navarre vouloit continuer d'assister aux délibérations ; mais le premier président l'avertit de se retirer ; car bien qu'il eût droit dans toute autre circonstance de siéger , il ne le pouvoit dans cette occasion , n'ayant pas assisté aux premières délibérations. Il se retira , le cœur gonflé de cette offense , & reprit la route de Saint-Germain , où il avoit été devancé par les dé-

 ANN. 1561.

putés. Introduits dans la salle du conseil, ils avoient exposé les causes qui empêchoient la cour de procéder aussi promptement qu'on paroïssoit le désirer à l'enregistrement de l'ordonnance, en s'appuyant sur les mêmes raisons qu'avoit apportées le premier président; mais en évitant d'employer les expressions qu'il s'étoit permises. Cette discrétion ne servit de rien. Catherine, qui ne manquoit pas d'espions dans le parlement, avoit déjà reçu une relation de la vraie réponse du premier président, dont elle ordonna au secrétaire Robertet de faire lecture en leur présence. On les fit ensuite passer dans une chambre voisine pendant que le conseil délibéroit : rappelés au bout de deux heures, le chancelier leur dit que le roi auroit pu sans difficulté se dispenser de leur communiquer une ordonnance concertée avec les représentans de la nation, & suffisamment discutée dans son conseil, puisque c'étoit de la sorte qu'avoient agi ses prédécesseurs en pareille occasion. Que pour mieux leur marquer la confiance qu'il avoit en leurs lumières, il avoit bien voulu prendre leur avis, & n'auroit jamais

imaginé qu'ils répondissent si mal à l'honneur qu'il leur faisoit. Qu'il étoit bien vrai que l'ordonnance avoit été ébauchée à Orléans dès la fin du mois de janvier ; qu'on s'étoit proposé d'y mettre la dernière main pendant le séjour de Fontainebleau ; mais que les préparatifs du sacre & différens voyages avoient suspendu ce travail : qu'une autre cause , non moins légitime avoit encore nécessité un plus long délai ; qu'un des articles de l'ordonnance portoit la suppression des annates ; qu'on avoit jugé convenable avant que de la publier , de sonder à cet égard les dispositions du pape , auquel on avoit adressé pour ambassadeur le président du Ferrier , qui n'étoit revenu que depuis très-peu de tems. Que c'étoient là les vraies causes qui avoient empêché d'adresser plutôt l'ordonnance au parlement , & nullement l'envie de surprendre la cour , comme il avoit plu à quelqu'un de le supposer. Que loin qu'on cherchât à éluder leur examen & leurs remarques , le roi leur ordonnoit d'y vaquer avec la plus sérieuse attention soir & matin , sans discontinuation , même les jours de fête ; de s'at-

ANN. 1561.

ANN. 1561.

tacher à grossir plutôt qu'à diminuer le volume de leurs observations, & de les lui apporter en toute confiance, parce qu'il feroit usage de toutes celles qui mériteroient considération. Que s'étant fait rendre compte tant de l'insulte faite au roi de Navarre son oncle, que des propos tenus par le premier président, sa majesté vouloit savoir avant tout si la réponse du premier président avoit été concertée avec la compagnie, ou si elle lui étoit personnelle : qu'il exigeoit donc que le parlement l'avouât ou la désavouât. Les députés ayant rapporté cette réponse au parlement, le Maître dit qu'il étoit bien vrai que pour maintenir une règle de discipline qui ne permettoit pas qu'aucun des membres de la cour prît part à une délibération lorsqu'il n'avoit pas assisté au commencement, il avoit, de l'avis de quelques présidens assis à ses côtés, averti le roi de Navarre de se retirer : que par rapport à sa réponse, il s'étoit cru suffisamment autorisé à la faire en son nom, & qu'il ne pensoit pas que la compagnie dût ni l'avouer, ni la désavouer. On prit le parti d'envoyer à la reine de

nouveaux députés qui eurent l'attention de se charger d'une copie du discours du premier président au roi de Navarre, tel qu'il avoit été rédigé & inscrit sur les registres par le greffier du Tillet, c'est-à-dire, avec des modifications qui en ôtoient l'amertume. L'objet apparent de la députation étoit d'exposer l'embarras où se trouvoit la cour de prendre un parti sur le chapitre de l'ordonnance qui concernoit l'église, dans un moment où les évêques, assemblés à Poissy, étoient, selon toute apparence, occupés des mêmes objets, & de supplier le roi, ou de rompre cette assemblée, ou de permettre aux députés du parlement de communiquer avec elle. Quant à la question qu'on na manqua pas de leur faire si la compagnie avouoit ou défavouoit la réponse de son chef, ils se contentèrent de supplier leurs majestés de vouloir s'en rapporter plutôt aux registres de la cour, dont ils leur présentoient une copie fidèle, qu'à la relation clandestine d'un délateur qui ne méritoit aucune créance; car s'il étoit étranger à la compagnie, il n'avoit pu être témoin de ce qu'il rapportoit, & s'il

ANN. 1561.

ANN. 1561.

en étoit membre, c'étoit un homme sans foi, qui manquoit au serment qu'il avoit fait de ne point révéler les secrets de la cour. S'adressant à la reine mère, ils la conjurèrent par l'intérêt qu'elle devoit prendre au maintien de la discipline, de vouloir bien le nommer, afin que justice en fût faite. Le chancelier, après avoir entendu la lecture de l'extrait, & pris les avis de la compagnie, répondit aux députés :
 » Vous feriez mieux, & pour l'état
 » & pour vous, de recevoir avec respect les édits que le roi votre souverain seigneur vous adresse, que
 » de vous attacher à les décrier, autant qu'il est en vous, parmi le reste
 » de ses sujets. Le premier président a
 » manqué au roi qui le punira, non pas
 » autant qu'il le mérite, mais en consultant plus sa clémence que sa justice. Quant à ceux d'entre vous qui
 » révèlent les secrets de la cour, il est
 » étonnant que vous choisissiez ce
 » moment pour vous en plaindre,
 » puisqu'il s'agit, non de secrets,
 » mais d'une réponse faite à haute &
 » intelligible voix au premier prince
 » du sang, en présence de tous ceux
 » qui l'accompagnoient. La relation

» adressée à la reine ne dit rien qui ne
 » soit avéré par leur témoignage, au lieu
 » que votre prétendu registre est infidèle,
 » le, & ne contient pas la moitié de ce
 » qui fut dit. Au reste, il n'est que trop
 » vrai qu'il y a parmi vous des gens qui
 » révèlent les secrets de la cour ; vous
 » ferez bien d'y mettre ordre & de les
 » punir comme ils le méritent, quand il
 » sera question de secrets & dans toute
 » autre rencontre que celle qui se présente.
 » L'assemblée de Poissy n'a rien
 » de commun avec vous : ce qui s'y dit,
 » ce qui s'y passe, ne vous regarde en
 » aucune manière, & vous n'avez aucun
 » droit de vous en informer ». Le même jour on signifia au premier président un ordre du roi, qui lui interdisoit l'entrée de la cour. Cette nouvelle excita un murmure général dans l'assemblée des chambres ; quelques-uns étoient d'avis d'interrompre la vérification de l'ordonnance, jusqu'à ce qu'on leur eût rendu leur chef. D'autres représentèrent que ce seroit un moyen infailible, non-seulement d'aigrir les dépositaires de l'autorité, mais d'attirer sur la compagnie la haine & peut-être la vengeance des états-généraux, qui n'étoient pas déjà

 ANN. 1561.

ANN. 1561.

trop favorablement disposés à son égard. On se contenta de nommer deux nouveaux députés qui eurent ordre de s'adresser d'abord au roi de Navarre. Ce prince, naturellement indulgent, leur promit ses bons offices; mais quoiqu'il parût les servir avec zèle, ils revinrent sans avoir rien obtenu. Sur leur rapport, on jugea qu'il étoit à propos que, tandis que tous les membres de la compagnie vaqueroient à la vérification de l'ordonnance, les gens du roi, qui restoient sans occupation, allâssent à Saint-Germain & sollicitâssent en leur propre nom la révocation d'un ordre qui sembloit porter atteinte à la loi de l'inamovibilité des offices. Ils furent mieux reçus qu'ils ne s'y attendoient & obtinrent la permission d'être entendus dans le conseil. L'avocat-général Boucherat, qui portoit la parole, développant dans un long préambule les devoirs que la nature impose à l'homme envers ses semblables, s'attacha à prouver que le premier de tous étoit l'indulgence, la mansuétude & le pardon des injures. Que ce devoir commun à tous les individus étoit d'une obligation encore plus étroite dans un roi, qui n'étoit

vraiment digne d'un si beau nom, ANN. 1561.
 qu'autant qu'il possèdoit dans un degré éminent, la clémence & la miséricorde; ajoutant néanmoins qu'ils ne venoient point dans ce moment réclamer l'effet de ces deux vertus, qu'ils n'avoient aucune commission à cet égard, & qu'ils s'exposeroient en le faisant, à être désavoués & par le parlement & par le premier président lui-même; qu'ils avoient en effet dans les loix mêmes & les ordonnances de nos rois, dont la garde leur étoit confiée, des moyens de défense plus convenables à leurs fonctions. Que médiateurs entre le roi & ses sujets, s'ils étoient tenus par office de s'opposer à tout ce qui leur paroïssoit porter atteinte aux droits du roi, ils ne l'étoient pas moins à requérir, dans toute occasion, l'exécution des loix qui assuroient la liberté & la propriété des sujets. Qu'il étoit donc de leur devoir, dans la circonstance présente, de remontrer que hors le cas d'une forfaiture jugée légalement, un officier public, à plus forte raison un premier président, ne pouvoit être ni privé de son office ni suspendu de ses fonctions. Qu'il étoit de l'intérêt de la société &

ANN. 1561.

du roi lui-même que cette loi fût inviolablement observée, puisqu'autrement il seroit difficile qu'un magistrat exposé journellement à déplaire aux plus grands personnages, ne tremblât pas de se voir déshonoré, & conservât assez de courage & de grandeur d'ame pour ne s'attacher dans ses jugemens qu'au vrai & à l'honnête. Qu'il n'étoit pas moins incontestable qu'en matière personnelle, tout membre du parlement ne pouvoit être jugé ailleurs que dans une assemblée de chambres, sur un délit duement constaté, & après avoir été entendu dans ses défenses. Qu'ils supplioient la reine mère, les princes & les autres membres du conseil, de vouloir bien décider eux mêmes si ces formes légales avoient été observées dans la suspension de premier président. Après une assez longue délibération à laquelle ils n'assistèrent pas, le chancelier les ayant fait rentrer, leur dit qu'ils avoient pris leur thème de bien haut, en expliquant les devoirs de l'homme à l'égard de ses semblables, qui n'avoient point d'application au cas présent. Qu'ils auroient dû s'en tenir au premier devoir d'un roi, qui consiste à récompenser

ceux qui font bien & à punir ceux qui font mal : que l'indulgence du roi , de la reine mère & des princes s'étoit assez montrée, en se contentant d'une peine si légère pour une faute si grave : qu'il n'avoit été besoin, ni d'infortuniation, ni de confrontation de témoins pour constater une injure publique faite en plein parlement au premier prince du sang chargé des ordres du roi; qu'on s'étoit dispensé de renvoyer la connoissance de cette affaire aux chambres assemblées, parce qu'on n'avoit point songé à destituer le premier président : qu'on s'étoit borné à lui faire subir une correction paternelle qui le fit rentrer en lui-même. A la sortie du conseil, l'Hopital les assura en particulier qu'ils ne tarderoient pas à être contens. En effet, la suspension ne dura que le tems que dura la vérification de l'ordonnance: le chancelier, inaccessible aux passions humaines, profita des nombreuses observations du parlement pour en supprimer, éclaircir ou modifier plusieurs articles: celles dont il ne crut pas devoir faire usage, furent consignées dans les registres, afin qu'on pût y avoir recours en tems & lieu : l'ordonnance,

ANN. 1561.

après cette réforme , fut enregistrée sans modification.

ANN. 1561.

Cahier
des états de
Pontoise.

Manusc.
de la biblio-
thèque du
roi.

La publication qui en fut faite, ôtoit aux députés des deux ordres assemblés à Pontoise le prétexte dont ils s'étoient servis pour se dispenser de répondre aux demandes du gouvernement. Ils en avoient un autre auquel ils tenoient encore davantage , mais qu'ils avoient différé jusqu'alors de mettre en avant. C'étoit la défense portée dans les lettres du roi pour la convocation des états provinciaux, de se mêler du fait de la régence & de la formation du conseil d'administration. Elle n'avoit point été observée , & les députés se disoient astreints par leurs instructions à revendiquer avant tout l'exercice d'un droit précieux à la nation. La reine mère , instruite de leur demande , n'y forma plus aucune opposition. Elle eut seulement l'attention de leur envoyer le dernier accord passé entre elle & le roi de Navarre , muni des signatures de tous les princes du sang , & de choisir pour ses négociateurs l'amiral de Coligni & d'Andelot son frère. Si l'on fait attention que la plupart de ces nouveaux députés étoient ces mêmes dissidens qui,

à l'instigation des deux frères, s'étoient opposés aux états d'Orléans à ce qu'il fût délibéré sur la forme de l'administration avant que les états particuliers eussent été consultés; qu'ils n'avoient montré tant de vigueur que par zèle pour la religion réformée, dont les intérêts se trouvoient alors confondus avec ceux du roi de Navarre; mais que depuis ce tems Catherine s'étoit mise à sa place en ne se conduisant plus que par les conseils des Châtillons; on verra qu'en paroissant mettre en compromis son rang & son autorité, elle ne risquoit plus de s'en voir dépouillée, & que son extrême complaisance n'avoit pour but en ce moment que d'ôter à son rival tout moyen de revenir jamais contre ses engagemens.

Après cette permission, les délibérations des états roulèrent sur trois objets principaux, la formation du conseil d'administration, la pacification des troubles de religion & la liquidation des dettes du roi. Elles furent uniformes entre les deux ordres à quelques différences près que nous aurons soin de remarquer.

Sur le premier article, ils s'accor-

 ANN. 1561.

dèrent à ratifier le dernier accord passé entre la reine mère & le roi de Navarre, sauf toutefois le droit des princes & des états-généraux, si pareil cas se représentoit. Ils exhortoient la reine mère à veiller avec plus d'attention que jamais sur l'éducation du roi, de ses frères & de la princesse Marguerite leur sœur, & à s'associer dans cette importante fonction, sous le titre de surintendant de l'éducation, le personnage dont elle priseroit le plus les lumières & la probité, qui les élevât dans la crainte de Dieu, la frugalité, la pratique des vertus & dans tous les exercices honnêtes assortis à leur âge; qui écartât d'eux tout homme de mauvaises mœurs, tout flatteur & tout ambitieux. S'étant ensuite fait représenter de nouveau la liste de ceux qui formoient le conseil d'administration, ils confirmèrent le choix qui en avoit été fait, à la réserve des cardinaux attachés par leur serment à un autre souverain, des évêques obligés par état à résider dans leurs diocèses, des princes étrangers qui, dans beaucoup de circonstances, pouvoient entretenir des liaisons dangereuses. Ils de-

mandoient, qu'excepté les princes du sang, le père & le fils, les deux frères, l'oncle & le neveu, ne pussent être admis à siéger ensemble, & sur-tout à opiner sur une même affaire. Pour remplir le vide que ces exclusions alloient laisser dans le conseil, l'ordre de la noblesse proposoit à la reine mère & aux princes un certain nombre de gentilshommes, parmi lesquels il leur laissoit la liberté du choix. Afin de mettre à couvert les droits de la nation, & de prévenir des malheurs pareils à ceux qu'on avoit vu arriver sous le dernier règne, ils requéroient qu'il fût statué par un édit perpétuel & irrévocable, que toutes les fois que le sceptre tomberoit dans les mains d'un prince au-dessous de vingt ans, ou notoirement incapable de gouverner par lui-même, les princes du sang, chacun dans leur degré de proximité, fussent tenus de convoquer sous trois mois les états-généraux, sous peine pour celui qui manqueroit à cette obligation d'être réputé traître au roi & à la nation, & qu'à l'expiration des trois mois sans convocation, chaque bailliage ou sénéchaussée tint ses états particuliers pour procéder au choix de

ANN. 1561.

 ANN. 1561.

trois députés, lesquels s'assembleroient le 15 du quatrième mois, à l'heure de midi, dans la grande salle du palais à Paris, pour approuver ou improver ce qui se feroit fait depuis la mort du dernier roi, régler la forme de l'administration, & composer un conseil de régence. Ils demandoient de plus que les états fussent convoqués, soit par le roi régnant, soit par les dépositaires de l'autorité, toutes les fois qu'il seroit question d'assigner des appanages aux fils de France : enfin ils interdisoient à la reine mère & au conseil d'administration le droit de rompre les derniers traités de paix & d'engager la nation dans aucune guerre, si les états-généraux n'en avoient approuvé les motifs & les causes. Le tiers-état, sans adopter ni rejeter aucune des prétentions de l'ordre de la noblesse, demandoit simplement que, soit pendant la minorité du roi, soit après qu'il seroit parvenu à l'âge de gouverner par lui-même, les états-généraux continuâssent à être convoqués tous les deux ans, & que ce fût là désormais une règle fixe & invariable.

Sur les troubles de religion, les
deux

deux ordres s'accordoient à représenter que la prison, le bannissement, des gibets & les bûchers qu'on avoit cru devoir opposer aux progrès de la nouvelle religion, n'ayant servi qu'à l'affermir & à l'étendre, il étoit d'autant plus à propos d'essayer des moyens contraires, qu'en continuant de vouloir marcher seulement une année sur le même plan, on allumeroit dans le royaume un feu que toutes les forces humaines ne pourroient plus éteindre. En conséquence ils requéroient que les édits faits précédemment sur la religion, & notamment l'édit de juillet, comme contraire à la réquisition de la plus grande partie des états assemblés à Orléans, demeurassent dès ce moment cassés & annullés. Qu'on n'inquiétât personne sur sa croyance, pourvu qu'il fût chrétien & remplît les devoirs de citoyen; & que du moment que ceux qui professoient la réforme, pensoient ne pouvoir en conscience participer aux cérémonies de l'église romaine, on leur cédât dans chaque ville, ou une église vacante, ou quelque terrain vague sur lequel il leur fût permis de bâtir un temple, de s'y assembler & de prati-

ANN. 1561.

quer en toute liberté leurs exercices religieux , sous l'inspection du magistrat qui veilleroit à ce qu'il ne s'y passât rien de contraire aux bonnes mœurs ni au devoir de vrai sujet. Enfin , comme l'uniformité & la concorde étoient le but que le gouvernement ne devoit jamais perdre de vue, les deux ordres supplioient le roi d'indiquer sous trois mois un concile libre qu'il présideroit avec les princes du sang, ou ce qui paroïssoit plus simple encore , d'appeller dès ce moment à Poissy , où les évêques se trouvoient tout assemblés , les ministres & les principaux docteurs de la réforme ; d'établir entr'eux & les docteurs catholiques qu'on voudroit leur opposer, des conférences réglées, dont les actes seroient fidèlement recueillis par des notaires , afin que personne ne pût revenir contre ce qui seroit accordé , & que si l'on ne parvenoit pas à se concilier sur tous les points , on fût au moins à qui l'on devoit s'en prendre. Si les évêques rejettoient cette ouverture , les deux ordres protestoient qu'ils leur en demanderoient raison , & les rendroient responsables , en tems & lieu , de tous les malheurs

qui proviendroient de leur obstination.

ANN. 1562.

Les deux ordres ne s'en tinrent pas à de simples menaces : persuadés que le reste de considération dont jouissoit le clergé, tenoit en grande partie à la nature & à l'étendue de ses possessions, ils profitèrent de l'embarras où se trouvoit le gouvernement, pour porter le dernier coup à cet ordre, en proposant divers moyens plus ou moins directs de le ruiner entièrement. Les députés de la noblesse prenant acte de l'aveu fait par le chancelier dans sa dernière harangue aux états d'Orléans, que cet ordre qui avoit épuisé son sang & sa fortune dans les dernières guerres, n'étoit point en état de contribuer à l'acquit de la dette nationale, déclarèrent que s'ils délibéroient sur cette matière, c'étoit sans aucun intérêt direct, & uniquement pour répondre à la confiance dont le roi les honoroit. S'étant ainsi mis à l'écart, ils dirent que le premier pas à faire dans cet examen, étoit de s'assurer du montant & de la légitimité de la dette par des états plus authentiques & plus détaillés que ceux qu'on leur avoit dernièrement présentés. Ils étoient

 ANN. 1561.

persuadés que la plus grande partie des sommes levées sur le peuple depuis le décès de François I, ou n'étoit pas même entrée dans les coffres du roi, ou en avoit été tirée pour tout autre objet que le service public; & qu'ainsi il étoit encore possible d'en recouvrer une portion considérable qui diminueroit d'autant la dette. Ils proposoient en conséquence d'ériger une commission qui fût autorisée à se faire représenter & à vérifier les états de recette & de dépense, tant à la chambre des comptes, que dans les autres dépôts; à citer devant elle quiconque auroit eu quelque maniement des deniers publics sous les deux derniers règnes, à leur faire subir un ou plusieurs interrogatoires, & à les suspendre de toute fonction publique, jusqu'à ce qu'ils eussent acquitté les sommes qu'on répéteroit sur eux. Après avoir considérablement diminué par ce moyen la masse de la dette, les députés proposoient de partager le résidu en trois parts, dont les deux premières, comprenant les rentes constituées sur les hôtels-de-ville & les emprunts sur les banques, tomberoient en totalité à

l'acquit du clergé, qui vendroit ou alié-
neroit pour y satisfaire une partie pro-
portionnelle de tout bénéfice excédant
la valeur de quatre cents livres. Com-
me ces biens, ajoutoient les députés,
ne sont ordinairement que des libéra-
lités des rois & des anciens barons,
& que ceux qui en jouissent n'en sont
proprement que les administrateurs,
il dépend toujours du roi & de l'ordre
de la noblesse, qui sont aux droits des
fondateurs, d'en déterminer l'usage
à des objets d'utilité publique. La
troisième portion devoit être acquittée
par le peuple, & pour la lui rendre
plus supportable, on proposoit de la
subdiviser en trois autres parts, dont
la première seroit assise sur tous les
employés à la perception des finances
& les officiers inférieurs de la justice;
la seconde, sur les bourgeois des villes
closes, qui, depuis la paix, avoient été
déchargés de la paye des cinquante
mille hommes, & la dernière répartie
sur les gros bourgs & les menus pro-
priétaires, en leur permettant d'imposer
les ecclésiastiques non nobles à raison
de leurs biens patrimoniaux, &
même de vendre les cloches de leurs
églises. Car les députés s'opposoient

ANN. 1561.

ANN. 1561.

formellement, & à ce que leurs fermiers y fussent compris, & à ce qu'on établît aucun nouvel impôt direct ou indirect sur le sel, les boissons ou autres consommations, puisque c'eût été mettre à contribution la noblesse elle-même. Ils demandoient de plus, qu'à dater du jour où cette répartition auroit lieu, les tailles & tout autre impôt fussent ramenés aux termes où ils étoient sous le règne de Louis XII.

Ne pouvant se dissimuler d'un autre côté que les revenus de l'état, après une pareille réduction, seroient insuffisans pour en acquitter les charges, s'il falloit continuer de donner des salaires à cette multitude effrénée d'officiers de finance, de justice & de police, dont la plupart ne devoient leur existence qu'à une détresse momentanée, ils proposoient, non d'en réduire le nombre, mais de les supprimer, en changeant toute espèce d'office en de pures commissions qui ne dureroient que trois ans, & soumettroient ceux qui en auroient été pourvus à rendre compte de leur gestion. Ils observoient que l'effet naturel d'un office à vie, est de rendre l'homme qui s'en trouve pourvu, ou insoucieux ou déprédateur.

Que les uns, contens de jouir de leurs appointemens, se refusoient au travail, ANN. 1561. tandis que les autres, pressés par la soif des richesses, rançonnoient impitoyablement les malheureux qui tomboient entre leurs mains, sans même que ceux-ci osassent s'en plaindre. Qu'au contraire, un homme qui ne gère un emploi que pour un tems limité, & qui, à l'expiration de ce terme, doit répondre comme simple particulier à quiconque croira avoir à se plaindre de lui; n'a d'autre ambition que d'acquitter un devoir envers la patrie, ou de s'acquérir de la réputation. Ils proposoient donc, par rapport aux finances, de mettre en ferme les domaines, aides & gabelles; de laisser aux états provinciaux le soin de la répartition & de la perception des tailles, dont les deniers seroient déposés dans l'hôtel-de-ville le plus à proximité, & ensuite amenés sans frais au trésor royal; de ne conserver pour la totalité du royaume, que quatre receveurs-généraux & autant de contrôleurs choisis tous les trois ans parmi la première noblesse, lesquels suppléeroient non-seulement à toutes ces sangsues publiques qui dévorent la substance de l'état, mais à la trop dispendieuse

~~_____~~ chambre des comptes, qu'on pourroit
 ANN. 1561. par ce moyen, ou supprimer ou réduire à trois ou quatre commissaires.

A l'égard des offices de judicature, ils déclaroient que bien que la plupart des titulaires actuelles méritassent non seulement de les perdre, mais d'être flétris pour avoir, au mépris de l'honnêteté publique, trafiqué d'une chose sainte, ils ne s'opposeroient pas, si le gouvernement vouloit user d'indulgence envers eux, à ce qu'on leur accordât une pension viagère qui n'excédât pas la moitié de leurs gages : à l'égard des anciens, à qui l'on n'avoit rien de pareil à reprocher, ils trouvoient bon qu'ils conservassent à titre de pension les deux tiers de leurs gages, & qu'on les priât de continuer leurs fonctions, mais en qualité de commissaires, pendant trois ans. Avant l'expiration de ce terme, les états provinciaux s'assembleroient, & présenteroient au roi un certain nombre de sujets, tirés en nombre égal des trois ordres, parmi lesquels il choisiroit ceux qui devoient, les trois années suivantes, tenir ses parlemens. Quant aux sièges inférieurs, les sujets qui en rem-

pliroient les places seroient tous tirés du troisieme ordre, à la réserve de celles de sénéchal & de bailli, exclusivement affectées à des militaires, qui devoient convoquer & commander l'arrière-ban. On demandoit même que les prévôts & les autres officiers des maréchaussées provinciales leur fussent subordonnés pour donner la chasse aux brigands, prêter main-forte à la justice, & prévenir les attroupemens.

ANN. 1561.

Le tiers-état s'accordoit avec la noblesse à demander l'établissement d'une commission composée d'un nombre égal de députés des trois ordres, qui vérifiât les états de recette & de dépense depuis la mort de François I, & s'assurât par là de l'emploi des sommes immenses levées sur le peuple depuis cette époque. Il avançoit hardiment que la plus grande partie se trouveroit avoir été ou dérobée par ceux qui manioient les finances, ou extorquée par d'insatiables favoris à un monarque facile & inappliqué. Il demandoit qu'on suspendît de leurs fonctions & de l'entrée au conseil tous ceux qui se trouveroient dans l'un ou l'autre cas; & que les

ANN. 1561. ~~_____~~ sommes qui proviendroient de ces répétitions fussent appliquées sur-le-champ à l'acquit d'une partie de la dette publique.

Pour acquitter le reste , il proposoit deux plans différens où il n'entroit pour rien. Le premier consistoit 1°. à saisir au profit du roi les revenus de tous les bénéfices dont les titulaires ne résideroient pas sur le lieu. 2°. A déclarer le roi héritier de tous les évêques, abbés, prieurs & simples religieux. 3°. A lever jusqu'à l'extinction totale de la dette , sur tous les bénéfices au-dessous de cinq cents livres, trois décimes; sur ceux qui excédroient cette somme , un quart; sur ceux de mille livres , un tiers; au-dessus de trois mille livres , la moitié; au-dessus de six mille livres, les deux tiers. A l'égard des évêques, archevêques & cardinaux, à qui l'on devoit procurer une aisance proportionnée au rang qu'ils tiennent dans la société, les députés estimoient qu'on satisferoit à cette obligation, en laissant aux premiers un revenu de six mille livres, aux seconds de huit, & aux troisièmes de douze, & en appliquant le surplus aux besoins de l'état.

Quant aux chartreux , célestins , mathurins , qui n'avoient droit à rien dans ce monde qu'à la vie & l'habit , les députés pensoient que le gouvernement pouvoit sans scrupule s'emparer de leurs épargnes , des trésors de leurs églises & de leurs immenses revenus , après en avoir prélevé ce qui seroit estimé nécessaire pour leur modique entretien.

ANN. 1561.

Ce premier plan, tout violent qu'il étoit , n'alloit pas à la destruction totale du premier ordre de l'état : en réduisant pendant un certain nombre d'années tous les membres du clergé à une extrême pauvreté, il conservoit le titre de leurs propriétés , & ne leur ôtoit pas l'espérance de revoir des tems plus heureux. Le second leur enlevoit jusqu'à cette dernière ressource. En ne laissant pour toute propriété foncière aux ecclésiastiques qu'une maison dans le parvis de leur église , on proposoit de mettre à l'encan tous leurs autres revenus temporels. On les évaluoit à quatre millions de rente : & comme ils consistoient pour la majeure partie en dîmes, cens, bois, prés, avec moyenne & haute justice, droit de chasse & autres droits sei-

ANN. 1561. gneuriaux , on ne doutoit pas qu'ils ne pussent être vendus au denier trente , ce qui produisoit un fonds de cent vingt millions. Pour assurer davantage à ces biens la valeur du denier trente , & la porter même au-delà sans qu'il en coûtât rien à l'état , il suffisoit d'ériger les pièces principales en marquisats , comtés , baronnies , châtel-lenies , opération qui ne préjudicioit en rien aux droits du roi , puisqu'elles n'avoient jamais été assujetties aux impositions , & doubleroit ses mouvances. De ces cent vingt millions , le tiers-état en prélevoit quarante-huit , qui , placés à douze pour cent au profit du clergé , lui produiroient le même revenu de quatre millions , sans déduction , sans soin & sans embarras. Restoient soixante-douze millions à la libre disposition du roi : en supposant , contre toute vraisemblance , qu'après les répétitions qu'on se proposoit d'exercer contre les financiers & les anciens favoris , il en fallût encore quarante-deux pour liquider la dette de l'état , on auroit toujours un résidu de trente millions , qui , placés au profit du roi sur les hôtels-de-ville & dans les ports de mer , donneraient un

nouveau revenu de deux millions cinq cent mille livres, lequel seroit plus que suffisant pour la paye de la gendarmerie, l'entretien & les réparations de toutes les places de guerre. Le tiers-état s'attachoit à montrer qu'indépendamment de la liquidation des dettes & de l'augmentation des revenus publics, il résulteroit de cette disposition, premièrement, un accroissement sensible des forces nationales, puisqu'à raison de ces nouveaux fiefs, il y auroit un bien plus grand nombre de gentilshommes obligés au service du ban ; & en second lieu, la régénération du commerce, que ces sommes alloient vivifier & porter à un degré d'activité dont aucun siècle de la monarchie ne fournissoit d'exemple. Les députés s'en tenoient donc à ce dernier plan, & pressoient vivement le gouvernement de l'adopter ; non sans doute qu'ils se flattassent de faire illusion au conseil, puisqu'il étoit évident, d'une part, qu'en mettant tout-à-la-fois en vente trois ou quatre fois plus de terres qu'il n'y avoit alors de numéraire pour les acquérir, elles ne se vendroient point à leur juste valeur ; & que de l'autre, en versant des sommes

ANN. 1561.

si considérables dans le commerce , l'argent ne se soutiendrait point à l'intérêt de douze pour cent à rente perpétuelle; mais on leur avoit fait entendre que Catherine, aussi favorablement disposée que le roi de Navarre à opérer un changement de religion, n'étoit arrêtée que par la crainte que lui inspiroient la puissance du clergé & son ancien ascendant sur l'esprit des peuples. Or, le plan qu'ils proposoient, de quelque manière & à quelque prix qu'il s'exécutât, en ne laissant plus à ce premier ordre de l'état qu'une existence précaire, l'auroit asservi aux volontés de la cour. D'ailleurs il auroit dépendu de ceux qui auroient disposé des pensions qu'on se proposoit de substituer aux biens fonds, d'en appliquer telle portion qu'ils auroient voulu aux ministres de la réforme, à mesure qu'ils se seroient établis dans la confiance des peuples, & de les substituer insensiblement au clergé catholique sans qu'on pût crier à la violation des propriétés. Ces pensions, quelques modiques qu'elles fussent devenues par les réductions sur l'intérêt de l'argent, les faillites & les autres accidens auxquels cette

nature des biens est exposée , auroient toujours été d'un prix inestimable pour des hommes qui ne subsistoient que des contributions volontaires de leurs profélytes.

ANN. 1561.

Aussi-tôt que les députés de la noblesse & du tiers-état eurent donné avis à la cour que leurs cahiers étoient rédigés , le roi indiqua une assemblée générale dans la grande salle du château de Saint-Germain , à laquelle on invita les prélats assemblés à Poissy , pour y représenter l'ordre du clergé , qui n'avoit eu jusqu'alors aucune communication avec les députés des deux autres ordres. La défaveur où il étoit se manifesta jusque dans l'assignation des rangs. Jusqu'alors les cardinaux avoient été en possession de précéder les princes du sang dans ces sortes de cérémonies ; c'étoit un honneur rendu à l'église , & qui n'avoit point paru tirer à conséquence. Le roi de Navarre , les princes de Condé & de la Rochefur - Yon regardèrent ce privilège comme une offense , & se mirent en possession du lieu qu'ils croyoient leur être dû : les cardinaux qui n'avoient pour eux que l'usage , comprirent qu'ils perdroient plus qu'on ne

Séance solennelle au château de S. Germain pour la réception des cahiers.

La Place.

Beze.

La Pape-
linière.

De Thou.

 ANN. 1561.

leur disputoit en mettant l'affaire en litige devant une assemblée où leurs plus grands ennemis avoient une prépondérance marquée. Le cardinal de Bourbon alla prendre rang après le roi de Navarre & avant le prince de Condé, non comme cardinal, mais comme prince du sang. Les cardinaux de Châtillon & d'Armagnac se rangèrent à la suite des princes, sans trop s'inquiéter de ce qu'en penseroient le pape & le sacré collège. Les cardinaux de Tournon, de Lorraine & de Guise sortirent de l'assemblée. Lorsque le roi eut pris place, & que des hérauts eurent imposé silence, l'orateur de la noblesse présenta les cahiers de son ordre, en se contentant de supplier le roi d'y répondre favorablement : il n'en fut pas de même de l'orateur du tiers-état. C'étoit Jean Bretagne Vierge ou premier magistrat de la ville d'Autun : après une dévote invocation parfaitement semblable à celle dont se servoient les ministres au commencement de leur prêche, il déclama avec la violence qui leur étoit ordinaire contre la dépravation des ecclésiastiques, l'abus scandaleux qu'ils faisoient d'immenses revenus dont l'administration ne leur

avoit été confiée que pour le soulagement des pauvres, & montra la nécessité indispensable de leur retrancher ce dangereux poison, si l'on se proposoit de les ramener à l'esprit de leur institution. Passant ensuite aux moyens d'appaier les troubles, il n'en indiqua point d'autre qu'un concile libre, c'est-à-dire, présidé par le roi & son conseil, où tout se décideroit par la pure parole de Dieu, & où l'on ne permettroit pas que les évêques fussent juges dans leur propre cause. En attendant, il demanda au nom de son ordre qu'il plût à sa majesté d'assigner des temples à ceux de ses sujets à qui leur conscience ne permettoit pas de participer aux cérémonies de l'église romaine, & d'ordonner qu'ils s'y assemblâssent en toute liberté sous l'inspection de ses magistrats. Il fonda la justice de cette demande sur plusieurs passages de l'écriture, qui défendent expressément de violenter les consciences; sur le droit naturel, auquel toutes les institutions humaines doivent se conformer; enfin, sur l'exemple d'un Trajan, des Antonins & de tout ce qu'il y avoit eu de plus sage parmi les

ANN. 1562.

ANN. 1561.

empereurs romains, qui, bien que zélés pour le culte des faux dieux, n'avoient pas cru être en droit de refuser une semblable permission aux premiers chrétiens. Venant à l'article de la libération de l'état, il se contenta d'excuser son ordre de pouvoir y contribuer dans la situation déplorable où l'avoit réduit une guerre de trente ans dont il avoit porté tout le poids, & garda un silence absolu sur les moyens de l'opérer, parce que la publicité qu'il leur auroit donnée, n'auroit servi qu'à en rendre l'exécution plus difficile.

Alarmes
du clergé.

Procès-
verbal des
assemblées.

Mémoires
de Condé.

Journal de
Bruyard.

Cette réticence n'avoit plus rien d'obscur, après ce que l'orateur avoit dit de la nécessité d'ôter aux ecclésiastiques leurs richesses, si l'on vouloit les ramener à leur institution primitive. Le clergé comprit que les deux autres ordres travailloient à se décharger sur lui du fardeau de la dette publique, & devina d'autant plus aisément une partie de ce qu'on lui cachoit, que deux mois auparavant le chancelier avoit demandé, de la part du roi, par une lettre circulaire adressée aux évêques & aux chapitres, une déclaration de tous les biens ecclésiastiques.

riques de chaque diocèse, sous prétexte de remédier aux injustices qui se commettoient dans la répartition des décimes. Le clergé, à la différence des deux autres ordres, ne refusoit point de se charger du tiers de la dette publique, pourvu qu'on lui accordât le tems nécessaire pour l'acquitter par ses économies, & qu'on n'exigeât pas son consentement à l'aliénation des biens dont il n'étoit que le dépositaire. Il avoit déjà fait à la reine mère des offres qui n'avoient point été écoutées. Il crut devoir les renouveler dans cette conjoncture, & chargea quelques-uns de ses membres les plus accrédités de lui représenter que les matières de la réformation des mœurs & de la discipline ecclésiastique dont le roi avoit voulu qu'ils s'occupassent d'abord, touchoient à la fin, & n'occupaient pas tellement l'assemblée, qu'elle ne pût sans interrompre ce travail, vaquer à l'affaire de la subvention, s'il plaisoit au roi de notifier à l'assemblée ses intentions, par quelques commissaires autorisés à traiter avec elle. Catherine, persuadée qu'elle ne devoit qu'à la crainte un empressement

 ANN. 1561.

ANN. 1561.

si extraordinaire, & que plus elle l'augmenteroit, plus elle trouveroit l'assemblée disposée à ne lui rien refuser, ne profita de cette invitation que pour hâter l'ouverture des conférences publiques entre les principaux docteurs des deux communions.

Lettre de
Catherine
de Médicis
au pape, en
faveur des
réformés.

*Recueil de
Dupuis.*

Beze.

De Thou.

*D'Aubi-
gné, hist.
univ.*

Ne pouvant se dissimuler combien cet acte solennel, avant-coureur ordinaire des révolutions qui s'étoient déjà opérées en matière de religion dans différentes contrées de l'Europe, alloit la rendre suspecte au souverain pontife, & voulant, s'il en étoit encore tems, le prémunir contre les faux rapports & les interprétations sinistres du nonce Gualteri, elle lui adressa une longue épître, rédigée, à ce que l'on crut, par Montluc évêque de Valence. Après lui avoir rappelé tout ce qu'elle avoit tenté pour arrêter le débordement des nouvelles opinions, le peu de succès de l'édit de juillet, qui loin de produire aucun des effets qu'on s'en étoit promis, avoit excité de nouveaux troubles par-tout où il avoit été publié, elle lui annonçoit avec douleur que les partisans de ces nouveautés étoient en si grand nombre, & avoient à leur tête des chefs si puissans, que ne pouvant

déformais les contenir par la terreur, elle n'appercevoit plus d'autre moyen de prévenir un bouleversement général, que d'établir, sous l'inspection du corps épiscopal, une conférence amicale entre les principaux docteurs des deux communions, pour dissiper les fausses préventions dont ils étoient animés les uns contre les autres, & parvenir à une entière conciliation. Que dans les malheurs qui affligeoient la France, il falloit du moins rendre graces à Dieu de ce qu'aucun de ceux avec qui l'on auroit à traiter, n'étoit ni athée, ni anabaptiste, ni homme de mauvaises mœurs; qu'ils professoient le même évangile que nous, pratiquoient la même morale, & ne disputoient avec tant de chaleur que sur quelques points de dogme sur lesquels il ne seroit pas impossible de leur faire entendre raison, ou sur des cérémonies & des pratiques religieuses, qui bien que vénérables par leur ancienneté & par les motifs qui les avoient fait établir, ne tenoient point si étroitement à la religion, qu'elles ne pussent être changées en tout ou en partie, si le bien de l'église l'exigeoit. Qu'elle supplioit le saint père de

ANN. 1561.

 ANN. 1561.

vouloir bien examiner si , pour faciliter la réunion , il y auroit un grand inconvénient à ôter des églises les sièges & les statues , puisque , selon les nouveaux docteurs , elles sont formellement défendues par la loi de Dieu , & qu'elles donnent aux simples une occasion de pécher , en faisant rendre à la créature un culte qui n'appartient qu'au créateur ? Si dans la cérémonie du baptême l'aspersion de l'eau & les paroles sacramentelles ne suffisent pas , sans qu'il soit besoin d'y mêler des exorcismes & la salive du prêtre dans la bouche de l'enfant , pratique qui , depuis un siècle sur-tout , pouvoit devenir meurtrière ? Si dans la communion des fidèles il ne seroit pas à propos de rétablir l'usage du calice , puisqu'il est d'institution divine , & qu'on ne fait trop pourquoi il en a été retranché ? Si au lieu de tant de messes basses où le prêtre communie seul , il ne seroit pas plus édifiant & plus conforme à l'usage de l'église primitive , que tous les premiers dimanches du mois , le prêtre assemblât ses paroissiens , & qu'après la lecture de la confession de foi & d'un examen de

conscience, il les admît à la sainte table ? Si dans la célébration du service divin, il y auroit du danger à se servir de la langue vulgaire, sur-tout pour le chant des pseaumes, puisqu'il paroïssoit impossible que le peuple attachât quelqu'idée & le moindre sentiment de vraie piété à des paroles qu'il ne comprend pas, & si dans le cas où il paroîtroit convenable de conserver exclusivement l'usage de la langue latine pour le canon de la messe & les prières que le prêtre prononce à voix basse, il ne seroit pas à-propos du moins de régler que l'épître, l'évangile, & tout ce qui porte le caractère de l'instruction, se diroit en langue vulgaire ? Catherine ajoutoit que les mêmes doutes qu'elle déposoit dans le sein du saint père, & sur lesquels elle attendoit sa décision, elle les avoit déjà communiqués à des personnes pieuses & intéressées par état au maintien de l'ancienne religion : que loin d'y trouver à redire, ils avoient rendu une pleine justice aux motifs qui la déterminoient & l'avoient exhortée à s'en tenir aux voies de conciliation, puisque c'étoient les seules qui pussent sauver l'état, sans lequel il n'y auroit

ANN. 1561.

 ANN. 1561.

bientôt plus de religion : enfin , elle conjuroit le saint père de vouloir bien examiner si c'étoit un excès de complaisance ou de rigueur qui avoit causé le schisme des Grecs & la séparation récente d'une grande partie de l'Allemagne, des royaumes de Suède, de Danemarck & d'Angleterre.

Pie IV apprit par la lecture de cette lettre, beaucoup mieux que par tout ce que lui avoit mandé son nonce , à quel point l'esprit de la reine inclinoit déjà vers les nouvelles opinions. Renfermant au fond de son cœur l'inquiétude dont il étoit dévoré, il répondit avec douceur que c'étoit, comme elle ne l'ignoroit pas, pour apporter remède aux maux de la France, & sur les vives instances qu'elle lui en avoit faites, qu'il s'étoit déterminé à convoquer un concile général, où toutes les questions qu'elle lui proposoit devoient être résolues. Qu'exiger qu'il prît sur lui de les décider, au moment où le concile n'attendoit plus que l'arrivée des François pour entrer en activité, c'étoit vouloir qu'il se compromît, & avec les prélats qui s'y trouvoient assemblés, & avec toutes les puissances qui avoient eu l'attention d'y
envoyer

envoyer des ambassadeurs; & qui, bien qu'indépendantes les unes des autres pour ce qui concerne l'administration temporelle, ne formoient toutes qu'une seule république, que chaque puissance avoit un égal intérêt de maintenir dans son intégrité. Que le principe fondamental de cette république consistoit, comme elle ne pouvoit en disconvenir, dans une parfaite uniformité de croyance, de culte & de rites. Que les changemens dont elle lui parloit, dérogeant manifestement à cette uniformité, devoient par cette raison seule être proposés au concile œcuménique, composé des représentans de toutes les églises, afin qu'ils y fussent ou généralement adoptés, ou généralement rejettés. Que par la même raison il s'étoit opposé d'abord au projet qu'elle lui avoit communiqué, d'assembler un concile national : car que pouvoit faire ce concile qui ne pût être fait presque aussi promptement & beaucoup plus convenablement au concile de Trente? Que cédaient à de nouvelles représentations & à l'assurance qu'on lui avoit donnée, que ce concile ne s'occuperoit qu'à réformer provisoirement quelques abus

ANN. 1561.

ANN. 1561.

particuliers à l'église de France, sans toucher ni au dogme ni à la discipline générale de l'église; il avoit député pour le présider en son nom le cardinal de Ferrare, qui étoit parti de Rome il y avoit près d'un mois, & devoit être arrivé sur les terres de France. Qu'il la prioit de vouloir bien l'attendre encore quelques jours, & de prendre conseil de lui dans tout ce qui concernoit l'église.

Colloque de Poissy. Catherine n'eut pas cette complaisance. Dix des plus habiles ministres de la réforme étoient arrivés à Saint-Germain, conduits par honneur chacun par deux gentilshommes les plus distingués de leur province : mais comme il paroissoit dangereux de se reposer entièrement du salut & de la gloire du parti sur des champions encore novices, on avoit eu l'attention d'appeler à leur secours, ou plutôt de leur donner pour chefs, les deux ministres étrangers qui, après Calvin, jouissoient de la plus haute réputation. Le premier, étoit Pierre Martyr Florentin, chanoine régulier & l'un des plus célèbres prédicateurs de son siècle, tant qu'il étoit demeuré dans la communion romaine, en-

*Beze.**La Planche.**La Popelinière.**De Thou.**Lett. de Pasquier.**Mémoires de Condé.**Le Laboureur, add.*

suite professeur à Strasbourg, où il s'étoit marié à une religieuse; appelé en Angleterre sous le règne d'Edouard V, lorsqu'il avoit été question d'y planter la réforme, banni sous le règne de Marie, long-tems errant en Allemagne, puis enfin premier pasteur de l'église de Zurich. Le second étoit Théodore de Beze, né François, d'une famille noble de Bourgogne, destiné par ses parens à l'état ecclésiastique & pourvu dès l'enfance de deux riches bénéfices. Une figure séduisante, une imagination féconde, une dangereuse opulence avoient égaré ses premiers pas, en ne lui permettant guère d'autre usage de ses talens, que de chanter ses amours dans un recueil de poésies latines, qui lui avoit de bonne heure donné rang parmi les beaux esprits, mais qui lui attira bien des mortifications dans un âge plus avancé. A trente-deux ans, la satiété des plaisirs, une maladie dangereuse, & peut-être le désir d'une nouvelle célébrité, réveillèrent au fond de son cœur les germes de la réforme qu'il avoit puisés dans le commerce d'un de ses premiers maîtres. Il vendit ses bénéfices & prit la route

ANN. 1561.

ANNEE 1561.

de Genève, où Calvin, qui démêla ce qu'il valoit, l'accueillit & lui procura une chaire de langue grecque à Lausanne. Après l'y avoir éprouvé pendant neuf à dix ans, il le rappella auprès de lui, l'associa au ministère, & le désigna en quelque sorte son successeur, au grand dépit des anciens ministres, qui s'indignoient qu'il leur préférât un demi-courtisan, un bel esprit plus versé dans la lecture des auteurs profanes que dans la science des monumens ecclésiastiques, dont le ton, l'habit & les manières répondoient si peu à la gravité d'un ministre du saint évangile. Ces murmures furent de peu de durée : car l'envie même fut forcée de confesser qu'en fait d'érudition il ne cédoit à personne ; que l'élégance & la facilité de son style, loin de nuire à la force de ses raisonnemens, les rendoient plus persuasifs : que les grâces même de sa figure, son air de cour & ses manières polies n'étoient point perdues pour la république, qui, forcée d'entretenir des liaisons politiques avec un grand nombre de puissances, trouvoit en lui un négociateur toujours habile, souvent heureux. Dès qu'il parut à

Saint-Germain, il effaça tellement ses collègues, qu'ils ne parurent plus que ses ombres. ANN. 1561.

Le cardinal de Lorraine jugeant d'avance que c'étoit-là l'adversaire avec lequel il ne pouvoit plus, quand ill'auroit voulu, refuser d'entrer en lice, désira de le connoître, & ayant été informé qu'il devoit se rendre dans l'appartement de la reine pour présenter une requête au nom de ses collègues, il le prévint, l'aborda au milieu d'une nombreuse assemblée, & le pria de se souvenir qu'il étoit né François, que tous les dons qu'il avoit reçus du ciel appartoient à sa patrie, & qu'il dépendoit de lui dans ce moment que son retour apportât autant de repos à la France que sa sortie y avoit causé de troubles. Beze répondit modestement qu'il étoit à tous égards un trop petit personnage pour troubler un empire tel que la France, quand même il en auroit eu la volonté; mais qu'il prenoit Dieu à témoin que jamais un dessein si criminel n'étoit entré dans sa pensée, qu'il chérissoit son roi & sa patrie, & que dans tout ce qui ne blesseroit point sa conscience, il montreroit

ANN. 1561. combien ce sentiment étoit profondément gravé dans son cœur. Ces premiers propos donnèrent ouverture à une conférence amicale sur le point capital qui divisoit les deux communions. Ils parurent tellement se rapprocher , & demeurèrent si contens l'un de l'autre , que le bruit se répandit que l'accord étoit fait ou prêt à se faire. La requête que Beze venoit présenter au nom de toutes les églises réformées , contenoit quatre ou cinq articles, sur lesquels il étoit chargé de demander une réponse par écrit. Le premier , que dans les conférences qui alloient se tenir , les évêques ne fussent point juges , puisqu'ils étoient parties : le second , que le roi en personne présidât l'assemblée , assisté de la reine sa mère , du roi de Navarre , des princes du sang , des grands officiers de la couronne , & autres membres du conseil d'état : le troisième , que toutes les questions se décidassent par la parole de Dieu contenue dans les livres canoniques de l'ancien & du nouveau testament , & que s'il s'élevoit des difficultés sur le sens des passages , on eût recours au texte hébreu pour l'ancien testament , au texte

grec pour le nouveau. Le quatrième enfin, qu'il plût au roi de nommer lui-même deux de ses secrétaires, hommes intègres, qui dressâssent chacun de son côté un procès-verbal de tout ce qui seroit accordé chaque jour dans la dispute par l'une des parties : que ce procès-verbal fut relu & signé le même jour par les deux contendans. Beze étoit trop éclairé pour ne pas sentir combien il étoit arrogant à ses compagnons & à lui de dicter à leur souverain les conditions sous lesquelles ils vouloient bien consentir à rendre compte de leur foi, & d'exiger préliminairement qu'il les signât comme un traité de couronne à couronne : il les excusa le mieux qu'il put sur leur qualité de députés, qu'il les astreignoit à se conformer rigoureusement aux instructions qu'ils avoient reçues en partant. Catherine répondit sèchement qu'ayant désiré cette conférence pour appaiser les querelles & réunir les esprits, elle avoit plus d'intérêt que personne à ce que tout s'y passât en règle & avec la liberté requise : qu'elle y assisteroit avec le roi son fils, & commettrait des hommes d'une fidélité éprouvée pour en recueillir les actes ; qu'ils pou-

ANN. 1561.

voient bien s'en reposer sur elle, & l'en croire sur sa parole.

ANN. 1561.

D'un autre côté, la faculté de théologie informée de ce qui se préparoit, envoya à Saint-Germain une députation nombreuse pour représenter au roi & à la reine que les hérétiques, s'ils n'avoient cherché qu'à s'éclaircir sur les dogmes de la religion, se feroient présentés depuis long-tems à ses assemblées particulières, où on ne leur auroit point refusé la liberté d'exposer leurs doutes, & d'entrer en dispute aussi souvent & aussi long-tems qu'ils l'auroient désiré : qu'il étoit contre toute vraisemblance que des hommes qui méconnoissoient le chef de l'église, & qui faisoient profession de ne point reconnoître les évêques pour leurs supérieurs, n'eussent cherché un si grand théâtre que pour se voir confondus devant un plus grand nombre de témoins : qu'ils s'y présenteroient donc avec la ferme résolution de ne jamais céder à l'évidence, & que dès-lors on ne pouvoit leur supposer d'autre motif que d'exciter un grand scandale. Car y avoit-il un moyen plus sûr de faire naître des doutes, que de mettre publiquement

en dispute des vérités reconnues dès l'origine du christianisme, & consolidées par le consentement universel de tant de siècles ? Étoit-il bien certain que parmi un si grand nombre de spectateurs, la plupart incapables d'analyser un raisonnement, il ne s'en trouveroit aucun qui se laissât ébranler par des raisons spécieuses, revêues du charme de la nouveauté, & qui, au sortir de la conférence, ne fût au moins tenté de regarder plusieurs articles de foi comme des opinions problématiques ? Enfin, quelqu'assuré que l'on fût de la bonté de sa cause, étoit-il prudent de tenter Dieu, & de faire dépendre de si grands intérêts du plus ou moins de subtilité, du plus ou moins de présence d'esprit de ceux qui entreroient en dispute ? Ils supplioient donc leurs majestés, ou de renvoyer ces sortes de questions à leurs assemblées particulières, ou si elles persistoient à vouloir qu'elles fussent agitées dans celle de Poissy, d'en écarter soigneusement tous ceux dont la présence n'y seroit pas absolument nécessaire. On leur répondit que la conférence contre laquelle ils réclamoient avoit été

ANN. 1561.

ANN. 1561.

arrêtée dans le conseil du roi, où rien ne se décidait sans examen, & approuvée par des évêques qui avoient le même intérêt qu'eux que la religion n'en reçut aucun préjudice : que le roi y assisteroit & auroit soin que tout s'y passât en règle.

Ouverture
des conférences : discours du roi & du chancelier l'Hopital.

Ibid.

Au milieu de ces contradictions, la cour partit de Saint-Germain le 9 de septembre, & vint à l'heure de midi prendre place dans le réfectoire des religieuses de Poissy, qu'on avoit disposé pour cette grande cérémonie. En face de la porte d'entrée, le roi, à sa droite le duc d'Orléans son frère, le roi de Navarre; à gauche la reine mère, la reine de Navarre; dans l'enfoncement & derrière leurs sièges les autres princes, princesses, grands officiers de la couronne, chevaliers de l'ordre, seigneurs & dames attachés au service de la cour. Sur les côtés & en avant six cardinaux, trente-six évêques, & derrière eux un grand nombre de docteurs en théologie. A l'entrée, un groupe de spectateurs, que la curiosité avoit attirés. Après qu'on eut imposé silence, le roi adressant la parole aux prélats, dit qu'il les avoit assemblés de toutes les par-

ties de son royaume pour deux objets; le premier, afin de réformer la discipline ecclésiastique, & de retrancher les abus qui avoient porté plusieurs de ses sujets à se séparer de l'église : le second, afin de mettre fin aux disputes qui s'étoient élevées sur quelques points de croyance, & de ramener tous les esprits à une manière uniforme de penser. Qu'ils avoient rempli le premier de ces objets avec un désintéressement dont il leur savoit gré, & qui méritoit les plus grands éloges; qu'il étoit question maintenant de s'occuper du second, sur lequel il avoit chargé son chancelier de leur déclarer ses volontés.

ANN. 1561.

L'Hopital, après une exposition sommaire des troubles qui avoient ébranlé l'état sous le dernier règne & occasionné l'assemblée de Fontainebleau, dit que parmi les autres moyens qui furent proposés pour y remédier, on avoit principalement insisté sur la nécessité d'assembler au plutôt les principaux docteurs du parti naissant, & de les aboucher avec les défenseurs de l'ancienne doctrine, dans la vue ou de ramener les premiers par la persuasion, ou de les

ANN. 1561.

convaincre publiquement d'opiniâtreté & de mauvaise foi : que cette voie auroit été tentée sous le règne de François II, si une mort prématurée n'eût enlevé ce monarque chéri au moment où l'on s'y attendoit le moins. Que les mêmes troubles subsistant toujours, quoiqu'avec moins de violence, on avoit arrêté de nouveau dans les délibérations du conseil qui avoient donné naissance à l'édit de juillet, de revenir à ce premier moyen, & qu'en conséquence on avoit expédié des faus-conduits aux principaux ministres de la prétendue réforme, en les invitant de se rendre à Saint-Germain. Qu'ils étoient assemblés, & attendoient le moment où il plairoit au concile de leur donner audience. Que le roi prioit les pères de les recevoir avec bonté, d'oublier les offenses particulières qu'ils pouvoient en avoir reçues, pour ne plus voir en eux que des enfans indociles qu'il falloit gagner par la raison & la douceur. Que s'il y avoit quelqu'un dans l'assemblée qui trouvât étrange qu'on les appellât à un concile particulier au moment où le concile général, leur juge naturel, s'assembloit, il le prioit de consi-

dérer que le mal qui nous pressoit _____
 étoit urgent , tandis que le remède ANN. 1561.
 qu'on nous offroit , étoit ou incertain
 ou éloigné. Que le médecin le plus
 propre à traiter un malade , est celui
 qui l'a connu dans l'état de santé.
 Qu'étant question de nos voisins , de
 nos proches , nous étions & plus inté-
 ressés à remonter à la source du mal ,
 & plus à portée d'y appliquer les re-
 mèdes convenables que des étrangers
 qui n'auroient ni les mêmes connois-
 sances ni le même intérêt à la chose.
 Qu'il n'étoit pas sans exemple qu'un con-
 cile particulier eût corrigé des erreurs
 qui avoient triomphé d'un concile gé-
 néral , témoin ceux que saint Hilaire
 de Poitiers assembla dans les Gaules
 après le concile général de Rimini &
 qui préservèrent nos pères de l'hérésie
 d'Arius. Que le roi , en assistant à
 cette assemblée , suivoit l'exemple de
 Constantin qui avoit assemblé le pre-
 mier concile de Nicée , de Charle-
 magne , de Louis-le-Débonnaire &
 d'un grand nombre d'autres de ses
 glorieux prédécesseurs , qui , lorsque le
 besoin l'avoit exigé , avoient convo-
 qué les évêques de leurs états & s'é-
 toient assis au milieu d'eux en se char-

 ANN. 1561.

geant de faire exécuter leurs décisions.

Qu'enfin , fallût-il renoncer à l'espérance de toute conciliation , l'église tireroit toujours de cette assemblée deux avantages , celui d'empêcher les novateurs de se plaindre à l'avenir qu'on les avoit condamnés sans les entendre , & celui de pouvoir en tout tems les convaincre par des actes authentiques , d'obstination & de mauvaise foi.

Le cardinal de Tournon dissimulant la douleur que lui caufoit ce qu'il venoit d'entendre , donna des louanges au roi qui , dans un âge si tendre , montrait tant d'ardeur pour les intérêts de la religion. Il remercia , au nom de la compagnie , la reine mère , le roi de Navarre , les autres princes & princesses de l'honneur qu'ils lui faisoient en venant la visiter. Il donna de grands éloges au discours du chancelier , mais il demanda qu'il voulût bien le lui communiquer par écrit , parce que renfermant des objets de délibération tout autres que ceux qui avoient été annoncés dans les lettres de convocation , il étoit indispensable qu'il prît l'avis de l'assemblée avant que de pouvoir y répondre. Le chancelier qui se douta qu'il ne lui demandoit la

copie de son discours que pour faire censurer ce qu'il avoit avancé des avantages d'un concile particulier sur le général, répondit que ce qu'il avoit dit, tout le monde avoit pu l'entendre sans qu'il fût besoin qu'il le donnât par écrit. Le cardinal insista, en représentant qu'il arrivoit de jour en jour des prélats qui ne l'auroient point entendu, & qu'il étoit besoin de mettre au fait de l'objet de la délibération. L'Hopital répondit qu'il avoit parlé, suivant son usage, d'abondance de cœur & sans préparation.

ANN. 1561.

Pour mettre fin à ce débat, on fit signe au capitaine des gardes d'introduire les ministres de la réforme. Ils entrèrent escortés de vingt-deux gentilshommes, & se rangèrent derrière une balustrade qui les séparoit du reste de l'assemblée. Beze, chargé par ses collègues de porter la parole, pria le roi de ne point trouver mauvais si, dans une entreprise qui surpassoit ses forces, il commençoit par recourir au père des lumières; puis tombant à genoux avec ses collègues, il prononça à voix haute une fervente oraison où confessant ses infirmités, il pria Dieu de purifier son cœur & ses lèvres, &

Discours
de Beze.
Ibidem.

 ANN. 1561.

de ne mettre dans sa bouche que des paroles qui fussent à la gloire de son nom, à la prospérité & à la grandeur du roi qu'il leur avoit donné dans sa miséricorde, au repos & à la tranquillité d'une patrie qui les avoit nourris, & à la satisfaction des personnes augustes devant lesquelles il alloit parler. Se relevant ensuite, il s'attacha d'abord à dissiper les soupçons, l'aigreur & toutes les fâcheuses impressions qu'une longue discorde, des injures réciproques, n'avoient pu manquer d'engendrer dans les esprits; il en détesta la mémoire, & traçant en peu de mots les principales dispositions que les contendans devoient apporter à cette discussion solennelle pour en recueillir le fruit qu'on en attendoit, il pria Dieu de confondre celui des contendans qui chercheroit plutôt à épaisir les nuages qu'à éclaircir la vérité, à vouloir faire triompher son opinion, qu'à peser les raisons qu'on lui opposeroit, à fournir de nouveaux alimens à la discorde, qu'à l'extirper jusque dans ses dernières racines. Montrant enfin en quoi la religion qu'ils professoient s'accordoit avec celle qu'on leur reprocheit

d'avoir abandonnée & en quoi elle en différoit, il parcourut rapidement toutes ces différences, s'occupant beaucoup plus à rendre raison de chaque point de sa croyance, qu'à blâmer celle de ses adversaires, ou si la chose lui arrivoit quelquefois, puisqu'il avoit à justifier un changement, évitant avec soin ce qui n'étoit propre qu'à engendrer de l'aigreur. Son discours clair & méthodique, plus éloquent que la matière & le siècle ne sembloient le comporter, fut écouté dans le plus grand silence & avec le plus vif intérêt, jusqu'à l'endroit où l'orateur rendant compte de la croyance de sa secte sur l'article de l'Eucharistie, dit que *bien qu'ils confessassent la présence réelle de J. C. dans l'usage de ce sacrement, ils croyoient que son vrai corps, formé dans le sein de la Vierge, étoit aussi éloigné du pain après la consécration, que le ciel l'est de la terre.* A ces mots il s'éleva un violent murmure dans l'assemblée; le cardinal de Tournon voulut la rompre, & ne fut retenu que par le respect qu'il devoit au roi & à la reine. L'orateur, après une courte interruption, reprenant paisiblement le fil de son dis-

ANN. 1561.

cours , acheva de développer les parties qui lui restoit encore à traiter. Lorsqu'il eut achevé , le cardinal de Lorraine ne pût s'empêcher de dire : *Plût à Dieu que cet homme eût été muet , ou que nous eussions été sourds.* Le cardinal de Tournon , au contraire , se possédant à peine , supplia le roi de préserver son esprit des erreurs & des blasphêmes dont on venoit de souiller ses oreilles , & de suspendre au moins son jugement jusqu'à ce qu'il eût entendu la réfutation solide qui ne tarderoit pas à en être faite dans cette même assemblée. Le cardinal de Lorraine qui en avoit pris la charge , demanda quelques jours pour s'y préparer , & s'aida utilement des lumières de Despenne , homme de paix & profond théologien.

Réponse
du cardinal
de Lorraine.

Ibidem.

Le 16 de septembre , le roi , la reine , les princes , les dames & tout ce qu'il y avoit de distingué à la cour , vinrent reprendre leurs premières places , impatiens de voir comment le cardinal de Lorraine , plus exercé dans les manéges de la politique que dans les matières théologiques , se démontreroit des argumens de son redoutable adversaire. Comme il ne pouvoit igno-

rer que les réformés & leurs protecteurs n'avoient si ardemment désiré ANN. 1561.
 que le roi, les princes & les autres membres du conseil assistâssent à la conférence, que pour les établir juges entr'eux & les évêques; & que le chancelier avoit donné à entendre que le roi y remplissoit les fonctions de président, il crut ne devoir pas garder le silence sur une prétention si abusive. Ainsi, quelque danger qu'il y eût dans la conjoncture à toucher une corde si délicate, il aima mieux s'exposer à déplaire que de trahir les droits de l'épiscopat. Commencant donc par établir que l'obéissance due au roi & aux magistrats est de droit divin, & que dans tout ce qui concerne l'administration temporelle on ne peut leur résister sans résister à la volonté de Dieu, il montra ensuite par une foule de passages des livres saints & par une possession qui remontoit aux premiers siècles du christianisme, qu'en fait de doctrine & de gouvernement spirituel, ils sont fils & non seigneurs, membres & non chefs de l'église : qu'aux évêques seuls, en vertu de leur ordination, appartient le pouvoir & le droit d'annoncer la

ANN. 1561.

parole divine, de diriger les consciences, de définir & de statuer en matière de foi & de discipline; ce qui doit être cru, tenu & observé. Puis il ajouta que se trouvant assemblés en ce lieu par l'ordre & sous la protection du roi pour vaquer à ces importantes fonctions, on leur avoit présenté un certain nombre d'hommes, qui s'étant séparés de la communion de l'église, témoignoiient le désir d'y rentrer, pourvu qu'on parvînt à leur montrer leurs erreurs & à dissiper leurs doutes. Que si touchés de repentir ils ne demandoient véritablement qu'à être instruits, les évêques ses frères & lui les recevroient à bras ouverts, & ne verroient plus en eux que des enfans chéris : guidé par cet esprit de douceur & de charité, il alloit essayer de les ramener à la croyance orthodoxe, en répondant, non à toutes leurs difficultés, & qui emporteroit des semaines entières, mais à celles qu'ils avoient proposées sur deux points principaux auxquels il croyoit devoir se borner, avec d'autant plus de fondement, que s'il réussissoit à les leur faire confesser, il ne seroit pas bien difficile de s'accorder sur

tout le reste, & qu'au contraire, tant qu'ils resteroient en litige, il étoit inutile de parler de conciliation. ANN. 1561.

Ces deux points étoient l'autorité de l'église en matière de foi, & la présence réelle du corps & du sang de J. C. dans le sacrement de l'autel. Le cardinal les développa avec tant de clarté, réfuta si solidement les raisons de ses adversaires, il appuya la doctrine catholique d'un si grand nombre d'autorités, que les évêques se levant de leurs sièges & entourant le cardinal de Tournon, décidèrent par acclamation qu'il n'y avoit plus lieu à la dispute, puisqu'il n'y avoit qu'un homme de mauvaise foi qui pût refuser de se rendre. Tournon portant au roi ce vœu de l'assemblée entière, le supplia, ou d'obliger sur-le-champ les ministres à signer la confession de ces deux articles, ou de les chasser ignominieusement de sa présence. Beze, étourdi de cet enthousiasme, vit clairement qu'il n'avoit pas un moment à perdre. Fléchissant le genou & adressant la parole au roi, il déclara qu'il avoit parfaitement entendu toutes les raisons que M. le cardinal de Lorraine venoit d'exposer au

 ANN. 1561.

sagement conclu que ce cardinal étoit le seul qui pût triompher de tant d'obstacles, puisqu'on se porteroit difficilement à refuser l'entrée du royaume & de la cour à un prince d'une maison souveraine, à un proche parent qu'on étoit dans l'habitude d'y voir. Ce que le pape avoit prévu s'accomplit dans tous les points : le légat, malgré les égards dus à son rang & à sa naissance, fut insulté dans les rues de Lyon; il le fut à Saint-Germain sous les yeux du roi, & le lendemain de son arrivée les députés de la noblesse & du tiers-état toujours assemblés à Pontoise, l'université de Paris elle-même qui craignoit pour les droits de ses gradués, présentèrent des requêtes pour être reçus opposans à l'exercice de ses pouvoirs. Hippolyte cédant à cette bourrasque, sembla dans ce premier moment renoncer de bonne grace à en faire aucun usage, se dépouilla des marques extérieures de sa dignité, & ne voulut plus jouer d'autre rôle que celui de courtisan & de conciliateur. Ne prenant en apparence aucun parti entre les Bourbons & les Guises, entre les catholiques & les réformés,

il

il ne songea qu'à se bien assurer de la mesure d'esprit, du caractère & des intérêts secrets de tous ceux qui avoient quelque part à l'administration. Loin de se déclarer contre les

ANN. 1561.

- conférences, comme on s'y étoit attendu, il parut en désirer la continuation, pourvu qu'on en ôtât le scandale, & qu'on prît des moyens efficaces pour parvenir à un résultat. Il lui sembla donc qu'on devoit en écarter en premier lieu les personnes du roi & de monsieur, à qui leur âge ne permettoit pas de rien comprendre aux raisons alléguées de part & d'autre, & qui seroient suffisamment remplacés par la reine mère, les princes du sang & les membres du conseil; secondement, la foule des curieux, qui ne pouvoit que nuire au succès de la dispute, puisque plus il y auroit de témoins, plus les docteurs montreroient d'opiniâtreté à soutenir jusqu'à extinction de voix ce qu'ils auroient une fois avancé. Il suffisoit à son avis que la reine s'associant cinq ou six évêques parmi ceux qu'elle connoitroit pour les mieux intentionnés, laissât les autres vaquer comme auparavant aux matières de réforma-

ANN. 1561.

tion, & abouchât dans quelque endroit séparé un nombre égal de docteurs catholiques & de ministres réformés, en leur donnant une pleine liberté de dire tout ce qui serviroit au soutien de leur cause. Ce conseil plut d'autant plus à la reine, qu'il lui fournissoit un prétexte d'écarter de la conférence le cardinal de Tournon & quelques autres prélats non moins emportés.

Premier
change-
ment dans
la forme
des confé-
rences.

Ibid.

Le 24 de septembre, les ministres furent introduits sans cortège dans une chambre particulière de l'abbaye de Poissy, où ils ne trouvèrent plus que la reine mère, la reine de Navarre, les princes du sang, quelques conseillers-d'état, cinq évêques & quinze ou seize docteurs. Le cardinal de Lorraine qui de champion, si j'ose m'exprimer ainsi, étoit devenu juge du champ, invita gracieusement les ministres à proposer leurs difficultés sur les deux points qu'il avoit établis dans sa dernière harangue. Beze, qui s'étoit publiquement offert de les réfuter sur-le-champ, entama cette discussion avec sa sagacité ordinaire, & la poursuivit aussi long-tems qu'il voulut, sans qu'il pût se plaindre d'avoir été

ni troublé ni interrompu. Lorsqu'il eut fini, le cardinal produisit, pour agiter & creuser plus avant les mêmes questions, les docteurs Despence & Xaintes, dont le premier disputa avec douceur, sagesse & profondeur, le second avec plus de pétulance & d'emportement que de solide érudition. Ils eurent pour antagonistes Beze & Martyr, qui soutinrent jusqu'au bout le combat sans aucun avantage marqué de part ni d'autre, sinon que Beze se trouva un peu embarrassé à justifier la vocation des ministres réformés, puisqu'il leur manqueroit un des principaux caractères de l'ordination, qui consiste, comme il n'en pouvoit disconvenir, dans l'imposition des mains, & que Xaintes se trouva confondu sur plusieurs passages de l'écriture & des pères qu'il avoit cités mal-à-propos, mais qui ne décidoient point la question.

Lorsque le cardinal de Lorraine avoit pris l'engagement de se mesurer en dispute réglée avec les plus fameux ministres de la réforme, en comptant beaucoup sur la bonté de sa cause, il avoit aussi compté sur un secours étranger qui lui manqua au besoin.

 ANN. 1561.

La croyance des luthériens sur l'eucharistie, peu éloignée de celle des catholiques, étoit diamétralement opposée à celle des réformés, & cette seule différence avoit élevé une barrière de séparation entre les deux sectes. Le cardinal avoit pris des mesures secrètes pour faire venir en France une demi-douzaine des premiers, afin de les mettre aux prises avec Beze & ses compagnons, en présence des catholiques, qui simples spectateurs du combat, en auroient recueilli le principal avantage. Après s'être fait attendre long-tems, cinq de ces docteurs arrivèrent à Paris, où l'un d'eux mourut d'une maladie contagieuse : les quatre autres peu d'accord entr'eux, reprirent la route d'Allemagne sans s'être montrés à Saint-Germain. Au défaut de ce secours, le hasard en procura un autre qu'on n'avoit pas imaginé. Le juriconsulte Baudoin, long-tems nourri sous la discipline & dans la maison même de Calvin, l'ayant quitté pour remplir successivement diverses chaires en Allemagne, étoit finalement revenu en France, où il s'étoit attaché au service du roi de Navarre en.

qualité de précepteur d'un de ses fils naturels. Parfaitement au fait de tout ce qui s'étoit écrit, & par les protestans & par les réformés pour la réunion des deux sectes, il indiqua deux ouvrages dont il parut au cardinal qu'on pouvoit tirer un grand parti. Le premier étoit un écrit de Calvin lui-même; où cédant au besoin que ses sectateurs avoient de se concilier les souverains & les républiques qui suivoient la confession d'Ausbourg, il s'étoit exprimé sur le sacrement de l'autel en des termes dont les catholiques auroient pu absolument se contenter. Le second étoit une confession de foi de quarante ministres du duché de Wirtemberg. Le cardinal, produisant deux formules de foi sur l'eucharistie, tirées de ces deux écrits, dit à Beze que s'il étoit aussi touché des maux qu'apportoit la dissention, & aussi animé de l'esprit de concorde qu'il avoit voulu le persuader à la reine & au conseil, il ne devoit faire aucune difficulté de souscrire à une doctrine enseignée par ses frères & consignée dans des écrits publics; & afin qu'il pût s'assurer par ses propres yeux

ANN. 1561.

 ANN. 1561.

qu'on n'y avait rien changé, il lui remit les deux ouvrages d'où elles étoient tirées, en le sommant de déclarer dans la séance du lendemain s'il les adoptoit ou non.

Cette proposition, fortement appuyée par la reine mère & par tous les membres du conseil, jetta les ministres dans le dernier embarras. D'un côté ils ne pouvoient signer les formules qu'on leur présentoit, sans donner prise sur eux à leurs adversaires, & sans s'exposer à être désavoués par leurs églises : de l'autre, ils sentoient qu'un refus absolu fourniroit au cardinal un prétexte plausible de rompre les conférences, mortifieroit leurs protecteurs & flétriroit la gloire de Calvin leur patriarche. Car bien qu'il se fût repenti plus d'une fois d'avoir outré la complaisance dans cette seule occasion de sa vie, il n'étoit pas de son honneur qu'un de ses ouvrages fût condamné par ses propres disciples. Le génie fécond de Beze lui suggéra un expédient qui le tira de cette cruelle alternative. Dans la séance du lendemain il dit que ses frères & lui avoient examiné les écrits qu'on leur avoit remis, mais qu'avant de répon-

dre définitivement sur la signature
 qu'on exigcoit d'eux, ils prioient M. le ANN. 1561.
 cardinal de vouloir bien leur expli-
 quer si c'étoit en son nom seul ou au
 nom de l'assemblée du clergé qu'il
 leur présentoit à signer ces deux for-
 mules, comme un moyen de concilia-
 tion. Le cardinal répondit qu'il n'avoit
 point eu besoin de consulter sur cela
 l'assemblée. Beze insistant sur cette
 réponse, lui demanda si ces formu-
 les contenoient sa propre croyance
 sur le sacrement de l'eucharistie,
 & s'il étoit prêt à les signer en son
 nom? Le cardinal surpris & indi-
 gné de se voir réduire à subir un
 interrogatoire, répondit avec colère
 qu'ils oublioient apparemment à qui
 ils adressoient une pareille question;
 qu'ils devoient savoir qu'il n'emprun-
 toit de personne ses sentimens en ma-
 tière de foi; encore moins iroit-il
 les chercher parmi leurs docteurs. La
 chose étant ainsi, répartit Beze, com-
 ment ces écrits produiroient-ils une
 conciliation, & à quoi serviroit no-
 tre signature à des articles que ni
 vous ni aucun autre évêque ne vou-
 drez souscrire? D'ailleurs convient-il
 d'arracher d'un traité trois ou quatre

ANN. 1561. lignes pour s'arrêter au premier sens, sans examiner si les expressions qu'elles renferment ne sont pas déterminées par ce qui précède & par ce qui suit, à un sens tout différent de celui qu'on leur donne; & l'équité n'exige-t-elle pas ou qu'on adopte ou qu'on rejette l'écrit tout entier? Si cette voix détournée fourmille elle-même de difficultés & paroît peu convenable à des hommes comme nous dont la profession est l'enseignement public, ne vaut-il pas mieux continuer de nous en tenir au texte des saintes écritures, d'en discuter le vrai sens & d'en extraire conjointement un résultat que nos consciences nous forcent d'adopter?

On agita donc de nouveau les mêmes questions, mais comme on n'avoit point de nouvelles raisons à produire, les répétitions engendrèrent naturellement le dégoût, les reproches & l'aigreur. Dans le nombre des docteurs catholiques, parut pour la première fois Jacques Lainez, général des jésuites, & l'un des théologiens du légat. Ayant obtenu la permission de parler, il s'attacha moins à discuter le fond de la question qu'à jeter de l'odieux sur les ministres,

qu'il traita de finges & de renards : s'abandonnant insensiblement aux mouvemens d'un zèle plus ardent que circonspéct, il conjura avec larmes la reine mère de mettre fin au scandale que donnoit au monde chrétien une prétendue conférence sur des matières dont ni elle, ni le roi son fils, ni aucun des conseillers dont elle vouloit s'aider, ne pouvoient être juges, & qui devoient être renvoyées au concile de Trente.

Il faut dire en peu de mots à quelle occasion le général des jésuites étoit venu en France. Cette société religieuse, bien que consacrée par Ignace de Loyola son fondateur, à deux fonctions très-intéressantes, la conversion des infidèles & l'éducation de la jeunesse, bien que spécialement vouée au service du saint siège, sous la dépendance absolue du pape, avoit rencontré à Rome même un obstacle presque insurmontable à son établissement, parce que dès-lors l'église se trouvoit plus surchargée que soulagée du nombre effréné d'ordres monastiques. Bornée à soixante religieux par la première bulle de sa fondation en 1540, relevée de cette humiliante

ANN. 1561.

Etablissement des jésuites en France.

DuBoulai, *hist. univ. Paris.*

Registres du parlement.

Beze.

ANN. 1561.

restriction & décorée de privilèges très-étendus par de nouvelles bulles de 1543 & 1549, elle avoit pris en moins d'un demi-siècle une si prodigieuse croissance, qu'elle étendoit ses rameaux sur l'Europe presque entière & jusque sur les deux Indes. La France seule parmi les états catholiques résistoit à son admission : en vain la société s'étoit procuré un hospice à Paris, où elle avoit planté une petite colonie : en vain elle avoit obtenu en 1550, des lettres-patentes de Henri II, avec des ordres réitérés au parlement de les enregistrer, la cour avant que de procéder à la vérification, avoit cru devoir prendre l'avis du clergé de Paris & de la faculté de théologie. Or, ces deux corps s'étant accordés à regarder le nouvel institut comme inconciliable avec nos libertés, dangereux pour la foi & plus propre à renverser qu'à édifier, la cour avoit suris à toute délibération & s'étoit constamment refusée à toutes les sollicitations des amis puissans que la société s'étoit déjà acquis dans le conseil du roi. Guillaume Duprat, évêque de Clermont & abbé de St-Germain-des-Prés, l'un des plus zé-

les protecteurs de la colonie naissante, lui avoit légué en mourant des fonds suffisans pour fonder deux collèges, l'un à Billon en Auvergne, l'autre à Paris. Menacés de perdre ce legs, parce qu'ils n'avoient point d'existence civile dans le royaume, les jésuites n'avoient pas manqué de recourir de nouveau à leurs protecteurs, & de présenter des requêtes où ils se soumettoient non-seulement à conformer leur conduite & leur enseignement aux loix du royaume, mais à renoncer à toutes celles de leurs constitutions qui paroïtroient y déroger. Le parlement, pour se délivrer de tant d'importunités, les avoit renvoyés au concile de Poissy. Lainez leur général, voyant que le cardinal de Ferrare partoit de Rome pour venir présider cette assemblée en qualité de légat, avoit sollicité la qualité de son théologien, qui lui en ouvroit l'entrée. D'un côté la précipitation de Catherine de Médicis, de l'autre la lenteur étudiée que le légat avoit mise dans sa marche, avoient dérangé les combinaisons du général, sans cependant que ceux au secours desquels il arrivoit, en souffrissent : car ils avoient trouvé dans

ANN. 1562.

ANN. 1561.

le cardinal de Tournon président de cette assemblée, un puissant protecteur. Malgré sa recommandation, l'assemblée n'avoit consenti à leur admission que sous l'obligation de changer de nom & sous diverses autres restrictions, qui dérogeoient en partie à leur institution. Ils s'étoient soumis à tout, & l'affaire étoit entièrement terminée lors de l'arrivée du général : c'est peut-être là ce qui le rendit moins réservé qu'on n'auroit dû s'y attendre, dans le discours qu'il adressa à Catherine de Médicis.

Beze répondit que celui qui venoit de les accabler d'injures, en manquant à toutes les règles de la bienséance, manquoit encore à une des premières loix du raisonnement, qui défend de mettre en fait ce qui est en question : car il avoit supposé qu'ils étoient hérétiques, ce que ni lui ni autre n'avoit encore montré : qu'au reste il lui auroit mieux convenu qu'à personne d'être modeste, puisqu'il n'avoit que de si foibles moyens à faire valoir. Se contentant de tourner en ridicule une comparaison assez bizarre en effet, dont l'Espagnol s'étoit servi pour rendre raison du sacrement de l'autel ; il

passa aux objections plus sérieuses du docteur Despence. Forcé quelquefois d'user de redites, parce que les mêmes objections revenoient toujours : il auroit désiré qu'en suspendant pour un tems la discussion de deux questions si épineuses, on en eût entamé d'autres bien moins compliquées, & sur lesquelles il auroit été incomparablement plus facile de s'accorder, & que l'on procédât par degrés du simple au composé. Le cardinal qui dirigeoit la conférence ne voulut pas le permettre, soutenant toujours, comme il étoit vrai, qu'il étoit parfaitement indifférent qu'on s'accordât ou non sur les accessoires, tant qu'il seroit divisé sur le principal.

Le peu de succès de cette troisième conférence, le ton d'aigreur qui s'y fit remarquer depuis le commencement jusqu'à la fin, ôtèrent à la reine l'envie d'essayer d'une quatrième, du moins avant qu'on eût trouvé quelque espèce d'accord sur l'article tant débattu de l'eucharistie. Ceux dont une rupture si prompte renversoit les espérances, lui firent entendre que l'accord ne pouvoit avoir lieu qu'autant qu'on se relâcherait un peu de part & d'autre :

ANN. 1562.

Seconde
forme des
conféren-
ces aussi in-
fructueuse
que la pre-
mière.

Beze.
La Plan-
che.

 ANN. 1561.

que, si parmi les théologiens qu'elle avoit entendus il y avoit des esprits durs, revêches & intractables, il s'en trouvoit aussi de modérés, de raisonnables & même d'accommodans, qui se seroient conciliés dès la première conférence, s'ils n'avoient été retenus par la crainte de se compromettre sans aucune utilité avec leurs collègues. Ils lui conseillèrent donc de borner son choix à quatre ou cinq de chaque côté, de les aboucher dans quelque maison particulière, sans président & sans témoins, & ils osoient presque lui répondre du succès. Conformément à cet avis, Catherine fit choix parmi les catholiques, de Montluc, évêque de Valence, de Duval, évêque de Séez, & des docteurs Despence, Salignac & Bouthiller : parmi les réformés, de Beze, Martyr, Marlorat, Desgallards & l'Espine, qui s'assemblèrent par ses ordres dans une maison particulière de la ville de Saint-Germain, non pour disputer, car à la réserve de Despence & de Salignac, fort indécis eux-mêmes, ils pensoient tous à-peu-près de la même manière ; mais pour concerter en commun une formule où chaque communion trou-

vât au moins implicitement tout ce qu'elle désiroit. Après divers essais, ils en rédigèrent une, où ils insérèrent presque toutes les expressions dont se servoit l'église romaine, mais restreintes, par quelques propositions incidentes, au sens qui formoit la croyance des églises réformées. Ils la remirent dans cet état à la reine mère, qui ne s'en rapportant pas à ses propres lumières, la communiqua d'abord au cardinal de Lorraine : après l'avoir lue à deux reprises différentes, il jura qu'il n'avoit jamais pensé autrement. On la porta ensuite à l'assemblée de Poissy, qui en fut elle-même éblouie à une première lecture, & crut avoir gain de cause. Cependant, comme elle y remarquoit du louche, elle crut devoir en renvoyer l'examen à la faculté de théologie, plus exercée qu'elle dans ce genre de travail. L'œil perçant de la faculté démêla le piège, & sans égard pour ceux de ses membres qui alloient se trouver impliqués dans la censure, elle condamna la formule comme hérétique, captieuse & insuffisante, ce qui acheva de rompre les conférences.

En se donnant tant de tourmens

ANN. 1561. pour accorder, s'il avoit été possible, les réformés avec les catholiques, Catherine n'avoit pas perdu de vue une autre querelle non moins alarmante pour le repos de l'état, celle des Bourbons contre les Guises. Antoine, roi de Navarre, sembloit avoir perdu tout son ressentiment, depuis que promu à la dignité de lieutenant-général du royaume, il avoit acquis des moyens trop faciles de se venger. Il n'en étoit pas de même du prince de Condé son frère. Quelque soin qu'on eût pris de mettre son honneur à couvert, en rejetant sur le dernier roi l'injure de sa prison, il s'obstinoit à l'attribuer au duc de Guise, & à se croire obligé de lui en demander raison. Cette disposition connue avoit obligé le duc de se mettre en défense, & avoit déjà exposé deux ou trois fois la cour à devenir le théâtre d'une horrible tragédie. Tant qu'on avoit essayé de l'en chasser, il s'y étoit tenu pour n'avoir pas l'air d'éviter une rencontre. Lorsqu'il jugea que son honneur étoit à couvert, il l'avoit quittée pour donner ses soins à l'infortunée Marie Stuart sa nièce, dont il faut reprendre l'histoire en peu de mots.

Proclamée reine d'Ecosse huit jours après sa naissance, amenée à la cour de France à l'âge de six ans, reine de France à quinze, veuve à dix-sept, joignant aux charmes de la beauté la plus régulière les agrémens d'un esprit perfectionné par l'étude des lettres, chérie & adorée de tous ceux qui l'approchoient, le comble de sa douleur & de son amertume après la perte qu'elle venoit de faire, étoit de se voir brusquement arrachée à une nation qui la chérissoit, & à laquelle elle avoit voué ses plus tendres affections, pour aller régner sur un peuple féroce, indocile, déchiré par des factions, & en proie à toutes les horreurs du fanatisme. Dans son désespoir elle maudissoit son rang, & auroit regardé comme une faveur signalée qu'on lui permît ou de contracter en France un mariage inégal, ou d'y vivre dans une perpétuelle viduité, contente des revenus qu'elle tireroit de son douaire. Le cri de ses sujets fatigués d'une longue anarchie, l'ambition des Guises ses tuteurs, & plus que tout cela encore les froideurs de sa belle-mère ne lui laissoient pas l'option. Catherine ne dissimuloit pas

ANN. 1561.

Départ de

Marie

Stuart, rei-

ne douai-

rière de

France,

pour l'E-

cosse.

Brantôme.

Castelnau.

Le Labou-

reur, *addit.*

La Popeli-

nière.

ANN. 1561. l'envie qu'elle avoit de s'en voir promptement délivrée. Car , outre qu'elle ne lui avoit point encore pardonné l'ascendant qu'elle avoit pris sur l'esprit de François II , elle étoit vivement alarmée des assiduités de l'ambassadeur d'Espagne auprès de la jeune veuve. Philippe , qui par la mort de la reine Marie sa seconde femme , avoit perdu ses prétentions à la couronne d'Angleterre , avoit de sa première femme un fils en âge d'être marié. S'il parvenoit à lui faire épouser Marie Stuart , il acquéroit non-seulement l'Ecosse, mais un droit incontestable au trône d'Angleterre , dont il lui'auroit été facile de renverser Elisabeth. Comme on ne pouvoit proposer pour dom Carlos un parti plus sortable, on ne pouvoit de même offrir à Marie Stuart un plus grand mariage que celui de l'héritier présomptif des trônes d'Espagne , de Naples , de Sicile , de Milan , des dix-sept provinces des Pays-Bas & du vaste continent de l'Amérique. Les Guises qui avoient alors bien de la peine à se soutenir à la cour , ne pouvoient de leur côté se procurer un appui plus solide. Cependant si ce ma-

riage venoit à s'accomplir, la France déchirée dans son sein & enveloppée de toutes parts par une puissance formidable, couroit risque de devenir avec le tems une province de la monarchie espagnole. Catherine effrayée de ce danger, mais évitant avec soin de se compromettre directement avec le roi d'Espagne, désiroit donc ardemment de renvoyer promptement la princesse dans ses états, où ses sujets plus maîtres que leurs souverains, & jaloux à l'excès de conserver leur indépendance, où la reine Elisabeth, que le danger regardoit de près, se joindroient à elle pour rompre cette dangereuse pratique; & en attendant que le départ pût avoir lieu, elle cherchoit quelque moyen honnête de couper court aux visites de l'ambassadeur d'Espagne. Le cardinal de Lorraine témoin de son impatience, la tira d'embarras, en proposant à sa nièce de la conduire à Joinville & à la cour de Lorraine, tandis que le duc de Guise veilleroit à l'affiète de son douaire, & qu'on prendroit les arrangemens nécessaires pour la conduire en sûreté dans ses états. L'affaire du douaire qui avoit

ANN. 1561.

ANN. 1561.

été réglé par le contrat de mariage, ne souffroit aucune difficulté. Il n'en fut pas de même du retour. Elifabeth ne pouvant se dissimuler le vice de sa naissance, ne vit qu'avec la plus vive inquiétude sa rivale, & du moins sa présomptive héritière sur le point de venir siéger à côté d'elle. En chargeant Trocmarton, son ambassadeur à la cour de France, d'aller lui faire les complimens de condoléance usités en pareille occasion, elle lui ordonna premièrement de se plaindre de l'injure qu'elle lui avoit faite, en prenant le titre & les armes de reine d'Angleterre, & en second lieu de savoir d'elle si elle étoit dans la disposition de ratifier le traité d'Edimbourg. Marie répondit avec douceur, qu'elle n'avoit pris les armes d'Angleterre que par déférence aux volontés de son beau-père & de son mari; qu'aussi-tôt qu'elle s'étoit vu maîtresse de son sort, elle les avoit ôtées de son écu, sans même attendre qu'elle en eût été requise: que par rapport au traité d'Edimbourg, on ne lui avoit jamais dit, ni comment il avoit été fait, ni ce qu'il contenoit; que ne pouvant d'ailleurs se dispenser de prendre là-dessus

Pavis de ses sujets , puisque la chose les regardoit particulièrement , elle assembleroit les états de son royaume aussi-tôt qu'elle y feroit arrivée , & feroit part à sa bonne sœur du résultat de leurs délibérations. Elisabeth , peu satisfaite de cette réponse , lui fit signifier par le même ambassadeur , qu'elle ne lui permettroit le passage qu'après la ratification. Marie , qui se sentit offensée , répondit qu'elle étoit reine à aussi bon titre qu'Elisabeth ; que , si l'on entreprenoit de lui fermer le passage , elle trouveroit au besoin des amis qui le lui ouvreroient ; qu'elle céderoit beaucoup à l'amitié , rien aux menaces. Après cette explication , on dut s'attendre qu'Elisabeth armeroit pour l'enlever au passage. On prit donc aussi le parti d'armer tous les vaisseaux qui se trouvèrent dans les ports de Normandie : la commission en fut donnée au duc d'Aumale & au marquis d'Elbeuf , oncles de la jeune reine. Lorsque tout fut près , le duc de Guise qui étoit allé la chercher à la cour de Lorraine , la ramena à St-Germain pour prendre congé du roi & de la famille royale. Catherine , délivrée de ses inquiétudes , & intéressée

ANN. 1561.

 ANN. 1561.

au contraire à regagner la confiance & l'amitié de la souveraine d'un état dont l'alliance étoit toujours précieuse, s'efforça de réparer par des caresses extraordinaires ses froideurs passées : toute la jeunesse de la cour, sensiblement affligée du départ de la reine, & touchée du danger qu'elle couroit dans le trajet, brigua l'honneur de l'accompagner jusque dans ses états. A leur tête paroissoit Damville, second fils du connétable, qui, malgré la haine qui avoit long-tems divisé les deux maisons, s'étoit attaché de préférence à la servir, & qu'elle avoit dans toutes les rencontres distingué de la foule des chevaliers empressés à lui plaire. Malgré les soins que cette brillante jeunesse prenoit de l'amuser ou de la distraire, elle fondeoit en larmes ; &, comme si elle eût eu un pressentiment secret des malheurs qui l'attendoient dans sa patrie, à mesure qu'elle avançoit elle sentoit son cœur se déchirer. Faisant un dernier effort sur elle-même à la vue du fatal vaisseau qui alloit l'emporter, elle s'y élança comme hors de sens, courut à la poupe où, la tête penchée, les deux bras appuyés sur un banc & les yeux

attachés sur le rivage tant que le jour dura, elle exprima ses regrets en des strophes plaintives, qu'elle interrompoit souvent par ce refrain : *adieu France, je ne te reverrai jamais.* Le vaisseau qui la portoit, passa sans être aperçu, à peu de distance de l'escadre angloise, & aborda heureusement en Ecosse.

ANN. 1561.

Le duc de Guise qui l'avoit conduite jusqu'à Calais, revenoit à Saint-Germain avec une troupe d'amis pour y remplir les fonctions de sa charge de grand-maître, dans l'audience publique que le roi devoit donner aux députés des trois ordres. Le prince de Condé apprenant son arrivée s'entoura de ses amis, manda ceux qu'il avoit à Paris, & fit toutes ses dispositions pour vider la querelle qu'il avoit contre lui. Catherine qui en fut avertie fit parler le roi son fils, interposa sa médiation & celle du connétable, également respectable aux deux parties. Comme la source ou le prétexte du mécontentement du prince de Condé provenoit de la préférence qu'on avoit donnée sur lui au maréchal de Brissac pour le gouvernement de Picardie, la reine prit sur elle d'y faire renoncer le

Réconciliation du prince de Condé & du duc de Guise.
Mémoires de Condé.
La Place.
Brantôme.

maréchal & d'en investir le prince ,
ANN. 1561. pourvu qu'il s'obligeât de sacrifier son
 ressentiment au repos public , & de se
 conformer de point en point , par
 rapport à sa réconciliation avec le duc
 de Guise , à ce qui seroit réglé par le
 connétable , auquel il pouvoit sans
 crainte confier le soin de son honneur.
 Suivant cette convention pareillement
 acceptée par le duc de Guise , le roi
 appelant dans sa chambre tout ce
 qu'il y avoit de plus distingué à la
 cour , & deux secrétaires d'état pour
 dresser acte de ce qui alloit se passer ,
 manda d'une part le prince de Condé,
 & de l'autre le duc de Guise , puis
 adressant la parole à sa mère ; dit :
 » Madame , j'ai fait assembler cette
 » compagnie pour accorder le diffé-
 » rent qui est entre monsieur le prince
 » de Condé & monsieur de Guise ,
 » qui ne refuseront point , comme je
 » pense , de s'accorder pour le bien
 » de mon service & celui du royaume :
 » & afin que monsieur le prince de-
 » meure éclairci de ce qu'il doit
 » croire , vous , monsieur de Guise ,
 » lui direz comment les choses se
 » sont passées « : alors le duc répondit
 conformément à la formule dressée
 par

par le connétable : » Sire , puisqu'il
 » vous plaît que je donne un éclair-
 » cissement à monsieur le prince sur
 » le passé, je vais lui dire ce qui en
 » est. Monsieur, je n'ai mis, ni ne
 » voudrois avoir mis en avant aucune
 » chose qui fût contre votre honneur,
 » & n'ai été auteur, moteur ni insti-
 » gateur de votre prison. Sur quoi
 monsieur le prince de Condé a dit ;
 » monsieur, je tiens pour méchant &
 » malheureux celui & ceux qui en ont
 » été cause « : & là-dessus mondit sieur
 de Guise a répondu , » je le crois
 » ainsi ; cela ne me touche en rien «.
 Alors le roi les pria de s'embrasser &
 de demeurer bons amis & bons pa-
 rens. Pour sceller cette réconciliation,
 Catherine donna le soir un festin au-
 quel ils furent l'un & l'autre invités.

Il ne s'agissoit plus que de trouver
 une indemnité convenable pour le
 maréchal de Brissac , aux dépens du-
 quel s'étoit fait l'accommodement. La
 chose ne fut pas difficile. Le maréchal,
 cassé & infirme, quoique dans un
 âge peu avancé, ne songeoit plus
 qu'à remplir ses fonctions de con-
 seiller d'état : il avoit un fils & un
 frère ; le premier trop jeune, l'autre

ANN. 1561.

Gouvernement de
 Picardie cé-
 dé au prin-
 ce.

Ibid.

ANN. 1561.

encore trop peu accrédité pour qu'il pût se flatter qu'ils lui succédassent dans un gouvernement aussi envié que l'étoit alors celui de Picardie. Gonnor son frère, déjà distingué par son habileté dans l'art militaire, & principalement dans l'attaque & la défense des places, étoit un génie méditatif & plein de ressources, qui parut propre à remettre de l'ordre dans les finances; Catherine lui en confia la direction générale avec le titre de surintendant, & l'entrée dans le conseil d'état. Elle retira sans peine des mains du prince de Condé la charge de colonel général des bandes piémontoises qui étoit trop au-dessous de lui, & qu'il n'avoit prise que pour tenir à quelque chose, & en pourvut Timoléon de Cossé, fils du maréchal, jeune seigneur de grande espérance, mais qui ne faisoit encore qu'entrer dans le monde. Enfin elle conserva au maréchal les appointemens de son gouvernement, jusqu'à ce qu'il fût pourvu d'un autre de même valeur.

Le maréchal de Montmorenci que le prince de Condé avoit appelé à son secours, arriva à St-Germain avec soixante gentilshommes d'élite, vingt-

quatre heures après qu'il avoit été mandé, deux heures après l'accord. ANN. 1561.

Cette démarche dans un gouverneur de province déplut à la reine & n'étoit pas non plus du goût du père ; cependant il l'excusa devant le public, en disant que son fils n'avoit pu agir autrement , puisqu'il étoit appelé en qualité de parent & par un prince du sang. Quant à lui , bien loin de revenir sur les liaisons qu'il avoit précédemment formées avec le duc de Guise & le maréchal de St-André, il les resserra plus étroitement , parce que le danger que couroit l'ancienne religion étoit plus grand qu'il n'avoit jamais été. Catherine sentant qu'il étoit enfin tems d'entamer sérieusement l'affaire de la subvention , & voulant dissiper par le choix des commissaires qu'elle adresseroit au clergé, les soupçons & la défiance que ses longs délais & quelques propositions insidieuses avoient dû jeter dans les esprits , fit décréter cette commission au duc de Guise & au comte de Montmorency, tandis que l'amiral & d'Andelot négocioient avec les mêmes pouvoirs auprès des députés des deux autres ordres. Contrat de

Il n'y avoit point de contestation Poissy pour

ANN. 1561.

la subvention du clergé.

Procès-verbal des assemblées.

sur la somme que le clergé devoit fournir à l'acquit de la dette publique.

On avoit exigé qu'il rachetât toutes les rentes constituées sur les hôtels-de-ville, qui formoient un capital de quinze millions, & qu'il remît par cette opération le roi en possession de ses domaines. Après quelques représentations d'usage, il y avoit à-peu-près consenti. Il ne s'agissoit que de régler la forme de cet engagement, & de fixer l'époque à laquelle la libération seroit entièrement consommée. Catherine avoit fait proposer à l'assemblée par Guillard du Morrier & Gonnor, de vendre ou simplement d'aliéner avec la faculté de rachat perpétuel, quelques portions des plus riches abbayes. Le clergé avoit rejeté avec une sorte d'indignation une ouverture qui tendoit à dénaturer des fonds consacrés au culte public & au soulagement des pauvres; mais pour montrer que ce n'étoit point leur intérêt personnel qui les touchoit, les évêques avoient offert de remettre le roi dès le premier de janvier suivant en possession de tous ses domaines, en se substituant à lui vis-à-vis des prêteurs, à qui ils continue-

roient de payer les intérêts de leur créance jusqu'à ce qu'ils en eussent remboursés le fonds: ils demandoient seulement, pour opérer complètement ce remboursement, le terme de seize années : offre si raisonnable , que le roi de Navarre & le prince de Condé lui-même, qui se trouvèrent présens lorsque les députés de l'assemblée vinrent la proposer, crurent que le roi devoit s'en contenter. Catherine & ceux qui la dirigeoient en jugèrent autrement. Il devoit paroître parfaitement indifférent aux créanciers de l'état que ce fût ou le roi ou le clergé qui les payât ou les remboursât ; mais il ne l'étoit point du tout que leur créance eût une hypothèque fixe & déterminée, ou ne portât que sur une obligation vague de la part du corps entier du clergé : il étoit donc au moins douteux que quand même on seroit parvenu à les rassembler, ils eussent consenti à la substitution proposée par le clergé, d'où il résulteroit évidemment que les domaines du roi, jusqu'au remboursement, resteroient affectés à ces créances, sans qu'il pût les engager de nouveau, quelque besoin qui se présentât. Car qui pouvoit

ANN. 1561.

 ANN. 1561.

se promettre qu'avant seize ans le gouvernement ne seroit pas dans la nécessité de recourir à des emprunts ? Il étoit clair d'ailleurs que tant que dureroit ce remboursement, on ne pouvoit rien demander de plus au clergé : c'étoit donc priver l'état pendant seize ans d'un revenu fixe de cent mille écus, lorsque le roi vouloit bien se contenter d'une seule décime, du double & du triple, lorsque le besoin l'exigeoit, ce qui rabattoit beaucoup du sacrifice que le clergé paroissoit faire à l'état. En conséquence, il fut arrêté que s'il croyoit pouvoir acquitter ces quinze millions sans aliénations, le roi le trouveroit bon, pourvu qu'il s'obligeât à le faire dans l'espace de six ans, & éteignît annuellement un capital de deux millions quatre cent mille livres. C'est l'arrangement que le connétable & le duc de Guise furent chargés de proposer à l'assemblée. Les évêques, qui connoissoient la droiture & les bonnes intentions de ces deux seigneurs, commencèrent par leur faire sentir à eux-mêmes l'impossibilité où ils étoient de prendre un pareil engagement sans s'exposer à détruire de leurs propres mains

un tiers des églises de leurs diocèses: car pour former la somme de deux millions quatre cent mille livres, il auroit fallu imposer huit décimes par an; or l'on avoit vu sous le dernier règne, que lorsque dans des momens de détresse on en avoit voulu lever quatre ou cinq, une partie des curés s'étoient enfuis pour se soustraire aux horreurs de la prison, les peuples étoient demeurés sans pasteurs & les églises sans ornemens. Ils ne nioient pas qu'une partie de ces désastres ne dût être imputée aux receveurs royaux, hommes durs & féroces, qui multiplioient sans nécessité les contraintes, les saisies & les frais de justice. Ils convenoient qu'en établissant une proportion plus exacte entre les gros & les petits bénéfices, qu'en simplifiant la perception, & sur-tout en ne souffrant pas qu'à l'ombre de certains privilèges, un grand nombre de ceux qui étoient le plus en état de contribuer s'en exemptassent, on pourroit, sans exercer le même brigandage, porter beaucoup plus loin la recette. D'après les recherches les plus exactes pour s'assurer de la valeur réelle des biens ecclésiastiques de chaque dio-

ANN. 1561.

 ANN. 1561.

cèse, & de ce qui devoit en être prélevé pour assurer aux ministres des autels une modique subsistance, ils croyoient pouvoir s'obliger d'éteindre chaque année un capital de seize cent mille livres, ce qui ne retarderoit la libération totale des domaines du roi que de quelques années ; mais aux conditions que la répartition, la perception & l'emploi s'en feroient par leurs propres mains, & qu'aucun bénéficié dans le royaume, sans en excepter les chevaliers de Malthe, n'en seroit exempt. Les commissaires goûtèrent cette offre, & promirent de l'appuyer dans le conseil : elle fut acceptée & le contrat rédigé le 21 octobre avec les conditions proposées par le clergé. Le roi s'y obligeoit de plus à maintenir l'ancienne religion dans toute l'étendue de son royaume, à faire jouir les ecclésiastiques de leurs droits, & à décharger ceux dont les biens auroient été pillés par les hérétiques, d'une partie plus ou moins forte de la contribution, à raison du dommage qui leur auroit été fait.

Subside
sur les bois
sons ac-

L'amiral & d'Andelot rencontrèrent d'abord beaucoup moins de do-

cilité dans les députés des deux autres ordres ; cependant à force de leur représenter combien il étoit important pour tous ceux qui s'intéressoient aux progrès de la réforme , de ne pas aliéner par un refus l'esprit de la reine , qui penchoit entièrement de leur côté , qui promettoit d'abroger l'édit de juillet , d'accorder dans toute l'étendue du royaume le libre exercice de la nouvelle religion , & de prendre des arrangemens prochains pour y faire élever le roi & ses autres enfans ; ils les portèrent à consentir pour six ans à l'établissement d'un nouveau droit sur les boissons , dont le produit annuel fut évalué à douze cent mille livres , & qui par sa nature retomboit encore sur le clergé comme sur les deux autres ordres

Ainsi pour parvenir à ses fins , Catherine ne craignoit point de prendre tout-à-la-fois , sous le nom de son fils , deux engagemens contradictoires ; mais il paroît que c'étoit le dernier qu'elle avoit véritablement intention de tenir. Elle continuoit de garder auprès d'elle Beze & ses compagnons qui se consoloient de la rupture des conférences , & par la parole qu'elle

ANN. 1561.
cordé pour
six ans par
les états de
Pontoise.

*Procès-
verbal des
états.*

Change-
mens à la
cour en fa-
veur de la
religion ré-
formée.

*Brantôme.
Lettres de
Chantani.*

*Lettres du
nonce Ste-
Croix.*

*Lettres de
Pasquier.*

 ANN. 1561.

leur donnoit, de les renouveler sous une meilleure forme, & par la liberté qu'elle leur laissoit, en attendant, de prêcher dans les cours du château de Saint-Germain, où ils suffisoient à peine à l'affluence des personnes de tout rang qui désiroient de les entendre. L'éducation de Charles IX avoit été confiée, sur la recommandation des Guises, à Marcilli de Scipierre, chevalier également distingué par ses hauts faits d'armes & par une probité éclairée. Sa vigilance à écarter des yeux & des oreilles de son élève tout ce qui étoit propre à altérer dans son cœur le respect & la vénération pour le culte ancien, n'avoit pas manqué de déplaire à ceux dont elle contrarioit les vues; ils s'en étoient cruellement vengés par l'organe des députés de la noblesse aux états de Pontoise. Catherine, qui leur étoit dévouée dans ce moment, n'espérant pas de triompher facilement de la résistance de Scipierre, suivit l'ouverture qu'ils lui avoient faite de créer un surintendant de l'éducation: n'osant cependant se décider par Coligni, que les états lui avoient suffisamment désigné, elle fit choix du prince de la

Roche-sur-Yon, qui bien qu'il n'eût point encore renoncé à l'exercice public de l'ancienne religion, travailloit de tout son pouvoir à l'avancement de la nouvelle. N'ayant aucun reproche à faire à Sipierre, elle crut devoir le nommer conseiller-d'état, & attendre qu'il offrît la démission de sa place de gouverneur. Comme il n'y avoit rien d'humiliant pour un gentilhomme de se trouver subordonné à un prince du sang, il ne montra point d'humeur, & prétexta simplement quelques infirmités pour se rendre moins assidu dans ces premiers momens. Le surintendant non-seulement n'écarta plus de la familiarité du roi ceux qui faisoient profession ouverte de la nouvelle religion, mais trouva bon qu'on lui communiquât, ainsi qu'à ses frères & à leur sœur, les livres de la secte, & qu'aux heures de récréation on représentât devant eux, & qu'ils jouâssent eux-mêmes quelques farces indécentes, où les cérémonies de l'église romaine étoient tournées en dérision.

ANN. 1561.

La révocation de l'édit de juillet étoit une plus haute entreprise. Délibéré avec la plus grande solennité

Mesures
pour la ré-
vocation
de l'édit de
juillet.

ANN. 1561.

*Registres
du parle-
ment.*

*Lettres de
Pasquier.*

*La Po-
pelinière.*

*Mémoires
de Condé.*

pendant près d'un mois par tout ce qu'il y avoit de plus imposant en matière de législation, il sembloit ne pouvoir être convenablement aboli qu'avec le même appareil. Mais devoit-on se promettre qu'avant six mois révolus tant de graves personnages revinssent sur leurs pas, pousâssent la complaisance jusqu'à désavouer leur propre ouvrage, & à se déshonorer ainsi à la face de la nation? Si l'on présentoit aux divers parlemens un édit contraire, rédigé sans leur participation, se prêteroient-ils à l'enregistrement? Si l'on entreprenoit de violenter leurs suffrages, ne risquoit-on pas d'exciter une commotion qui ébranleroit l'état jusque dans ses fondemens? On jugea donc que dans une matière si grave il falloit marcher pas à pas, & sur-tout cacher, autant qu'il étoit possible, le terme où l'on se proposoit d'arriver. L'édit de juillet n'avoit produit que du mal, parce qu'on ne s'étoit point soucié de le faire exécuter. Les protestans, rassurés & encouragés par leurs chefs, avoient continué de tenir régulièrement des assemblées nombreuses même à Paris, sous les yeux du parlement, sans

rencontrer aucun obstacle de la part des officiers préposés à la police. ANN. 1561.
 Poussant beaucoup plus loin l'audace dans les villes où ils étoient les plus forts, ils s'étoient emparés à main armée des principales églises, avoient renversé les autels, mutilé les statues, profané les vases sacrés, & forcé le clergé ou à s'exiler ou à faire prendre les armes aux catholiques, pour se garantir d'une surprise pendant la célébration du service divin. Le conseil étoit accablé de requêtes, soit de la part des catholiques, qui demandoient qu'on leur rendît au moins leurs églises, soit de la part des réformés, qui se plaignoient de quelque outrage, de quelque complot réel ou imaginaire. Les choses ne pouvant demeurer plus long-tems dans un état si violent, il fut arrêté dans le conseil qu'il falloit commencer par désarmer indistinctement les bourgeois des villes principales, & ensuite convoquer un certain nombre de députés des différens parlemens, qui, conjointement avec les princes du sang, les grands officiers de la couronne & les autres conseillers-d'état, chercheroient un moyen de prévenir

 ANN. 1561.

les séditions, qui fût applicable à toutes les provinces. Le prince de la Rochesur-Yon fut chargé de présenter à la chambre des vacations & de mettre à exécution des lettres-parentes, qui ordonnoient aux bourgeois d'apporter leurs armes, les uns à l'hôtel-de-ville, les autres à l'arsenal. Il n'éprouva de résistance que de la part des réformés, qui étant odieux & en petit nombre, n'osoient se reposer sur la foi publique. Il leur fit entendre qu'on avoit pourvu d'une autre manière à leur sûreté, & qu'ils ne hasardoient rien à se montrer obéissans. En effet, le guet de Paris, le prévôt de la maréchaussée, n'eurent bientôt plus d'autre fonction que de les escorter, soit au prêche, soit sur les chemins : on usa de moyens à-peu-près pareils pour désarmer les bourgeois de Lyon, & l'on engagea les protestans à rendre aux catholiques leurs églises : ils en rendirent en effet quelques-unes, mais gardèrent les principales, sans que le gouvernement parût s'en offenser ; car dans le plan du nouvel édit, tel qu'il étoit déjà projeté, il étoit bon qu'ils eussent encore bien des choses à rendre, afin qu'on eût l'air d'avoir

autant consulté l'intérêt des catholiques que celui des protestans.

ANN. 1561.

Les Guises voyant ce qui se préparoit, & n'ayant aucun moyen de l'empêcher, parce que tout accès leur étoit fermé auprès du roi de Navarre, & que la reine mère étoit entièrement livrée à leurs ennemis, prirent une seconde fois le parti d'abandonner la cour. Leur départ fut accompagné d'une circonstance qui prêta des armes à leurs ennemis, & laissa un fâcheux levain dans l'esprit de Catherine. Jacques de Savoie, duc de Nemours, leur compagnon inséparable, s'étoit rendu depuis quelque tems fort assidu auprès de monsieur, frère du roi. Catherine n'en avoit pris aucun ombrage; comme c'étoit celui de ses enfans qu'elle aimoit le mieux, elle étoit flattée de voir son goût justifié par le chevalier le plus accompli de la cour. La veille de son départ, le duc l'ayant tiré à l'écart, entama avec lui une assez longue conversation, où montrant du mécontentement de tout ce qui se passoit depuis quelque tems, il lui demanda s'il ne s'ennuyoit point de la gêne & de l'odieuse captivité où il étoit retenu, & s'il ne seroit pas bien aise de

Les Guises quittent la cour: le duc de Nemours soupçonné d'avoir voulu enlever monsieur.

Mémoires de Condé.

La Popelinière.

Beze. Brantôme.

■■■■■ passer deux ou trois mois avec des
 ANN. 1561. parens & des amis qui se feroient
 un devoir & un plaisir de lui pro-
 curer tous les amusemens qui con-
 venoient à son âge : croyant l'avoir
 gagné , il lui indiqua les moyens de
 se dérober à ses espions cette nuit
 même , & se chargea de l'emmen-
 er ; mais il ne put le déterminer à tenter
 l'aventure , & partit seul le lendemain
 matin. Cette conversation mystérieuse
 avoit été remarquée par des officiers
 du prince , qui tirèrent de lui le se-
 cret & en avertirent la reine mère.
 Frémissant de colère , elle voulut que
 son fils fût interrogé juridiquement ,
 & qu'on dressât un procès-verbal de ses
 dépositions. Quoique les hommes les
 plus sensés regardâssent cette intrigue
 comme un pur badinage , & qu'il n'y
 eût en effet aucune apparence qu'un
 courtisan aussi délié eût eu l'indiscré-
 tion de confier un secret de cette na-
 ture à un enfant de neuf à dix ans , ni
 qu'il eût entrepris de lui faire traverser
 le royaume sans considérer qu'il étoit
 incapable de soutenir seulement pen-
 dant quelques heures la fatigue du
 cheval , & qu'ainsi il seroit infaillible-
 ment arrêté avant deux jours : il s'en

trouva d'autres , en plus grand nombre , qui crurent devoir suspendre leur jugement. A la vérité ils ne pensoient pas que le duc de Nemours eût sérieusement formé le dessein de faire traverser le royaume au jeune prince pour le conduire soit en Savoie soit en Lorraine : mais n'avoit-il point eu le projet de l'amener tout simplement à Paris , de soulever les bourgeois de concert avec les Guises , & de le faire déclarer chef du parti catholique , en prétextant qu'on élevoit le roi dans les principes de la religion réformée ? Sous ce point de vue l'intrigue parut assez probable pour mériter qu'on l'approfondît. Le duc de Nemours , au lieu de prendre la route de Savoie , où quelques affaires domestiques l'appelloient , s'étoit retiré à Nanteuil auprès du duc de Guise. Il y reçut un ordre du roi de revenir à St-Germain pour satisfaire aux questions qu'on avoit à lui faire. Surpris & indigné qu'on affectât de donner de l'importance à des niaiseries dont il n'avoit voulu qu'amuser un enfant , il ne crut pas cependant que la prudence lui permit de retourner dans ce moment à la cour , où son affaire avec François de Ro-

ANN. 1561.

ANN. 1561.

han. lui avoit suscité de puissans ennemis, à la tête desquels étoit le roi de Navarre. Il se contenta donc d'envoyer à sa place Lignerolles, un de ses favoris, avec des lettres très-soumises au roi & à la reine. Catherine fit conduire Lignerolles en prison, & adressa au duc de Savoie des plaintes si amères contre le duc de Nemours, que craignant de se trouver impliqué lui-même dans cette intrigue, il manda à son parent, que malgré le plaisir qu'il auroit à le voir dans toute autre circonstance, il ne le recevroit à sa cour qu'après qu'il se seroit lavé du reproche qu'on lui faisoit. Ne pouvant non plus demeurer plus long-tems à Nanteuil, ~~sans aggraver les soupçons qu'on avoit déjà contre le duc de Guise~~, il se retira en Lorraine auprès du comte de Vaudemont son beau-frère.

D éfaveu
& répara-
tion d'une
thèse de
théologie.
Du Boulai,
hist. univ.
Paris.

Registres
du parle-
ment.

De Thou.

La défiance générale que cette intrigue, vraie ou chimérique, avoit jetée dans les esprits, rendit le conseil plus attentif sur tout ce qui se passoit dans la capitale. Jean Tanquerel, bachelier en théologie, avoit avancé dans une thèse publique *que le pape, comme vicaire de J. C. & monarque universel, peut déposer les rois*

& les princes rebelles à ses commandemens. Le chancelier l'Hopital qui en fut informé, dénonça cette proposition au procureur-général comme un attentat, & le chargea d'en poursuivre la réparation. Le bachelier s'enfuit, laissant dans l'embarras les docteurs qui avoient présidé à sa thèse, plus coupables de négligence que d'aucune mauvaise intention. On vouloit un désaveu qui pût être regardé comme celui de la compagnie entière. Le président de Thou, le procureur-général & deux conseillers de la cour, s'étant transportés aux écoles, exigèrent qu'en présence de cinquante docteurs, le bedeau de la faculté, au nom & comme représentant la personne de Jean Tanquerel, déclarât qu'indiscretement & inconsidérément il avoit mis en dispute une proposition qui offensoit le roi; qu'il la tenoit pour fausse & en demandoit humblement pardon.

ANN. 1561.

Les prédicateurs chargés de prêcher pendant l'avent dans les différentes paroisses de Paris, laissant le plus souvent l'explication de l'évangile, se permettoient, selon l'usage du tems, de fréquentes excursions sur l'admini-

Entreprise mal soutenue contre un prédicateur.
Lettres de Pasquier.
Felibien,

ANN. 1561.

*histoire de
Paris.**Registres
du parle-
ment.*

nistratation de l'état, sur le scandale que donnoient les conciliabules & assemblées publiques des hérétiques, & sur la patience des bourgeois qui souffroient que le guet payé de leurs deniers, n'eût plus d'autre fonction que de servir d'escorte à ces ennemis de Dieu & des hommes : le plus violent étoit frère Jean de Han, minime, qui tenoit la chaire de Saint-Barthélemi. Le prince de la Roche-sur-Yon le fit enlever de son couvent au milieu de la nuit & conduire secrètement dans les prisons de St-Germain. Le lendemain matin il en donna avis au parlement, en lui communiquant l'ordre qu'il avoit reçu du roi. Le peuple s'attroupa dans les cours du palais : les principaux bourgeois rendirent plainte de cette violence publique ; n'obtenant rien du parlement, ils se rendirent à Saint-Germain pour la porter directement au roi, & crièrent si haut, qu'on se crut obligé de relâcher le prisonnier ; ils le ramenèrent en triomphe dans leur église.

Ces dispositions connues auroient dû faire sentir au gouvernement combien le rapprochement qu'il se proposoit, étoit encore douteux, ou même

*Tumulte à
St-Médard.**Pasquier.**Beze.**Mémoires
de Condé.**La Popeli-
nière.**De Thou.*

impraticable. Un évènement fortuit ajouta à la difficulté, en portant au ANN. 1561. dernier degré le ressentiment des catholiques : les réformés tenoient leurs principales assemblées dans une vaste maison du fauxbourg Saint-Marceau, à l'enseigne du patriarche, qui touchoit presque à l'église. Il arriva le 26 décembre, fête de Saint Etienne, que pendant que le ministre Malo prêchoit, les paroissiens sonnèrent leurs vêpres. Le bruit des cloches empêchant que le ministre ne fût entendu, deux hommes de l'assemblée furent chargés ou prirent sur eux d'aller faire cesser ce carillon. La hauteur avec laquelle ils remplirent cette imprudente commission, révolta ceux qui se trouvoient dans l'église ; l'un fut chargé de coups, tandis que l'autre alla en hâte avertir l'assemblée du danger où il avoit laissé son compagnon. Les réformés, qui étoient au nombre de deux mille, parmi lesquels il y avoit un grand nombre de gentilshommes, coururent à l'église, enfoncèrent les portes & tombèrent l'épée à la main sur une multitude confuse & désarmée. La maréchaussée & une partie du guet, au lieu d'appaïser

 ANN. 1561.

le tumulte se montrèrent plus féroces que ceux qu'ils devoient réprimer , abattant à grands coups d'épée & écrasant sous les pieds de leurs chevaux des malheureux qui ne cherchoient qu'à s'enfuir. Ceux qui avoient eu le bonheur de pouvoir se réfugier dans le clocher , sonnèrent le tocsin pour appeller du secours ; il n'en vint point , parce que les bourgeois désarmés deux mois auparavant , trouvoient au bout de toutes les rues qui aboutissoient à l'église des corps-de-garde que Gabaston , commandant du guet , avoit eu l'attention d'y poser. Après avoir assouvi leur première fureur sur le peuple , ces fanatiques la tournèrent sur les objets de la vénération des fidèles , ils brisèrent la porte du tabernacle , en arrachèrent les vases sacrés , foulèrent aux pieds les hosties consacrées , renversèrent l'autel , mirent en pièces croix , images & statues. Enfin ils lièrent de cordes trente-deux prisonniers , prêtres ou bourgeois , la plupart meurtris de coups , quelques-uns dangereusement blessés , & les traînèrent dans les prisons du châtelet , à la vue des catholiques , qui ne pouvant les secourir , pouissoient des cris de déses-

poir, & levoient les mains au ciel pour demander vengeance. Les prisonniers firent parvenir leurs plaintes au parlement qui, touché de pitié, mais enchaîné par des formes judiciaires sujettes à beaucoup de longueurs, chargea les gens du roi de se transporter sur-le-champ à Saint-Germain. Ils plaiderent si bien la cause de ces malheureux, qu'ils obtinrent un ordre pour les mettre en liberté, & la permission d'informer contre les auteurs de la rédition. La cour nomma deux commissaires pour entendre les témoins; mais comme ils étoient de différente religion, ils ne voulurent point communiquer ensemble, & en agissant séparément, ils recueillirent des dépositions contradictoires sur tous les points. Car malgré l'évidence & la notoriété du fait, les réformés, en changeant les circonstances, en imputant à leurs adversaires un dessein prémédité, dont ils ne donnoient aucune preuve, ne désespéroient pas de les faire passer pour les vrais agresseurs.

ANN. 1561.

La rumeur générale que ce funeste accident venoit d'exciter dans la capitale, fut bientôt étouffée par un plus grand intérêt : les magistrats que

ANN. 1562.

Assemblée des princi-

le roi avoit appellés des divers parlemens du royaume, s'assemblèrent à Saint-Germain avec les princes du sang, les grands officiers de la couronne, les autres conseillers-d'état & les maîtres des requêtes. Le roi, après leur avoir demandé le secours de leurs lumières, chargea son chancelier de leur exposer l'objet de la délibération.

ANN. 1562. *paux magistrats du royaume conjointement avec les membres du conseil : discours du chancelier.*

Hubert » royaume, ne soient ignorées d'aucun de ceux qui m'étourent, je vais, *Languet* » dit l'Hopital, pour satisfaire au *épist.* » commandement du roi, vous en re- *Lettres de Ste-Croix.* » tracer sommairement l'histoire. Je *Lettres de Chanton-* » parlerai des divers édits qu'elles ont *nai,* » occasionnés, afin qu'apercevant & *Lettres de Pasquier.* » le siège du mal & l'insuffisance des *Mémoires de Condé.* » premiers remèdes, vous soyez plus » à portée d'en indiquer de nouveaux. » Ce fut en 1517, c'est-à-dire, dans » un siècle souverainement corrompu, » que l'on entendit parler pour la première fois de ces querelles de religion. La dissolution sembloit avoir » établi son siège à Rome : la France » étoit gouvernée par un monarque » noyé dans toute sorte de délices, » mais que ses malheurs rendirent dans » la

» la suite un grand roi. Henri VIII ,
 » à-peu-près de même âge , donnoit
 » des exemples encore plus scandaleux
 » à l'Angleterre ; le reste de l'Europe
 » n'étoit pas mieux moriginé. Dieu
 » qui ne vouloit pas que nous nous
 » perdissions , frappa , pour ainsi dire ,
 » à notre porte , & ne permit un com-
 » mencement de troubles que pour
 » nous avertir de changer de vie. C'é-
 » toit le cas où nos évêques auroient
 » dû résider dans leurs diocèses , nos
 » curés veiller sur la portion du trou-
 » peau qui leur est confiée : car c'est
 » ainsi que saint Ambroise , saint
 » Jean Chrysostôme & saint Hilaire
 » avoient triomphé des hérésies qui
 » s'étoient élevées de leur tems ; mal-
 » heureusement nos évêques n'étoient
 » ni des Ambroises , ni des Chrysof-
 » tomes , ni des Hilaires. On trouva
 » plus commode d'opposer à des en-
 » nemis qu'on méprisoit à cause de
 » leur petit nombre , les bûchers &
 » les gibets , que la prédication & le
 » bon exemple. Ne soyons donc point
 » étourrés si fermant nos oreilles à la
 » voix de Dieu , nous avons vu le
 » mal s'accroître d'année en année.
 » Car bien que François I , & après lui

ANN. 1562.

ANN. 1562.

» Henri II, multipliâssent les édits ,
 » excitâssent la vigilance des magif-
 » trats , redoublâssent la rigueur des
 » supplices , la nouvelle religion prit
 » un tel accroissement , que sous le
 » dernier règne elle mit dans un danger
 » éminent & le monarque & la mo-
 » narchie. Alors pour la première fois
 » le ministère ouvrit les yeux & chan-
 » gea de langage. Dans l'incertitude
 » si l'on seroit long-tems en état de
 » résister aux ennemis qui arrivoient
 » de toutes les provinces , on ouvrit
 » les portes des prisons , on publia une
 » amnistie générale pour tous ceux qui
 » poseroient les armes ; & comme ce
 » remède tardif n'avoit point encore
 » produit tout l'effet qu'on s'en pro-
 » mettoit , on publia des lettres pa-
 » tentes , par lesquelles le roi interdis-
 » sant à ses tribunaux la connoissance
 » du crime d'hérésie , la renvoyoit à
 » la correction des évêques , & lais-
 » soit à chacun la liberté de consci-
 » ce , en se contentant de défendre les
 » assemblées illicites. Ces derniers
 » mots parurent bientôt présenter un
 » sens trop vague , on demanda de
 » tous côtés si sous cette dénomination
 » étoient comprises les assemblées où

» un certain nombre de personnes tran-
 » quilles & désarmées se réuniroient ANN. 1562.
 » pour servir Dieu à leur manière. Ce
 » fut en partie pour résoudre ce doute,
 » que se tint le conseil extraordinaire
 » de Fontainebleau, où l'on fut d'avis
 » de convoquer les états-généraux du
 » royaume. Ils se sont assemblés au
 » commencement de ce règne, ont
 » donné naissance à un grand nombre
 » de réglemens salutaires, remédié à
 » tous les désordres, excepté au seul
 » pour lequel ils avoient été convo-
 » qués; car il ne fut pas possible de
 » rien statuer à cet égard, attendu la
 » division qui régnoit entre les trois
 » ordres. Comme le mal croissoit
 » toujours, le conseil, uni au parle-
 » ment de Paris, voulant suppléer
 » à ce qui n'avoit point été fait par
 » les états, délibéra pendant trois se-
 » maines sur cet objet, & prépara
 » un nouvel édit, par lequel le roi
 » pardonnant le passé, interdisoit à
 » l'avenir toute assemblée où l'on
 » prêcheroit une doctrine contraire à
 » celle de l'église romaine. Ce précis,
 » tout informe qu'il est, suffit pour vous
 » mettre à portée de juger si c'est avec
 » raison qu'on reproche aux mi-

 ANN. 1562.

» nistres du roi d'avoir fomenté le
 » mal par leur négligence à y appor-
 » ter du remède ; car que pouvoient-
 » ils faire qu'ils n'aient pas fait ? Ter-
 » reur , clémence ; menaces , exhorta-
 » tions ; caustiques , remèdes lénitifs ,
 » tout a été essayé & tout l'a été sans
 » succès. Ce n'est pas , me dira-t-on ,
 » des édits qu'on se plaint , ils étoient
 » saints & salutaires ; c'est du peu de
 » soin qu'on a pris de les mettre à
 » exécution. Ceux d'entre vous qui se-
 » roient tentés de nous adresser ce
 » reproche , ont-ils pris garde si ce
 » n'est pas sur eux-mêmes qu'il tom-
 » be ; car à qui est confiée l'exécution
 » des ordonnances , sinon aux divers par-
 » lemens du royaume , chacun dans son
 » ressort ? Ils diront qu'ils manquoient
 » des forces nécessaires pour se faire
 » obéir. D'accord ; mais les ministres du
 » roi en avoient-ils davantage ? Cepen-
 » dant on ne cesse de déclamer en pu-
 » blic & en particulier contre ceux
 » qui tiennent , dit-on , le roi dans
 » une perfide neutralité , & l'empê-
 » chent par leurs conseils de se mettre
 » décidément à la tête d'un parti pour
 » écraser l'autre. Car c'est visiblement
 » dans une guerre civile , quoiqu'ils

» n'osent encore trancher le mot, que
 » ces hardis politiques voudroient
 » nous embarquer. Je leur demanderois
 » volontiers s'ils sont bien persuadés
 » que ce parti s'accorde avec l'âge
 » du prince que la providence a placé
 » sur le trône : s'ils trouveront aisé-
 » ment un général qui consente à se
 » charger des suites d'une pareille exé-
 » cution, & de quels capitaines ils
 » comptent se servir ? Dans la dis-
 » simulation qui règne aujourd'hui,
 » l'homme qu'on croit le plus attaché
 » à un parti, est peut-être déjà secrète-
 » ment engagé dans le parti contraire,
 » & continuera de le favoriser de tout
 » son pouvoir. Supposons cependant
 » qu'on n'ait rien à craindre de la part
 » des faux frères, les hommes les
 » mieux intentionnés seront-ils bien
 » tentés de se battre quand ils apperce-
 » vront dans les rangs ennemis un père,
 » un oncle, un frère. Ruineront-ils vo-
 » lontiers les châteaux & les terres dont
 » ils doivent hériter un jour ? Enfin
 » quelle seroit l'issue du succès le plus
 » complet, sinon la désolation du
 » royaume & le risque de devenir la
 » proie d'un voisin ambitieux. Aban-
 » donnons donc, ou plutôt abhorrons

ANN. 1562.

 ANN. 1562.

» à jamais l'idée seule d'un remède si
 » extravagant & si barbare. Celui que
 » nous cherchons doit être subordonné
 » aux décrets de la providence qui
 » nous a donné pour roi un enfant,
 » & analogue à la nature de la mala-
 » die, qui étant purement spirituelle,
 » résistera à tout ce qui frappera le
 » corps sans changer l'opinion. Pré-
 » tendez-vous, me demandera quel-
 » qu'un, remettre en délibération des
 » matières agitées & résolues, tant au
 » concile de Poissy, qu'aux assemblées
 » solennelles du parlement de Paris
 » qui ont précédé l'édit de juillet ?
 » Voici ma réponse : rien de ce qui
 » a été agité à Poissy ne doit nous
 » occuper, car il n'y a été question
 » d'autre chose que de la réforma-
 » tion de la discipline ecclésiasti-
 » que qui appartient exclusivement
 » aux évêques : à l'égard des déli-
 » bérations du parlement de Paris,
 » & de l'édit qui en est résulté,
 » qu'il me soit permis d'entrer en ex-
 » plication. Je fais tout le respect qui
 » est dû aux loix ; elles sont le lien
 » de la société, & tout peuple qui
 » les méprise, est déjà retombé ou à
 » la veille de retomber dans l'état de

» barbarie. Mais tout ce qui est com-
 » pris sous le nom de loi , ne doit ANN. 1562.
 » pas être rangé sur la même ligne.
 » Il y en a de naturelles , de divines
 » & de politiques. Les premières sont
 » des vérités éternelles, que la raison
 » découvre à celui qui la consulte , &
 » qu'aucun homme ne peut enfreindre
 » sans se dégrader. Les secondes sont
 » également sacrées & obligatoires
 » dans tous les tems & dans tous les
 » lieux , puisqu'elles sont la manifesta-
 » tion de la volonté divine , & qu'en
 » mettant Dieu à l'écart pour un tems,
 » nous ne serions pas sûrs de le re-
 » trouver dans un autre. Les troi-
 » sièmes , au contraire , ne sont que
 » des institutions humaines , fondées
 » le plus souvent sur des conjectures ;
 » & qui tirent tout leur prix de la
 » manière dont elles s'adaptent aux
 » besoins qui les ont fait naître. L'ex-
 » périence seule peut assigner le degré
 » de stabilité qu'elles méritent : & il
 » n'y a aucun doute que si elles ne
 » remplissent pas leur objet , la même
 » autorité qui les avoit établies ne
 » puisse & ne doive les changer. En
 » appliquant ces règles à l'édit de
 » juillet , on sentiroit qu'on auroit tort

ANN. 1562. » de s'obstiner à le maintenir , puis-
 » qu'au lieu d'éteindre le feu de la
 » division, il n'a fait que l'enflammer.
 » Peut-être auroit il été bon dans toute
 » autre conjoncture ; mais l'expérience,
 » règle infailible en cette matière ,
 » nous a clairement démontré qu'il
 » ne convient point à celle où nous
 » nous trouvons. Nombre de gèns
 » qui, pour paroître fins, ont pris l'habi-
 » tude de tout interpréter en mal, ne
 » manqueront pas de dire que ce fré-
 » quent changement d'édits n'est
 » qu'une voie oblique pour amener
 » la nation à ce qu'on n'osoit lui pro-
 » poser d'abord. Ils parleroient mieux
 » & plus convenablement, s'ils com-
 » paroient notre situation à celle d'un
 » malade qui se retourne de tous les
 » sens pour attraper un moment de
 » soulagement. Mais je sens parfaite-
 » ment que j'aurai beau dire, je ne
 » défarmerai pas la haine de ceux que
 » ma vieillesse ennuie. Je leur par-
 » donnerois leur déchaînement &
 » leur impatience, s'ils étoient bien
 » assurés de gagner au change : mais
 » quand je considère tout ce qui
 » m'entoure, je serois bien tenté de
 » leur adresser cette réponse d'un bon

» vieil homme d'évêque qui portoit
 » comme moi une grande barbe blan-
 » che, & qui la montrant à ses nom-
 » breux détracteurs, se contenta de
 » leur dire : *quand cette neige sera*
 » *fondue, il ne restera que de la boue.*

ANN. 1562.

» Quant à vous, messieurs, que le
 » roi a choisis de ses divers parlemens,
 » & qui par-là pouvez vous dire les
 » élus des élus, efforcez-vous de ré-
 » pondre à sa confiance, au rang que
 » vous tenez dans l'état, & à ce que
 » la patrie a droit d'attendre de vous.
 » Ne perdez point de vue qu'il s'agit
 » ici, non d'examiner laquelle des
 » deux religions est la meilleure, mais
 » d'assurer le repos public, en ôtant
 » la matière ordinaire des émeutes.
 » L'exercice de la nouvelle religion
 » doit-il être permis comme l'ont re-
 » quis les députés de la noblesse &
 » du tiers-état aux états de Pontoise ?
 » ou bien doit-on regarder comme une
 » chose impossible que des hommes
 » qui n'ont pas la même croyance
 » vivent en paix les uns avec les au-
 » tres, & qu'un hérétique puisse d'ail-
 » leurs remplir les devoirs de citoyen ?
 » C'est sur ces questions que vous avez
 » à prononcer. Je dois seulement vous

» prévenir que le conseil ne pouvant
 ANN. 1562. » donner qu'un tems limité à cette
 » discussion, vu la multitude d'autres
 » affaires dont il est surchargé, vous
 » exhorte & vous prie d'éviter les
 » digressions, & de songer beaucoup
 » plus aux choses qu'à la manière
 » de les dire «.

Quoique les catholiques n'augurâs-
 sent rien que de funeste de la part d'une
 assemblée dont le plus grand nombre
 des membres étoient du choix du chan-
 celier, & que les Guises en eussent
 tellement désespéré qu'ils avoient pris
 le parti de s'absenter, la cause de l'an-
 cienne religion ne fut point entière-
 ment abandonnée. Plusieurs des ma-
 gistrats qu'on avoit appelés comme les
 hommes les plus modérés, épousèrent
 ses intérêts avec chaleur, & furent
 fortement appuyés par le cardinal de
 Tournon, le connétable, les maréchaux
 de St-André, de Brissac & de Termes.
 Le vieux connétable sur-tout, usant de
 tous les droits que lui donnoient sur
 les Châtillons ses neveux, des services
 accumulés & un long exercice du pou-
 voir paternel, les traita publiquement
 avec une dureté qu'ils auroient eu de
 la peine à pardonner à un véritable

père. Catherine eut la gloire d'avoir proposé l'avis qui fut adopté par les deux partis : soit qu'elle ne prît conseil que des circonstances, soit que son avis eût été concerté d'avance avec ses confidens, elle déclara que l'intention du roi son fils, dont la sienne ne différoit point, étoit de vivre & de mourir dans la profession de la religion ancienne, & de ne pas souffrir qu'on y portât la moindre atteinte. Qu'il entendoit donc que par-tout où les partisans de la nouvelle s'étoient emparés des églises, ils les rendissent aux catholiques, sans même qu'il fût permis aux premiers d'en édifier d'autres à leur usage : que considérant cependant l'offre qu'ils avoient toujours faite de se soumettre aux décisions d'un concile général, & voulant leur donner le tems de se reconnoître, il consentiroit, dans la vue de calmer les troubles, qu'ils s'assemblâssent sans armes & sans tumulte, non dans l'enceinte des villes, mais hors des murailles, pour pratiquer sous l'inspection du magistrat préposé à la police, les exercices de leur religion. Que cette permission ne dureroit que jusqu'à la publication des décrets d'un

ANN. 1562.

ANN. 1562.

concile général, qui feroient loi pour tous ses fujets. Les catholiques qui étoient inférieurs en nombre, accédèrent à cet avis pour éviter un plus grand mal, les réformés pour acquérir promptement un état civil qui, bien que restreint dans ce moment, prendroit de jour en jour de l'extension & de la confistance.

Edit de La fameuse ordonnance connue
janvier. sous le nom d'*édit de janvier*, conte-

Recueil noit les dispositions suivantes :

d'édits de Par les trois premiers articles, le roi

Charl. IX. enjoit aux réformés de restituer aux

Beze, hist. ecclésiastiques les églises, cloîtres, mai-

La Pope- sons, vases sacrés & autres ornemens

linière. dont ils s'étoient emparés ; leur dé-

D'Aubi- fend sous peine de la vie de les trou-

gné. bler dans la perception de leurs dixmes

Mémoires & autres revenus, & interdit dans

de Condé. l'enceinte des villes toute assemblée &

tout exercice de la nouvelle religion, public ou privé.

Par les articles 4, 5, 6, il suspend,

par provision & jusqu'à la détermin-

ation d'un concile général, les défenses

& les peines portées par les édits

précédens, & notamment par l'édit

de juillet contre les assemblées qu'ils

tiendront de jour hors des villes pour

y faire leurs prêches, leurs prières & autres exercices religieux, ordonnant à ses magistrats de les garantir de toute insulte, pourvu qu'ils se comportent modestement, & s'y rendent sans armes, à la réserve des gentilshommes qui pourront y porter, comme par-tout ailleurs, la dague & l'épée.

 ANN. 1562.

Les 7, 8, 9, enjoignent aux ministres d'exclure de ces assemblées les malfaiteurs & tout homme poursuivi criminellement en justice, & au contraire d'en ouvrir l'entrée, d'y donner une place honorable aux magistrats; de ne tenir aucun synode ni consistoire sans la permission du magistrat, lequel aura droit d'y assister & empêchera qu'il ne s'y forme aucun règlement préjudiciable à l'autorité souveraine.

Dans les 10, 11, 12, 13 & 14, défense de faire aucun enrôlement ni levée de gens de guerre; pareille défense d'établir aucune contribution ni levée de deniers, à la réserve des contributions volontaires, pour la subsistance des ministres & le soulagement des pauvres, lesquelles se percevront, non par voie de répartition, mais par forme d'aumône; injonction de chom-

ANN. 1562.

mer les jours de fête, & de se conformer pour les mariages aux degrés de consanguinité observés dans l'église romaine, afin de ne pas donner lieu à des procès qui compromettroient l'état des enfans & ruineroient les familles. Ordre à tout ministre de se présenter, dans un certain délai, devant le juge royal le plus voisin du lieu de sa résidence, & de jurer entre ses mains 1°. d'observer de point en point chaque article de la présente ordonnance. 2°. De n'user désormais dans ses prédications d'aucune expression offensante contre la messe ni aucune autre partie du culte de l'église romaine. 3°. De se renfermer dans les limites de son église, sans errer de village en village, ni entreprendre de prêcher en aucune paroisse sans le congé du seigneur, du curé & des marguilliers.

Il arriva à la reine mère ce qui arrive ordinairement à ceux qui veulent tenir un milieu entre deux partis extrêmes; elle mécontenta l'un & l'autre. Les catholiques ne virent dans l'édit que l'établissement légal d'une nouvelle religion en France, & attribuèrent à des ménagemens politiques

le reste d'égards qu'elle gardoit encore pour l'ancienne. Les réformés qui, d'après tout ce qui s'étoit passé depuis six mois, s'étoient attendus à une liberré entière, dédaignèrent une pure tolérance avec des restrictions humiliantes. Les principaux ministres qui résidoient toujours à St-Germain, où ils étoient devenus les agens généraux du parti, délibérèrent entr'eux si l'on accepteroit l'édit tel qu'il étoit, & demandèrent à ce sujet une audience secrète au chancelier de l'Hopital. Ils eurent lieu d'être contens de ses réponses, puisque dans la lettre circulaire qu'ils écrivirent aux églises en leur adressant une copie de l'édit, ils exhortèrent leurs frères à s'y soumettre, non pas à la vérité purement & simplement, mais en se rapportant aux interprétations qu'ils ajoutèrent de leur propre autorité à un grand nombre d'articles. Ils marquoient que dans les dispositions où étoient le roi, la reine mère & les principaux membres du conseil, cette première faveur ne tarderoit pas à être suivie d'autres plus considérables. Il paroît en effet que Catherine n'étoit plus retenue dans l'ancienne religion que par la

ANN. 1562.

ANN. 1562. crainte d'une bourasque capable de la renverser. L'amiral, pour l'engager à entreprendre ce qu'elle venoit de faire, lui avoit vanté les forces & les ressources du parti, & n'avoit pas craint de lui promettre, au nom de deux mille cent cinquante églises dont il lui présenta la liste, une armée de cinquante mille hommes soudoyée pour six mois, à laquelle se joindroient des forces non moins considérables d'Allemagne, que les princes protestans fourniroient à l'envi. Des promesses si vagues ne rassuroient point entièrement un esprit défiant : soit qu'elle craignît de s'être déjà trop avancée, soit qu'elle eût dessein d'aller plus avant, si elle y trouvoit de la sûreté, elle demanda qu'on lui donnât dans la plus grande exactitude, un état détaillé des hommes de service & de la somme que chaque église en particulier s'obligerait de fournir, s'il arrivoit que les catholiques prissent les armes & appellâssent le roi d'Espagne à leur secours : elle exigeoit qu'on ne promît que ce qu'on étoit en état de tenir, & qu'on marquât plutôt moins que plus ; elle recommandoit sur-tout qu'on lui gardât le secret le plus inviolable,

même à l'égard du roi de Navarre & du prince de Condé. Cette seconde lettre circulaire, concertée entre l'amiral & les ministres qui résidoient à St-Germain, eut des succès divers auprès des différentes églises. Quelques-unes s'y conformèrent ; d'autres ne jugeant pas qu'il fût prudent de donner des lumières si précises à une femme dissimulée & à laquelle il ne falloit encore se fier que médiocrement, se dispensèrent de répondre cathégoriquement à la question.

Les agitations secrètes & les craintes que Catherine confioit aux chefs des églises réformées, n'étoient pas sans fondement. Elle savoit à quel point sa conduite l'avoit déjà rendu suspecte au pape & au roi d'Espagne. Celui-ci, malgré sa profonde dissimulation, s'en étoit expliqué hautement, & avoit laissé échapper des menaces. Elles acquéroient un nouveau poids par les avis qu'on recevoit des différentes cours d'Italie & d'Allemagne. L'ouverture du concile de Trente avoit donné naissance à une foule de spéculations politiques, dont le génie fécond des Italiens alimentoit la curiosité publique. Les auteurs

ANN. 1562.

Inquiétudes de la reine mère:

negociations contradictoires en Espagne, à Rome & en Allemagne

Manusc. de Bèthune.

Le Laboureur, addit. aux mém. de Castelnau.

Beze, hist. ecclésiast.

Dupui, Recueil de lettres & instruit.

ANN. 1562.

posant pour principe qu'inutilement les pères prononceroient des anathêmes & formeroient des décrets, tant que personne ne seroit chargé de les mettre à exécution, en concluoient que leur premier soin seroit de former, par le canal des ambassadeurs, une ligue catholique assez forte, ou pour faire rentrer dans le sein de l'église les états & les princes qui s'en étoient séparés, ou pour exterminer de la face de l'Europe ceux qui refuseroient de se soumettre à leurs décrets. Quoique les auteurs différassent sur le nombre de troupes qu'on devoit mettre sur pied & sur les moyens de les faire mouvoir de concert, ils s'accordoient tous à nommer le roi d'Espagne pour chef & premier moteur de cette nouvelle croisade. Bientôt le bruit se répandit qu'il levoit des troupes en Italie & en Espagne. Catherine voulant, ou le désarmer ou s'assurer de bonne heure de ce qu'elle avoit à craindre, chargea Sébastien de l'Aubespine, évêque de Limoges, de lui représenter que l'édit de janvier, bien qu'elle y eût donné son consentement, ne déplaisoit à personne plus qu'à elle : que pour s'assurer de ses vrais sentimens & de

ce qui se passoit au fond de son cœur,
 il ne falloit pas la juger sur une action particulière dont on ne pénétrait pas le motif, encore moins sur les interprétations malignes & presque toujours absurdes de quelques esprits mal intentionnés : il falloit examiner l'ensemble de sa conduite, & ne pas perdre de vue le point d'où elle étoit partie. Elle prioit Philippe de vouloir bien se reporter au moment affreux & terrible où elle s'étoit trouvée à l'avènement de son second fils à la couronne. Les principaux chefs de la nation divisés par des haines qui ne leur permettoient ni de se parler ni de se rencontrer : la nation entière partagée en deux factions puissantes acharnées à s'entre-détruire : le trésor de l'état épuisé & chargé d'une dette si énorme qu'elle ne laissoit ni crédit ni ressource : ses droits à la régence méconnus, & l'administration générale mise en litige. Dans une position qui ne lui permettoit pas de commander, elle s'étoit réduite à négocier, & l'avoit fait si heureusement, que son autorité avoit été enfin reconnue & consolidée par les états-généraux du royaume; qu'on avoit pris d'un

ANN. 1562.

ANN. 1562.

commun accord des mesures pour acquitter dans un petit nombre d'années la dette nationale, & que par sa médiation les grands s'étoient réconciliés & vivoient en bons amis. Elle avoit été moins heureuse par rapport aux querelles de religion : trouvant le plus grand nombre des députés aux états d'Orléans prévenus en faveur des nouveautés, le seul bien qu'elle avoit pu faire s'étoit réduit à empêcher qu'il n'y fût rien statué sur cet objet. Profitant du moment de liberté que lui laissoit l'interruption des états-généraux, elle avoit procuré un édit qui remédioit à tout, si le roi son fils avoit eu des sujets plus dociles, ou des forces suffisantes pour se faire obéir. Voyant avec douleur qu'il n'avoit servi qu'à aigrir les esprits, & vivement sollicitée par les députés de la nation assemblés à Pontoise de le révoquer, elle avoit tenté un dernier remède qui consistoit à attirer auprès d'elle les oracles de la nouvelle secte & à les mettre aux prises, sous les yeux des évêques, avec les théologiens les plus renommés, espérant qu'ils seroient ou ramenés par la persuasion, ou confondus en présence

d'un grand nombre de témoins, ce qui ne manqueroit pas de faire ouvrir les yeux à la multitude qu'ils avoient séduite : déchue de cette double espérance par la faute des évêques & forcée d'appliquer un remède aux troubles qui augmentoient de jour en jour & menaçoient l'état d'un bouleversement général, elle avoit, de l'avis de tout ce qu'il y avoit de plus éclairé dans la nation, accordé aux novateurs, non des temples, non l'exercice libre de leur religion, tel que l'avoient demandé les députés de l'ordre de la noblesse & du tiers-état, mais une simple permission de tenir leurs assemblées hors des villes, en plein champ, ou dans des maisons qui n'eussent rien qui les distinguât des habitations ordinaires jusqu'à la décision du concile de Trente, à laquelle ils offroient de se soumettre, pourvu qu'on leur donnât la liberté d'y exposer leurs raisons. Elle venoit en conséquence d'envoyer un ambassadeur au pape, pour lui demander des sauf-conduits, & le prier d'accélérer les sessions du concile dont dépendoit désormais le repos de la France. Que malgré tous les soins qu'elle s'étoit

ANN. 1562.

 ANN. 1562.

donnés en public & en particulier pour la conservation de la religion, elle avoit la douleur de voir sa conduite déchirée par une foule d'esprits turbulens, pour qui la tranquillité publique étoit un état forcé. Le plus envenimé de ses détracteurs étoit le sieur Granvelle de Chantonnai, lequel, non content de la décrier en Espagne, à Rome & dans toutes les cours où il pouvoit avoir des relations, étoit devenu en France le conseil des mécontents & l'ame de toutes les intrigues. Pleine de confiance dans les lumières, la droiture & l'affection du roi son gendre, elle désiroit de se gouverner par ses conseils ; mais elle le supplioit instamment de les lui faire parvenir par un autre canal, ou plutôt de consentir, lorsqu'il iroit tenir les états d'Aragon, à s'avancer jusque sur la frontière, où elle se rendroit de son côté au tems qu'il voudroit lui indiquer. Elle y conduiroit le roi son fils, & désiroit ardemment qu'il amenât de son côté la reine d'Espagne, afin qu'elle eût la consolation de tenir entre ses bras ses deux enfans chéris.

Philippe, sans rejeter absolument

le projet de cette conférence, jugea devoir la renvoyer à un tems plus opportun. Il s'efforça de guérir la reine des préventions qu'elle avoit prises contre son ambassadeur, dont toute l'activité se bornoit au maintien de la vraie religion. Il ne pouvoit, ajouta-t-il, lui en faire un crime, puisque c'étoit la chose du monde qu'il lui avoit le plus fortement recommandée. Il la prioit de prendre en bonne part tous les soins qu'il se donneroit lui-même à cet égard, il s'y croyoit tenu & par l'intérêt qu'il prenoit à son beau-frère, & par le sien propre, puisqu'il lui deviendrait impossible de préserver l'Espagne & les Pays-Bas de l'hérésie si elle achevoit de prendre racine en France. Il exhortoit vivement sa belle-mère à purger par le fer & par le feu le royaume de cette contagion, sans se laisser effrayer par le nombre de ceux qui en étoient infectés, & lui offroit tous les secours dont elle pouvoit avoir besoin.

Lansac, nommé ambassadeur extraordinaire auprès du St-Siège, s'enonça en des termes beaucoup moins soumis. Après avoir rendu compte de ce qui venoit de se passer en France,

 ANN. 1562.

 ANN. 1562.

il ajouta que le motif qui avoit porté toutes les puissances chrétiennes à souhaiter si ardemment la tenue d'un concile général, étoit l'espérance de voir se réunir à l'église les peuples qui s'en étoient séparés. Que cependant cette réunion si désirable ne s'opérerait point tant qu'ils ne prendroient aucune part au concile, & qu'à en juger par les apparences, ils n'y prendroient aucune part tant qu'ils auroient sujet de penser que ce n'étoit qu'une continuation du premier concile de Trente, & tant qu'il se tiendrait dans un lieu où leurs députés ne se croiroient pas en sûreté. Qu'en conséquence le roi très-chrétien prioit le saint père de se souvenir de la parole qu'il lui avoit donnée de le transférer, lorsqu'il en seroit tems, dans quelque ville de sûr accès, & d'empêcher qu'il ne fût rien statué qui donnât l'idée d'une simple continuation. A ces deux conditions, il croyoit pouvoir répondre d'y faire assister, tant les réformés de son royaume que les ambassadeurs des princes protestans d'Allemagne avec lesquels il entretenoit des liaisons héréditaires. Que le saint père pouvoit d'autant

d'autant plus compter sur cet engagement que c'étoit véritablement le seul moyen qui restât au roi son maître, de rétablir le calme dans ses états, car tant que les novateurs se sentiroient soutenus par des puissances voisines & seroient assurés de trouver chez elles un asyle, difficilement se soumettroient-ils aux loix qu'on se proposoit de leur imposer. L'ambassadeur baissant un peu la voix & cherchant à démêler dans les yeux du pontife ce qui alloit se passer au fond de son cœur, ajouta qu'un prince qui épousoit avec tant de chaleur les intérêts de la religion catholique, avoit peine à se persuader qu'on mît en avant les intérêts de cette même religion pour lui susciter tout-à-la-fois une guerre civile & étrangère : qu'il aimoit mieux croire que de même qu'on semoit en Italie de faux bruits de ce qui se passoit en France, de même on répandoit en France de fausses nouvelles de ce qui se préparoit en Italie : qu'en tout cas, il avoit mis un si bon ordre dans ses finances & vivoit en si bonne intelligence avec ses voisins, qu'il ne voyoit pas ce qu'on gagneroit à l'attaquer.

Pie IV évitant de s'expliquer sur

Tome XXIX.

T

ANN. 1562.

 ANN. 1562.

tout ce qui venoit de se passer en France & paroissant prendre pour bonnes les raisons que l'ambassadeur venoit de lui alléguer, répondit qu'il avoit toujours compâti aux malheurs du royaume, & ne s'étoit jamais permis le moindre doute sur la droiture des intentions du roi & de son conseil, quoiqu'il eût peine à concevoir comment, après avoir sollicité si ardemment la tenue d'un concile, ils montroient tant de froideur depuis qu'il étoit assemblé; car les autres souverains catholiques qui avoient moins d'intérêt à la chose, s'étoient empressés d'y envoyer leurs représentans & leurs évêques, & le roi très-chrétien, fils aîné de l'église, étoit le seul de la part duquel il ne parût encore ni évêques ni ambassadeur. Qu'ayant rempli tout ce qui dépendoit de son office de père commun en convoquant & mettant en activité le concile, il ne lui appartenait plus d'examiner s'il seroit plus expédient qu'il parût ou ne parût pas une continuation du premier concile de Trente, qu'il s'achevât dans cette ville ou qu'il fût transféré ailleurs: c'étoit aux pères qui le formoient, qu'il falloit désormais adresser

ces sortes de questions, auxquelles ils ne pouvoient eux-mêmes répondre ANN 1562. sans s'être assurés auparavant si ces arrangemens conviendroient également à toutes les puissances qui prenoient part à cette assemblée. Qu'il désiroit ardemment que les princes protestans y présentassent eux-mêmes ou y envoyassent leurs ambassadeurs ; que non-content de les inviter, il n'avoit pas craint de s'abaisser devant eux beaucoup plus sans doute que sa dignité ne le comportoit. Qu'il verroit sans jalousie qu'un autre fût plus heureux, & ne refuseroit aucune des sûretés qu'ils voudroient exiger, pourvu toutefois qu'ils ne prétendissent pas donner la loi à ceux dont ils devoient la recevoir, & que sous ombre d'une prétendue liberté chrétienne, ils n'allassent pas jusqu'à exiger que le concile fût composé autrement que ne l'avoient été tous les conciles précédens. Quant aux bruits de guerre dont il entendoit parler pour la première fois, il ne devinoit pas ce qui pouvoit les avoir occasionnés : son premier soin étoit d'entretenir la concorde entre tous les princes chrétiens ; & le roi de France en particulier ne de-

 ANN. 1562.

voit attendre de lui que les offices de père, de prince & de gentilhomme; car il ne pouvoit, disoit-il, ni ne vouloit oublier un titre qui lui donnoit une origine commune avec une princesse qui gouvernoit si glorieusement une grande monarchie.

Rien n'étoit moins prouvé que cette parenté des Médequin ou Médicis de Milan avec les Médicis de Florence; mais comme cette prétention n'avoit rien d'offensant dans la bouche d'un pape, personne ne s'avisa de la contester, & Catherine en particulier y donna volontiers les mains. Croyant s'être mise à l'abri du soupçon par la fausse confidence qu'elle venoit de faire au pape, de ses négociations avec les princes protestans d'Allemagne, elle adressa successivement vers l'électeur Palatin, le landgrave de Hesse, les électeurs de Saxe & de Brandebourg, Jacques d'Angennes, seigneur de Rambouillet, non point pour les exhorter à envoyer leurs ambassadeurs & leurs théologiens au concile de Trente, mais pour leur proposer une ligue fédérative qui les mît en état de s'opposer conjointement aux résolutions sanguinaires qui alloient être

prises dans cette assemblée, qu'elle leur peignoit comme une conjuration de tous les princes catholiques contre les protestans. Elle n'ignoroit pas, disoit-elle, combien la faveur qu'elle avoit constamment portée à ceux qui vivoient selon la pureté de l'évangile, l'avoit rendu odieuse à leurs barbares persécuteurs, & elle devoit s'attendre que le refus qu'elle feroit de prendre part à leurs complots, attireroit sur elle les premiers coups; mais ils devoient considérer de leur côté que, s'ils la laissoient écraser, ils seroient bien moins en état de se défendre, lorsque leur tour viendrait. Les électeurs la remercièrent de l'avis important qu'elle leur donnoit, & l'exhortèrent à persister dans la sainte résolution qu'elle avoit prise, de ne point participer au prétendu concile. Ils lui promirent chacun en particulier autant de troupes qu'elle voudroit en soudoyer, mais ils s'abstinrent de délibérer sur la ligue qu'elle leur proposoit, & sur les autres mesures qu'il conviendrait de prendre, jusqu'à ce que l'on connût mieux les projets & les forces de leurs communs ennemis.

Quoiqu'une pareille réserve ne ré- Mesures violentes.

ANN. 1562.

pour assu-
rer l'exécu-
tion du der-
nier édit.

Beze.

*La Pope-
linière.*

De Thou.

*D'Aubi-
gné.*

*Gaufredi,
histoire de
Provence.*

pondit pas pleinement aux espérances que lui avoit fait concevoir l'amiral , elle comprit qu'elle s'étoit déjà trop avancée pour revenir sur ses pas , & pour suivre avec chaleur la publication & l'exécution du dernier édit. Les parlemens de Rouen , Bordeaux , Toulouse & Grenoble l'enregistrèrent sans beaucoup de difficultés , parce que dans des provinces violemment agitées & où le nombre des protestans égaloit presque celui des catholiques , il falloit un remède prompt. Au contraire , il fut unanimement rejeté par le parlement de Dijon , parce que la nouvelle religion avoit fait de moindres progrès en Bourgogne , & que Tavannes , commandant de la province , prenoit sur lui de maintenir l'exécution de l'édit de juillet. Catherine appréhendant que d'autres gouverneurs , ou par foiblesse , ou par mauvaise volonté , ne suivissent cet exemple , prit le parti de charger de cette exécution quelques commissaires déjà puissans par eux-mêmes , & qu'elle armeroit de toute la plénitude de la puissance royale. Le comte de Crussol eut pour département le Dauphiné , la Provence & le Languedoc , où il se fit suivre par

déux ou trois compagnies de gendarmerie. La ville d'Aix, où résidoit le parlement de Provence, étoit tellement dominée par la faction des zélés catholiques, que les réformés, bien qu'en grand nombre, n'osoient se hasarder d'y faire aucun exercice public de leur religion. Pontevéz de Flassans, premier consul, non-seulement s'étoit porté pour opposant à l'enregistrement de l'édit, mais avoit braqué le canon & fait toutes les autres dispositions pour soutenir un siège, au cas que le gouvernement employât la force pour se faire obéir. Ses mesures étoient si bien prises, que Crussol, quoique renforcé d'un corps de milices que lui avoit amenées le comte de Tende, gouverneur de la province, n'osa s'approcher des murailles jusqu'à ce qu'il fût venu à bout, par des négociations secrètes, de mettre dans ses intérêts les bourgeois les plus notables. Flassans, dénué de ses principales forces, & à la veille de tomber entre les mains de ses ennemis, s'évada avec tous ceux qui lui restoiént fidèles, & alla s'établir dans la petite ville de Barjols. Les comte de Crussol & de Tende, maîtres de la place,

 ANN. 1562.

ANN. 1562. firent publier l'édit, & pour en mieux assurer l'exécution, désarmèrent les bourgeois, ordonnèrent de procéder à la nomination de nouveaux consuls, & veillèrent à ce que tous les choix tombassent sur des partisans de la réforme : avertis que Flassans tenoit la campagne, & que cette troupe fanatique, portant pour écharpe un gros chapelet, & précédée par un Cordelier, qui tenoit entre ses bras un grand crucifix, faisoit main-basse sur tous les réformés qu'elle pouvoit surprendre, ils appellèrent à leur secours Mouvans & le baron des Adrets, & rassemblèrent une armée de dix mille hommes. Flassans & sa troupe, hors d'état de résister à des forces si considérables, & craignant d'attirer sur leurs hôtes un orage dont ils n'avoient aucun moyen de les garantir, se retirèrent du côté des montagnes, où ils disparurent pour un tems. Cette attention tardive ne sauva point les malheureux habitans de Barjols. Malgré leurs soumissions & leurs excuses, ils furent presque tous passés au fil de l'épée; la ville livrée pendant plusieurs jours au pillage, essuya toutes les horreurs que le fanatisme peut seul suggérer. On

renversa les autels, on promena par dérision dans les rues, les reliques les plus vénérées, & on les brûla en grande cérémonie dans la place publique ; après divers outrages faits aux prêtres, on les précipita dans des puits. On avoit sauvé du massacre le viguiet & les consuls : on les produisit chargés de fers devant des commissaires qui les interrogèrent pour la forme, les déclarèrent rebelles & les firent punir du dernier supplice, sans que le parlement osât recevoir leur appel. Le comte de Crussol se transportant ensuite dans les autres villes des trois provinces qu'embrassa sa commission, désarma les bourgeois, destitua sous divers prétextes les officiers municipaux attachés à l'ancienne religion, les remplaça par des réformés auxquels il confia la garde des armes & le soin de la police, applanissant ainsi les voies à la grande révolution qu'on méditoit.

La même opération avoit été arrêtée pour la Guyenne & la Gascogne, où il s'étoit élevé des troubles : on chargea le prince de Condé d'aller y rétablir l'obéissance, & on lui délivra une commission parfaitement semblable à

ANN. 1562.

celle du comte de Crussol. Le prince l'avoit acceptée d'abord : puis venant à réfléchir que l'acquisition de la ville de Paris, dont l'exemple entraîneroit à la longue le reste du royaume, étoit d'une toute autre importance pour le parti que celles de deux provinces qu'on pouvoit regarder comme à moitié gagnées par l'attachement qu'elles avoient pour le roi de Navarre leur gouverneur, il prétexta une maladie pour être dispensé de s'éloigner de la capitale. Sur son refus la commission fut adressée à Blaise de Montluc, frère de l'évêque de Valence, qu'on supposoit apparemment dans les mêmes sentimens que lui, ou du moins parfaitement indifférent entre les deux partis, parce que, la tête toujours remplie de faits d'armes, il n'avoit pas paru jusqu'alors donner une attention bien sérieuse à toutes ces querelles théo-

Difficultés logiques.

à la publication de l'édit dans Paris.

L'acquisition de Paris à laquelle le prince de Condé venoit de sacrifier des avantages certains, étoit un événement très-problématique. Car bien que la nouvelle religion y eût été plantée en naissant, & qu'elle n'eût point cessé depuis ce moment d'y être prêchée

Lettres de Ste-Croix.
Lettres de Chanton-
nai.

même dans le feu des plus âpres persécutions; l'exemple des premiers magistrats, la vigilance des officiers de police, & bien plus encore la multitude de confréries religieuses dans lesquelles chaque citoyen se trouvoit classé, avoient empêché qu'elle ne se propageât dans l'ordre des vrais bourgeois; & si quelques relations nous parlent d'assemblées de dix mille personnes, on ne peut les entendre que d'une foule d'étrangers, de gens désœuvrés & même de mendiants: des monumens authentiques nous apprennent que le nombre des vrais réformés n'y passoit pas deux mille, & que de ces deux mille il y en avoit tout au plus un tiers de bourgeois. C'étoit à en augmenter le nombre, en excitant le zèle des prédicans & en donnant par sa présence du lustre à ces assemblées, que le prince consacroit ses momens, tandis que d'un autre côté la cour mettoit tout en œuvre auprès du parlement pour lui faire adopter l'édit. Il avoit été présenté par le maréchal de Montmorenci le 23 janvier, & remis sur-le-champ aux gens du roi qui, après un examen sommaire, avoient déclaré qu'ils le

ANN. 1562.

Hubert
Languet
épist.

La Pope-
linière.

Registres
du parle-
ment.

Mémoires
de Condé.

ANN. 1562.

trouvoient contraire sur bien des points aux anciens édits & arrêts de la cour, qu'il tendoit à établir une seconde religion dans l'état, en introduisant une nouvelle administration de sacremens & de prétendus ministres inconnus ou réprouvés jusqu'à ce jour. Ils avoient requis en conséquence que remontrances en fussent faites au roi. La cour chargea quelques conseillers de l'examiner de nouveau, & permit à tous les autres, attendu l'importance de la matière, d'en prendre copie pour y réfléchir chacun en particulier, & être plus en état de donner son avis. Le 24 le roi de Navarre, accompagné du maréchal de Montmorenci, vint au parlement, présenta sa lettre de créance, & dit que le roi & la reine sa mère voyoient avec chagrin qu'on remît en délibération un édit accordé sur la demande des états-généraux, & discuté par le conseil concurremment avec les représentans de tous les parlemens du royaume. Qu'ayant assisté aux délibérations qui s'étoient tenues au château de Saint-Germain, il pouvoit attester à la compagnie qu'on n'avoit rien omis de ce qui pouvoit être dit pour & contre, & que

dans la nécessité de prendre un parti on s'étoit décidé pour celui qui offroit le moins d'inconvéniens. Que le plus grand intérêt de l'état & celui auquel tous les autres devoient céder, étoit d'assoupir promptement les troubles, ce qu'on devoit naturellement se promettre de la publication de l'édit, au lieu qu'en remettant en délibération une chose déjà accordée, c'étoit exposer l'état à de nouveaux orages, dont l'issue étoit au moins douteuse. Le premier président répondit que la cour seroit toujours disposée à obéir au roi, mais qu'on devoit considérer que par sa constitution elle étoit assujettie à des formes qui entraînoient forcément une certaine lenteur. Qu'on ne pouvoit lui reprocher d'avoir perdu du tems, puisqu'au moment même où elle avoit reçu l'édit, elle l'avoit remis aux gens du roi qui avoient déjà fait leur rapport. Pendant qu'il parloit, entrèrent successivement le recteur de l'université, le chancelier de l'église Notre-Dame & le prévôt des marchands, qui présentèrent requête pour être reçus opposans à l'entregistrement. Du mesnil, avocat-général, déclara qu'il ne permet-

ANN. 1562.

 ANN. 1562.

troit pas que personne fût reçu opposant à un acte émané du propre mouvement du roi; mais il trouva bon qu'ils déposassent leurs requêtes comme simples mémoires auxquels la cour auroit tel égard qu'elle jugeroit convenable. Le roi de Navarre qu'on soupçonna d'avoir suscité cette opposition par des émissaires secrets, répondit au discours du premier président, qu'il ne prétendoit point empêcher que la cour ne délibérât en toute liberté; qu'il respectoit les usages d'une compagnie dont il étoit membre, & que s'il avoit paru mettre trop de chaleur dans sa demande, on ne devoit l'attribuer qu'à l'envie de remplir exactement la commission qu'il avoit reçue de la reine mère, à laquelle il auroit bien désiré de porter une réponse satisfaisante. Cette excuse qui confirmoit les premiers soupçons, avertit Catherine de choisir un autre solliciteur. Elle adressa deux nouvelles lettres de jussion au parlement, l'une par d'Avanson, conseiller d'état, l'autre par Rostaing, l'un des chambellans du roi, qui, conjointement avec le maréchal de Montmorenci, durent prendre connoissance de tout

ce qui se passeroit dans cette affaire, & d'en avertir ponctuellement.

ANN. 1562.

Tandis que ces trois agens pres-
soient le parlement d'enregistrer sur
une simple lecture ou de se contenter
d'un examen sommaire, il survint un
incident qui acheva d'aigrir les esprits.
Charles des Dormans, conseiller de
grand'chambre, entrant dans un mo-
ment où la cour paroissoit fort échauf-
fée, dit qu'on se tourmentoit mal-à-
propos sur la publication de l'édit, puis-
qu'il étoit déjà répandu, & il en tira de
sa poche une copie imprimée. On
manda sur-le-champ le libraire, qui
confessa qu'il l'avoit imprimé par ordre
du maréchal de Montmorenci, à qui
seul il en avoit remis un certain nombre
d'exemplaires. Le maréchal, instruit
de cette aventure, vint au parlement,
produisit l'ordre qu'il avoit reçu de la
reine mère, de faire imprimer l'édit &
de lui en adresser certain nombre de
copies qu'elle se proposoit d'envoyer
aux ambassadeurs du roi dans les cours
étrangères. Quant à la permission qu'il
avoit donnée au libraire à l'insu du par-
lement, il parut étonné qu'on songeât
à disputer au gouverneur de Paris un
droit qu'on ne contestoit pas au prévôt.

Règlemens
sur les per-
missions

d'imprimer.

Mémoires
de Condé.

Registres
du parle-
ment.

 ANN. 1562.

le parlement, sans entrer en explication, fit saisir & déposer au greffe ce qui restoit d'exemplaires entre les mains du libraire. Catherine, offensée de ce procédé, résolut, par l'avis du chancelier, d'introduire un changement remarquable dans cette branche importante de l'administration. Jusqu'alors le parlement & le châtelet de Paris avoient été en possession d'accorder aux auteurs & aux libraires la permission d'imprimer avec le droit exclusif de vendre pendant un certain nombre d'années les ouvrages de leur composition. Depuis que les nouvelles opinions avoient commencé à se répandre, on avoit exigé que les ouvrages qui avoient trait à la religion & aux affaires du tems, fussent munis de l'approbation de deux docteurs en théologie. Sous prétexte que le parlement & le châtelet ne veilloient pas avec assez d'attention à cette branche de la police, & avoient accordé des privilèges pour des ouvrages qui avoient apporté plus de scandale que d'utilité, mais en effet parce que l'on commençoit à mieux sentir l'influence des lettres sur l'opinion publique, le roi le leur interdit pour se le réserver

à lui-même ou à son chancelier. Les lettres-patentes furent apportées au parlement : je n'ai pu découvrir si elles furent dès-lors enregistrées, ou si elles se réduisirent à une simple menace qui n'eut d'exécution que plusieurs années après.

ANN. 1562.

A peine avoit-on commencé à recueillir les voix sur l'édit de janvier, que le gouvernement qui avoit montré tant d'éloignement pour les remontrances, parut désirer qu'on s'en tint à cette marche, parce qu'il y avoit lieu d'appréhender un refus absolu. Le roi voulut exiger d'abord qu'on lui communiquât les avis particuliers de chacun des membres de la cour, à mesure qu'ils étoient donnés; mais sur la représentation qui lui fut faite que cette nouveauté déplairoit & ne l'instruïroit point, puisque chacun de ceux qui avoient opiné conservoit le droit de corriger ou d'abandonner entièrement son premier avis pour accéder à celui d'un autre, s'il lui paroïssoit mieux fondé; il se retrancha à demander que la cour n'arrêtât rien sur le fond de l'édit sans lui avoir communiqué auparavant ses observations qu'il feroit examiner dans le conseil. Cette voie

ANN. 1562.

légale ramenoit aux remontrances; elles furent rédigées par écrit, & ensuite portées à St-Germain par le président Christophe de Thou & le conseiller Barthelemi Viole.

Remon-
trances du
parlement
de Paris sur
l'édit de jan-
vier.

Ibid.

Le préambule de l'édit fournit matière à plusieurs observations. On y faisoit dire au roi que les remèdes violens employés par ses prédécesseurs n'avoient fait qu'aigrir le mal; sur cela le parlement observoit 1°. que ceux qui blâmoient le plus hautement la sévérité des édits de François I & de Henri II, offensoient gratuitement la mémoire de ces glorieux monarques, & se contredisoient manifestement eux-mêmes, puisque dans les lieux où ils avoient usurpé la puissance souveraine, ils usoient de la même sévérité à l'égard de ceux qui ne pensoient pas comme eux, témoin le supplice de Servet & de quantité d'autres. 2°. Que cette assertion étoit démentie par le fait, puisque pendant toute la durée du règne de ces deux monarques & quelque tems après leur mort, les hérétiques avoient été réduits à s'exiler ou à se cacher, au lieu que depuis qu'on leur avoit accordé les premières lettres d'abolition, ils s'étoient mon-

trés à découvert , & n'avoient point cessé d'exciter de nouveaux tumultes. ANN. 1562.

On lisoit dans ce même préambule, que l'indocilité & la dureté du peuple avoient empêché que l'édit de juillet ne pût être exécuté. C'étoit, disoit-on, bien mal connoître le génie & le caractère d'une nation à laquelle on n'avoit jamais disputé d'être le peuple de l'Europe le plus porté à l'obéissance & à l'amour de son souverain. Mais le gouvernement avoit-il pris quelques mesures pour assurer l'exécution de l'édit? s'étoit-il mis en devoir de punir les réfractaires & leurs fauteurs? La vérité forçoit à dire qu'il avoit fait tout le contraire. Au lieu de chasser des terres de l'obéissance du roi les prédicans, ainsi qu'il étoit porté dans l'arrêté fait au parlement, quoique cette clause essentielle se trouvât omise dans l'édit, on s'étoit empressé d'en appeler des pays étrangers, qui non-seulement avoient prêché de nuit & de jour dans cette capitale & ses faubourgs, mais y avoient célébré publiquement des mariages à leur mode, tenté de s'emparer à force ouverte de l'hôtel de Nesle, & tenu quelques-unes de leurs assemblées dans ce palais même

ANN. 1562.

de la justice. Loin de réprimer cette audace , on avoit vu le guet de Paris & les officiers de la maréchaussée former un cortège & prêter main-forte aux infracteurs des loix ; bien plus , un lieutenant-général du roi qu'on prioit de faire cesser ces assemblées , avoit répondu qu'il étoit chargé d'empêcher les séditions , & nullement les prêches. Certes , si les bourgeois n'eussent été retenus par la crainte de déplaire au roi , il y a long-tems qu'ils se seroient fait justice d'une poignée de mutins qui ne sont devenus si insolens que par notre extrême patience : quiconque voudra examiner quelles personnes composent ces assemblées dont on fait tant de bruit , ne tardera pas à s'assurer que ce sont , pour la plupart , des étrangers domiciliés ou simples passagers , auxquels s'est joint un vil amas de vagabonds , de brigands & de malfaiteurs , qui ne cherchent dans cet attroupement que l'impunité d'anciens crimes , & la facilité d'en commettre de nouveaux ; car d'environ seize mille maisons que renferme Paris , à peine en comptera-t-on deux cents infectées. Qu'on juge après cela

s'il est impossible, s'il seroit même bien difficile d'arrêter ces assemblées, & si ceux qui viennent nous dire que le mal est incurable, ne le font pas tel afin qu'on ne songe plus à y porter remède. Sans doute il n'y a point de maladie qui ne devienne dangereuse & même incurable, si l'on fait le contraire de ce qu'il conviendrait de faire pour la guérir. La mer couvrirait bientôt de vastes contrées, si au lieu d'entretenir les digues, on les rompoit de dessein prémédité. Les édits des rois précédens, s'ils n'avoient pas entièrement extirpé l'hérésie, l'avoient du moins resserrée dans des limites où elle n'étoit point à craindre tant qu'ils seroient exécutés.

Passant ensuite au dispositif de l'arrêt, le parlement montrait que de quelque adresse qu'on usât pour sauver les apparences, on y voyoit à découvert le projet d'établir une seconde religion dans l'état, & même de sacrifier, avec le tems, l'ancienne à la nouvelle, puisqu'il est impossible que deux religions se soutiennent concurremment, sans que l'une domine sur l'autre. Il n'en falloit pas d'autres preuves que ce qui étoit arrivé en

 ANN. 1562.

plusieurs villes d'Allemagne & dans quelques contrées de la Suisse, où la nouvelle religion, admise d'abord à titre de simple tolérance, n'avoit pas plutôt pris des forces, qu'elle avoit opprimé ou exterminé l'ancienne.

A la vérité on ne proposoit cette tolérance que pour un tems limité, c'est-à-dire jusqu'à la définition du concile de Trente; mais falloit-il beaucoup de pénétration pour s'appercevoir qu'il seroit, & beaucoup plus difficile & infiniment plus dangereux de l'attaquer alors qu'il ne l'étoit dans ce moment; & si l'on songeoit à la détruire, devoit-on lui laisser le tems de s'entraciner?

On en interdisoit l'exercice dans les villes, & on le permettoit hors des murailles. Or, qu'entend-on par ville, sinon une société politique d'hommes rassemblés? En permettant à tous de pratiquer publiquement les exercices de la nouvelle religion dans les fauxbourgs, n'étoit-ce pas le permettre aux villes? Si l'on croyoit la nouvelle religion salutaire, pourquoi l'interdire dans l'enceinte des villes? si on la croyoit nuisible, pourquoi la permettre au dehors?

L'édit défend aux sectaires les ma-
 riages dans les degrés de consanguini-
 tité prohibés par l'église romaine ; ANN. 1562.
 il les approuve donc dans tous les
 autres cas, quoique contractés à leur
 mode, que tous les catholiques re-
 gardent comme la profanation d'un
 sacrement ? On fait d'ailleurs qu'ils
 marient les prêtres, les moines & les
 religieuses : tiendra-t-on désormais
 ces mariages pour valides, & sera-t-
 on obligé de rendre à ces époux ou à
 leurs enfans, la portion de bien à
 laquelle ils ont renoncé en se con-
 sacrant à Dieu ? En ce cas, quelle
 source de procès & quel bouleverse-
 ment dans les familles !

Les magistrats qui sont les repré-
 sentans du prince dans sa fonction la
 plus auguste, doivent être de la même
 religion que lui, & il n'y a jamais eu
 de gouvernement où cette maxime
 n'ait été inviolablement observée. Chez
 le Turc même, où les chrétiens &
 les juifs sont tolérés, il n'y a aucun
 officier public qui ne soit mahométan.
 L'édit, loin d'interdire aux magistrats,
 sous peine de destitution, toute parti-
 cipation aux exercices de la nouvelle
 religion, paroît les y inviter, en leur

_____ assignant une place honorable dans ces assemblées.

ANN. 1562.

Le prétexte dont on colore toutes ces innovations, est le désir de rétablir la concorde entre les citoyens. Ce motif n'a rien que de louable; mais prend-on le meilleur moyen de l'effectuer? C'est une vérité palpable, que par-tout où il y a contrariété, il y a débat, & que tant que subsiste le débat, il n'y a pas lieu à la concorde. En accordant à chacun la liberté de choisir la religion qui lui conviendra, le valet se trouvera divisé de sentimens d'avec son maître, la femme d'avec son mari, le fils d'avec son père, les neveux d'avec les oncles, les pupilles d'avec leurs tuteurs; d'où il arrivera que, lorsque le père aura fait baptiser un de ses enfans dans l'église romaine, la mère le fera furtivement rebaptiser à la mode de Genève; que, lorsque l'un aura choisi pour gendre un catholique, l'autre ne voudra consentir au mariage de sa fille qu'avec un protestant; que les frères & les plus proches parens refuseront de servir de témoins & de signer le contrat; & qu'enfin, tous les rapports établis par la nature pour être les liens de la société domestique

mestique & civile, deviendront des germes de contradiction, de haine & de partialités. ANN. 1562.

Telles sont les principales raisons qui ont mu votre parlement, Sire, à vous remontrer très-humblement qu'il ne peut en conscience procéder à l'enregistrement de votre dernier édit. Il supplie votre majesté de ne point s'offenser d'une conduite qui peut la contrarier dans ce moment, mais dont elle sentira tout le prix, lorsque parvenue à l'âge de majorité, elle gouvernera par elle-même & verra tout par ses propres yeux. Alors elle connoîtra qu'ils ne pouvoient agir autrement sans trahir leur premier devoir, & qu'ils ne font rien aujourd'hui qu'ils n'aient fait sous tous les règnes & pour des causes bien moins importantes, puisqu'il s'agit de la conservation ou de l'anéantissement de la religion, l'une des colonnes de votre trône.

Comme le parlement avoit rassem- Réponse
blé dans ces remontrances tout ce qui & déclara-
servoit à motiver son refus, la mission tion.
des députés se réduisoit à faire en sorte Ibid.
qu'elles frappassent les oreilles du roi,
de la reine & des princes, sans passer

ANN. 1562.

par les mains d'un rapporteur. Ils se rendirent de grand matin à St-Germain, abordèrent la reine mère au sortir de la messe, & lui présentèrent leur lettre de créance. Après quelques reproches sur les longueurs qu'ils avoient mises dans une affaire qui n'en comportoit point, elle leur promit qu'ils seroient entendus dès le même jour dans le conseil. Le chancelier qu'ils visitèrent ensuite, leur réitéra la même promesse, & les avertit de s'y présenter à deux heures après-midi. Admis dans le conseil, ils se bornèrent à supplier humblement le roi que lecture fût faite de l'écrit qu'ils lui présentoient de la part de sa cour de parlement. L'Aubespine, secrétaire d'état, en fit lecture & fut écouté dans le plus grand silence. Aussi-tôt qu'elle fut achevée, le prince de la Roche-sur-Yon se levant de son siège & s'inclinant profondément pour demander au roi la permission de parler, dit qu'informé de bonne part que c'étoit lui qu'on avoit eu en vue dans l'article des remontrances où il étoit mention de gouverneurs qui, sur la réquisition qu'on leur faisoit de faire cesser les assemblées, avoient

répondu qu'ils étoient chargés d'empêcher les séditions & non les prêches, ANN. 1562.
 il étoit bien aise de déclarer en présence de deux témoins qui devoient l'avoir entendu, qu'il n'avoit point tenu le discours qu'on lui prêtoit. Les députés gardant le silence sur cet objet, se contentèrent de remercier le roi de l'audience qu'il venoit de leur accorder, & passèrent dans une salle voisine tandis que le conseil délibéroit sur la réponse. Lorsqu'ils furent rentrés, le chancelier s'adressant d'abord au roi pour le prier d'avouer la réponse qu'il alloit faire en son nom & par ses ordres, dit qu'en apprenant que le parlement de Paris vaquoit sans discontinuation à l'examen de l'édit, le roi & son conseil s'étoient attendus que d'une compagnie si nombreuse & si profondément versée dans l'étude des loix, il ne sortirait que des observations lumineuses, qui contribueroient toujours à la perfection de l'édit, quand bien même elle n'en approuveroit pas toutes les dispositions. Que leur surprise avoit été sans égale, en entendant la lecture d'un écrit auquel il ne savoit trop quel nom donner. L'appelleroit-

ANN. 1562.

il remontrances ? il n'en avoit ni le fond ni la forme : c'étoit une pure déclamation où l'on découvroit à chaque ligne le projet de perdre de réputation les personnes que le roi honoroit de sa confiance, & pas une idée dont on pût tirer le moindre profit. Car quel moyen indiquoit-on de calmer les troubles qui déchiroient l'état, & de rétablir la concorde entre les citoyens ? Si le parlement s'imaginoit que les difficultés qu'il entassoit contre l'édit, avoient échappé aux commissaires assemblés à Saint - Germain, il étoit dans l'erreur. Car il n'en présentoit pas une seule qu'ils n'eussent, & plus approfondie & mieux discutée; mais plus à portée que ne l'étoit le parlement, de bien juger des besoins de l'état, ils avoient senti que leur travail ne devoit pas se borner à une pure spéculation, & forcés d'opter entre plusieurs plans qui tous offroient des inconvéniens, ils s'étoient décidés pour celui qui en présentoit le moins. Qu'il étoit bon qu'ils apprissent, s'ils ne le savoient pas déjà, que ce plan avoit été ouvert par la reine mère qui avoit opiné la dernière, & qui avoit ra-

mené tout le monde à son avis ; après ce que vous venez d'entendre, ajouta le chancelier, il ne me reste qu'à vous faire lecture de l'arrêt qui vient d'être rédigé. Il portoit que nonobstant les remontrances du parlement, il seroit passé outre à l'enregistrement & à la publication de l'édit. Le président de Thou répondit que si la compagnie dont il avoit l'honneur d'être l'organe, avoit besoin d'apologie tant sur le fond que sur la forme de ses remontrances, elle la trouveroit dans l'obligation qu'imposoit à tous ses membres le titre de conseillers du roi : qu'appercevant dans l'édit qu'on avoit soumis à leur examen, l'établissement provisoire de deux religions dans l'état, & prévoyant le désordre & les calamités qui résulteroient de cet assemblage, ils avoient dû les annoncer au roi, & les présenter comme ils les sentoient, sans palliatifs & sans déguisement : qu'il y avoit sur-tout deux articles qui leur déplaisoient souverainement. Le premier étoit celui où il est parlé des consistoires & des synodes. Ces assemblées, moitié religieuses, moitié politiques, étoient une chose bien dange-

 ANN. 1562.

ANN. 1562.

reuse dans une monarchie; & en supposant qu'on se crût obligé de les accorder, il sembloit qu'on auroit dû se dispenser d'en faire une mention expresse, pour ne pas leur donner une consistence légale. Le second article est la permission accordée aux magistrats de fréquenter les assemblées des réformés. Le roi professe la religion catholique, & a déclaré dans son édit qu'il y persisteroit jusqu'à la mort. Ce seroit une chose bien révoltante, que le monarque en qui réside le pouvoir législatif fût d'une religion; & que les magistrats, ses représentans & les interprètes de ses volontés, fussent d'une autre & se trouvassent, en une infinité de cas, forcés d'opiner ou contre la loi ou contre leur conscience. D'ailleurs, si le roi veut & entend, comme il n'est pas permis d'en douter, que l'ancienne religion demeure la religion dominante, quel intérêt a-t-il que la nouvelle s'accroisse; car on fait combien l'exemple des magistrats est puissant sur l'esprit du peuple, qui n'a guère d'autre règle de conduite que de faire ce qu'il voit pratiqué par des hommes plus éclairés que lui.

L'Hopital répondit que le mot de magistrat pris au propre, ne s'entendoit que d'un homme chargé du commandement & du maintien de l'ordre public, c'est-à-dire d'un chef de police. Qu'à l'égard même de ces derniers, on n'avoit point prétendu les astreindre à se trouver aux prêches; qu'on vouloit seulement leur donner le droit d'y assister, afin qu'ils veillâssent, soit par eux-mêmes, soit par des personnes affidées, à ce qu'il ne s'y dit rien de contraire aux loix du royaume. Mais puisque l'usage s'étoit établi de donner aussi le nom de magistrats aux premiers juges, il étoit bon pour ôter toute équivoque, que le roi donnât une déclaration qui en fixât le sens. Il pria les députés de la rédiger eux-mêmes de la manière qu'ils croiroient le plus agréable à leur compagnie. Sur leur refus, il promit de l'expédier dès le même jour. Ayant obtenu satisfaction sur ce point, de Thou continua de représenter que la clause *nonobstant les remontrances*, insérée dans l'arrêt du conseil, avoit un certain air de mépris qui tourneroit au détriment de la chose publique, car on ne pouvoit contester qu'il ne fût de l'intérêt,

ANN. 1562.

ANN. 1562.

& du roi & du peuple, que le parlement usât de remontrances toutes les fois que les affaires le requéroient ; mais il étoit facile de prévoir qu'il s'y porteroit, & plus difficilement & plus froidement, s'ils s'appercevoit & si l'on avertissoit le public du peu de cas qu'on en faisoit. Il obtint encore satisfaction sur ce point, & la clause fut rayée. Avant qu'on se séparât, Catherine demanda au roi son fils s'il n'avoit rien à recommander à son parlement.

« Monsieur le président, dit le jeune
 « monarque, vous direz à ma cour
 « de parlement que j'ai fait lire dans
 « mon conseil les remontrances qu'elle
 « m'a adressées; que toutes & quantes
 « fois qu'elle m'envoyera faire des
 « remontrances de chose qui importe
 « à mon service, elles seront bien re-
 « çues. Mais vous n'oublierez pas de
 « lui dire en même-tems, que je
 « veux & entends que mon édit soit
 « publié lundi prochain pour tout
 « délai, & qu'on n'y revienne plus,
 « car je veux être obéi comme mes
 « prédécesseurs l'ont été. J'entends
 « pareillement qu'on obéisse à la
 « reine, madame ma mère, comme
 « à moi; que l'obéissance qu'on lui

» portera , j'en tiendrai le même
 » compte que si elle m'étoit portée ; ANN. 1562.
 » que la désobéissance qu'on lui fera ,
 » je la regarderai comme faite à moi ,
 » & que je m'en souviendrai étant en
 » âge «. » Sire , répondit de Thou ,
 » votre parlement connoît son devoir
 » à cet égard ; & si l'obéissance venoit
 » à se perdre dans tout le reste de vos
 » sujets , elle se retrouveroit toute
 » entière dans votre cour «.

Après avoir mis en jeu l'autorité , Catherine entreprit d'attaquer les députés par des voies plus douces & souvent plus efficaces. Au sortir de l'assemblée , elle les manda dans son cabinet , & prenant avec eux le ton de la familiarité , elle se plaignit du bruit qui couroit à Paris qu'elle favorisoit la nouvelle religion , & ne faisoit pas ce qu'elle auroit dû pour pacifier les troubles. Pour sentir toute l'absurdité de cette accusation , il suffisoit d'examiner ce qu'elle auroit à gagner à ce jeu. La soupçonnoit-on de vouloir ruiner ses enfans , & de prendre plaisir à se tourmenter elle-même ? car lorsqu'il survenoit quelques troubles , n'étoit-ce pas sur elle que retomboient tous les foudres , tout l'embarras & toute l'in-

 ANN. 1562.

quiétude ? On ne devoit pas non plus supposer qu'elle fût entrée dans ce parti par conviction, puisqu'elle n'avoit jamais cessé de pratiquer la religion dans laquelle elle étoit née, qu'elle y élevoit ses enfans, & n'avoit pas souffert qu'on innovât rien dans aucune partie du service divin. Ce n'est pas qu'elle ne sût très-bien qu'il s'étoit glissé une foule d'abus dans l'église romaine : elle avoit fait ce qui étoit en elle pour les extirper, en assemblant les évêques & en les mettant aux prises avec leurs détracteurs, afin qu'ils connussent tout ce qu'on avoit à leur reprocher, & qu'ils s'acquittassent un peu mieux de leur devoir. Il étoit encore vrai, & elle n'en avoit jamais fait mystère, qu'elle s'étoit toujours senti révoltée des supplices atroces auxquels on avoit long-tems condamné ces malheureux dévoyés, non qu'elle ne fût d'avis qu'il falloit tenter tout ce qui étoit humainement possible pour les ramener dans le bon chemin, mais entraînée par un sentiment de pitié dont elle n'avoit pu se défendre, & convaincue par un grand nombre d'exemples que ces moyens violens produisoient un effet contraire à ce

qu'on s'en promettoit. Enfin, & dans toute sa conduite passée & dans ce qu'elle se proposoit par ce nouvel édit, on ne découvroit d'autre dessein que de laisser refroidir les têtes, & de gagner du tems jusqu'à la détermination du concile général, ou tout au plus jusqu'à la majorité du roi son fils, qui sauroit se faire écouter. Elle prioit donc le parlement en général, & les députés en particulier, de seconder ses vues qui ne tendoient qu'au repos de l'état, & elle promettoit de ne point oublier le service qu'ils lui rendroient en cette occasion. Les députés croyant devoir profiter d'une disposition si favorable, lui parlèrent des gages dont le payement étoit suspendu. C'étoit apparemment le terme où elle avoit voulu les amener par ce long détour. Prenant un visage riant, recommandez bien à vos confrères, leur dit-elle, de faire ce que le roi leur ordonne, & d'être tranquilles sur le reste, car je me charge de faire acquitter tout ce qui leur est dû.

Les députés rapportèrent la déclaration & l'arrêt du conseil, & rendirent compte aux chambres de tout ce qui s'étoit passé; quoiqu'ils inclinâssent

ANN. 1562.

Le parlement refuse l'enregistrement.
Ibid.

ANN. 1562.

sent à donner satisfaction au roi & à la reine mère, ils ne changèrent point les dispositions du plus grand nombre. On manda les gens du roi, qui après avoir pris connoissance de la déclaration & avoir été sommés de donner leurs conclusions, déclarèrent qu'étant astreints par office à requérir au nom du roi, ils ne pouvoient empêcher la publication de l'édit avec la clause *du très-exprès commandement*. La cour arrêta au contraire, le 18 de février, qu'elle ne pouvoit ni ne devoit en conscience procéder à l'enregistrement.

Nouvelles
remontran-
ces.

Registres.
Mémoires
de Condé.

Catherine, étonnée d'une résistance si opiniâtre, l'attribua en partie à quelque pratique secrète du roi de Navarre, qui montrait alors, comme nous le dirons bientôt, autant de haine contre les réformés qu'il leur avoit marqué d'attachement. Pour s'en éclaircir, elle vint passer deux jours à Paris, vit en particulier les personnes affidées qu'elle avoit dans le parlement, puis manda une députation composée des présidens, du procureur-général & d'un grand nombre de conseillers. Cachant son ressentiment, elle leur dit avec douceur qu'aucun d'eux, sans

doute, ne conseilleroit au roi son fils de laisser le royaume dans l'horrible confusion où il se trouvoit; que puisqu'ils avoient rejeté les moyens que le conseil avoit jugé les plus propres à pacifier les esprits, ils en connoissoient apparemment de meilleurs; qu'elle les prioit donc & leur ordonnoit, de la part du roi, de les lui adresser sans délai, car l'état des affaires n'en comportoit point. Le parlement nomma des commissaires, qui, feuilletant les registres, recueillirent des diverses remontrances qu'on y avoit consignées depuis le commencement des troubles, ce qui leur parut remplir le mieux leur objet, & présentèrent divers plans de conduite, qui tous auroient eu leur utilité trois ou quatre ans auparavant, mais qui, demandant du tems pour produire leur effet, étoient devenus insuffisans ou inapplicables. Ils furent rejetés par le conseil, & l'on décerna une commission au prince de la Roche-sur-Yon, pour procurer la publication de l'édit par les moyens qu'il jugeroit les plus expéditifs. Il vint au parlement, le 3 de mars, présenta ses lettres de créance, & gardant toujours le souvenir de

ANN. 1562.

Com-
mission du
prince de la
Roche-sur-
Yon au-
près du par-
lement.

ANN. 1562.

ce qui le concernoit dans les dernières remontrances, il pria la compagnie de faire un peu plus d'attention à ses paroles qu'on n'avoit fait précédemment; car dans les procès-verbaux qu'on en avoit rédigés, on avoit omis la meilleure partie de ses véritables discours, pour lui en prêter d'autres qu'il n'avoit jamais tenus. Venant ensuite à l'objet de sa commission, il dit que le roi avoit fait examiner dans son conseil leurs dernières remontrances; qu'on y avoit trouvé des plans de réforme qui avoient fait regretter au gouvernement de n'être plus à tems d'en essayer, mais que dans la conjoncture présente, l'édit de janvier, bien qu'il ne fût pas sans inconvénient, étoit le seul remède dont on pût attendre du soulagement : qu'il avoit été enregistré sans difficulté par les autres parlemens du royaume, & que par-tout où il l'avoit été, il avoit rétabli le calme, dissipé les suspensions & la défiance. Qu'au contraire, dans les provinces du ressort de la cour, la commotion étoit portée au dernier degré, depuis sur-tout qu'on avoit appris le refus d'enregistrement : que les partisans des nouvelles opinions craignant qu'on

ne songeât encore à les soumettre à des traitemens qu'ils ne sont pas disposés à endurer, s'étoient attroupés en différens endroits, & s'avançoient vers cette capitale, dans la ferme résolution de se faire justice si on la leur refusoit : qu'au point où en étoient les choses, il falloit sur-le-champ opter entre une guerre civile & la publication de l'édit. Que le roi, la reine mère, les princes & tous ceux qui formoient le conseil d'état, ne devinoient pas d'où procédoit l'extrême répugnance que le parlement marquoit pour un édit qu'ils n'avoient adopté qu'après un mûr examen, & qu'après avoir eu la précaution de s'aider des lumières de tout ce qu'il y avoit de plus éclairé dans le royaume. Il falloit nécessairement qu'il les soupçonnât, ou de prévention en faveur des nouvelles opinions, ou d'incapacité en matière de gouvernement. Par rapport au premier point, la reine persévéroit dans la pratique de l'ancienne religion, & vouloit que ses enfans y fussent élevés. Qu'ayant l'honneur d'être préposé à leur éducation, il pouvoit mieux que personne, certifier qu'on ne leur enseignoit rien que de

ANN. 1562.

conforme à la doctrine catholique. Bien plus, ils avoient déclaré dans l'édit même, qu'ils y persévereroient jusqu'à la mort; s'ils n'étoient pas dans cette ferme résolution, à quel propos auroient-ils pris cet engagement que personne ne leur demandoit? car s'ils songeoient véritablement à en changer, qui avoit le droit de les en empêcher? À l'égard de la capacité dans les affaires d'administration, on étoit fondé, en considérant l'âge du roi, à soupçonner qu'il lui manquoit en effet bien des connoissances nécessaires pour gouverner un grand empire: cependant on se tromperoit, ajouta-t-il, si l'on jugeoit de lui par les enfans de son âge: la nature, quoique régulière dans sa marche, souffre des exceptions, & tous ceux qui ont l'honneur de l'approcher, attesteront qu'elle lui a donné une pénétration, une sagacité & un jugement qui le rendent supérieur à la plupart des hommes de vingt ans. D'ailleurs, ce que l'expérience n'a pu encore lui donner, est abondamment suppléé par la reine mère, le roi de Navarre & les autres personnages qui tiennent dans leurs mains les rênes du gouvernement. Déclarer, comme

l'avoit fait le parlement dans son dernier arrêté, qu'un édit auquel ils avoient donné la plus grande attention, ne pouvoit ni ne devoit être enregistré, c'étoit les dénoncer à la nation, ou comme ne voulant pas le bien de l'état, ou comme incapables de le connoître : c'étoit leur imprimer une flétrissure que l'honneur ne leur permettoit pas de dissimuler. Aussi m'ont-ils spécialement chargé de procurer la publication de l'édit, d'abord par les voies de la douceur, ensuite par tous les moyens propres à faire respecter l'autorité. J'espère que le parlement ne me forcera pas de recourir à des partis dont nous nous repentirions trop tard les uns & les autres. Quoiqu'il en soit, ma commission m'astreint à être présent à la délibération, & à exiger que personne ne s'absente sans une excuse légitime; ainsi je demande avant tout qu'on fasse l'appel. Le premier président voulut s'y opposer, mais il fut abandonné par les gens du roi & le plus grand nombre des conseillers, qui jugèrent que dans une affaire de cette importance, il étoit bon que personne ne se dispensât de donner son avis. L'appel fini, le procureur-gé-

 ANN. 1562.

ANN. 1562.

néral Bourdin, l'un des plus fermes piliers de la religion catholique, fut mandé pour prendre des conclusions. Il répondit comme la première fois, que tenu par office à requérir au nom du roi, il ne pouvoit empêcher la publication de l'édit. Sommé de répondre cathégoriquement, s'il la requéroit ou s'il s'y opposoit, il représenta qu'il ne lui étoit plus permis de prendre ni l'un ni l'autre de ces deux partis : car s'il s'y opposoit, il paroîtroit vouloir interdire à la cour la connoissance d'une affaire dont elle étoit saisie : s'il requéroit la publication, il se trouveroit en contradiction avec le dernier arrêt de la cour, dont il devoit respecter les décisions. Comme ces altercations avoient consumé un tems considérable, on remit la délibération au lendemain, & l'on chargea un huissier d'aller notifier aux absens l'ordre d'y assister.

Enregistrem.
trem.

Ibid.

Cette précaution parut indispensable, parce que le bruit s'étoit répandu que si le prince de la Rochefur-Yon prétendoit violenter la compagnie, la plupart des présidens & des conseillers s'absenteroient de l'assemblée, & regarderoient comme

non avenu, tout ce qui s'y feroit passé. En effet, le Maître & St-André, premier & second présidents, gardèrent la chambre. On mit en délibération, si malgré les assurances que donnoient quelques-uns de leurs amis qu'ils étoient véritablement indisposés, on ne les enverroit pas arracher de leur lit. A la fin on eut honte d'user d'une pareille violence envers deux vieillards à qui l'on n'avoit à reprocher que de l'opiniâtreté. Le prince se reprochant à lui-même une dureté qui n'étoit point dans son caractère, pria ceux qui seroient tentés de lui en faire un crime, de vouloir bien lui indiquer quelle autre marche il devoit tenir, obligé, comme il l'étoit, de remplir à la lettre une commission qu'il n'avoit acceptée que parce qu'il n'avoit pu s'en défendre, & tourmenté par les avis qu'il recevoit de toutes parts de l'approche du danger. La reine mère venoit de lui mander que diverses compagnies de gens de pied & de cheval s'avançoient vers Paris, sans qu'elle sût, ni qui les avoit levées, ni qui les conduisoit. Le maréchal de Montmorenci, présent à cette assemblée, avoit reçu avis

ANN. 1562.

ANN. 1562.

de son côté , que cinq à six mille hommes devoient incessamment s'introduire dans les faubourgs de cette capitale , & la mettre au pillage. Qu'au moment de son arrivée , une députation nombreuse des principaux bourgeois de Paris , tous bons catholiques & chefs de communautés , étoient venus le conjurer de les tirer promptement , par la publication de l'édit , du péril imminent auxquels étoient exposés leurs biens , leur vie & celle de leurs enfans. Qu'il lui en étoit aussi arrivé une de la part des réformés , composée de gentilshommes , de bourgeois & d'étudiens. Que leur ayant vivement reproché l'audace avec laquelle ils se permettoient de marcher armés contre la défense du roi , ils s'étoient excusés le mieux qu'ils avoient pu , sur le danger auquel , sans cette précaution , leur vie demeureroit exposée au milieu d'une multitude innombrable d'ennemis qui avoient conjuré leur perte , & ils l'avoient assuré qu'aussi-tôt que l'édit qui leur donnoit une existence civile seroit enregistré , on n'auroit plus qu'à se louer de leur docilité ; qu'ils consigneroient une somme de cinquante

mille écus, si on l'exigeoit, & donneroient pour cautions les premières têtes de l'état. Pendant qu'il parloit, les gens du roi entrèrent précipitamment dans la grand'chambre, & après l'avoir prié de les excuser s'ils prenoient la liberté de l'interrompre, ils rapportèrent qu'une troupe de quatre à cinq cents hommes, armés de toutes pièces, remplissoient la cour du palais, demandoient à grands cris qu'on les fît parler au premier président & au procureur-général, & menaçoient de les mettre en pièces, si l'édit n'étoit publié sur-le-champ. La compagnie pria le maréchal de Montmorenci, avec lequel cette scène, selon toutes les apparences, avoit été concertée, de vouloir bien aller parler aux mutins, & de prendre toutes les mesures convenables pour arrêter leurs mauvais desseins. Les délibérations commencèrent, & après deux séances orageuses, la cour arrêta *qu'attendu la nécessité urgente, & en optempérant à la volonté du roi, l'édit seroit enregistré & publié, sans approbation de la nouvelle religion; le tout par manière de provision, & jusqu'à ce qu'il en fût autrement ordonné.*

ANN. 1562.

ANN. 1562.

Situation
orageuse de
la ville de
Paris.

Hubert
Languet
épist.

Lettres de
Ste-Croix.

Lettres de
Chanton-
nai.

La Popeli-
nière.

Tant de restrictions parurent indifférentes aux partisans des nouvelles opinions, aussi décidés que pouvoient l'être les zélés catholiques, à ne pas s'en tenir aux termes de l'édit; car on convenoit, de part & d'autre, que les choses ne pouvoient long-tems demeurer dans les limites qu'on venoit d'assigner, & que vu l'animosité générale, il falloit de toute nécessité qu'un parti écrasât l'autre : Paris étoit le champ, pour ainsi dire, où devoit se vider ce grand débat, puisque personne ne doutoit que l'exemple de la capitale ne fût suivi, tôt ou tard, par toutes les autres villes du royaume. Le prince de Condé s'y tenoit renfermé & s'y montroit d'autant plus entreprenant qu'il étoit sûr de ne point déplaire aux dépositaires de l'autorité, même en contrévenant aux clauses du nouvel édit, pourvu qu'il usât de subterfuges & trouvât au besoin des excuses dont ils étoient disposés à se contenter. Ainsi, quoique l'édit n'interdît pas moins sévèrement que tous les précédens les assemblées en armes, comme cette interdiction ne paroissoit pas s'étendre aux maisons des princes du sang, il voulut que l'on

continuât de se rendre au prêche, armé comme auparavant; seulement il eut la précaution de s'y trouver lui-même, & d'escorter les ministres en allant & en revenant, parce que les trois ou quatre cents gentilshommes dont il étoit accompagné, pouvoient chacun en particulier être réputé tenir quelque office dans sa maison. L'édit défendoit toute levée de deniers, toute contribution par tête, mais il permettoit les aumônes : le prince donnant le premier l'exemple, engagea les courtisans & tout ce qu'il y avoit de personnes aisées dans l'église de Paris, à doubler & à tripler dans ce moment critique ces prétendues aumônes dont le produit devoit être employé, partie à distribuer gratuitement ou à vil prix des catéchismes & des instructions de la composition de Calvin, partie à tirer de l'étranger des balots d'armes pour ceux des bourgeois & des étudiants qui ne pouvoient s'en procurer par eux-mêmes, partie, enfin, à grossir & à faire subsister une foule de vagabonds & de gens sans aveu, qui à la vérité deshonorioient ces assemblées, mais qui imposaient par le nombre,

ANN. 1562.

ANN. 1562.

& dont on pouvoit tirer un parti avantageux, parce qu'ils étoient prêts à tout entreprendre. L'amiral de Coligni, qui avoit pris sur lui d'opérer cette grande révolution sans effusion de sang, se croyoit presqu'arrivé au terme, lorsqu'une pratique sourde, conduite avec beaucoup d'art pendant six mois, & contre laquelle il ne s'étoit pas assez précautionné, l'arracha de la cour, & confondit toutes ses mesures.

Conduite artificieuse du cardinal de Ferrare: l'avons dit, trop de difficultés à se faire il est reconnu légat en France.

Négo-
ciations
d'Hippolyte d'Est.
Lettres de Ste-Croix.
Lettres de Pasquier.
Hist. eccl.
de Beze.

Le cardinal de Ferrare, arrivé vers le milieu de septembre de l'année précédente, trouvant, comme nous reconnoître en qualité de légat, s'étoit réduit, pour un tems, à n'exercer que la fonction de conseiller d'état qu'on ne lui disputa point, parce qu'il l'avoit remplie sans reproche sous les règnes de François I & de Henri II. L'approbation sans réserve qu'il donna à tout ce que Catherine de Médicis avoit déjà tenté & se proposoit de tenter encore pour opérer la réunion des deux religions, ses bons offices auprès du cardinal de Tournon & des autres prélats qui formoient l'assemblée de Poissy, sa médiation toujours ouverte au cas qu'on eût quelque nouvelle demande

demande à faire au clergé, la disposèrent à croire, qu'il ne pouvoit que lui être infiniment commode d'avoir sous sa main un homme revêtu de toute l'autorité du St-Siège, & lui firent désirer qu'on trouvât moyen de lever les obstacles qui empêchoient qu'il ne fût reçu en qualité de légat. Le principal étoit la défiance des réformés pour tout ce qui venoit de Rome, Hyppolite gardant, comme nous l'avons dit, une sorte de neutralité dans ces querelles de religion, laquelle n'étoit pas entièrement déplacée, puisque par état il devoit en être juge, ne dédaigna pas de faire des avances auprès des principaux chefs de la réforme, & sur-tout auprès du cardinal de Châtillon. Celui-ci ayant de son côté de grands ménagemens à garder avec la cour de Rome, où il risquoit d'être cité & dégradé, s'empressa de cultiver l'amitié d'un homme qui avoit un parti nombreux dans le sacré collège, & l'introduisit avec joie dans la maison, puis dans la familiarité du roi & de la reine de Navarre. Jeanne d'Albret, héritière de cette couronne, bien qu'élevée par les soins de Mar-

ANN. 1562.

ANN. 1562.

guerite de Valois, sœur de François I, qui avoit ouvert un asyle dans sa principauté de Béarn à tous les malheureux qu'on persécutoit en France pour cause de religion, n'avoit point puisé dans les leçons de sa mère le goût des disputes théologiques, & lorsque son mari, Antoine de Bourbon, dans la vue de se faire un parti dans le royaume, commença à retirer à sa cour les plus fameux prédicans, elle en témoigna de la douleur, & mit tout en usage pour lui faire abandonner une entreprise si hasardeuse. A mesure que le goût de la parure, du bal & de la galanterie, fit place à des pensées plus sérieuses, la religion & l'ambition prirent le dessus, & s'emparèrent tellement de toutes les facultés d'une ame naturellement ardente & opiniâtre, qu'elles en bannirent tout autre sentiment. Avertie des nouvelles dispositions de Catherine de Médicis, & de l'embarras où alloit la jeter l'arrivée des ministres étrangers & régnicoles qu'elle n'osoit encore loger dans le château de St. Germain, elle étoit accourue du fond de la Gascogne pour leur ouvrir sa maison, en prendre

soin, & les mettre à portée de donner un libre essor à leur zèle sans avoir rien à craindre. Ils continuoient d'y séjourner, toujours inconsolables du peu de succès des dernières conférences, se plaignant amèrement du cardinal de Lorraine, qui les avoit malicieusement entamées par les deux questions les plus épineuses, & demandant instamment qu'il plût à la reine de les faire recommencer, & d'ordonner qu'on procédât, comme le bon sens l'exigeoit, du simple au composé. Le cardinal de Ferrare ne trouva rien à reprendre dans leur requête, il parut regretter que les difficultés qu'on opposoit à l'exercice de sa légation, ne lui permissent pas de présider lui-même ces conférences, & de donner à Beze une entière satisfaction. Poussant beaucoup plus loin encore cet esprit de conciliation & de condescendance à l'égard d'une tête aussi enthousiaste que l'étoit celle de la reine de Navarre, il ne refusa pas d'assister au prêche d'un de ses ministres, pourvu qu'elle consentît à assister ensuite à celui d'un de ses théologiens. Cette action publique, dont on ne devinoit pas les motifs,

ANN. 1561.

fut traitée à Rome d'horrible profanation. On se persuada généralement que mécontent de s'être vu enlever deux ou trois fois la tiare, & moins attaché au rang qu'il tenoit dans le sacré collège qu'aux deux cent mille livres de revenus ecclésiastiques qu'il possédoit en France, il travailloit à s'en assurer la jouissance, même après un changement de religion, & que prévoyant que la révolution étoit certaine & peu éloignée, il croyoit déjà pouvoir se dispenser de garder les bienséances de son état. Le déchaînement fut si violent contre lui, que malgré les égards dûs à sa naissance, il auroit été révoqué avec ignominie, s'il n'eût trouvé un zélé défenseur dans l'homme même qu'on lui avoit donné pour surveillant. Le nonce Prosper Ste-Croix, qui étoit venu remplacer le trop ardent Gualteri, lorsque la reine mère ne voulut plus traiter avec lui, étoit un esprit sage & modéré que le cardinal de Ferrare n'avoit pas craint de mettre dans sa confiance; après l'avoir fait convenir que dans les dispositions où étoit le conseil de France, il n'y avoit plus qu'une extrême indulgence

qui pût , ou sauver la religion catholique , ou du moins en retarder la chute. Loin de se joindre aux détracteurs du légat , il rendit une justice si entière à la pureté de ses intentions , il épousa avec tant de chaleur sa défense , qu'il détermina , non sans peine , le souverain pontife & le pieux cardinal Borromée , son neveu & son premier ministre , à suspendre leur jugement sur une action qui ne les avoit révoltés que parce qu'ils n'en connoissoient pas les motifs. Le premier fruit de cette adroite politique , fut l'expédition des pouvoirs de légat , que les réformés sollicitèrent avec plus de chaleur que les catholiques. L'Hopital résista long-tems ; forcé à la fin d'expédier les lettres-patentes qui devoient accompagner les bulles , il écrivit sur le repli deux mots latins qui marquoient son opposition , comptant apparemment que cet avertissement qui n'échapperoit pas au parlement , suffiroit pour empêcher l'enregistrement. Il produisit un effet contraire , tant le chancelier étoit lui-même suspect & odieux aux zélés catholiques qui dominoient dans cette compagnie. Ce premier succès en-

ANN. 1562.

ANN. 1562.

hardit le cardinal à poursuivre avec plus de chaleur l'exécution de son plan , qu'il ne vouloit annoncer , même à Rome , que par des effers. Il consistoit à enlever aux réformés leurs protecteurs, en les amenant à ses fins par des chemins si détournés , qu'ils n'ouvrissent les yeux qu'après être arrivés à un terme où il ne seroit plus en leur pouvoir de reculer.

Moyens
qu'il em-
ploie pour
détacher le
roi de Na-
varre de la
nouvelle
religion.

Ibidem.

Le roi de Navarre , prince voluptueux & inappliqué, n'avoit embrassé la cause d'une secte querelleuse & austère , que pour se donner de la considération dans l'état , & n'avoit ambitionné cette considération que pour obliger l'Espagne , de gré ou de force , à lui faire raison du royaume de Navarre. Il avoit parfaitement réussi sur le premier point , sans être beaucoup plus avancé sur le second , depuis qu'il avoit plu à Catherine , qui n'avoit ni la volonté , ni le courage de se brouiller avec l'Espagne , de le supplanter dans la confiance des protestans , & de le réduire à un rôle purement secondaire. Le légat avoit sagement calculé que le parti catholique étant encore incontestablement le plus fort dans le royaume , il suffisoit

d'y ramener le roi de Navarre, pour réduire la reine mère à n'oser plus rien entreprendre, ou ce qui étoit plus vraisemblable, à y revenir elle-même, ce qui ôteroit subitement aux réformés leurs deux principaux appuis. Or il ne s'agissoit, pour entraîner le roi de Navarre, que de faire luire à ses yeux l'assurance d'obtenir, ou la restitution du royaume de Navarre, ou un dédommagement dont il auroit lieu d'être content. Le légat offrit à cet effet les bons offices de Pie IV, qui avoit le plus grand crédit auprès du roi d'Espagne, & qui se chargeroit d'autant plus volontiers de cette négociation, qu'il s'y croyoit obligé, puisque c'étoit une bulle d'un de ses prédécesseurs qui avoit servi de fondement ou de prétexte à l'usurpation. Il n'étoit pas difficile de tromper un prince crédule : le point important étoit d'écarter de ses oreilles les Châtillons, en possession de le gouverner, & à qui l'on ne se promettoit pas de faire illusion. Le légat, le nonce & Granvelle de Chantonnai, ambassadeur d'Espagne, qu'ils avoient cru devoir s'associer, travaillèrent d'abord à lever cet obstacle, & trouvèrent dans

ANN. 1562.

 ANN. 1562.

la maison du prince des hommes tout disposés à les bien servir. Descars, son chambellan, & Philippe de Lenoncourt, évêque d'Auxerre, chef de son conseil, l'un & l'autre catholique, se prêtèrent d'autant plus volontiers à ce qu'on attendoit d'eux, qu'outre la jalousie inhérente à la profession de courisan, ils n'appercevoient presque aucune récompense de leurs services tant que leur maître resteroit engagé dans le parti des réformés, au lieu qu'ils auroient droit d'aspirer à tout, si par leur canal il devenoit chef du parti catholique. Partant du fond de jalousie qu'ils lui connoissoient contre la reine mère, ils tâchèrent de le faire rougir du peu de considération qu'elle lui laissoit : sans prétendre la décharger du crime d'ingratitude après tous les sacrifices qu'il lui avoit faits, ils crurent cependant qu'il avoit beaucoup moins à se plaindre d'elle que de trois hommes qu'il avoit honorés de sa confiance la plus intime, & qui ne s'en étoient servis que pour le sacrifier sans pudeur à sa rivale. Car quels autres l'avoient poussée à se mettre à la tête d'un parti qui le reconnoissoit auparavant pour chef ? Quels autres

avoient combattu la résolution des états-généraux de Pontoise qui comptant pour rien les arrangemens pris dans le conseil, vouloient forcément lui déferer la régence? Combien d'astuce, combien de manège ne leur avoit-il pas fallu employer pour obliger les députés des deux ordres à déroger à leurs instructions en contrevenant à ce qui avoit été arrêté dans les états provinciaux? Avoient-ils cessé depuis ce tems de faire bassement la cour à la reine, de conférer secrètement avec elle & de la diriger dans toutes ses opérations? S'ils s'adressoient encore quelquefois à lui, n'étoit-ce pas, ou pour l'amuser par de fausses confidences, ou pour éventer ses secrets? Catherine, comme si elle se fût entendue dans ce moment avec les ennemis des Châtillons, acheva, sans le vouloir, de les détruire dans l'esprit du roi de Navarre. Curieuse de reconnoître les services qu'ils lui avoient rendus aux derniers états & de ne partager avec personne le prix du bienfait, elle conféra de son chef à d'Andelot la qualité de conseiller d'état dont étoient déjà décorés ses deux aînés, faveur d'autant plus singulière,

ANN. 1562.

 ANN. 1562.

qu'elle contrevenoit à la demande des derniers états, qui avoient requis qu'à la réserve des princes du sang, le père & le fils, l'oncle & le neveu, deux frères, ne pussent siéger dans le conseil. Le secret qu'on avoit gardé à l'égard d'Antoine, ne lui laissa plus aucun doute sur tout ce qu'on s'efforçoit de lui insinuer au préjudice des Châtillons; car il procédoit nécessairement, ou d'une défiance à laquelle il n'avoit point donné lieu, ou d'un mépris plus offensant encore que la haine. C'étoit d'ailleurs une infraction au dernier accord fait entre lui & la reine mère, puisqu'elle s'y étoit formellement obligée à ne rien innover dans le conseil sans sa participation. Il annonça qu'il ne souffriroit point que d'Andelot prît place dans le conseil, éclata en reproches contre les trois frères, qui n'eurent plus la liberté de l'approcher, & se livra tout entier aux conseils de leurs ennemis. Les premières démarches qu'il avoit faites à Rome, avoient parfaitement réussi. Le pape, prévenu par son légat, promit de faire passer en Espagne un nouveau nonce qui n'y auroit point d'autre

fonction que de vaquer à la poursuite de cette affaire. Le roi d'Espagne, également prévenu par son ambassadeur, consentit de son côté à établir une commission qui en prendroit connoissance. Le duc d'Albe président de la commission, posant pour base que le roi son maître ne devoit rien au duc de Vendôme, car c'est le seul titre qu'on lui donnât en Espagne, & que si, par un effet de sa générosité naturelle & de son amour pour la religion, il consentoit, comme il y paroïsoit disposé, à quelque grand sacrifice, il vouloit être sûr que ce bienfait ne tourneroit point au préjudice des peuples qu'il céderoit, demanda aux agens d'Antoine quelles assurances ils apportotent que ce prince pût & voulût réparer le mal qu'il avoit fait à la France & rendre des services à l'église catholique; car tant que sa maison seroit ouverte aux prédicans, il devoit se réputer heureux si les puissances catholiques, au lieu de songer à l'aggrandir, ne prenoient pas les mesures convenables pour le mettre hors d'état de nuire.

Une réponse si hautaine, loin de

ANN. 1562.

Change-
ment du roi
de Navarre.

ANN. 1562.

*Lettres de
Prosper de
Ste-Croix.*

*Lettres
de Chan-
tonnai.*

*Lettres de
Pasquier.*

*La Po-
pelinière.*

Beze.

révolter le roi de Navarre, lui parut un ordre absolu sur lequel il n'y avoit pas même à délibérer. C'étoit le tems des dernières conférences entre les docteurs des deux communions. Elles duroient depuis quinze jours dans une salle du château de St-Germain, en présence des deux reines & des principaux membres du conseil, sous la présidence du légat assisté des cardinaux de Tournon & de Châtillon, & avoient pour objet le culte des images, question que Beze lui-même avoit choisie comme la moins compliquée. Cependant après de longs débats, il n'avoit pu ni justifier le reproche d'idolâtrie que ses collègues & lui prodiguoient aux catholiques, ni les faire tomber d'accord sur aucun point. Le roi de Navarre qui cherchoit un coup d'éclat, rappelant durement aux ministres combien de fois ils s'étoient vantés de confondre les docteurs catholiques, s'ils osoient se mesurer avec eux en dispute réglée, les traita de charlatans & d'imposteurs, avec lesquels il lui seroit désormais honteux d'entretenir aucun commerce. Il auroit bien désiré de communiquer ses nouveaux sentimens à Jeanne d'Al-

bret sa femme; mais ne se flattant pas de rien gagner sur un esprit si opiniâtre, il lui signifia qu'elle eût à retourner promptement en Béarn où sa présence étoit nécessaire, & à ne plus se mêler en aucune façon de l'éducation de son fils, qu'il entendoit faire élever dans les principes de l'ancienne religion. En effet, il congédia dès le même jour ses anciens gouverneurs, & les remplaça par des catholiques. Ce dernier coup fut le plus sensible au cœur d'une mère. Serrant dans ses bras le jeune Henri, elle lui recommanda, comme s'il eût été en âge de lui obéir, de ne jamais abandonner les principes qu'elle lui avoit inspirés, & menaça de le deshériter s'il changeoit de religion. Beze & ses compagnons, sans asyle à Saint-Germain parce que Catherine n'osoit prendre sur elle de les loger, vinrent se réfugier à Paris auprès du prince de Condé, qui ne les laissa pas oisifs. D'Andelot ne voulant ni renoncer à sa nouvelle dignité, ni se compromettre directement avec le roi de Navarre, les suivit de près, & amena au prince, du consentement de la reine mère, un ren-

ANN. 1562.

ANN. 1562.

lui promettoit, on ne devoit l'attacher qu'à des conditions qu'il fût en son pouvoir de remplir. Que son rang de premier prince du sang & de lieutenant-général du royaume, tout éminent qu'il étoit, ne lui donnoit pas le droit d'exclure du conseil, encore moins de chasser de la cour ceux que le roi & la reine voudroient y retenir. Le duc d'Albe croyant-appercevoir dans cette excuse un reste de ménagement pour d'anciens confidens avec lesquels on ne vouloit pas rompre entièrement, demanda avec colère à quel titre ils sollicitoient une récompense pour un homme qu'ils disoient n'être pas en état de rendre un si mince service? Il s'adoucit par degrés, & il fut convenu que l'ambassadeur d'Espagne formeroit la demande au nom de son maître, & que le roi de Navarre, secondé de tous les catholiques, l'appuyeroit dans le conseil. La reine mère ne tarda pas à être informée de cette résolution par l'évêque de Limoges, ambassadeur de France à la cour d'Espagne. Dans le dépit où la jeta cette découverte, il n'auroit pas été difficile à l'amiral de la porter à rejeter une pareille pro-

position avec tout le mépris qu'elle méritoit, & à rompre ouvertement avec le roi de Navarre. Elle s'y montreroit disposée, mais il craignoit apparemment que cette résolution ne durât pas, & qu'à la vue du danger elle n'entrât en négociation & ne finît par le sacrifier. Il jugea plus prudent & plus délicat de lui épargner une si rude épreuve, en prévenant par une retraite volontaire la demande de son éloignement : c'étoit d'ailleurs un moyen de gagner du tems & de se préparer à la guerre qui paroissoit inévitable. Il lui demanda donc en cérémonie & obtint, non sans quelque difficulté au moins apparente, la permission d'aller passer quelque tems dans sa maison, sous prétexte de quelques affaires domestiques qui lui étoient survenues. Ce départ fut tellement combiné, qu'au moment même où Chantonnai, ambassadeur d'Espagne, entroit par une porte dans le château de St-Germain, l'amiral & ses équipages en sortoient par une autre pour se rendre à Châtillon-sur-Loing. C'étoit le comble de l'humiliation pour Catherine, que le même homme dont malgré toutes ses

ANN. 1562.

plaintes elle n'avoit pu obtenir le rappel, fût chargé de venir lui signifier l'ordre de congédier ceux de ses conseillers en qui elle avoit placé sa confiance. Elle se contint cependant jusqu'à ce qu'il eût rempli sa commission. Jettant alors sur lui un regard d'indignation, elle répondit qu'apparemment on avoit oublié en Espagne que son fils & elle ne devoient compte à personne des raisons qui leur faisoient admettre dans leur conseil ou en éloigner qui bon leur sembloit. Que ne se mêlant point de ce qui se passoit à cet égard chez ses voisins, elle ignoroit de quel droit ils se mêloient de ce qui ne les regardoit pas. Qu'il falloit qu'on l'eût terriblement noircie dans l'esprit du roi son gendre, pour lui faire hasarder une démarche si contraire à la conduite qu'il avoit toujours tenue avec elle. Qu'elle vouloit absolument éclaircir ce mystère, & que la conférence dont ils étoient convenus, eût lieu dès cette année. Qu'elle alloit incessamment se mettre en route avec le roi son fils pour s'approcher de la frontière, convaincue, ajouta-t-elle, que le roi d'Espagne ne refusera pas de s'y rendre de son

côté , & que l'issue en fera telle que ceux qui , pour leur profit particulier , sèment la discorde entre de si proches patens , n'y trouveront pas leur compte. Qu'au reste elle avoit accordé à l'amiral de Coligni & à d'Andelot la permission qu'ils lui avoient demandée de s'absenter du conseil pour vaquer à leurs affaires. Que le cardinal de Châtillon en demandoit une pareille pour se retirer dans son évêché de Beauvais ; qu'elle pouvoit d'autant moins la lui refuser , qu'elle entendoit que ce qui restoit encore d'évêques & de gouverneurs de province dans le conseil , allâssent résider sur les lieux où leur présence étoit devenue absolument nécessaire.

Cet expédient , suggéré à la reine par ses confidens , avoit encore moins pour objet de sauver l'honneur des Châtillons, que de punir le cardinal de Tournon & le maréchal de St-André , qu'elle supposoit moteurs ou complices de toute l'intrigue. Le maréchal avoit donné lieu à ce soupçon par son affiduité auprès du roi de Navarre , depuis qu'il avoit apperçu en lui les indices d'un changement prochain. Premier auteur de l'inconcevable association

ANN. 1562.

Son em-

portement
contre le
maréchal
de St-André.

*Lettres de
Prosper de
Ste-Croix.*

*Hubert
Languet
épiſt.*

*Mémoires
de Condé.*

Beze.

ANN. 1562.

du connétable avec le duc de Guise , on ne doutoit point qu'il ne travaillât de pieds & de mains à y attirer le roi de Navarre , lieutenant - général du royaume , ce qu'il falloit empêcher à quelque prix que ce fût , s'il en étoit encore tems. Catherine rendit compte au conseil des avis alarmans qui lui arrivoient de différens endroits , & déclara qu'en exécution des anciennes ordonnances & du dernier règlement porté sur la demande des états-généraux , l'intention du roi son fils étoit que les évêques & les gouverneurs de province se retirassent sans aucun délai chacun dans le lieu de sa résidence , pour y exercer ses fonctions & veiller à la sûreté publique. Il étoit dur pour un vieillard septuagénaire & accablé d'infirmités , tel que le cardinal de Tournon , de se voir éloigné sous un vain prétexte du conseil d'état , le seul poste où il pût encore se rendre utile ; mais comme on mettoit en avant une loi générale , il garda humblement le silence. Le maréchal de St-André , moins respectueux , répondit que la loi de la résidence , bonne en soi , ressembloit à tous les réglemens politiques dont l'exécution de-

voit se mesurer sur le tems & les circonstances : que la capitale, dont la cour n'étoit éloignée que de quatre lieues, étoit plus agitée & dans une position plus menaçante qu'aucune autre ville du royaume. Que le choc dans une multitude presque innombrable seroit violent & terrible, & que de quelque manière que la chose tournât, le roi ne seroit point en sûreté à St-Germain, & n'avoit cependant autour de lui aucune place de refuge. Qu'il pensoit donc, qu'au lieu d'écarter de la cour & du conseil le peu qui y restoit de grands officiers de la couronne & d'hommes de service, il falloit, sans perdre un instant, y appeler ceux qui en étoient absens. Catherine, piquée au vif, s'emporta en reproches & en menaces contre le maréchal, qui après lui avoir laissé exhaler sa colère, répondit froidement qu'il n'étoit pas à s'appercevoir qu'il étoit vu de mauvais œil à la cour, qu'il auroit prévenu depuis long-tems l'ordre qu'on lui signifioit de se retirer à Lyon, si un serment redoutable ne l'enchaînoit à la personne du roi. Que le roi Henri de glorieuse mémoire qui l'avoit comblé de biens & auprès du-

ANN. 1562.

quel il avoit rempli les fonctions de premier chambellan sentant approcher la fin & tourmenté d'inquiétudes sur le sort de ses enfans, avoit exigé la parole qu'il rempliroit les mêmes fonctions auprès d'eux, & ne les perdrait point de vue pendant leur bas âge. Que lié par ce serment, la mort seule pouvoit le séparer de la personne du roi avant qu'il eût atteint l'âge de majorité. Que si la reine, dont il respecteroit toujours les volontés, n'étoit pas contente de la manière dont il remplissoit par ses lieutenans les fonctions de son gouvernement, elle pouvoit en disposer comme bon lui sembleroit.

Elle songe Catherine comprenant par ce dis-
à s'éloigner cours que le moyen qu'on lui avoit
de Paris : suggéré pour rompre les liaisons du
état de cette roi de Navarre avec un conseiller si
capitale. dangereux, ne réussiroit point, en ima-

Ibid.

Discours gina un autre qui n'avoit rien de vio-
de la Noue. lent. De toutes les maisons royales, celle qu'elle affectionnoit le plus, étoit le château de Monceaux en Brie qui lui appartenait en propre, dont elle se plaisoit à orner les jardins, mais dont les bâtimens étoient trop resserrés pour loger la cour. Elle résolut d'y

emmener le roi de Navarre , toujours amoureux de la belle Rouet , l'une de ses filles d'honneur , qui lui parut propre , sinon à le détacher de ses nouveaux amis , du moins à lui arracher ses secrets. Une seconde considération non moins forte l'obligeoit à précipiter ce voyage ; l'état de crise où étoit alors la ville de Paris. Le prince de Condé , malgré son activité , n'y avoit pas fait tous les progrès qu'il s'étoit promis. De cette multitude confuse que la curiosité , le désœuvrement ou les aumônes avoient attirée aux prêches , une grande partie avoit disparu depuis que le roi de Navarre avoit manifesté son changement , & quoiqu'il se tînt encore des assemblées de sept à huit mille personnes , les seules forces effectives sur lesquelles le prince pût solidement compter , se réduisoient à environ quatre cents gentilshommes , trois cents vieux soldats amenés par d'Andelot , trois cents étudiants & trois à quatre cents bourgeois , encore ces derniers manquoient-ils d'armes. D'un côté , l'impossibilité de se rendre maître , avec cette poignée d'hommes , d'une ville aussi étendue que l'étoit

 ANN. 1562.

dès lors Paris, de l'autre la nécessité de prévenir le retour du duc de Guise qui étoit en marche avec sa compagnie d'ordonnance, firent prendre au prince & à ceux qui formoient son conseil, la résolution de se renforcer sans perdre de tems, de cinq à six mille hommes des églises de Champagne & de Picardie, qui arriveroient par pelotons, & se cacheroient jusqu'au dénouement dans les hôtelleries des fauxbourgs, ou chez ceux des bourgeois réformés qui occupoient des maisons entières. La difficulté étoit d'empêcher que les premières compagnies qui se présenteroient en armes, ne donnâssent l'éveil aux bourgeois & n'excitâssent une commotion si forte, que le gouvernement ne se trouvât forcé de leur rendre leurs armes. Pour préparer les yeux & les esprits à cette nouveauté, l'église de Paris adressa secrètement à la reine mère une députation pour lui exposer les avanies, les insultes & les violences publiques auxquels étoient journellement exposés de la part d'une populace insolente & séditieuse, le petit nombre de fidèles qui s'assembloient pour servir Dieu selon la liberté que le roi leur en

en avoit donnée par son dernier édit, ANN. 1562.
 & la supplier d'accorder à ceux des bourgeois qui seroient en état d'en faire la dépense, la permission de se procurer des armes, non pour en faire aucun usage, mais pour imposer aux esprits turbulens que l'autorité des magistrats ne pouvoit contenir. Le corps municipal ayant eu vent de cette députation, en adressa une de son côté pour informer la reine du bruit généralement répandu qu'il se tramoit une conjuration parmi les huguenots pour saccager la ville, de l'audace avec laquelle ils marchaient armés dans les rues & insultoient indistinctement tout ce qui se rencontroit sur leur passage. Ils se plainquirent amèrement du maréchal de Montmorenci leur gouverneur, qui loin de châtier ces insolences, sembloit les encourager & ne dissimuloit plus sa partialité. Ils la supplioient instamment, ou de pourvoir sur-le-champ à la sûreté de Paris, ou de rendre aux bourgeois leurs armes. Catherine continuant de défendre aux uns & aux autres le port d'armes, promit d'avoir égard à leurs plaintes & de prendre incessamment des mesures pour les

ANN. 1562.

faire cesser. Avertie par ces mouvemens que le dénouement approchoit, & jugeant, ainsi que l'avoit observé St-André, que le roi ne seroit pas en sûreté à St-Germain, elle le conduisit à Monceaux, n'emmenant avec elle, outre les secrétaires d'état, que le roi de Navarre & le légat, dont la personne révéree lui tiendrait lieu de sauve-garde auprès des catholiques s'ils avoient le dessus. Le hasard voulut que le même jour qu'elle partoît de St-Germain, le connétable partît de son côté d'Ecouan pour se rendre à Nanteuil où le duc de Guise étoit attendu, & que les deux troupes se croisâssent à la hauteur de St-Denis. Sanfac qui conduisoit l'avant-garde de la maison du roi, envoya avertir le connétable que le roi alloit passer. Celui-ci voulant éviter de rendre compte de son voyage, fit doubler le pas à sa troupe, laissant la reine bien étonnée de ce manque de respect, & plus tourmentée encore d'en deviner la raison.

Retour
du duc de
Guise.

*Beze, hist.
ecclésiast.*

Le duc de Guise qui s'étoit retiré de la cour dès la fin de Novembre, avoit passé l'hiver à Nanteuil, à Joinville, à la cour de Lorraine, & s'é-

toit finalement rendu avec le cardinal son frère à Saverne, où ils étoient convenus d'une conférence avec le duc de Wirtemberg, qui avoit promis d'y amener ses plus habiles théologiens. Le prétexte de cette entrevue, étoit l'obligation où se croyoient les deux frères de témoigner au duc leur reconnoissance de la complaisance qu'il avoit eue d'adresser au cardinal deux ou trois de ses théologiens lors du colloque de Poissy; le vrai motif étoit l'envie qu'ils avoient de détacher ce prince Luthérien & ses collègues de toute alliance avec les réformés, & de frustrer l'amiral & la reine mère des secours qu'ils s'en promettoient. Or le meilleur moyen d'y réussir, étoit de lui montrer que la doctrine des catholiques différoit moins de la confession d'Ausbourg sur les points fondamentaux de la religion, que celle des sacramentaires ou réformés : c'est pour cette raison qu'ils l'avoient prié de se faire accompagner par ses plus habiles théologiens. Soit que Brennius, celui de tous qu'il estimoit le plus, fût un esprit conciliateur & modéré, soit, comme il est plus vrai-

ANN. 1562.

La Popelinière.

Belcarius.

Mémoires de Condé.

De Thou.

Légende

du cardinal

de Lorraine.

ne.

ANN. 1562.

semblable, que le cardinal de Lorraine, qui n'avoit jamais témoigné un grand éloignement pour les opinions de Luther, s'étudiât à s'en rapprocher encore davantage dans ce moment, Christophe fut étonné, au bout de quelques heures d'une conférence amicale, de les trouver d'accord sur presque tous les points, & ne se fit plus de scrupule d'assister à un sermon du cardinal de Lorraine. Ils s'obligea même d'envoyer un ambassadeur & des théologiens, non pas directement à Trente, car les ménagemens qu'il avoit à garder avec les princes ses collègues, ne lui permettoient pas une démarche si tranchante, mais dans quelque autre lieu voisin de cette ville, où le concile pourroit commodément députer un nombre égal de docteurs, à condition que le cardinal de Lorraine prît la charge de présider ces conférences. A la joie que donnoit aux deux frères ce commencement de succès, s'en joignit une autre bien plus vive encore : car ce fut dans ce moment que le duc de Guise reçut une lettre du roi de Navarre qui lui demandoit son amitié, le prioit comme parent & lui ordonnoit comme

lieutenant-général du royaume, de prendre avec lui sa compagnie d'ordonnance & le plus grand nombre d'amis qu'il pourroit rassembler ; & de venir sans perdre de tems défendre la religion catholique & sauver Paris. Il quitta promptement Saverne, passa deux ou trois jours à Joinville pour faire ses adieux à sa mère, & se mit en route avec la duchesse sa femme, ses enfans & ses frères.

ANN. 1562.

Fin du Tome vingt-neuvième.

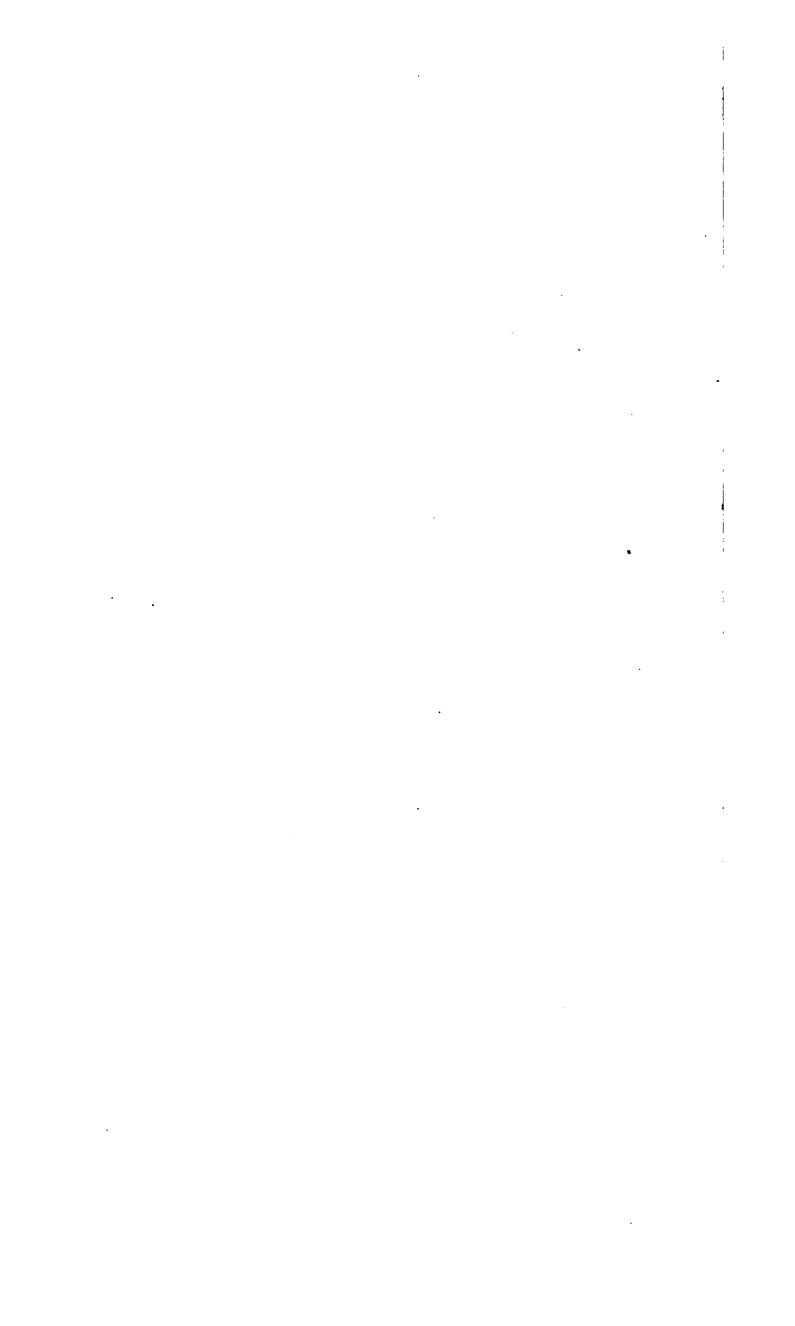
De l'Imprimerie de CLOUSIER,
rue de Sorbonne, N^o. 390.



A P P R O B A T I O N.

Nous , soussignés , Commissaires
nommés par l'Assemblée de MM. les
Lecteurs & Professeurs Royaux , pour
examiner l'Histoire de France de M.
l'Abbé GARNIER , avons lu les vingt-
neuvième & trentième volumes de
cette Histoire ; & nous les avons
trouvé dignes de l'impression. A
Paris, ce 29 Octobre 1785.

BOUCHAUD. VAUVILLIERS.



—

1
2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15



NOV 28 1956